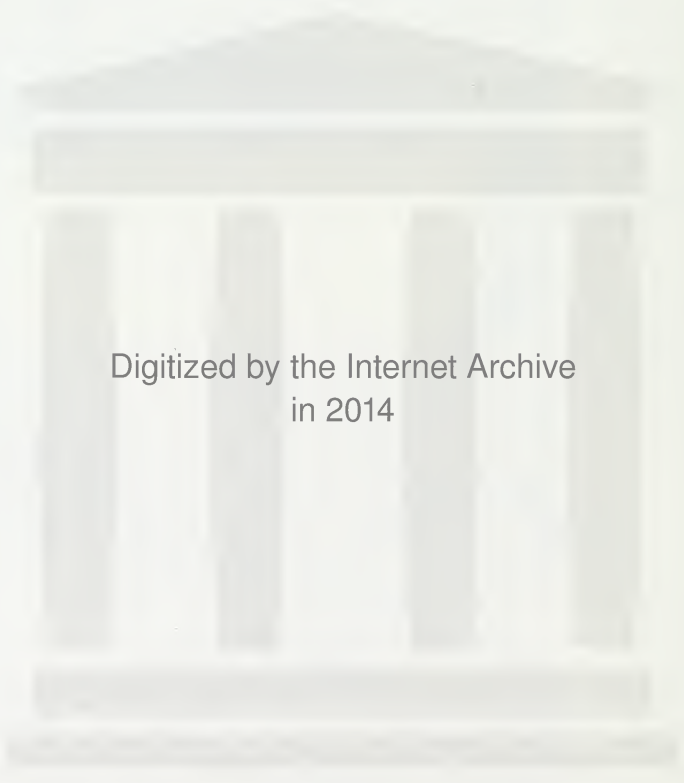




Digitized by the Internet Archive
in 2014

ALLEN COUNTY PUBLIC LIBRARY



3 1833 01828 2290

GENEALOGY
944
B873ZX,
1860
JAN-JUN

9^E ANNÉE

1860

JANV., FÉV., MARS

N^{os} 1, 2, 3.

Bulletin de la Société

DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS

DOCUMENTS HISTORIQUES INÉDITS ET ORIGINAUX.

XVI^e, XVII^e ET XVIII^e SIÈCLES

« Et quant au premier point sur la réformation que j'ay commencée et que j'ay délibéré continuer par la grâce de Dieu... ie l'ay apprise par la Bible que ie lis plus que les docteurs... et n'ay point entrepris de planter nouvelle religion en mes pais, sinon y restaurer les ruines de l'ancienne... Je ne fay rien par force... Dieu me moustre des exemples... »

Jeanne d'Albret, Reine de Navarre au cardinal d'Armagnac.

(Lettre du 18 d'aoust 1563.)

Vos pères, où sont-ils ?

(ZACHARIE, 1, 5.)

« Je trouverois bon, qu'en chacune ville, il y eust personnes députées pour escrire fidelement les actes qui ont esté fait durant ces troubles et par tel moyen, la vérité pourroit estre réduite en un volume, et pour ceste cause, je m'en vray commencer à l'en faire un bien petit narre, non pas du tout, mais d'une partie du commencement de l'Eglise reformée. »

Bernard Palissy.
Recepte véritable, etc., La Rochelle, 1563, page 103.)

PARIS

AGENCE CENTRALE DE LA SOCIÉTÉ

174, rue de Rivoli. (Ecrire franco.)

PARIS. — J. Cherbuliez et Ch. Meyrueis et C^e. — GENEVE. — Cherbuliez.
LONDRES. — Nutt, 270, Strand. — LEIPSIG. — Léopold Michelsen.
AMSTERDAM. — S. De La Chaux et fils. — BRUXELLES. — Mouron.

1860



SOMMAIRE

	Pages.
NEUVIÈME ANNÉE. — A MM. Haag, sur leur <i>France protestante</i>.	1
CORRESPONDANCE. — OBSERVATIONS et COMMUNICATIONS relatives à des documents publiés. Avis, etc.	7
Quelques registres de baptêmes, mariages et inhumations de l'ancienne Eglise réformée de Caen et de Fécamp (1560 à 1567), retrouvés dans une ferme de Normandie.	<i>Ibid.</i>
Prise d'habit de Mademoiselle Isle de Loire, fille de protestants de l'Aunis (1691).	10
Épisode des dernières persécutions religieuses en Normandie. Tentative d'enlèvement de deux jeunes filles (1751).	11
Questions et réponses.	12
Etymologie et première apparition du mot « Huguenot. »	<i>Ibid.</i>
Quelle est la véritable origine et la signification du mot <i>Parpaillot</i> ?	20
Livres et manuscrits provenant de la bibliothèque de Du Plessis-Mornay. Que sont-ils devenus?	22
Un éclaircissement proposé sur le lieu d'origine d'Idelette de Bure, femme de Calvin.	26
Un vieux recueil de Chansons et une Sottie du seizième siècle à rechercher.	27
Notes et documents relatifs à l'ancienne Eglise réformée de Charenton et de Paris.	29
Questions dans l'intérêt de descendants de réfugiés.	<i>Ibid.</i>
DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX.	30
Conversion d'un religieux de l'ordre des Carmes (Jean d'Espina) au protestantisme (1556). Comm. par M. L. de R.	<i>Ibid.</i>
Lettre inédite de Fr. Hotman au roi de Navarre (1560). Comm. par M. P. Raymond.	32
Les victimes de la Saint-Barthélemy à Paris. Essai d'une topographie et d'une nomenclature des massacres, d'après les documents contemporains (1572).	34
Lettres de François de Coligny, comte de Chastillon, fils de l'amiral, à sa femme Marguerite d'Ailly de Pecquigny (1586). Comm. par M. R. de Casenave.	45
Chanson huguenote chantée à Metz et brûlée par la main du bourreau (1657). Comm. par M. O. Cuvier.	51
Abolition du culte réformé à Casteljaloux. Factum, procédure et arrêts (1682). Comm. par M. P. Cabos.	53
Bossuet et la révocation de l'Edit de Nantes. Jeunes protestantes du diocèse de Meaux enlevées à leur famille (1683).	62
Une abjuration collective et officielle en Saintonge, à la veille de la Révocation (1685). Comm. par M. J. de Clervaux.	71
Un cadavre de nouvelle convertie traîné sur la claie et à la voirie, par sentence du lieutenant criminel au baillage de Vermandois (1686). Comm. par M. de M.	73
Rôle des évêques et archevêques sous Louis XIV. Dépêches du secrétariat de la maison du roi (1691-1693).	74
Trois lettres inédites de Jean Cavalier (1704), tirées des archives du ministère de la guerre. Comm. par M. Hugues.	77
Lettre du pasteur du désert, J. Pradel, à l'intendant du Languedoc, Lenain (1746). Comm. par M. Pradel.	81
MÉLANGES.	
Madame Desloges et la famille de Beringhen. Une lettre de Madame Desloges à Henri de Beringhen, son neveu (1628?) Comm. par M. J. Chavannes.	84

AVIS IMPORTANT. — M. Courtois a cessé d'être l'Agent de la Société. Tout envoi de volume doit être adressé simplement à *M. l'Agent de la Société*, etc. A l'Agence centrale, 174, rue de Rivoli.

MM. les Souscripteurs sont instamment priés d'acquitter sans délai le montant de leur souscription. Les recettes de la Société doivent être effectuées dès le commencement de l'année.



LE TOME III ET DERNIER

DE

L'HISTOIRE DES PROTESTANTS

ET DES

ÉGLISES RÉFORMÉES DU POITOU

PAR AUG. LIÈVRE

In-8° de 376 pages

Contenant les biographies; la liste des Eglises et des pasteurs qui les ont desservies jusqu'à la révocation de l'édit de Nantes; le tableau des synodes principaux, de 1561 à 1683; une note sur le massacre de la Brossardière, du 13 août 1595; le testament de Joseph Defontaine; une liste des protestants du Haut-Poitou, persécutés en 1681; un relevé des conversions opérées par les dragonnades en 1681, diocèses de Poitiers, de Limoges, de La Rochelle et de Luçon; des listes de persécutés de 1685, etc., de galériens pour cause de religion, de détenus dans les prisons d'Etat, de femmes ou filles enfermées dans des couvents et hôpitaux, de prisonniers pour cause de religion, de persécutés depuis 1749, de réfugiés; une notice sur les *méreaux* des Eglises du désert. Avec table alphabétique des noms de lieux et de personnes contenus dans tout l'ouvrage et une carte du Poitou.

LOUIS XIV

ET

LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES

PAR J. MICHELET

4 vol. in-8°.

LE TROISIÈME JUBILÉ SÉCULAIRE

DE

LA RÉFORMATION EN FRANCE

29 MAI 1859

Compte rendu général publié par la Commission du Jubilé.

1 vol. grand in-8° de 260 pages.

ESSAI HISTORIQUE

SUR

LES ÉGLISES RÉFORMÉES DU DÉPARTEMENT DE L'AISNE

D'APRÈS DES DOCUMENTS LA PLUPART INÉDITS

PAR O. DOUEN

1 vol. grand in-8° de 185 pages.

PRIX DES 8 PREMIERS VOLUMES DU BULLETIN :

Pour les *nouveaux membres*, chaque volume, 7 fr., et pour les *nouveaux abonnés*, 10 fr.

Voir les Statuts de la Société, page 6 du tome I.

Le BULLETIN est expédié PAR LA POSTE (pour la France et les pays étrangers avec lesquels il existe des conventions postales), et les prix de souscription sont fixés ainsi qu'il suit pour les *sociétaires* et les *abonnés* :

N. B. <i>Aux Sociétaires.</i> Le taux de la cotisation n'est point un <i>maximum</i> . Chacun est invité et intéressé à faire connaître l'œuvre et à la propager.	SOCIÉTAIRES.		ABONNÉS.
	1 ^{re} année. (dr. de diplôme.)	2 ^{me} année et suivantes.	chaque année.
PARIS ET BANLIEUE.	16 fr.	6 fr.	13 fr.
DEPARTEMENTS.	17 »	7 »	15 »
ÉTRANGER.	17 »	7 »	15 »

MODE DE PAYEMENT. — CHANGEMENTS DE DOMICILE. — RÉCLAMATIONS. — Les paiements doivent être adressés *franco* et avec les demandes (à l'Agence de la Société, 174, rue de Rivoli, à Paris), en valeurs sur Paris ou en mandats de poste, à *Monsieur l'Agent de la Société*, etc. (sans nom de personne). — De même pour les changements de domicile et les réclamations. (Écrire lisiblement les noms, prénoms, qualités et résidence, et indiquer le département ou le pays, ainsi que le bureau de poste desservant le lieu d'habitation.)

L'AGENCE est ouverte chaque jour de la semaine de 3 à 5 heures 1/2.

RECouvreMENTS COLLECTIFS. — Dans certaines localités, les membres et abonnés pourront s'entendre pour une transmission collective. — A Strasbourg, le Directoire du Consistoire supérieur a bien voulu autoriser spontanément M. Ph. Lauth, chef de ses bureaux, à centraliser les souscriptions.

ENVOI DE DOCUMENTS. — Ils doivent être adressés *franco* au Président de la Société. — On peut les déposer: A Lyon, chez M. Denis, lib., rue Impériale, 42; — A Bordeaux, chez H. Muller, libr., rue Sainte-Catherine, 43; — A Montpellier, chez F. Pujol, libr., rue Argenterie, 24; — A Genève, chez J. Cherbuliez, libr.; qui ont offert de les faire parvenir, sans frais, à Paris.

DANIEL CHAMIER. *Journal de son voyage à la cour de Henri IV, en 1607, et sa Biographie*, publiés pour la première fois, d'après les manuscrits originaux, avec de nombreux documents inédits, par M. CHARLES READ, ancien magistrat, président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français, membre de la Société de l'Histoire de France et de celle d'Histoire et d'Archéologie de Genève. 1 volume grand in-8° de 480 pages, avec un beau portrait de Daniel Chamier, gravé sur acier, et une vue du temple de Montélimar, démolie à la révocation de l'Edit de Nantes.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS.

NEUVIÈME ANNÉE.

Sua si bona norint!

Nous avons ouvert notre huitième année sous de fâcheux auspices, en annonçant que, par suite du découragement de l'éditeur de la *France protestante*, ce grand ouvrage courait risque de demeurer inachevé. Cette nouvelle ayant excité quelque bon vouloir et un certain nombre de souscripteurs répondant à l'appel, les généreux auteurs se décidèrent à faire encore un sacrifice personnel, en éditant eux-mêmes le tome IX^e et dernier de leur publication. Il ne faudrait pas, en effet, qu'on se fît illusion sur le concours prêté par les protestants à leurs historiens! Nous qui savons ce qui en est, nous ne tairons pas la vérité et nous dirons hautement que, si MM. Haag ont imprimé à leurs frais le premier et le dernier volume de leur œuvre, ils ont accompli cette œuvre d'un bout à l'autre à leurs dépens, avec une abnégation qui, sans contredit, en rehausse encore l'excellence. Aussi ont-ils pu, à bon droit, se rendre ce témoignage, que le prix de leurs travaux et de leurs sacrifices était « dans la conscience d'un service rendu et dans l'approbation d'un petit nombre d'amis... »

A ce point de vue, ils ont dû éprouver, et nous avons nous-mêmes ressenti un sensible plaisir, en lisant les justes appréciations que divers organes de la presse parisienne, tels que le *Journal des Débats*, le *Siècle*, la *Revue de l'Instruction publique* viennent de faire paraître sur la *France protestante*, ainsi que les stances qu'elle a inspirées à M. le pasteur F. Vidal, de Bergerac. Ce sont là des *testimonia* qui méritent d'être recueillis.

Nous reproduirons ailleurs quelques extraits de ces articles, et nous donnons ici les beaux vers de M. Vidal, heureux de les placer en

tête de ce *Bulletin*, dont ils illustrent si poétiquement la devise : *Vos pères, où sont-ils?* en même temps qu'ils donnent une si chaleureuse expression au sentiment de gratitude dont la France protestante d'aujourd'hui doit être animée envers les infatigables historiens de la France d'autrefois !

A Messieurs EUGÈNE et ÉMILE HAAG

SUR LEUR *FRANCE PROTESTANTE*.

Επιστρέψαι καρδίας πατέρων ἐπὶ τέκνα.
Tourner le cœur des pères vers les enfants.
(Luc I, 17.)

FRÈRES, honneur à vous ! la France protestante
Admire vos efforts, votre labeur pieux,
Et des enfants émus la voix reconnaissante
Applaudit à l'œuvre savante
Qui fait revivre ainsi les noms de leurs aïeux !

Leurs noms, ils sont inscrits dans le Livre de vie :
Auprès de leur Sauveur tous leurs vœux sont remplis ;
Mais leur gloire ici-bas est encor poursuivie,
Et tous ceux qu'épargnait l'envie
Dans un oubli profond dormaient ensevelis.

Vos pères, où sont-ils? — disait la voix railleuse
De ceux qui nous traitaient en païens, en gentils,
Nous avions beau vanter leur œuvre glorieuse,
Toujours la voix injurieuse
Nous répétait encor : *Vos pères, où sont-ils?*

— Où sont-ils, ces martyrs au noble et saint courage,
Où sont-ils ? Les voilà ! Voilà le Livre d'or
Où leurs noms sont inscrits. Lisez ! A chaque page,
Malgré vous, vous rendrez hommage
A ces héros pieux qui là vivent encor !

Là vous retrouverez ces figures austères
Qui dans les parlements, à l'armée, à la cour,
Surent faire admirer leurs nobles caractères ;
Là vous retrouverez nos pères :
Coligny, Du Plessis, Rohan, Anne Dubourg !

Guerriers, princes, savants, ouvriers... Longue liste !
C'est Jean Goujon, tenant sa Bible et son ciseau ;
C'est *Bras de Fer* La Noue, à qui rien ne résiste ;
C'est Palissy, le grand artiste,
Brûlant jusqu'à son lit pour chauffer son fourneau ;

C'est Jean Leclerc, de Meaux, pauvre cardeur de laine,
 Au front de qui le fer imprime un fleuron d'or;
 C'est d'Aubigné, poète à la mordante veine;
 C'est Jeanne, la pieuse reine;
 C'est de Bèze, Marot... et mille autres encor.

En vain l'on avait cru jeter au vent leur cendre;
 En vain, pour étouffer leur voix, dans les cachots,
 Vrais tombeaux, tout vivants on les faisait descendre,
 De peur que l'on ne pût entendre
 Leurs prières, leurs chants, leurs pleurs et leurs sanglots.

Vous avez dissipé les épaisses ténèbres
 Dont on avait voulu les couvrir à jamais;
 Vous avez élevé leurs monuments funèbres;
 Les plus obscurs seront célèbres...
 Votre Histoire les rend immortels désormais!

Frères, honneur à vous! La France protestante
 Admire vos efforts, votre labeur pieux,
 Et des enfants émus la voix reconnaissante
 Applaudit à l'œuvre savante
 Qui fait revivre ainsi les noms de nos aïeux!

* *
 *

Que de travaux, afin d'arracher leur mémoire
 A l'oubli de la tombe et leur cendre au bûcher!
 Pour leur rendre à la fois et la vie et la gloire,
 Pour écrire leur noble histoire,
 Que d'anciens documents il a fallu chercher!

Sans se lasser jamais, vos recherches actives
 Ont dû fouiller donjons, bastilles et châteaux,
 Dépouiller de vieux tas de poudreuses archives,
 Redemander leurs voix plaintives
 Aux échos endormis des plus sombres caveaux;

Il a fallu monter ces antiques galères
 Où, forçats glorieux, *honnêtes criminels*,
 Ils ramaient, mesurant leurs jours par leurs misères,
 Et demandant dans leurs prières
 Que Dieu voulût bénir leurs oppresseurs cruels;

Il a fallu gravir des roches escarpées,
 Les chercher au désert, dans le creux des vallons
 Où, la nuit, à prier leurs troupes occupées
 Étaient tout à coup dissipées,
 Et tombaient en fuyant sous le fer des dragons;

Il a fallu les suivre au delà des frontières,
 Où, loin des lieux aimés dans leur mémoire inscrits,
 Des frères leur tendaient leurs mains hospitalières,
 Où leur cœur n'eut que des prières
 Pour l'aveugle tyran qui les avait proscrits...

O proscrits glorieux ! qui portiez au Refuge
 Vos arts, votre industrie et vos nobles labeurs,
 Relevez-vous : l'Histoire, incorruptible juge,
 De sa voix immortelle adjuge
 La gloire, à vous, — la honte, à vos persécuteurs !

Frères, honneur à vous ! La France protestante
 Admire vos efforts, votre labeur pieux,
 Et des enfants émus la voix reconnaissante
 Applaudit à l'œuvre savante
 Qui fait revivre ainsi la foi de leurs aïeux !

* *
 *

Oh ! comme en les voyant, d'un cœur humble et fidèle,
 Dans les lieux où leur foi les faisait accueillir,
 Payer par leurs travaux, leurs vertus et leur zèle,
 L'hospitalité fraternelle,
 Comme d'un juste orgueil vous deviez tressaillir !

Oui, nos pères ont eu tous les genres de gloire :
 Proscrits, martyrs, soldats. Les pauvres Camisards
 Des rochers cévenols, par plus d'une victoire,
 Ont éternisé la mémoire,
 Et Cavalier prend place à côté de Villars.

Dans les conseils, au bain, à la cour, à l'armée,
 Juges, guerriers, forçats, artistes ou savants,
 Par leurs saintes vertus, à la foi réformée
 Ils lèguent une renommée
 Dont le poids à porter est lourd pour leurs enfants.

Nous n'avons plus, hélas ! ce mâle et fier courage
 Qui pour l'honneur de Christ savait tout supporter ;
 Mais à les voir ainsi revivre en votre ouvrage,
 Jaloux d'un pareil héritage,
 Peut-être voudrions-nous aussi les imiter.

Peut-être vous ferez briller les étincelles
 De leur foi, qui couvaient aux cendres du foyer,
 Et, ranimant en nous des cœurs toujours fidèles,
 Vous nous redonnerez des ailes
 Qui vers les vastes cieux pourront se déployer...

De quinze ans de travaux noble et digne couronne!
 Que ne peut le poète en tresser une d'or,
 Pour en parer vos fronts, où la gloire rayonne!
 Mais le poète, hélas! ne donne
 Que des chants, et ne peut que répéter encor :

Honneur, honneur à vous! La France protestante
 Admire vos efforts, votre labeur pieux,
 Et des enfants émus l'âme reconnaissante
 Applaudit à l'œuvre savante
 Qui fait revivre enfin la foi de leurs aïeux!

F. VIDAL.

Janvier 1860.

Voilà certes de nobles accents, et, pour notre part, nous remercions M. Vidal d'avoir ainsi, en résumant dans ces stances éloquentes les glorieux traits de nos annales, exalté dignement *l'œuvre savante qui les fait revivre*. Ne perdons pas cependant de vue que, pour aller d'A à Z, et former ainsi un ouvrage entier, la *France protestante* n'est point encore complète, tant qu'il lui manque le couronnement indispensable d'un Supplément, d'un Index des noms, d'une Table chronologique, etc. C'est entre les auteurs et le public protestant une question d'honneur. Il faut que les premiers se voient encouragés sérieusement par le public à accomplir ce travail surérogatoire, si fastidieux mais si essentiel, des tables des matières; il faut que le public leur prouve qu'il en sent la nécessité et que, par son empressement à les y convier, il les dédommage de ses tiédeurs passées.

Le public protestant, hélas! nous ne sommes pas les seuls à le gourmander et à lui faire honte de son indifférence. Nous venons de recevoir le volume où M. Douen a réuni les deux parties de son excellent *Essai historique sur les Eglises réformées du département de l'Aisne*, dont les lecteurs du *Bulletin* ont eu les prémices (VIII, 385, 516). Dans la préface qu'il y a ajoutée, l'auteur se plaint en termes vifs et touchants de l'abandon dans lequel se trouve parmi nous le travailleur qui se voue à l'œuvre historique. On est de feu, remarque-t-il, pour le roman plus ou moins religieux, pour les fictions de la littérature sentimentale; on est de glace pour l'historien, on rebute celui qui voudrait le devenir, on lui coupe les vivres. M. Douen connaît par sa propre expérience les labeurs et les sacrifices qu'exige l'étude de notre histoire protestante; il cherche à initier en quelques

mots le public aux difficultés que l'on rencontre, et à le faire sortir ainsi de son apathie. « Tel récit qu'on lit en une heure a coûté six
« mois de travail, si ce n'est un an et plus. — Eh bien, ajoute-t-il,
« consacrez quinze ans à une œuvre gigantesque autant qu'exacte et
« précise, faites le relevé savant et consciencieux de toutes les gloires
« d'un peuple qui les ignore, ouvrez les trésors d'une immense éru-
« dition, écrivez le Livre d'or du protestantisme français, œuvre
« jusqu'ici sans égale dans les fastes de la Réforme, usez-y vos forces,
« votre fortune et votre vie, le public reconnaissant..... Point. Vous
« n'aurez pas trois cents acheteurs! — Cela est honteux, mais cela est.
« Interrogez plutôt les auteurs de la *France protestante*. Je deman-
« dais au respectable pasteur de l'une des Eglises les plus importantes
« de l'Aisne, combien il pourrait placer d'exemplaires du présent tra-
« vail. — Deux, répondit-il. » (1)

M. Douen déplore aussi le peu de véritable zèle déployé en faveur de notre *Société de l'Histoire du Protestantisme français*, d'une Société
« si éminemment utile, et qui pourtant manque de popularité comme
« d'argent. » Il voudrait qu'au lieu de la laisser végéter, on lui four-
nît en abondance les moyens de provoquer et de seconder toutes les
recherches, de multiplier et de populariser ses publications, de s'atta-
cher des collaborateurs spéciaux qui pussent se consacrer à son déve-
loppement. Il reconnaît qu'elle a déjà beaucoup fait, par l'heureuse
impulsion qu'elle a donnée aux travaux historiques; il la félicite des
fruits qu'elle a portés. C'est pourquoi l'on devrait, pense-t-il, la mettre
à même de faire beaucoup plus encore, en étendant ses ressources et
en l'obligeant ainsi à étendre le champ si fécond de son activité. Puis-
sent les vœux de M. Douen, d'ailleurs si conformes à ceux que nous
avons plus d'une fois exprimés, être une fois exaucés. Mais comment
l'espérer? — Sait-on quel nombre de souscripteurs atteint à grand-
peine la *France protestante*, à l'heure qu'il est? Tout au plus celui de
QUATRE CENTS, c'est-à-dire que *les deux tiers des frais ne sont même pas
entièrement couverts!* Ce chiffre et ce résultat, après tant d'efforts,
parlent assez haut! « Vos pères, où sont-ils? »

(1) Nous profitons de cette occasion pour rendre à César ce qui est à César, et réparer une erreur que les journaux protestants nous avaient fait commettre, lorsque nous avons parlé de la motion faite, au mois de mai 1859, en faveur de la *France protestante*, dans le sein de la Conférence pastorale de Paris (VIII, 255). C'est M. Douen qui prit à ce sujet l'initiative, ainsi que M. le pasteur Vernes nous l'a prouvé par la communication d'un extrait du procès-verbal; c'est donc à lui qu'il faut reporter l'honneur de cette initiative.

CORRESPONDANCE.

OBSERVATIONS ET COMMUNICATIONS RELATIVES A DES DOCUMENTS PUBLIÉS.—
AVIS DIVERS, ETC.

Quelques registres de baptêmes, mariages et inhumations de l'ancienne Église réformée de Caen et de Fécamp (1560 à 1657), retrouvés dans une ferme de Normandie.

Etant en Normandie, au mois de septembre 1859, nous sommes allé, avec notre ami M. Francis Waddington, visiter, à quelques lieues d'Yvetot, un domaine qui a appartenu durant de longues années à une famille de gentilshommes protestants, les Dumont, sieurs de La Fontelaye, Bostaquet, etc., dont le dernier héritier et représentant a été le marquis de Lamberville, décédé à Paris il y a une vingtaine d'années. Notre but était de voir de nos yeux la localité habitée au XVII^e siècle par celui des Bostaquet qui, réfugié en Hollande et en Angleterre à la Révocation, et officier de Guillaume III, a laissé d'intéressants mémoires dont nous possédons une copie, que nous comptons publier quelque jour. Nous voulions avoir une idée exacte des endroits dont il est question dans ces mémoires, et rechercher s'il s'était conservé dans le pays quelques traditions, quelques documents propres à éclaircir les récits de notre auteur. Notre attente n'a pas été trompée; elle a même été dépassée à certains égards.

Le petit château de La Fontelaye, rebâti après un incendie quelques années avant la Révocation et placé dans une situation charmante, est aujourd'hui la propriété de M. Boulén, ancien notaire de la ville de Rouen, qui nous accueille et seconda nos investigations avec une parfaite obligeance (1). Les registres d'état civil de la commune nous fournirent quelques renseignements. Bostaquet, à vingt minutes de là, au milieu des terres, n'est pas, comme La Fontelaye, une maison seigneuriale; c'est simplement une très-belle ferme, appartenant à Madame la comtesse de Chabillant, dont les vastes bâtiments en briques entourent une grande cour carrée plantée de pommiers, avec un beau pigeonnier au milieu. L'ensemble de ces constructions a un certain style qu'on n'est pas accoutumé à rencontrer dans les fermes normandes. Un des corps de bâtiment, qui date évidemment du XVII^e siècle, est appelé *la Sépulture*, parce que, au siècle dernier, quand les protestants n'avaient point d'existence légale, le seigneur de Bostaquet fut, nous a-t-on dit, inhumé, ainsi que deux de ses domestiques, dans cette espèce de cave qui est de plain-pied avec le sol. Ayant fait connaître au fermier l'objet de notre visite, nous fûmes conduits

(1) La Fontelaye, canton de Tostes, arrondissement de Dieppe, est à égale distance des stations de Motteville et de Saint-Victor.

par lui au premier étage dans une de ces pièces, servant de greniers, où l'on conserve des grains et des fruits. Il nous montra dans un coin un énorme tas de papiers, et quels ne furent pas notre étonnement et notre satisfaction d'y reconnaître des liasses de documents et de registres relatifs, non-seulement à la propriété de Bostaquet, mais encore aux divers domaines que possédait de son vivant le dernier marquis de Lamberville. Il ne nous fallut pas moins d'une bonne journée pour passer rapidement en revue cet amas de paperasses. Dans ce fouillis, abandonné là depuis des années, se trouvaient aussi, parmi les vieux parchemins et les terriers, des correspondances de famille et divers papiers particuliers, ayant pour nous plus d'intérêt, et que nous compulsâmes afin d'en faire notre profit. Ce mélange de pièces si diverses n'avait rien que de naturel, car les archives publiques ou privées renferment toujours beaucoup de lettres; mais ce qui ne se rencontre pas ordinairement dans ces dernières et ce que nous découvrimus là, à notre grande surprise, ce furent d'abord un, puis deux, puis jusqu'à sept registres d'état civil, c'est-à-dire tout un petit lot de registres de baptêmes, mariages et enterrements de l'ancienne Eglise réformée de la ville de Caen. Comment ces registres qui ont été, croyons-nous, infructueusement recherchés depuis la réorganisation du culte protestant, se trouvaient-ils par hasard enfouis dans une chambre de ferme, à dix lieues de Rouen? C'est ce que nous pûmes bientôt nous expliquer, en voyant qu'ils étaient confondus avec d'autres papiers provenant de la succession des descendants d'un ancien conseiller à la chambre de l'Edit du parlement de Rouen, Pierre Lesueur de Colleville, gendre du célèbre Samuel Bochart (1). Il est évident qu'à une époque où la distinction entre les papiers publics et les papiers domestiques n'était pas bien observée, les registres que Bochart avait détenus, en sa qualité de ministre de l'Eglise de Caen, étaient restés en sa possession, et qu'à leur insu ou volontairement, par suite des circonstances, peut-être de la révocation de l'Edit de Nantes, ses héritiers et leurs descendants les avaient ainsi conservés par-devers eux. Quoi qu'il en soit, nous donnons ici à ceux qu'elle intéresse la bonne nouvelle de leur découverte, et nous nous proposons de solliciter du propriétaire qui détient aujourd'hui ces documents sans même le savoir, l'autorisation de les reprendre et de les restituer aux archives consistoriales de l'Eglise réformée de Caen. Malheureusement la série des registres retrouvés est loin d'être complète. S'en est-il perdu entre les mains des détenteurs? nous l'ignorons. Voici, par ordre chronologique et avec quelques notes prises à la hâte, la liste des registres que nous avons exhumés :

(1) Nous avons vu là quelques papiers de la main de Samuel Bochart ou le concernant, tels, par exemple, que le certificat qui lui fut délivré à la fin de ses études par les professeurs de l'académie de Sedan.

I. Registre de *Baptêmes et mariages, de novembre 1560 à octobre 1563*. — Le ministre de l'Eglise de Caen qui signe les actes se nomme *Lebas*.

II. Registre de *Baptêmes, d'octobre 1563 à février 1567*. — Ministres : en 1563, *d'Aubigny*; en 1564, *Duval*. — Nous remarquons que François Malherbe, sieur de Digny, conseiller au siège présidial, est parrain le 1^{er} février 1566. C'est le père du poète Malherbe.

III. Registre de *Baptêmes, de may 1567 à octobre 1568*.

IV. Registre de *Baptêmes et mariages, de may 1571 à août 1572*. — Ministres pendant cette période : Gilles *Gautier* et Pierre *Pinson*; Vincent *Lebas*, Raoul *Le Chevalier*. — Nous remarquons que ce registre s'arrête au 31 août 1572 et que le prêche eut encore lieu ce jour-là, ce qui indique sans doute que la nouvelle des massacres de la Saint-Barthélemy de Paris n'était pas encore parvenue à Caen.

V. Registre de *Baptêmes, de may 1576 à mars 1584*. — Ministres à Caen : en 1576, E. *Azire*, Gilles de *Housteville*, de *Malescot*, Pierre *Pinson*, de *Labenserie*, Gilles *Gaultier*. A Socqueville, en 1577, J. *Gaudard* et Ursin *Bayeux*. A Verrières, en 1579, Arthur de *Lescalay* et Marin *Le Saulx*.

VI. Registre de *Baptêmes, d'avril 1584 à 1587 et de ... 1590 à 1596*. — Ministres : en 1590, Du *Buisson* et Jean *De la Rue*; en 1596, Gilles *Gaultier* et Jean *Bosquet*. — Nous remarquons que « François Malherbe, sieur de Digny, du quartier de Saint-Etienne de Caen, » est parrain le 18 février 1596.

VII. Registre intitulé *Papiers des inhumations, de juin 1647 à juin 1657*. — Nous y relevons les actes suivants :

Maître Jacques Budon, pasteur en l'Eglise de Caen, est décédé à Saint-Nicolas, le 13^e jour de novembre 1647 et enterré le lendemain.

Marie Du Boscq, fille de M^{re} Pierre Du Boscq, ministre du saint Evangile en ceste Eglise, est décédée au quartier de Saint-Jullien, le 13^e jour d'aoust (1652) et enterrée le mesme jour.

Le sieur Guillaume Du Boscq est décédé au quartier de Saint-Jullien, le 18 du mois de may 1653 et enterré le lendemain.

Thomas Malherbe, fils de Martin Malherbe, de Saint-Jullien, est décédé et inhumé le 30^e jour de janvier 1654.

Jeanne Marot, fille de Daniel Marot, de Saint-Gilles, est décédée le 4 juin 1655.

Elisabeth Desessars, veuve de Messire Adam Seigneurye, en son vivant ministre de la Parole de Dieu en l'Eglise réformée, recueillie en la ville

d'Evreux, est décédée le 8^e jour de janvier (1656), au quartier de Saint-Pierre, et enterrée le lendemain.

Damoiselle Marye Moisant, femme de Messire Pierre Du Boscq, ministre de la Parole de Dieu en ceste Eglise, est décédée le 3^e jour de février 1656 et enterrée le lendemain.

Nous avons trouvé, en outre, parmi les mêmes papiers, un petit fascicule formant registre de baptême de l'ancienne Eglise réformée de Fécamp.

C. R.

Prise d'habit de Mademoiselle Isle de Loirre, fille de protestants de l'Aunis, à la Visitation Sainte-Marie de Paris (1691).

Voici un acte que nous avons relevé sur le *Registre des Vestures et Professions qui se sont faites au premier monastère de la Visitation Sainte-Marie, de Paris, établie rue Saint-Antoine*, registre conservé aux archives de l'état civil à l'Hôtel de ville. On sait que l'Eglise de l'ancien monastère de la Visitation Sainte-Marie est aujourd'hui l'un des temples de l'Eglise réformée de Paris.

« Je, Henriette Lidie Isle de Loirre, fille de messire Isaac-Auguste Isle de Loirre, et de dame Anne-Céleste Fourcher, protestans, mes père et mère, demeurant dans la province d'Aunis, aagée d'environ vingt-un ans, certifie à tous qu'il appartiendra que de mon propre mouvement et sans aucune contrainte, j'ay cejourd'huy, dix-septième jour d'aoust mil six cent quatre-vingt-onze, pris publiquement l'abit de novice, en foy de quoy j'ay signé le présent acte, avec nostre très honorée mère supérieure et deux témoins, quy sont messire Charle d'Aubigny, commandeur des ordres du Roy, etc., et monsieur l'abbé Miron, aumosnier du Roy.

« *S^r Françoise-Henriette* DE LOIRRE.

« *S^r Marie-Terèse* FOUQUET, supérieure.

« L. MILON. CHARLES D'AUBIGNÉ. »

Suit un autre acte du 21 août suivant, par lequel il est constaté que la susnommée a fait solennellement les vœux et la profession, en présence de ladite sœur supérieure, dudit abbé Milon et de l'abbé Bitaut, abbé de Concorson, ainsi signé.

**Épisode des dernières persécutions religieuses en Normandie.
— Tentative d'enlèvement de deux jeunes filles (1751).**

La célébration du Jubilé de 1859 a fait revivre bien des souvenirs des persécutions religieuses du dernier siècle. Voici, entre autres, des renseignements qui me sont donnés par un membre de mon conseil presbytéral, petit-fils d'une des deux personnes dont il va être question, et chez laquelle il passa vingt années. Ce récit est d'une complète exactitude, et j'ai cru devoir vous le communiquer.

Marie et Elisabeth Benoit, seules enfants de Pierre Benoit et de Marie Néel étaient nées, la première en 1744 et la seconde en 1746, à Greuville, village voisin de Luneray. En 1751 elles perdirent leur père; six mois après sa mort elles faillirent être enlevées à leur mère pour être placées dans un couvent. L'enlèvement eut lieu, mais par des mains amies; la mère fut privée de ses enfants, mais pas pour toujours, grâce au courage de son père et à celui du père de feu son mari, qui trouvèrent au loin un asile pour leurs petites-filles.

La veille de la tentative d'enlèvement, le prieur de Greuville, qui en était informé, avertit la veuve Benoit que le lendemain on devait venir lui prendre ses deux enfants. Celle-ci, épouvantée, accourt à Luneray, auprès de son père et de son beau-père, tous deux vieillards de quatre-vingts ans, qui avaient vu les dragonnades sous Louis XIV. Aussitôt ils prennent les deux jeunes filles et les cachent avec le plus grand secret sans révéler, même à la mère, le lieu de leur retraite, de peur qu'elle ne cède aux menaces, peut-être aux mauvais traitements qui l'attendent; et pendant trois jours elle ne sut pas où ses enfants étaient cachées. Le lendemain les gendarmes arrivent à Greuville et se présentent à la porte de la veuve : « Où sont vos enfants? — Je ne sais pas. — Vous les avez cachées? — Non. » Ils fouillèrent la ferme de fond en comble, intimidèrent, menacèrent la pauvre mère, au point qu'elle alla jusqu'à dire que deux vieillards de quatre-vingts ans savaient seuls ce que ses enfants étaient devenues.

Trois jours après, un adieu solennel et bien émouvant avait lieu entre la mère et ses deux petites filles, car pour les soustraire à quelque nouveau coup de main, les deux aïeuls entreprirent de les conduire eux-mêmes, malgré leur grand âge, à Autot-le-Vatois ou Autot-Saint-Sulpice, à trois quarts de lieue d'Autretot, chez des protestants sans enfants où elles demeurèrent huit ans sans revenir. A cet âge, où les impressions sont vives et ineffaçables, le voyage était bien fait pour frapper leur esprit; aussi ne l'oublièrent-elles jamais et le racontèrent-elles souvent à leurs enfants et à leurs petits-enfants. Les deux vieillards partirent la nuit, sur deux chevaux, ayant chacun devant soi une petite fille cachée sous un large man-

teau. La distance étant trop longue, surtout par des chemins détournés pour être franchie sans s'arrêter, il fallut laisser reposer les chevaux en route, et comme il ne pouvait être question, de peur d'être découverts, de s'arrêter à une auberge, ce fut dans un bois que les vieux cavaliers mirent pied à terre et déposèrent leurs précieux fardeaux. Ils étendirent leurs manteaux sur le sol et y versèrent de l'avoine pour leurs chevaux. La seconde partie du voyage se fit, comme la première, sans fâcheuses rencontres.

Les vieux époux auxquels les enfants furent confiées remplirent dignement leurs devoirs envers elles, les instruisant de leur mieux dans la religion de l'Evangile, et les conduisant la nuit par la main, même par des temps affreux, au culte qui se célébrait en secret à Autretot.

Huit ans plus tard l'aînée des deux filles fut mariée, et sa sœur Elisabeth revint aussi à Luneray et passa près de trois ans cachée dans une chambre, sans voir personne que sa mère et une domestique, et sans sortir, excepté pour aller au culte la nuit dans un bois ou dans une carrière. Elle épousa dans la suite, à l'âge de seize ans, François Poulain, cultivateur, qui s'établit dans une ferme à Beautot, près de Bacqueville. Six enfants naquirent de ce mariage : François, Adrien, Elisabeth, Marie-Anne, Pierre et Jean. Le baptême à l'Eglise romaine ne pouvant être évité, les cinq premiers furent baptisés à l'église de Bacqueville et le dernier à Brachy. Les domestiques de la ferme furent parrains et leurs femmes marraines. Le père n'avait garde d'assister aux baptêmes.

C'est de cette famille que descendent un certain nombre de familles protestantes notables de l'Eglise de Luneray.

E. BERTHE.

Luneray, février 1860.

Questions et Réponses.

Étymologie et première apparition du mot « Huguenot. »

(VI, 287; VIII, 13, 122, 266, 378.)

Nous recevons de l'historien du *Protestantisme en France*, M. le professeur Soldan, de l'université de Giessen, la communication suivante, qui répond à un article déjà ancien de M. E. Albaric, et revient ainsi sur la question du mot *Huguenot*, dans un sens opposé à celui que nous avons en dernier lieu adopté. Nous rappelons à ce sujet que nous avons posé (VIII, 378) une question préjudicielle de nature à influencer sur la solution

finale : c'est celle de savoir si l'on connaît un texte, autre que celui de Pasquier, relatif à l'emploi du mot *Huguenot* en Touraine, antérieurement à l'année 1564.

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Giessen (Grand-Duché de Hesse), le 2 février 1860.

Monsieur le Président,

Je prends la liberté de vous envoyer sous ce pli quelques remarques destinées à répondre aux observations critiques de M. Albaric, au sujet de l'origine du nom de *Huguenots* (VI, 287 du *Bulletin*). Peut-être ces lignes, dont j'ose soumettre le contenu à votre savante critique, contribueront-elles à avancer la question et à la rapprocher de sa solution définitive.

Veuillez agréer, etc.

WILHELM SOLDAN.

Encore un mot sur le nom de Huguenots.

M. Ernest Albaric a bien voulu, dans ce Bulletin (VI, 287), attirer l'attention du public français sur mon *Histoire du Protestantisme en France*. Dans ce but il a donné, comme spécimen, la traduction d'une monographie, dans laquelle j'ai essayé de constater la véritable origine du nom de *Huguenots*. Je le remercie de tout mon cœur de la bienveillance qu'il m'a ainsi témoignée et des éloges dont il a honoré mon travail. Mais il est arrivé à M. Albaric que, quoiqu'il eût jugé d'abord, comme il l'assure, ma dissertation irréfutable de tout point, des recherches indépendantes, amenées par le travail de la traduction, l'ont insensiblement conduit à se ranger décidément du côté des adversaires de mon opinion. Il a donc fait suivre sa traduction de plusieurs observations critiques, dans lesquelles il contrôle mes assertions, conteste mes conclusions, et finit par embrasser la tradition, jadis en vogue, qui fait remonter l'origine du nom des Huguenots à la ville de Tours avec son fantastique *Roi Huguet* (1).

Si je prends la liberté de répondre ici aux remarques de M. Albaric, c'est parce que ses objections, quoique fines et ingénieuses sous plusieurs rapports, n'ont nullement pu changer mon opinion. Ces objections, au contraire, n'ont eu pour moi d'autre résultat que celui de reconnaître la faute que j'avais commise d'espérer que, pour l'origine genevoise du nom de *Huguenots*, le témoignage de Spon, tout isolé que je l'ai produit, serait aux yeux d'autrui aussi suffisant qu'aux miens. Il faut donc suppléer à ce défaut par des documents historiques, dont l'autorité ne saurait être contestée si facilement.

(1) La *traduction* de la monographie de M. Soldan s'arrête à la page 302 du tome VI du *Bulletin*, et les *observations critiques* de M. Albaric commencent à la ligne 24 de cette même page. Elles auraient dû être imprimées d'un caractère différent, ou au moins séparées de ce qui précède par quelque trait. (Réd.)

Il y a dans l'histoire de Spon un passage où il est dit qu'à Genève, du temps des luttes intestines de cette ville, le terme *huguenots* était employé indifféremment avec celui d'*eidgnots*, pour désigner le parti libéral. J'avais ajouté foi à ce témoignage. M. Albaric n'est pas d'accord avec moi ; il craint même qu'en m'appuyant sur ce passage, je n'aie été un peu la dupe de mes préventions. J'espère prouver, cependant, que, dans ce cas-ci, ce n'est pas à moi qu'on peut reprocher des préventions. M. Albaric me pardonnera, si j'ose dire qu'il me semble agir un peu arbitrairement avec la critique d'autrui, et avoir un peu trop d'indulgence pour la sienne. Pour détruire l'autorité de Spon, il reproche à cet historien de manquer de critique, et le taxe d'amour-propre d'écrivain, de légèreté, de préoccupation apologétique pour une thèse, pour laquelle il semblerait se décerner naïvement à lui-même un brevet d'invention ; il ajoute que l'opinion de Spon n'est pas justifiée par ses *sources* mêmes, et que sa loyauté d'historien, dans ce cas particulier, nous doit être suspecte.

M. Albaric a fait tort à Spon. Nous connaissons les côtés faibles de cet historien ; nous savons bien que sa critique historique n'est pas toujours digne d'éloge ; nous n'ignorons pas que son récit est quelquefois inexact et incomplet en beaucoup d'endroits ; mais nous n'avons jamais cru devoir mettre en doute sa *véracité*. Or, dire que les *eidgnots* de Genève ont été indifféremment appelés *huguenots*, comme le dit Spon, ce n'est pas mettre en avant une opinion individuelle, une thèse, comme résultat d'une combinaison quelconque : c'est établir une chose tout simplement comme fait historique, et celui qui voudrait puiser une telle assertion uniquement dans son cerveau, serait coupable, nous le pensons, d'avoir, à bon escient, faussé la vérité.

Mais Spon n'a pas mérité un semblable reproche. Rien n'autorise M. Albaric à penser que Spon ait voulu se poser en inventeur d'une étymologie qui a existé longtemps avant lui, et dont il n'est, en vérité, que l'apologiste ; et, quant aux sources dont Spon a pu se servir, M. Albaric les connaît-il exactement ? Spon lui-même ne les a pas indiquées. Nous savons gré, cependant, à notre critique de nous avoir fourni par son attaque l'occasion de défendre la loyauté de Spon, et de justifier en même temps la confiance que, pour le cas en question, nous avons eue en cet auteur.

C'est dans les *Chroniques de Michel Roset* que nous allons puiser nos preuves. Cet auteur genevois, antérieur à tous ceux qui, en France, se sont occupés de découvrir l'origine du terme de *Huguenots*, est digne de foi sous tous les rapports. « Personne n'était plus à portée que lui, comme dit son éditeur Dunant (1), de consulter les archives, ne pouvait être mieux

(1) *Les Chroniques de Genève*, par François de Bonnivard (publiées par D. Dunant, 1831), t. I, p. iv de l'Avant-Propos.

instruit des événements, ne connaissait mieux la vérité, et n'avait plus d'intérêt à la faire connaître. Aucun écrivain n'offre plus de garantie que ce grand magistrat, quatorze fois syndic, dont douze comme chef du quadrille, diplomate d'un rang si distingué qu'il fut quatre-vingt-quatre fois chargé des intérêts de la République auprès des puissances étrangères. » Ajoutons aussi le témoignage de Senebier : « En 1562, Roset présente au conseil son *Histoire de Genève* ; elle en fut reçue avec les plus grands applaudissemens : il ordonna que chaque conseiller en feroit une copie pour s'instruire des droits de la ville. Roset étoit lettré, savoit les langues, déchiffoit les vieux actes des Archives ; il avoit approfondi l'histoire comme homme d'Etat et comme littérateur (1). »

La bibliothèque cantonale de Lausanne conserve deux copies de ces chroniques manuscrites de Michel Roset (2) : l'une, à en juger d'après l'écriture, à peu près contemporaine, l'autre faite vers la fin du siècle. Or, dans toutes les deux, le nom de parti en question se trouve constamment sous la forme de *Huguenots*, excepté une seule fois, où celle d'*Eidgenossen* n'est ajoutée que pour donner l'explication de l'autre. Donnons verbalement le passage principal.

Roset, en parlant des factions civiles de Genève, raconte qu'en 1518, ceux qui avaient demandé et obtenu la bourgeoisie de Fribourg, se mirent « à s'assembler de plus fort et à se bander ouvertement appelans les Ducal (ducaux) *Mammelus* comme renonçans à la liberté, et quelquesfois Monseigneuristes et estoient appelez des *Mammelus Huguenots*, par ce que les ligues s'appellent *Eydnos* (3) qui est à dire *participans du serment*. Ceste division estoit grande et traîna longuement tellement que les *Huguenots* se trouvèrent plus fors de voix, etc. »

Ce témoignage de Roset est précieux sous deux rapports. Premièrement, il constate le fait qu'à Genève le terme de *Huguenots* a réellement existé depuis l'an 1518 ; secondement, il prouve que ce mot ne veut dire autre chose que celui d'*Eidgenossen* ou toute autre forme plus ou moins mutilée de ce nom. Quand, à l'occasion de la combourgeoisie négociée avec la ville de Fribourg, le mot allemand d'*Eidgenossen* pénétra jusqu'à Genève, il ne conserva plus, dans la bouche française, sa forme pure et originale, chacun se l'accommodant comme il pouvait, ou comme il savait, ou bien aussi, comme des circonstances accidentelles pouvaient engager à le modifier.

(1) *Hist. littéraire*, t. II, p. 36, etc.

(2) *Catalogue de ladite Biblioth. Litt. F.*, num. 1178 et 1179.

(3) Une autre main a corrigé : *Eydgnoz*. Une note marginale, très-ancienne aussi, ajoute : « De là sortit la faction d'*Eydgnessen*, qui a duré à Genève plusieurs années après. » Une autre note, enfin, ajoutée au mot d'*Eydgnessen*, dit : « Ce mot a enfanté le mot de *Huguenots*. » Dans la seconde copie il se présente, à cette occasion, la forme *Eidgnossen*.

Dans les livres et les manuscrits du temps, on trouve tantôt *Eidgnoss* ou *Eydgrossen*, tantôt *Eidgnots* (1), *Eydnos* et *Eydnos*. M. Albaric se trompe, lorsqu'il avance que, dans les *Chroniques de Bonniard*, la forme d'*Eidgnoss* est la seule qui soit visible; il semble ignorer celle d'*Eiguenots*, qui s'y trouve aussi, et qui servirait encore mieux, s'il le fallait, de juste milieu entre *Eidgenossen* et *Huguenots*, que ne le font les formes d'*Eignots* ou *Eidgnots*, qui, au dire de M. Albaric, auraient été inventées arbitrairement par Spon, dans l'intérêt de sa thèse. Pour citer un exemple encore plus frappant, ajoutons que, dans un procès-verbal criminel, dressé à Genève en 1521, les *Eidgenossen* sont aussi appelés *Ayguinoctica secta* (2). Voilà une mutilation qui surpasse toutes les autres (3). Néanmoins, M. Albaric, qui n'a voulu reconnaître, même entre *Eidgnots* et *Huguenots*, qu'un cousinage à la mode de Bretagne, pourra-t-il, maintenant que la parenté effective des deux mots est constatée par les documents, se refuser à admettre au sein de cette famille étymologique des individus encore plus défigurés et en apparence encore plus éloignés les uns des autres ? Car si, comme il fait observer, *huganaon* ou *higanaou* n'est que la forme provençale ou languedocienne pour huguenot, *higanaou* doit alors être le frère roman du mot *Eidgnots* ou *Eidgenossen* et même celui d'*Ayguinocticus*, ou, pour mieux dire, *higanaou* et *Ayguinocticus* ne sont qu'un seul et même individu, déguisé sous deux masques différents. Il y a donc aussi, dans le domaine de l'étymologie, des phénomènes qui, tout hétérogènes qu'ils paraissent de prime abord, se rapprochent et s'unissent amicalement dès qu'on a réussi à saisir le terme moyen qui les rattache.

Quant au nom de *Besançon Hugues*, mentionné dans ma dissertation, je ne l'y ai introduit que pour essayer, par son moyen, d'expliquer d'une manière plausible, comment le nom d'*Eidgnoss* a pu se transformer le plus aisément en celui de *Huguenots*, en s'appuyant sur le nom de ce chef de parti. Ce n'est du reste, qu'une hypothèse purement accessoire, et qui ne touche pas du tout au fond de la question. Il est donc inutile de défendre ici plus longuement cette opinion mise en avant par Sismondi, opinion qui m'a paru, et me paraît encore vraisemblable, et qui ne saurait être discréditée par les objections chronologiques faites par M. Albaric, au sujet de

(1) J.-A. Galiffe, *Matériaux pour l'histoire de Genève* (1830), t. II, p. 154. Pour les autres formes citées en haut, les endroits où elles se trouvent ont été déjà indiqués.

(2) *Matériaux*, etc., *ibid.*

(3) Nous passons sous silence les fantaisies de quelques étymologistes français, qui s'imaginent qu'il existe un mot suisse, *heu quenaus*, ou bien *hens quenaus*, qui devrait signifier *mouins* ou *gens séditeux*, et d'où le nom des Huguenots français serait venu. — Ménage, *Dictionn. étymol.*, article *Huguenots*.

Besançon Hugues. La supériorité de ce grand personnage ne date pas de la mort de Berthelier. Sans lui, Berthelier n'aurait rien pu faire, et si le fugitif Berthelier peut, à juste titre, être considéré comme le solliciteur et le promoteur de l'alliance fribourgeoise, c'est cependant Hugues qui, à la même époque, comme syndic de Genève, mit en mouvement tous les ressorts de son autorité de magistrat, et de son influence personnelle, pour gagner le conseil et les masses; c'est lui, enfin qui, avec Delamar, fut député à Fribourg par son parti, pour y négocier plus formellement l'alliance, et qui parvint effectivement à la conclure (1548). Pour apprécier l'importance tout entière de cet éminent personnage, il faut lire sa biographie qui vient d'être publiée, l'année passée, par M. Galiffe.

Il faut remarquer, du reste, que c'est encore une erreur de M. Albaric, s'il pense que, presque immédiatement après la mort de Berthelier, les dénominations de *mammelus* et d'*eidgnoss* ont cessé d'être usitées dans Genève. Peu importe que Bonnivard préfère se servir du nom de *forensifs* pour désigner les *eidgnoss* exilés. Dans les chroniques de Michel Roset, le nom de *Huguenots* se trouve encore en 1524; et d'après le récit de Spon, que je ne suspecte ici nullement, les ducaux, même à une époque postérieure, en 1527, se moquaient encore de leurs adversaires, en leur appliquant le même sobriquet.

Serait-il nécessaire, maintenant, de revenir encore sur la question de savoir comment le nom de *Huguenots*, dont l'origine genevoise nous paraît constatée par les documents, a pu passer aux protestants de France? Je crois avoir donné, à ce sujet, des éclaircissements qui me semblent pouvoir suffire à quiconque ne voudra pas persister dans une critique à la fois pyrrhonienne et crédule. Mais il me sera permis de réclamer contre toute altération du sens de mes assertions, altération provenant soit d'une traduction trop peu exacte de mes expressions, soit de ce qu'on leur a donné une signification plus étendue qu'elles n'ont dans mon livre. Je n'ai jamais dit, par exemple, qu'en France, le nom de *Huguenots* ait paru seulement vers l'époque de la conjuration d'Amboise; j'ai dit que ce nom commença à être en vogue à cette époque-là, bien qu'il n'ait pas été tout à fait inconnu déjà huit ou neuf ans auparavant, c'est-à-dire à l'époque de l'édit de Châteaubriand, si hostile aux réformés et à leurs liaisons entamées avec leurs coreligionnaires de Genève. Je n'ai pas dit non plus que les Guises aient été les premiers à mettre en avant le nom en question, ni qu'ils l'aient introduit en France, ou transporté aux réformés de France; j'ai dit seulement qu'à l'époque de la conjuration d'Amboise, ils s'en emparèrent avec empressement pour l'appliquer aux réformés, dans le but de les stigmatiser comme hérétiques et rebelles, par ce sobriquet genevois introduit déjà en France par la mal-

veillance des adversaires, mais assez peu répandu alors ; j'ai dit enfin, que c'est à leurs intrigues, à leurs manifestes et à leurs pamphlets que *cette dénomination est redevable de sa divulgation et de sa généralisation*. L'on n'ignore pas combien les Guises se donnèrent de peine, dans ce temps-là, pour faire croire au public que tout le mal était venu du calvinisme et de Genève, asile de milliers de protestants français réfugiés, et que le protestantisme en général tendait à bouleverser l'ordre politique et social et à républicaniser la France. Si, dans un pamphlet guisard de 1562, rédigé non pas par quelque *bel esprit*, comme il plaît à M. Albaric de le dire, mais par un partisan parfaitement au courant des affaires, les protestants sont traités d'*Aignos* ou d'*Agnos* ; s'il y est aussi dit qu'ils ont été *nourris en l'Aignossen de Genève, y ayant promis fidélité* ; s'il est dit encore que la *conjuraton* d'Orléans a été baptisée *association* en français, et en *genevois, Aignossen* : pourrions-nous, après tout cela, douter encore que le parti guisard n'ait saisi à bon escient le nom en question, pour flétrir par là les protestants comme républicains et hérétiques à la manière de Genève. Si, du reste, l'auteur du pamphlet a préféré cette fois se servir de la forme *Aignos* ou *Aignossen*, un peu plus rapprochée de la forme originale, il a prouvé par là qu'il se connaissait en allemand un peu mieux que les autres, et qu'il savait parfaitement la véritable signification d'un nom de parti que, sous les deux formes, on avait autrefois octroyé aux libéraux de Genève, et dont on allait rendre désormais la circulation plus générale pour les réformés français. Les Guises feignaient d'ignorer la part que des mécontents politiques, qui n'étaient rien moins que calvinistes, eurent à la conspiration d'Amboise. A les entendre, ce n'était pas l'emportement populaire et national qui avait mis les armes aux mains des insurgés, soulevés contre eux comme étrangers et usurpateurs d'un pouvoir illimité et abusif, c'était plutôt, selon eux, une conjuration tramée dans un pays hérétique et dirigée contre le trône même du roi Très-Christien, et contre la vie de toute la famille royale de France. Y aurait-il donc eu un mot plus expressif pour les vues des Guises que celui d'*Eidgenossen* ou de *Huguenots*, équivalent à peu près à celui de *conjurés*, et indiquant en même temps l'origine étrangère de ce prétendu attentat de haute trahison ? Quelques mois seulement après le tumulte d'Amboise, le cardinal de Lorraine écrit dans une lettre datée de Châteaudun, le 10 juin 1560 : « Mon-
« sieur, on dict icy que les *huguenos* veullent faire pis que jamais. Je nan
« crois rien, mais de ce qui en surviendra vous le sçarez (saurez). » A cette époque-là, le parti guisard appelait huguenots indifféremment tous ceux qui étaient contre lui ; mais Régnier de la Planche, appelé auprès de Catherine de Médicis pour un entretien confidentiel, exposa à la reine « que
« ceux qu'on appeloit huguenots estoient de deux diverses sortes ;

« les uns, disoit-il, ne regardent qu'à leur *conscience*, les autres regardent « à l'*estat public*, » ou bien comme s'exprime La Place en racontant le même entretien, La Planche donna à connaître « qu'il falloit considérer, « d'autant que l'on appelloit *Huguenaux* ceux qui troubloyent le « royaume, qu'il y en avoit de deux sortes, les uns *Huguenaux de religion*, les autres *Huguenaux d'estat*. » Pasquier dit expressément que c'étaient les *courtisans* qui mirent en circulation le terme de huguenots, pour désigner aussi bien les insurgés d'Amboise que les sectateurs de Calvin, « se persuadant que la nouvelle religion les avoit induits à cette « entreprise. » Or, les courtisans, qui furent-ils à cette époque-là, sinon les Guises et leur parti? On sait que le nom ne s'appliqua plus dans la suite qu'aux réformés, sans toutefois perdre son rapport avec la politique, les adversaires des protestants ne se lassant jamais de leur reprocher des tendances révolutionnaires.

Après tout cela, nous refuserons-nous à une explication qui, appuyée sur une base historique toute solide, nous fait voir non-seulement l'origine du nom en litige et sa véritable signification, mais aussi les motifs de sa transplantation en France et les moyens de sa généralisation? Ou bien devons-nous, au contraire, conserver l'ancienne tradition qui ne nous donne presque rien de tout cela? Et pourquoi la conserver? A cause, peut-être, du témoignage externe de plusieurs auteurs français ou italiens que M. Albaric cite, et que j'ai cités et examinés avant lui. Parmi les huit auteurs dont il est question ici : 1° Plusieurs ne sont que les compilateurs des autres; 2° la plupart d'entre eux ne sont pas, à proprement parler, contemporains des événements passés en France, et encore moins de ceux de Genève; 3° la plupart ignorent probablement l'allemand; 4° en tant que leur exposition ne montre pas entre eux une indépendance presque verbale, ils ne sont nullement d'accord, sinon sur le lieu d'origine du mot; 5° plusieurs d'entre eux avancent des assertions qui sont en pleine contradiction avec des faits historiques parfaitement constatés. Et, en résultat définitif, que pourrions-nous gagner, en nous cramponnant avec M. Albaric à ce témoignage externe? Rien que la ville de Tours, comme lieu d'origine, ville qui n'a jamais joué un rôle dans les premiers développements du protestantisme français; ou, tout au plus, gagnerions-nous la ville avec son prétendu spectre ou sa porte, mais rien qui puisse satisfaire pour la signification du mot, rien pour sa propagation et sa généralisation!

Nous savons qu'en matière d'histoire il y a des choses qu'il faut laisser indécises, et où il ne nous reste qu'à admettre (comme M. Albaric l'a fait par rapport à la généralisation du nom de Huguenots français) que la chose en question a pu se faire à l'aide d'un véhicule quelconque. Mais nous croyons aussi que si, dans un problème historique, il s'agit d'opter entre

deux hypothèses opposées, il convient de se prononcer en faveur de celle qui, tout en s'accordant avec toutes les données historiques bien avérées, offre le plus de moyens pour éclaircir le problème tout entier, et ne se refuse pas à résoudre des questions qui en sont presque inséparables. Les sobriquets populaires ne sont pas toujours nés sur le pavé même des rues que la fureur ou le dédain des partis font retentir de leurs cris menaçants ou moqueurs; la multitude ne se soucie guère de l'origine et de la véritable signification de ses propos outrageux, ou elle se contente tout au plus de s'en former une idée vague et à sa portée; elle cherche à les naturaliser, à les localiser. A Genève, par exemple, les uns ont crié : Aux *Mammelus*! mot étranger; les autres ont crié : Aux *Eidgnos*! (Huguenots) encore mot étranger. En Allemagne, les récits populaires nous racontent des *armen Gecken* (c'est-à-dire des *pauvres fous*), quand ils veulent parler des Armagnacs du XV^e siècle, pendant que ceux qui se croyaient un peu plus savants, disaient que ce mot mutilé venait de *arma gent* ou *armata gens*, c'est-à-dire gendarmes. Et de nos jours encore, le paysan vaudois, quand il désigne le parti aristocratique de son canton par la dénomination de *ristoux*, ne se doute pas que sa bouche mutile ainsi un mot grec. Toutes ces expressions n'ont été ni inventées, ni introduites, ni comprises même à leur juste valeur par la multitude; elle les a seulement reçues, et les a défigurées; et si quelquefois elle tâche de s'en former une explication quelconque, nous ne saurions guère féliciter le critique qui voudrait prendre une telle autorité pour infaillible. En France, l'opinion vulgaire s'est contentée, pour la dénomination de Huguenots, d'une explication qui est en désaccord avec les faits historiques, et qui, de plus, n'éclaircit presque rien. Les Guises, au contraire, principaux promoteurs du sobriquet, nous en ont donné une autre qui éclaircit tous les points essentiels. Comment hésiter sur celle qui doit être adoptée?

WILHELM SOLDAN.

Quelle est la véritable origine et la signification du mot Parpaillot?

Montpellier, le 14 janvier 1860.

Monsieur le Président,

Dans le *Bulletin* de 1859 (III, 420), a été posée cette question : *Quelle est la véritable origine et la signification du sobriquet de Parpaillots?*

Deux réponses ont été faites (*ibid.*, 275 et 330); mais bien qu'éclairant la question, aucune des deux n'en a, ce semble, donné la solution définitive. Serai-je plus heureux? Je veux du moins apporter le concours d'une citation tirée d'un auteur ancien et de quelques réflexions personnelles.

Benoît fait remonter l'origine du mot *parpaillot* au commencement du XVII^e siècle, puisqu'il dit, à la date de 1622 : « Il y avait un mot *nouveau* qui était alors à la mode, etc., » et plus loin, à propos du terme de Huguenot : « Mais on lui en avait *depuis peu* subrogé un autre. » Enfin il indique comme origine de ce mot le siège de Clairac, sous le règne de Louis XIII. Tel est le résumé de l'extrait que vous avez publié.

Précédemment, un lecteur du *Bulletin* présentait comme origine probable du terme de *parpaillot* le nom du président du parlement d'Orange, *Per-rinet Parpaille*. Celui-ci étant mort en 1562, et n'ayant embrassé la Réforme qu'en 1561, sa vie parmi les réformés me paraît bien courte pour que son nom soit devenu celui de tous. D'ailleurs j'ai peine à croire que le surnom de tout un parti puisse être ainsi tiré du nom d'un président au parlement d'Orange, ou d'un bon mot dit par un soldat ivre au siège de Clairac.

Rabelais, dans son premier livre, ch. III, qui traite de la jeunesse de Gargantua, dit que Gargamelle, mère de ce dernier, était fille du *roi des Parpaillots*. Or la première édition que nous ayons de cet ouvrage est de 1535, c'est-à-dire vingt-six ans avant la conversion du président Parpaille. De plus, cette édition n'est certainement pas la première, ainsi que l'indique le mot *jadis* employé dans le titre (1); ce qui le prouve d'ailleurs c'est que nous avons une édition du second livre, de l'année 1533, et que Geoffroy Tory, en 1529, rapporte dans son *Champ Fleury* une phrase de la conversation de Gargantua avec l'écolier limousin. Nous pouvons donc admettre que c'est avant l'année 1529 que le terme de *parpaillot* a été employé par Rabelais; voyons maintenant quelle en est la valeur dans son ouvrage.

On a fait des systèmes pour expliquer l'œuvre du joyeux curé de Meudon. Les deux principaux sont celui de Lemotteux, qui fait de Grandgousier Jean d'Albret, roi de Navarre, et l'autre, dont j'ignore l'auteur, qui regarde le père de Gargantua comme représentant Louis XII. Pour nous, nous rejetons toutes ces explications, les regardant l'une et l'autre comme également fausses. Rabelais n'a point copié, il a créé, il n'a pas fait des portraits, il a enfanté des types. Grandgousier, Gargantua, Pantagruel, ne sont point des rois de France ou de Navarre, ce sont des types de leur époque, et pourtant des types éternels. Grandgousier est le commencement de la Renaissance, il rompt avec le passé, et cette rupture est assez indiquée par le changement qu'il introduit dans l'éducation de son fils, en lui donnant Ponocrates pour précepteur à la place de Tubal Holoferme, et de

(1) « La vie inestimable du grant Gargantua, père de Pentagruel, *jadyz* composée par l'abstracteur de quinte essence, livre plein de pentagruélisme. » Lyon, François Juste; in-16, 1535.

Jobelin Bridé. Grandgousier épousant Gargamelle la reine des Parpaillots, c'est la Renaissance s'unissant dès son origine à la Réforme, comme à la cour de Navarre et dans le diocèse de Meaux. Quoi de plus protestant, en effet, que la réponse faite par Gargamelle, pendant ses couches, à Grandgousier, qui cherche à lui faire prendre les douleurs en patience en lui citant des passages de l'Évangile? *Ha, dist-elle, vous dictes bien et ayme beaucoup mieux ouyr telz propous de l'Évangile, et beaucoup mieux m'en treuve que de ouyr la vie sainte Marguerite, ou quelque aultre capharderye.* Cette phrase a été supprimée de toutes les éditions postérieures à celle de Dolet (1542), et restituée dans l'édition publiée par Ledentu, en 1837.

La question est de savoir maintenant si le nom de Parpaillot a été pris par le peuple dans Rabelais, ou si Rabelais l'a emprunté lui-même à l'usage.

M. de L'Aulnay, qui a publié un glossaire à la suite de l'édition de 1837, tranche la question dans le dernier sens. Voici, en effet, ce qu'il dit :

« *Parpaillots.* Le Duchat veut que ce soient tout chrétiennement des « papillons, du roi desquels Gargamelle était fille. Cependant, si l'on réfléchit que le mot *parpaillot* est le sobriquet injurieux que, dans le Langue-« doc, les catholiques donnent aux protestants, on aura peine à croire que « le malin curé de Meudon n'ait eu en vue que d'innocents insectes ailés, « dont tout le savoir consiste à se brûler à la chandelle (1).

Pour moi, je crois tout au contraire que Rabelais est l'auteur du mot, et que le peuple, qui comprenait alors parfaitement l'œuvre satirique de cet écrivain, y a puisé le sobriquet dont il a baptisé nos pères. Voilà, si je ne me trompe, l'origine; reste à savoir la signification du mot.

Veuillez agréer, etc.

P. CAZALIS DE FONDOUCE.

Livres et manuscrits provenant de la bibliothèque de Du Plessis-Mornay. — Que sont-ils devenus?

Du Plessis-Mornay possédait une très-riche bibliothèque de livres imprimés et de manuscrits dont il avait disposé en ces termes, par son testament fait à Saumur, le 6 février 1606 : « Donnons à l'Eglise de Saumur « notre librairie, laquelle nous désirons estre par icelle colloquée en lieu « convenable. » Après les épreuves qu'il eut à subir sur la fin de sa carrière, retiré en son château de La Forêt-sur-Sèvre, il fit, un mois avant sa mort, le 24 octobre 1623, un codicille contenant la clause suivante : « J'avois dis-

(1) Nous trouvons déjà cette note dans le glossaire de la jolie édition de *Rabelais* publiée par le même éditeur, chez le libraire Desoër en 1820; 3 vol. in-18. (Réd.)

« posé de ma bibliothèque en faveur de l'Eglise de Saumur, pour ne la voir
 « point dissipée par estre partagée. Et maintenant je vois que toute provi-
 « dence humaine tourne à néant, pour le peu de fermeté qui se voit ès
 « affaires du monde. C'est pourquoy, ayant plu à Dieu en disposer autre-
 « ment, jusques à estre en doute si l'Eglise subsistera ou non, bien que je
 « ratifie en faveur de ladite Eglise le susdit don, néantmoins cas, ce que
 « Dieu ne veuille, que par nos péchés ladite Eglise se trouve dissipée lors
 « de mon décès, je révoque à mon grand regret, et ordonne à mes héri-
 « tiers d'en disposer conjointement comme si je n'en avois point ordonné.
 « Et pour le pouvoir faire, présentement la fais transporter du lieu de Sau-
 « mur où elle estoit en ma maison de La Forêt, pour estre par eux ordonné
 « où elle pourra estre conservée en son entier. » Par une autre clause, il
 fait don à maître Samuel Bouchereau, pasteur de Saumur, de sa « grande
 Bible avec l'Apparat, d'impression de Plantin, à Anvers, » et à maître Paul
 Bernard, sieur de Bouilly, conseiller du Roy et son advocat au siège de
 Saumur, de « tous ses œuvres reliés en maroquin de Levant, tous d'une
 « sorte, de quelque matière qu'ils traitent... »

On voit par là quel prix d'affection Du Plessis-Mornay attachait à sa bi-
 bliothèque. Aussi quel n'avait pas dû être son chagrin, au milieu de
 douleurs plus graves encore, lorsqu'il apprit ce qui s'était passé après qu'il
 eut quitté, le 18 mai 1621, son gouvernement de Saumur, « laissant sa fille,
 « Madame de Villarnoul avec tous ses petits-fils et filles dernières, pour
 « pourveoir aux affaires qui restoient en confusion... » Voici le récit de son
 biographe, de Licques : « La dame de Villarnoul estoit demeurée au châ-
 « teau pour la confection des inventaires d'un grand nombre de meubles
 « de toutes sortes, dont M. le comte de Sault avoit à se charger, pour
 « l'exécution aussi de divers points convenus, nommément du deslogement
 « et logement de la garnison ancienne qui avoit à faire place à la nouvelle,
 « à ce qu'elle y fust favorablement traitée. En quoy elle mesnageoit ledit
 « sieur comte le plus dextrement qu'elle pouvoit, qui de son costé pour sa
 « jeunesse s'y comportoit avec beaucoup de respect. Mais il n'y put donner
 « tel ordre à l'occasion des officiers de la reine, sur lesquels il n'avoit point
 « de pouvoir, que diverses violences et insolences ne s'y commissent : bris
 « de portes et de coffres, dégâts de vivres et de provisions, dissipation de
 « magasins, armes et munitions, fractures de cabinets et armoires où
 « étoient gardés papiers de conséquence et publique et particulière. Sur-
 « tout se plaignoient M. Du Plessis d'une grande armoire au bout de la
 « galerie par lui construite au château, qu'il appelloit sa *petite biblio-*
 « *thèque*, en laquelle étoient gardés tous ses œuvres, écrits pour la
 « plupart de sa propre main, ou imprimés en parchemin avec les additions
 « en marge, reliés tout d'une façon, en maroquin de Levant, avec ses armes

« dedans et dehors, de partie desquels on n'eut point de honte d'arracher
 « les fermoirs d'argent, mesmes d'en jeter quelques-uns dans les fossés.
 « Mesme fortune courroient plusieurs volumes des Affaires et Dépeschés de
 « son temps, qui avoient passé par ses mains si Dieu ne lui eût donné
 « de prévoir ce malheur et d'y pourvoir à temps. Dès lors que le roy y es-
 « toit avoit commencé ce désordre, dont il s'estoit offensé jusques à me-
 « nacer de pendre; mais il s'accrut par l'impunité en ce peu de séjour de
 « la reine, bien que ceste bonne princesse en montrast beaucoup de des-
 « plaisir. Au cabinet où il souloit (avait coutume de) faire ses dépenses,
 « et duquel un valet de chambre du roy avoit la clé, furent forcées les ar-
 « moires et fouillées toutes les liettes; mais il n'y fut pas trouvé ce qu'on
 « cherchoit... »

C'est à cet indigne pillage que d'Aubigné fait allusion lorsque, dans son *Baron de Fœnesté* (Livre IV, chap. 48, *Triomphe de l'ignorance*), il cite entre autres « livres polémiques, » le *Mystère d'iniquité ou Histoire de la Papauté*, « qui fut, dit-il, premièrement enfoiré à Saumur et puis jonché par les rues. » Le Duchat rappelle que cet ouvrage, imprimé à Saumur, avait été condamné par la Sorbonne le 19 août 1614 (V. *Bull.* V), et que, depuis ce temps, l'édition étant déposée dans le château, il n'en sortait des exemplaires de temps en temps que pour être envoyés aux foires étrangères. L'historien de Louis XIII, Bernard, rapporte qu'après le départ de Du Plessis-Mornay, en 1621, et le roy n'ayant pas même encore quitté la ville, les goujats de la suite de la cour brûlèrent la plupart de ces exemplaires dans la cour même du château.

On trouve une autre mention de ces tristes scènes dans ce passage d'un pamphlet du temps (*La Chronique des Favoris*), où il s'agit de l'épée de connétable que le fauconnier Luynes venait de souffler à Lesdiguières : « La
 « résolution le prend d'aller droit à Saumur, pour faire hommage de cette
 « belliqueuse flamberge à la bonne Notre-Dame des Arpillers, en lui sacri-
 « fiant, pour prémices de ses exploits guerriers, le débris de la bibliothèque
 « de l'aveugle Du Plessis-Mornay, qui, pour avoir aussi mauvaise vue que
 « la comtesse de Moret, s'est laissé piper par les négociations de son gen-
 « dre Villarnoul, que l'on peut dire avoir esté les premières allumettes qui
 « ont mis le feu, non-seulement dans le temple des huguenots Du Plessis-
 « lez-Tours, mais encore par tous les cantons du royaume. »

Dépouillé par trahison de son gouvernement, et plein de sinistres appréhensions, atteint d'ailleurs de cécité (au physique bien plus qu'au moral), l'illustre vieillard n'avait, on le voit, que de trop justes raisons pour prendre, au sujet de sa chère bibliothèque, les mesures conservatoires qu'il avait prescrites dans son codicille du 24 octobre 1623. Mais ces mesures reçurent-elles exécution? Ses livres furent-ils en effet transférés de Saumur à

La Forêt-sur-Sèvre? Sa donation à l'église de Saumur put-elle être confirmée par ses héritiers? Nous ne savons. Toujours est-il que ces vœux ne furent point réalisés, en ce sens que sa bibliothèque ne subsista point en son entier, qu'elle a été, on ne voit pas bien à quel moment ni comment, dispersée, et qu'il s'en trouve aujourd'hui des fragments disséminés de divers côtés. Nous demandons qu'on veuille bien faire à ce sujet des investigations et nous fournir tous les éclaircissements qu'on pourra se procurer. En un mot, que sont devenus et où se trouvent les livres, manuscrits, papiers, etc., de Du Plessis-Mornay qui ont été conservés jusqu'à ce jour?

Nous avons déjà, ici même, donné plusieurs fois à cette intéressante question des commencements de réponses, savoir : 1° Le rapport officiel de M. Avenel sur les onze volumes in-folio de Mémoires manuscrits, reliés en maroquin rouge du Levant, aux armes, que renferme la bibliothèque de la Sorbonne (*Bull.*, II, 100); 2° un article sur la Bible donnée par Du Plessis-Mornay à sa fille, Madame Des Nouhes de la Tabarière, le 29 septembre 1620 (I, 202); et 3° une communication de M. Liandon de Dangeau sur un bel exemplaire de l'*Institution*, etc., avec *ex dono* autographe de Du Plessis-Mornay à sa petite-fille, Catherine Des Nouhes, daté du 13 décembre 1622, qui se trouve à la Bibliothèque publique de la ville du Mans (VII, 2); 4° nous avons aussi mentionné (I, 240) un magnifique exemplaire du *Mystère d'iniquité*, sur vélin, avec figures coloriées et feuillets manuscrits intercalés, relié aux armes en maroquin rouge du Levant, et ayant évidemment fait partie de la *petite bibliothèque* de Du Plessis-Mornay. Il est aujourd'hui à la bibliothèque Mazarine.

M. Avenel a constaté que les onze volumes de la Sorbonne sont malheureusement dépareillés, et qu'il manque les tomes I et II, IV, et ceux qui devaient faire suite au quatorzième, comprenant l'année 1616. — Peut-on indiquer d'où sont provenus les onze volumes et quel a été le sort des *desiderata*? — M. Avenel ajoute que les divers volumes de Mémoires de Du Plessis-Mornay, parus, 1° en 1624 et 1625 (deux vol. in-4°, contenant les années 1572 à 1599); 2° en 1651 et 1652 (deux autres vol. in-4° allant de 1600 à 1623); 3° auxquels il faut joindre la *Vie*, par de Licques, renfermant nombre de pièces; enfin les douze volumes in-8° publiés par Auguis en 1824 et 1825 (commençant à 1571 et s'arrêtant au 12 mars 1624), sont loin de faire connaître tout ce que les manuscrits ont conservé. D'ailleurs il démontre que cette dernière édition, inachevée et détestable de tout point, « doit être comptée pour rien » et recommencée. M. Auguis a déclaré lui-même au Comité historique, séance du 9 octobre 1844, que ses douze volumes, dont il avait l'intention de donner la suite jusqu'en 1623, « formaient seulement le tiers du manuscrit dans lequel on trouvait les

Notes sur l'Histoire du président de Thou, que divers bibliographes prétendent avoir été perdues dans une tempête. »

Nous avons dit que les onze volumes de la Sorbonne ne vont pas au delà de 1616, et qu'ils ne contiennent ni les *Notes sur l'Histoire de Thou*, dont il vient d'être parlé, ni les admirables Mémoires de Madame de Mornay sur la vie de son mari, qui composent le premier tome de l'édition Auguis. Où donc avait-il rencontré, et que peuvent être devenus ces deux derniers manuscrits, ainsi que la série de documents de 1616 à 1623 qu'il promettait de publier ?

Nous nous bornons pour cette fois à appeler l'attention de nos lecteurs sur les points qui précèdent.

Un éclaircissement proposé sur le lieu d'origine d'Idelette de Bure, femme de Calvin.

Nous avons reçu la lettre suivante, qui nous est parvenue très-tardivement :

« Le *Bulletin* a publié (t. IV, p. 636), et j'ai lu avec un vif intérêt la notice de M. Jules Bonnet sur *Idelette de Bure*, femme de Calvin. J'en prends occasion de demander à son auteur un éclaircissement ou une légère rectification, en ce qui concerne le lieu d'origine de la compagne de notre grand réformateur.

« Elle se nommait Idelette de Bure, dit M. Bonnet, *du nom d'une petite ville de la Gueldre, où elle étoit née...* Son mari, Jean Stoder, de « Liège, etc. »

« Des recherches auxquelles je me livre touchant la Réformation dans l'ancien pays de Liège m'ont fait découvrir qu'en 1533, sept citoyens, parmi lesquels un nommé *Lambert de Bure* junior, furent bannis à perpétuité, et leurs biens confisqués au profit de l'Etat, après avoir été légalement convaincus d'hérésie. A propos de ce nom *de Bure*, un ancien auteur liégeois, le jésuite Foullon, cite ces mots de Florimond de Rœmond : « Calvin épousa « la veuve de Jean Lestordeur, natif de Liège, de religion anabaptiste ; il « l'a changée à son opinion : elle était appelée Idelette de Bure, etc. » Le rapprochement de ces deux noms, Lambert et Idelette de Bure, fait par un écrivain qui vivait sur les lieux, au commencement du XVII^e siècle, c'est-à-dire dans les meilleures circonstances pour connaître la vérité, me paraît indiquer suffisamment Liège comme la vraie patrie de la femme de Calvin. Je puis ajouter que les deux noms qu'elle a portés avant de devenir l'épouse du réformateur, existent encore à Liège. M. Jules Bonnet me fera plaisir de me mettre à même de réformer mon jugement à cet égard, s'il possède

sur l'origine d'Idelette de Bure des indications plus certaines que celles que j'ai l'honneur de vous communiquer.

« Agréez, etc.

« D. LENOIR.

« Pasteur à Messonvaux, Belgique, Liège. »

Un vieux recueil de chansons et une Sottie du XVI^e siècle à rechercher.

(Voir t. VII, p. 367, et VIII, p. 280.)

On se rappelle que la recherche d'une chanson peu vraisemblablement attribuée à Calvin : *O moines, il vous faut marier!* etc. (VI, 48, 344, 446), nous a conduits à faire connaissance avec une autre chanson de même farine : *Lætabundus! ô gras tondus*, etc., citée par Palma-Cayet (VII, 85). Ayant trouvé cette dernière dans le recueil de *Chants historiques français du XVI^e siècle*, publié par M. Leroux de Lincy, nous l'avons reproduite (VII, 367), et comme cet éditeur l'avait extraite d'un autre recueil publié en 1844 à Heidelberg par M. Ferd. Wolf, qui indique lui-même comme source première une vieille plaquette de 1542 intitulée : *Chansons démonstrantes les erreurs et abus du temps présent*, nous avons demandé à nos lecteurs de rechercher ce petit volume dans les bibliothèques d'outre-Rhin, espérant y trouver enfin la chanson : *O moines, il vous faut marier!* et sans doute aussi quelques autres chants satiriques de la Réformation.

Nous n'avons encore reçu à ce sujet aucune communication; mais dans une intéressante publication, récemment faite à Strasbourg par M. J.-G. Baum, *La manière et fasson qu'on tient es lieux que Dieu de sa grâce a visités* (1), nous remarquons un avant-propos instructif dont un passage mérite d'être signalé ici. M. Baum nous apprend que c'est à la bibliothèque de Zurich qu'il a rencontré cet opusculé, ainsi que d'autres pièces non moins curieuses et importantes de la même époque, telles que les Cantiques, des

(1) Première liturgie des Eglises réformées de France de l'an 1533, publiée d'après l'original, à l'occasion du 3^e jubilé séculaire de la constitution de ces Eglises, l'an 1559. Strasbourg, Treuttel et Würtz. 1859. In-42 de xviii-87 pages. — On lit au bas de la page 87 et dernière cette mention, reproduite d'après l'original : « Imprimé par Pierre de Vinglé, à Neuchâtel, le xxix^e jour d'août, l'an 1533. »

Cette pièce est imprimée en caractères gothiques, comme tout ce qui est sorti des presses de De Vinglé, et forme cinq feuilles et demie non numérotées d'un très-petit in-8. L'exemplaire conservé à la bibliothèque de Zurich est probablement le seul exemplaire qui existe, et équivaut par conséquent à un manuscrit inédit, car il a échappé aux investigations des Ruchat, Vuillemin, Kirchhofer; il est resté inconnu à Brunet, et ne figure dans aucun catalogue de livres rares et curieux. C'est non-seulement la première Liturgie, mais encore la première Confession de foi des Eglises, leur première Apologie, et en même temps le premier ouvrage théologique et ecclésiastique protestant en langue française, à l'exception peut-être d'un seul, « la Sommaire et briefve Déclaration, » opusculé de Guillaume Farel, qui fut comme un précurseur de l'*Institution* de Calvin.

Noëls spirituels, la « sommaire et briefve déclaration de la doctrine chrétienne, » etc. Puis il donne les détails que voici sur le lieu qui a vu naître la « *Manière et façon*; » A un quart de lieue de Neuchâtel se trouve une vallée ou plutôt un ravin, au fond duquel est couché un petit village du nom de Serrières. Là, chez des amis de l'Evangile, Pierre de Vingle avait établi une imprimerie que plus tard il transporta au chef-lieu du comté. Cet établissement était spécialement consacré à soutenir, du fond de cette retraite, la cause de la Réforme; et c'est là que furent imprimés les premiers écrits français d'édification et de controverse sortis de la plume des réformateurs proprement dits. C'est là que furent imprimés les *Placards* contre la Messe, affichés le 18 octobre 1534, dans les rues de Paris et à Blois, au logis même du roi; c'est de cette gorge que sortit, le 4 juin 1535, la première traduction protestante de la Bible en français, connue encore aujourd'hui dans le canton de Neuchâtel sous le nom de « Bible de Serrières. » Deux années auparavant, le 29 août 1533, parut au même endroit la « *Manière et façon*, » en même temps que le « *Livre des marchands, fort utile à toutes gens, nouvellement composé par le sieur Pentapole*, » — la « *Moralité de la maladie de Chrestienté à XIII personnages*, » — les « *CHANSONS NOUVELLES DÉMONSTRANTZ PLUSIEURS ERREURS ET FAULSETEZ*, » et d'autres écrits du plus haut intérêt pour l'histoire de la Réforme française. »

Le recueil de chansons dont il s'agit n'est pas celui dont nous avons donné l'indication, puisqu'il est de 1533, tandis que celui dont nous avons parlé d'après F. Wolf est de 1542, mais c'en est peut-être une première édition.

Quant à la *Moralité de la maladie de Chrestienté*, imprimée par Pierre de Vingle en 1533, ne serait-ce pas la sottie jouée, en 1568, à la Rochelle, en présence d'Antoine de Navarre et de Jeanne d'Albret, ainsi que le rapporte Philippe Vincent dans le fragment que nous a communiqué M. L. de Richemond? (*Bull.*, VII, 278.) Dans celle-ci figurait précisément une malade, que curés, évêques, archevêques, moines de toutes couleurs, reliques, indulgences, miracles ne parviennent point à guérir, et à qui un opérateur inconnu rend tout à coup la santé au moyen d'un petit volume

Qui est chaud au toucher et qui sent le fagot.

N'est-ce pas là la véritable mise en action d'une *Moralité de la maladie de Chrestienté*? Si M. Baum a eu la main assez heureuse pour retrouver un exemplaire de cette sottie, nous le prions de nous dire si notre conjecture est fondée et de nous gratifier à cette occasion des communications qu'il serait à même de nous faire.

Rappelons encore à ce sujet cette autre sottie du XVI^e siècle, imprimée

vers 1540, que nous avons déjà proposée aux recherches de nos lecteurs : *La vérité cachée devant cent ans, à 6 personnages, etc. (Bull., VIII, 429.)*

Notes et documents relatifs à l'ancienne Église réformée de Charenton et de Paris.

Les *Archives du Christianisme*, dans leur tome VIII (année 1825) p. 272, publièrent l'avis suivant :

« Les personnes qui possèdent des notes sur *l'histoire de l'Eglise évangélique protestante de Paris et de Charenton, depuis la Réformation jusqu'à nos jours*, des documents historiques qui s'y rapportent, ou des détails biographiques sur les pasteurs, les hommes éminents ou les simples fidèles de cette Eglise, sont instamment priées de vouloir bien les communiquer à *M. H. Servier, libraire, rue de l'Oratoire, n° 6*. Ces renseignements pourront être utilisés pour la rédaction d'un ouvrage sur ce sujet, dont on s'occupe, et qui aura le double but de conserver des faits d'un intérêt réel pour le protestantisme, et d'offrir à notre imitation l'exemple de la foi et des pieuses vertus de nos pères. L'usage le plus discret sera fait des pièces dont la communication ne serait que confidentielle. »

Nous ne savons quels fruits a pu porter cet avis, et quelle suite a pu être donnée au projet qui le motivait ; mais nous le reprenons ici pour notre compte, et voulant continuer bientôt notre notice sur les *Temples de l'Eglise réformée de Paris sous l'Edit de Nantes* (*Bull.* I, 247 ; II, 247 ; III, 448, 448, 540 ; IV, 29 ; V, 462), interrompue par des circonstances indépendantes de notre volonté, nous prions instamment les personnes qui, par leurs recherches et leurs communications, pourraient seconder nos efforts et enrichir notre travail, de nous adresser tous documents et notes qu'elles auraient à leur disposition.

Questions dans l'intérêt de descendants de réfugiés.

I. Y a-t-il aux environs de Lyon un château du nom de Saint-Albans ? Une famille de réfugiés, établie en Prusse et portant le nom de CHAMBAUD DE CHARRIER, croit être originaire de ce lieu, et désirerait avoir à ce sujet des éclaircissements. Elle ne possède qu'un acte de 1705 ne fournissant aucunes lumières.

II. Une famille PERRON s'est divisée à l'époque de la révocation de l'Edit de Nantes. Une partie est demeurée en France ; l'autre s'est exilée

dans le pays de Vaud, puis en Allemagne, où son chef est mort à Rohrbach (grand-duché de Hesse-Darmstadt). *Georges Perron*, son petit-fils, est né en 1754 au même lieu, où il est mort en 1796. *Jean-Pierre*, deuxième fils de Georges, également né à Rohrbach en 1786, y est mort en 1852 après un séjour de quarante ans en France, et il a deux frères et deux sœurs qui habitent encore Rohrbach. Ce *Jean-Pierre* a laissé trois enfants en France, savoir, *Victoire-Charlotte*, mariée à M. Barne; Jenny-Sophie, mariée à M. Lair; Valentine-Joséphine, mariée à M. Manigaud. Ces personnes demandent si l'autre branche de leur famille, restée en France, a encore des représentants qui soient encore protestants.

III. Madeleine HÉBERT, veuve de Jacques Hébert, s'est réfugiée en Angleterre en 1685, avec sa fille Judith et son fils Jean. Cette famille paraît originaire de Dieppe. Peut-on fournir quelques renseignements sur elle?

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX

CONVERSION D'UN RELIGIEUX DE L'ORDRE DES CARMES

(JEAN D'ESPINA)

AU PROTESTANTISME.

1556.

Nous avons signalé aux lecteurs du *Bulletin* (VIII, 279) l'existence du livre intitulé : « *Recherches sur les commencements et premiers progrès de la Réformation en la ville de la Rochelle*, par le sieur Philippe Vincent, « pasteur en l'Eglise de la Rochelle, » ouvrage composé vers 1738, imprimé à Rotterdam en 1683, et dont la bibliothèque de la Rochelle possède seulement une copie manuscrite, faite en 1735, d'après Pierre Mervault. C'est de cette copie que nous extrayons la lettre qui suit, relative à la conversion du célèbre ministre Jean de l'Espine, motivée par le martyre de Jean Rabec, brûlé vif à Angers le 24 avril 1556.

..... Sur le propos de ce personnage (le sieur d'Espina), qui a esté de grand nom en son temps et a fait grand bruit au milieu de nos Eglises, je diray en passant ce que j'ai ouï raconter à mon ayeule maternelle touchant la manière de

sa conversion. Etant native de Chasteau-Gontier en Anjou et issue de la famille des Conseils, qui fut des premières qui y embrassa la Réformation, elle disoit que ce fut en la maison de son père que fut pris Jean Rabec, mentionné au Livre des Martyrs, qui du depuis conduit à Angers fut brûlé pour la Religion. Lors de sa prise, ce personnage (d'Espina), alors de l'ordre des Carmes, et qui, encore qu'il fût fort jeune, estoit déjà de grande réputation, et alloit au lieu même d'Angers pour y prêcher, se rencontra aussi chez eux, où il estoit aimé et cognu, et y ayant séjourné quelques jours, avoit eu divers entretiens avec le susnommé, sans sçavoir qui il estoit : veu que sa conversation luy avoit agréé, il fut fort déplaisant de sa prise, et le visita diverses fois en prison pour tâcher de le divertir de sa créance. Mais il en réussit un effet bien contraire à son intention, veu que les raisons que l'autre luy déduisoit peu à peu prévalurent en son esprit. D'ailleurs il fut fort touché de la constance admirable avec laquelle il luy vit souffrir le feu et de la merveille que Dieu fit en luy, en ce que combien qu'on luy eût coupé la langue, il ne laissa pas de chanter intelligiblement au lieu du supplice le pseume qui commence : *Les gens entrés sont en ton héritage*. Ensuite demeurant pleinement résolu à part soy que la doctrine dont il avoit tant disputé contre luy estoit néanmoins la vraie, il la prescha au mesme lieu d'Angers l'espace d'un an (c'estoit toutefois sans se découvrir tout à fait et sans délaisser son habit), seulement de tems en tems il reprenoit quelques abus, et surtout de se fier sur des indulgences, ou sur des pèlerinages, ou sur des suffrages après la mort ; il exhortoit à se repentir de ses péchés, et à embrasser la grâce de Dieu par Jésus-Christ. Veu qu'on n'estoit du commencement en aucune défiance de luy son sçavoir et son éloquence faisoient qu'on couroit à luy de tous les endroits. Mais à la fin pourtant il devint suspect, ce qui l'obligea de minuter sa retraite et à se retirer à Montargis, près Madame Renée de France, duchesse de Ferrare, qui estoit de la religion. Sa

conversion aiant esté telle, du depuis il fut choisi pour l'un des douze qui assistèrent au colloque de Poissy, et ensuite a beaucoup édifié l'Eglise de Dieu par ses sermons et écrits, jusque à ce qu'il mourut à Saumur de grande vieillesse vers l'an 1599.

Le sieur d'Espina étant à Fontenay-le-Comte, fut requis par les Rochelais, le 27 décembre 1561, pour le service de l'Eglise, auquel deux pasteurs ne suffisaient pas. Son ministère fut béni dans notre ville, et en 1587 il prononça un excellent sermon sur la Cène, qui a dû être imprimé dans la suite, par les soins du pasteur Vincent.

L. DE R.

LETTRE INÉDITE DE FR. HOTMAN AU ROI ANTOINE DE NAVARRE

1560.

L'original de cette lettre est conservée aux archives des Basses-Pyrénées (E. 463. V. A. 6295). M. P. Raymond, ancien élève de l'école des chartes et archiviste à Pau, a bien voulu nous en adresser la copie que voici :

AU ROY DE NAVARRE.

Sire, aiant fait vos recommandations par deçà ainsi comme vous m'aviez demandez, j'ai congneu en nos princes un singulier regret et déplaisir de l'outrage que l'on avoit fait à Monseigneur le prince vostre frère. Et n'eust esté la mort du feu roy, qui leur donna opinion que le dit seigneur estoit délivré, il y a longtemps qu'ils eussent fait devoir d'amys et de chrestiens envers luy. Au demourant ilz sont tous si joyeux du gouvernement qui vous est rendu, qu'ilz se délibèrent vous envoïer ambassades pour vous congratuler, et asseurer de leur bonne voulonté et affection envers Vostre Majesté : vous priant de recognoistre maintenant le devoir que vous avez envers Dieu, lequel vous a délivrez, vous et monseigneur vostre frère, de la main de vos ennemis, vous les donnant maintenant liez piedz et mains à vostre dévotion, et les submettant sous vos piedz pour leur rendre le supplice qu'ilz méritent par leur intolérable tyrannie, et imanité dont ils ont usé envers vous.

Les princes qui s'assemblent sont XXI, et sont tous de la confession évangélique. Il y a les électeurs palatins, de Saxe et de Bran-

denbourg ; le landgraff ; les ducs de Saxe, de Poméranie, Wirtemberg, Deux-Ponts, Brunswick, Lunebourg, Meclebourg, Louembourg, Holstain, Anhalt ; les marquis de Braudenbourg et de Bade, et le comte palatin Georges, frère de monseigneur l'Electeur.

Le lieu de l'assemblée est Neunbourg, sur les fins de la Turingie ; et l'assignation au XXI^e de janvier. S'il plaisoit à Vostre Majesté négotier avec eux de quelque affaire, l'opportunité seroit maintenant fort grande ; mais il faudroit savoir bientost vostre volonté et me la mander par la poste, vous suppliant très humblement, Sire, vous tenir assuré que je seray toute ma vie prest à vous faire très humble service. Les causes de l'assemblée sont outre celle que j'ay ditte, pour se préparer à la journée impériale, qui se doit tenir en ceste vile le XX d'avril, pour secourir les Livoniens que le roy des Moscovites a quasi tous subjuguez, et pour délibérer de ce qu'ils ont à faire en ce concile général que le pape a ordonné. Au reste le roy de Polongne s'en va faire la guerre au Moscovite pour la défense des Livoniens, et a respondu à ses ambassadeurs qui demandoient sa seur en mariage, qu'il ne feroit alliance avec luy, tant qu'il luy eust rendu son païs de Schomolentzki, qui contient environ deux cens lieux de long, et qu'il eust laissé le pays de Livonie et lasché les prisonniers. Toutefois le barbare a rompu la trêve et tient assiégée la plus forte place du pays, qui est Veissenstainz (?). Le roy des Tartares, craignant que le Moscovite ne s'accroisse par trop, a fait alliance avec le Polonois et lui fournit quarante mil chevaux. Le Polonois en a vingt mille sur les frontières de Livonie. Les Suisses tiennent leur journée à Baden le jour des Rois, et là se doit appaiser leur différent, ou assigner journée d'une cruelle bataille. A Constantinople, le lieutenant général du Ture a fait son triumphe à la façon ancienne des Romains, menant quatre cens chrestiens enchaînez, et faisant porter la peinture de trente ou quarante gallères avec les enseignes des Espagnols esquelles estoit peint l'image du Crucifix, du pape et du roy Philippe. Tellement que les Tures et Barbares prennent occasion sur les troubles que les tyrans excitent ès païs chrestiens de se fortifier et prévaloir contre nous. A quoy, Sire, nous supplions très humblement Vostre Majesté, vouloir avoir quelque égard, et vous souvenir de la promesse qu'il vous pleust nous faire à Vertueil : sachant le conte que vous aurez à rendre au jugement de Dieu, de dissimuler à la cruauté des tyrans, et à l'effusion du sang

de tant de pauvres affligez. Mesmes les Allemans sont avertis que les désers et montagnes de la Provence sont pleines de pauvres fugitifs qui meurent de faim et de froit, et espèrent que vous estant aujourd'hui rendue l'autorité qui vous appartenait, Vostre Majesté aura plus d'égard à l'obéissance qu'elle doit à Dieu, qu'à l'amitié des tyrans, qui sont en exécration et de Dieu et des hommes. A quoy je supplie le Créateur vous vouloir, Sire, augmenter la sainte affection qu'il vous a donnée, et tellement inspirer que vous congnoissiez que ses oreilles seront fermées à vos prières, si les vôtres sont sourdes aux clameurs de ses serviteurs et enfans, le priant conserver Vostre Majesté en très longue et très heureuse vie. De Strasbourg, ce dernier de décembre 1560.

Vostre très humble, très obéissant et très affectionné serviteur à jamais.

HOTOMANUS.

LES VICTIMES DE LA SAINT-BARTHÉLEMY A PARIS.

ESSAI D'UNE TOPOGRAPHIE ET D'UNE NOMENCLATURE DES MASSACRES

D'APRÈS LES DOCUMENTS CONTEMPORAINS (1).

1572.

« L'exécrable journée de la Saint-Barthélemy ne fit que des martyrs. Elle donna aux idées philosophiques un avantage qu'elles ne perdirent plus, et, en rendant les catholiques odieux, elle augmenta la force des protestants. »

CHATEAUBRIAND, *Études hist.*

M. A. Coquerel fils vient de faire paraître un fragment sur la *Saint-Barthélemy*, extrait du *Précis de l'histoire de l'Eglise réformée de Paris*, qu'il a commencé à publier dans la *Nouvelle Revue de Théologie* (mars 1859 et seq.). On y trouve un récit très-complet, et nouveau à beaucoup

(1) Nous signalerons, à propos de ces documents, une singulière erreur dans laquelle est tombé le savant M. C. Leber, et qui paraît n'avoir encore été remarquée de personne. M. Leber a inséré au t. XVIII de sa *Collection de pièces rares sur l'histoire de France*, p. 47, des *Particularités du massacre de la Saint-Barthélemy, tirées des Mss d'Augustin Conon, avocat au parlement de Rouen*, que cet avocat dit avoir été écrites par son père, homme digne de foi, qui les tenait de gens bien informés. Or, ces particularités, — nous venons de nous en apercevoir et de le constater par collation, — sont tout bonnement des extraits *textuels* du *Réveille-Matin des François et de leurs voisins*, ouvrage publié en 1574 (vraisemblablement par Hugues Doneau), et dont le *Bulletin* a déjà parlé (VII, 223). M. Leber avait trouvé ce morceau dans le *Recueil de pièces intéressantes*, etc., par de La Place.

d'égards, du massacre de 1572, une étude approfondie de ses causes et des circonstances dans lesquelles se produisit cette horrible boucherie. « La Saint-Barthélemy, dit l'auteur, est, soit en elle-même, soit par ses conséquences, un événement si capital de l'histoire de l'Eglise de Paris, qui y périt presque tout entière, et en même temps un fait si essentiel de l'histoire générale, qu'il nous était impossible de ne pas nous y arrêter tout particulièrement. » Et il ajoute avec raison qu'il eût été aussi inutile que peu intéressant d'y toucher en passant.

Examinant d'abord la question de la préméditation, M. Coquerel fils, à qui M. Mignet, toujours si favorable aux travailleurs, a bien voulu communiquer d'importants documents inédits, tirés des archives de Simancas, et une copie des dépêches du nonce du pape Salviati (1), M. Coquerel arrive à cette conclusion, qui nous paraît non-seulement la plus plausible de toutes, mais la seule conforme à la vérité : c'est que *la* Saint-Barthélemy (celle qui eut lieu à la date néfaste du 24 août), ne fut sans doute point préméditée ; mais qu'une Saint-Barthélemy (savoir un massacre général des huguenots à une heure propice quelconque) fut bien positivement préméditée et de longue main. *Hoc erat in votis, — in consilio!* Cela résulte notamment des déclarations de Salviati, de Capilupi, de la correspondance du duc d'Albe avec Philippe II. La chose une fois admise en principe, ce n'était plus, pour Catherine et ses politiques italiens, qu'une affaire de circonstance, d'exécution. La présence de Coligny et des principaux protestants à Paris, surtout le coup manqué de Maurevel (*le tueur du roi*) et l'émotion qui s'en suivit, fournirent une occasion, que l'influence chaque jour croissante de l'Amiral sur l'esprit du roi et le succès imminent de ses sages

(1) On lit dans les *Etudes historiques* de Châteaubriand la note suivante : « Je ne donne presque aucun détail sur la Saint-Barthélemy : en voici la raison. Bonaparte avait fait transporter à Paris les archives du Vatican, immense et précieux trésor qui, bien fouillé, pourrait changer en grande partie l'histoire moderne. Quelques recherches dans ce dépôt sur l'époque de la Saint-Barthélemy m'ont mis en possession des dépêches de Salviati, alors chargé d'affaires de la cour de Rome à Paris. Elles sont d'un grand intérêt. Je les publierai peut-être un jour, en y joignant, par forme d'introduction, l'histoire complète de la Saint-Barthélemy. » M. de Châteaubriand n'a jamais réalisé ce projet, mais nous rencontrons dans l'*Histoire d'Angleterre* de Sir James Mackintosh la note que voici : « M. de Châteaubriand a donné communication à Sir James Mackintosh d'une copie qu'il possédait des dépêches de Salviati, et après la mort de cet historien, il voulut bien en gratifier le Dr Lardner, » directeur de la collection (*Cabinet Cyclopedia*) dans laquelle se trouve l'ouvrage de Sir James Mackintosh. L'illustre écrivain était arrivé précisément à l'année 1572 lorsque la mort l'a surpris (1832). Son continuateur, W. Wallace, a, d'après ses notes et matériaux, traité avec beaucoup de science l'épisode de la Saint-Barthélemy et les questions qui s'y rattachent. Il a mis à profit les lettres de Salviati, et reproduit en appendice le texte italien de quatre d'entre elles, en date des 22 et 24 août, et du 22 septembre 1572. Nous serions presque tentés de donner quelque jour la traduction des trente pages qui sont consacrées au récit et à la discussion de ce crime immortel, dont on a souhaité, mais en vain, que la mémoire fût abolie, et dont la lueur sinistre ne saurait être effacée de nos annales.

conseils faisaient souhaiter ardemment et dont il devenait urgent de profiter; on décida aussitôt que le moment était arrivé, on arracha le consentement de Charles IX, le *tocsin des massacreurs* fut sonné, et les *noces merveilleuses* s'accomplirent (1).

Après avoir indiqué avec autant de détail que possible les préparatifs nocturnes, les mesures prises silencieusement par toute la ville, M. Coquerel nous amène, entre trois et quatre heures du matin, avec Guise et son escouade de bourreaux dans la petite *rue de Béthisy*, devant l'hôtel qu'habitait l'Amiral, et nous fait assister au premier acte de l'abominable tragédie, au meurtre de cette glorieuse victime qui ouvrait dignement la carrière des assassinats. De là il nous conduit avec ces forcenés dans la *rue des Prouvelles (Prouvaires)*, où demeurait le comte de La Rochefoucault, dont voici bientôt le cadavre jeté devant sa porte. Puis, au glas de la cloche de la Tour de l'Horloge du Palais de Justice, il nous montre les hordes des suisses et des valets du duc d'Anjou, se répandant avec la milice bourgeoise dans tous les quartiers, la croix blanche de Lorraine au bras ou au chapeau, et Paris se remplissant soudain de carnage (2).

A tout seigneur, tout honneur! Le récit de la propre sœur du roi, Marguerite, mariée depuis huit jours au roi de Navarre, nous rend témoins

(1) « Tout annonce, dit M. C. Leber, que la Saint-Barthélemy ne fut point préparée, en ce sens que le jour, l'heure et le moyen n'ont été arrêtés que dans les deux jours qui se sont écoulés depuis la blessure de l'amiral jusqu'à la nuit du 24 août. Ainsi la journée de la Saint-Barthélemy *proprement dite* n'était pas le coup médité; mais il paraît démontré d'abord que la perte de Coligny et des principaux chefs de son parti avait été résolue depuis longtemps, et que le massacre du 24 août ne fut que la conséquence précipitée de cette ancienne résolution. Quant à l'assassinat du 22, commis par Mauvert, il ne serait pas impossible que la reine mère eût dirigé le coup, afin de provoquer un éclat de la part des meneurs du parti qu'on voulait détruire, et de motiver ainsi l'exécution méditée contre eux seuls. Dans cette hypothèse, la destruction des chefs ne se serait étendue à tous les huguenots, sans distinction de classe (circonstance caractéristique de la Saint-Barthélemy), que par suite d'une résolution subite du roi, qu'aurait effrayé le danger d'une demi-mesure. C'est ce qu'on peut inférer du mouvement de fureur auquel Charles IX se livra, dans le conseil secret du 23 août, en permettant, en ordonnant même beaucoup plus qu'on ne paraissait lui demander : « Par la mort-Dieu! dit ce prince hors de lui, puisque vous trouvez bon qu'on « tue l'amiral, je le veux, *mais aussi tous les huguenots de France*, afin qu'il « n'en demeure pas un qui me peust reprocher après! et qu'on y donne ordre « promptement! » C'est en ces termes que, suivant les *Mémoires de Villeroy*, Charles donna son consentement à l'exécution qui commença quelques heures après, dans la nuit. » (*Collect. de Pièces sur l'histoire de France*, Paris, 1828, in-8°, t. XVIII, p. 33.)

(2) Vent-on savoir ce qu'écrivit le jour même le nonce du pape, Salvati, au cardinal secrétaire d'Etat? « On ne voit dans les rues que croix blanches aux « chapeaux et aux bonnets de toutes les personnes que l'on rencontre, sans distinction, et *cela est d'un bien bon effet*. » Voilà ce qui frappait ce prélat, digne parent de Catherine de Médicis, dans le carnage dont il était témoin! Est-ce aussi son goût pour le *pittoresque*, qui lui dictait ces paroles, au sujet des brigandages et des vols commis sous ses yeux par les assassins : « Les maisons des « huguenots ont été forcées par la populace avec une avidité incroyable. Tel ce « soir fera de la dépense pour ses chevaux, remettra son coche, mangera et « boira dans de la vaisselle d'argent, qui de sa vie n'y avait songé..... »

des scènes qui ensanglantent son alcôve, où se réfugie M. de Lérans, blessé et poursuivi par des archers; puis l'antichambre de sa sœur, Madame de Lorraine, où elle voit tuer à côté d'elle M. de Bourse; enfin la cour du Louvre, où Charles IX fait égorger sous ses yeux, par la garde suisse, deux cents seigneurs, ses hôtes, parmi lesquels trente ou quarante personnages de marque, et en outre les gentilshommes attachés à la maison de Navarre et à celle de Condé. Ainsi périrent le brave capitaine Armand de Clermont, baron de Piles, qui d'une voix de tonnerre apostropha le monarque parjure; Ségur, baron de Pardaillan; Beaudiné, Puyvieaut, Saint-Martin-Bources, Berny, Charles de Quellenec et Soubise (1).

La noblesse protestante eut bien d'autres victimes encore : Charles de Téligny, gendre de l'Amiral; Montamar, le capitaine Rouvray, Guerchy, Pons de Bretagne, le jeune Jarnac, Beauvais, ancien précepteur du roi de Navarre, Pluviau, Beaurepaire, Montevrin, Saint-Georges, Bussy, La Roche, Colombiers, Montaubert, Louviers, la dame de Châteaueux et ses trois filles, le sieur de la Serre et ses enfants, le fils du sieur de Beaulac et les trois enfants du sieur d'Autray, La Beuvrière, guidon de l'Amiral, Charles Beaumanoir de Lavardin, Jean Levasseur, sieur de Congnée; le capitaine Valavoyre, Franceœur, chancelier de Navarre, le capitaine Monnins, d'abord caché par un ami, puis frappé par ordre du roi lui-même.

En résumant l'histoire de la Saint-Barthélemy dans la *France Protestante* (article *Chastillon*), M. Haag avait déjà cité, comme le fait M. Coquerel, les noms illustres ou obscurs qui nous sont parvenus de tant de martyrs. M. Coquerel a fait plus; il a cherché à indiquer, d'après les auteurs, et aussi exactement que possible, les endroits mêmes où se porta la fureur des meurtriers et où succombèrent les victimes. Il présente ainsi une sorte d'exposé statistique de ce crime de cour, qui, « devenu populaire, régularisé de quartier en quartier, finit par être l'extermination systématique et suivie de l'Eglise réformée de la capitale. » Avec les seigneurs, gentilshommes, hommes de guerre, venus à Paris pour les noces du roi de Navarre, on fit périr tous les membres de cette Eglise à mesure qu'on les trouvait (2). En relevant leurs noms, M. Coquerel s'est attaché à marquer leurs demeures, afin de donner ainsi « quelque idée de ce qu'était alors la population protestante de la capitale, répandue dans les classes les

(1) Davila rapporte que d'O, mestre de camp de la garde du roi, une liste à la main, faisait l'appel. Chaque seigneur appelé sortait entre deux rangs de soldats de la garde suisse, et était tué à coups d'épée, de hallebarde ou de couteau. « Les plus hideuses journées de la Terreur, remarque à ce sujet M. Coquerel, ne furent que la reproduction, sur une plus grande échelle, du massacre royal. »

(2) L'historien Ranke a remarqué que ce qu'il y eut de plus horrible, ce n'est pas le tumulte, c'est la méthode avec laquelle on procéda, l'ordre, la division du travail. Le massacre, en effet, fut organisé comme une chasse.

plus diverses et dans tous les quartiers. » Nous croyons devoir mettre ici à profit ce travail d'un douloureux intérêt, qui imprime aux *Matines parisiennes* toute leur vraie physionomie.

Rive droite de la Seine.

Nous venons de voir ce qui se passa au Louvre; montrons maintenant le frère du roi, l'exécrable duc d'Anjou, l'artisan du ténébreux complot, l'ordonnateur du guet-apens, le chef actif des bandes d'assassins, se portant de sa personne sur le *pont Notre-Dame*, et de là présidant à l'exécution. Il a lieu d'être content! « La ville n'est plus qu'un spectacle d'horreur, dit l'historien de Thou, qui, alors âgé de dix-neuf ans, en avait été témoin oculaire; toutes les places, toutes les rues retentissent du bruit de ces enrégés qui tuent et pillent de tous côtés et des hurlements des gens qu'on égorge; partout des corps morts jetés par les fenêtres, et les cours des maisons pleines de cadavres que l'on traîne dans la fange des carrefours; partout des lacs et des ruisseaux de sang... » Ça et là, ajoute-t-il, des monceaux de morts, de mourants, parmi lesquels des vivants même pouvaient se trouver ensevelis. C'est ainsi que fut miraculeusement sauvé, au bout de la *rue Neuve-des-Petits-Champs*, près du rempart, le jeune Caumont La Force, sur qui l'on avait jeté les cadavres de son père, de son frère et d'autres encore. — Madeleine Briçonnet, veuve du maître des requêtes d'Yverni, qui s'échappait habillée en religieuse, fut trahie par son vêtement de dessous qui dépassait sous la bure, et, comme elle refusa d'abjurer, on la précipita du *Pont-aux-Musniers* dans la Seine (1). Son gendre, le marquis de Renel, fuyant en chemise, fut poursuivi jusqu'à la rivière, où déjà, ayant pu détacher un bateau, il allait peut-être trouver son salut, quand son cousin Bussy-d'Amboise le tua d'un coup de pistolet. — Téligny, gendre de l'Amiral, demeurait au *Lion-Noir*, *rue Saint-Honoré*, non loin de la rue de Béthisy; s'étant évadé par les toits, il échappa plusieurs fois à la mort, mais fut enfin poignardé. — Le vieux Brion, gouverneur du petit marquis de Conti, frère de Condé, avait éveillé l'enfant et l'emportait sans même prendre le temps de l'habiller. On le lui arrache des mains et on tue le maître devant son élève, pleurant et épouvanté. — Antoine Merlanchon, qui avait charge (probablement d'ancien) en l'Eglise réformée, fut frappé à mort chez Brusquet, près la *porte Saint-Michel*, par Tanchon. Sa femme, quoique blessée, l'exhortait à mourir plutôt que d'abjurer: un ami parvint à sauver cette femme héroïque. — Trois pasteurs furent aussi au nombre des victimes: Desgorris, Lemore, ministre du roi de Navarre; Thomas Buyrette, fils d'un avocat au parle-

(1) Le célèbre ministre Jean de l'Espine, qui l'accompagnait déguisé en domestique, parvint à se sauver.

ment, tué le troisième jour avec son beau-frère Jean Molé, *rue de la Harpe*, dans l'hôtellerie du *Fer-à-Cheval*, adossée aux ruines du palais des Thermes.

Le grand sculpteur Jean Goujon fut tué, dit-on, sur son échafaudage au *Louvre*, ou, selon une autre version, *rue de la Harpe*, chez le comte de Poitou (1). Le président Pierre de la Place demeurait *Vieille-rue-du-Temple*; après avoir déployé une fermeté à toute épreuve, il fut entraîné *rue du Coq*, vis-à-vis celle de la *Verrerie*, où on le poignarda.

Rue de Béthisy, où les massacres avaient été inaugurés par leur plus illustre victime, l'amiral Coligny, un menuisier, maître Guillaume Le Normand, partagea son sort, et plus de trente cadavres furent jetés par les fenêtres de cette rue funeste.

A la *Barre du Bec*, périt le tailleur Simon; *rue Simon-le-Franc*, la femme du commissaire Aubert; près des *Tournelles*, Denys Perrot, avocat; à la *porte Baudet* (ou *Baudoyer*), Jean Tisserant, compasseur, et sa femme; près l'église *Saint-Paul*, Jean du Bos, compagnon menuisier.

Le *pont Notre-Dame*, habité par beaucoup de protestants, fut le théâtre des persécutions les plus cruelles. Non-seulement Nicolas Le Mercier, sa femme, sa fille et Barthélemy du Tillet, mercier, demeurant avec eux, mais tous les habitants des maisons de la *Perle* et du *Manteau-d'Or* furent égorgés. « Une petite fille du maître de ceste maison fut trempée toute nue dans le sang de son père et de sa mère massacrés, avec d'horribles menaces que si elle estoit jamais huguenotte on lui en feroit autant. » (*Mém. de l'Estat de Fr.*)—Sur ce même pont demeurait Antoine du Bois d'Angiran, gouverneur de Corbeil, grand prévôt de la connétablie de France. Il s'enfuit sous un déguisement, mais fut reconnu et assassiné. — Une femme renommée par sa beauté, mariée au plumassier du roi, et fille d'un zélé protestant, le sieur de Popincourt, fut poignardée et jetée à l'eau avec sa servante. Elles n'étaient pas mortes et se retinrent aux piliers du pont. On les assomma de pierres, mais le corps de la dame resta pendant quatre jours retenu, dit-on, aux pieux des pilotis par son épaisse chevelure. On raconte qu'au bout de ce temps le cadavre de son mari, jeté du haut du pont, entraîna le sien, et que tous deux furent emportés en même temps par les eaux.

Au *pont au Change*, on ne signale qu'une victime, l'orfèvre Larondelle (ou l'Arondel).

(1) La *Cour des Marbres*, bâtie par Charles IX, sur l'emplacement de l'ancien Jeu de Paume de Charles V, du côté de Saint-Germain l'Auxerrois, devait être décorée de très-fines sculptures; et si Jean Goujon, le jour de la Saint-Barthélemy, reçut la mort au Louvre, son ciseau de sculpteur à la main, c'est à la Cour des Marbres qu'il devait alors travailler, bien plutôt qu'aux façades de Lescot. (*Le Louvre*, par L. Vitet. Paris, 1853, in-8°, p. 37.)

Rue Saint-Germain-l'Auxerrois, Lussant, orfèvre de la reine, fut tué avec son fils et sa servante. Sa femme, Françoise Baillet, sauta par la fenêtre dans une cour et se cassa, dans sa chute, les deux jambes. Un voisin eut pitié d'elle et la cacha dans sa cave. Mais, moins brave que compatissant, il se laissa épouvanter par les meurtriers qui réclamaient leur victime et la livra. Ces furieux la traînèrent par les cheveux dans les rues ; pour lui ôter plus vite ses bracelets d'or, qu'ils se disputaient, ils lui abattirent les deux poignets à coups de hache et la laissèrent toute sanglante devant la porte d'un rôtisseur, qui, pour mettre fin à ses cris, la perça d'une broche qu'il lui laissa dans le corps. Quelques heures après, ses restes mutilés furent jetés à la rivière, mais des chiens rongèrent ses mains, qu'on avait laissées à terre.

Antoine Sylvius, chirurgien qui demeurait aux *Fossés Saint-Germain-l'Auxerrois*, fut mis à mort en même temps. A la *Bannière-de-France*, vers la *Croix-du-Trahoir* (aujourd'hui près de la fontaine de la rue de l'Arbre-Sec), tous les habitants furent assassinés avec leurs femmes, leurs enfants et leurs domestiques. Il en fut de même de « tous ceux de Cop-
« peaux, derrière *Saint-Thomas du Louvre*, sauf un pauvre, » qui parvint à se cacher. *Rue Saint-Honoré*, au *Grand-Cerf*, périrent la fille du sieur de La Beuvrière, guidon de l'amiral, et un marchand nommé Seret. A la *porte Saint-Honoré*, furent tués un barbier et son fils.

Les rues démolies depuis peu, qui avoisinaient le *Cimetière des Innocents*, virent assassiner bien des marchands huguenots : celle de la *Triperie*, Bodet et sa femme, à l'enseigne des *Deux-Anges* ; celle de la *Coutellerie*, au *Bahut-Royal*, vingt à trente personnes ; celle de la *Hautnerie*, un armurier, maître Vincent ; celle de la *Tonnellerie*, le sieur Selles, marchand.

Rue de la Vieille-Monnaie, on tua Hector Le Fer et sa femme ; Paren-teau, secrétaire du feu prince de Condé, et sa femme enceinte, fille de feu Perrucel, ministre. Au *Cimetière Saint-Jean*, un tailleur, maître Gilles. *Rue Trousse-Vache*, un menuisier, maître Robert. Près *Saint-Bon*, Guillaume Faubert, menuisier. *Rue Montorgueil*, Corbonan, épinglier, avec sa femme et sa sœur. *Rue aux Ours*, Bertrand aîné, boutonnier et émailleur, avec sa femme et trois serviteurs. *Rue Michel-le-Comte*, Michel Nattier.

Rue Saint-Denis, Pierre Ferret, marchand de draps de soie, et sa femme, furent emmenés et tués à l'abreuvoir *Papin*. Pierre Baillet, teinturier, père de sept enfants, fut emmené à *Saint-Magloire* et tué devant la porte de l'église. Dans la même rue, à la *Corne-de-Cerf*, périrent un marchand de soie, sa femme et trois enfants. Près de *Saint-Jacques-l'Hospital*, Baillet, marchand de toiles, et Matthieu Le Fécod, quincaillier. Près la fontaine du *Ponceau*, Marguerite du Perray.

Rue Saint-Martin, une femme enceinte fut tuée sur le toit de la maison, son corps ouvert et son enfant brisé contre le mur. Dans la même rue, à la *Croix-de-Fer*, périrent les trois demoiselles d'Orléans, Jean Robin et sa femme, la veuve Marquette et deux de ses enfants.

Cité et rive gauche.

La Cité, l'Université, le Faubourg Saint-Germain des Prés, où demeuraient un grand nombre de huguenots, ne devaient pas être épargnés. Sur un avis qu'ils reçurent, un certain nombre de gentilshommes purent fuir à la hâte, et, grâce à la fermeture de la porte de Bucy et aux retards qu'occasionna de la part des assassins une erreur commise par le porteur des clefs, ils gagnèrent assez d'avance pour échapper à Guise qui s'était bientôt lancé à leur poursuite (1). Mais ceux qui, au lieu de sortir de la ville, voulurent traverser la rivière pour implorer la protection du roi, virent venir à eux, dans des bateaux, « deux cents soldats de sa garde, criant : *Tue ! tue !* et leur tirant harquebouzades à la vue du Roy, qui estoit à la fenestre « de sa chambre, et qui, bientôt, prenant son harquebouze à giboyer et des- « pitant Dieu, dit : *Tirons, mort-Dieu, ils s'enfuient !* Puis se mit à giboyer « aux passants, » mais sans les atteindre, parce que son arme ne portait pas aussi loin. En vain a-t-on essayé de décharger de cette circonstance (aggravante, si possible !) la mémoire du roi chasseur et assassin, en niant à tort l'existence de la fenêtre ou du pavillon où il tira ainsi sur ses sujets. (Voir *Bull.*, V, 332, VI, 118, VII, 182.)

De ceux qui étaient restés dans le *faubourg Saint-Germain des Prés*, le plus grand nombre furent massacrés. On cite Pierre Charpentier, espe-ronnier, Jean le jardinier, Greban, maître horlogier à l'enseigne du *Nom-de-Jésus*, et le serviteur du chauffe-cire Pomier.

Dans le quartier de *l'Université*, les libraires et relieurs fournissent leur contingent. Le jeune Du Plessis-Mornay, alors âgé de 23 ans, et qui était logé *rue Saint-Jacques*, en attendant qu'une demeure voisine de celle de l'Amiral fût prête à le recevoir, vit, en se sauvant, piller la maison de son proche voisin, le libraire protestant Oudin Petit. Cet infortuné était le gendre de Jacques Kerver, libraire comme lui, mais catholique et capitaine dans la milice bourgeoise, qui fit tuer Oudin pour une querelle de par-

(1) Parmi les fugitifs, on cite, avec le capitaine Lorge, comte de Montgommery : Jean de Ferrières, vidame de Chartres, Jean de Rohan, seigneur de Frontenay, un Caumont, un Pardaillan, Beauvais-la-Nocle, d'Arnes, de Boissec, de Longaulnay, du Bercail, Rabodangès, de Sey, du Touchet, des Hayes, Guy de Saint-Gelais, J. de Laffin, de Saint-Etienne, Pierre de Chouppes, Pierre de Grandry. La plupart étaient de Normandie. — On sait que le grand chirurgien Ambroise Paré, qui demeurait sur la paroisse de Saint-André-des-Arcs, rue de l'Arondelle (Hirondelle) aboutissant au pont Saint-Michel, fut sauvé par le Roi qui le retint et le fit coucher au Louvre.

tage. Philippe de Cosne, libraire *rue Saint-Jean de Latran*; Charles Périer, libraire *rue Saint-Jean de Beauvais*, et un relieur son voisin; un autre relieur, *rue Saint-Jacques*, eurent le même sort. Une plus cruelle fin était réservée à Spire Niquet, relieur, *rue Judas*, qui fut, devant sa maison, brûlé à petit feu au milieu d'un monceau de livres et jeté à l'eau respirant encore. — La *place Maubert*, où tant de martyrs avaient péri, condamnés par des juges fanatiques, vit exécuter, sans autre sentence que la fureur du peuple, Louis Brècheux, maître de l'hôtellerie du *Fer-à-Cheval*, *rue de La Harpe*, et la femme gravement malade d'un chirurgien, maître Julian. Une femme enceinte et sa fille reçurent la mort *rue de la Huchette*, à l'enseigne de *l'Estoile*. Un cordonnier de *Saint-Marceau*, fut tué avec sa femme et leurs trois enfants.

L'illustre Ramus, que ses ennemis eux-mêmes proclamaient « l'homme le plus sçavant de France et quasi de toute la chrestienté, » fut surpris dans sa chambre, percé de coups et jeté d'un cinquième étage du collège de Presle, dont il était principal, puis traîné jusqu'au quai de la Seine et jeté à l'eau en amont du pont Saint-Michel.

La *Cité* ne fut pas plus exempte de carnage. La femme d'un libraire du Palais, Jean Borel, y périt. René Bianchi, le parfumeur du pont Saint-Michel, celui que les Parisiens appelaient *l'empoisonneur de la reine*, tua dans la Cour du Palais un jeune homme boiteux, déjà très-habile dans l'art de l'orfèvrerie. Un mercier établi dans le palais, nommé Montrault, y fut mis à mort. La *rue de la Calandre* fournit de nombreuses victimes : Pierre de Saincterne, horloger du maréchal de Montmorency; maître Guillaume et sa femme; la femme de Jean de Cologne, mercier de la cour (trahie par sa propre fille). C'est encore rue de la Calandre, aux *Trois-Rois*, qu'habitait Keny, lequel blessé de plusieurs coups de dague et jeté à la Seine, se sauva à la nage jusqu'à un bateau. Poursuivi par d'autres barques, et de si près que d'un coup de hache on lui abattit une main, il continuait à manœuvrer de l'autre lorsqu'on l'acheva à coups de fusil.

Quant à ceux en grand nombre dont la demeure n'est point indiquée et qui ne sont désignés que par leur nom ou profession, on cite plusieurs hommes de robe : Claude Robert, avocat, caché depuis deux jours et tué le troisième; Jean Theuart, procureur au parlement, Le Clerc, procureur au Châtelet, tous deux tués avec leur famille entière (la femme de ce dernier, enceinte, fut noyée après qu'on l'eut forcée à marcher sur le visage de son mari); Antoine Ferrière, sieur de Chappes, avocat célèbre, âgé de soixante-quinze ans; le bailli d'Orléans Groslot et Calixte Garrault, son neveu, dont l'historien de Thou, en allant à la messe le dimanche matin, rencontra les corps sanglants qu'on traînait sur le pavé; Caboche, secrétaire du roi de

Navarre, et son frère, procureur à Meaux ; le précepteur de Catherine de Bourbon ; Etienne Chevalier, sieur de Prunay, receveur en Poitou ; un pédagogue nommé Abraham ; un Espagnol, De Lopez, appelé docteur par les uns, ministre par d'autres ; plusieurs protestants italiens ; Maphé (ou Maffei), Vénitien ; Simon, Lucquois ; un Piémontais, qui se nommait Lazarre Romain ; des marchands et des artisans : Monluet, riche lapidaire, et sa femme enceinte ; Philippe, vitrier ; Guillaume Maillart, doreur, sa femme et son fils ; l'hôte de la *Marguerite*, marchand de chevaux, et ses deux enfants ; Bourselle, orfèvre ; Maupel et sa femme, qui avaient procès avec le duc de Guise ; le petit Jacques, tireur d'or ; Charles, armurier du prince de Condé ; Jacques de la Chesnaye, marchand d'émail ; Martin du Percy, entileur ; Philippe le Doux, marchand (sa femme, qui allait accoucher pour la vingt et unième fois fut soumise à des tortures indescriptibles). On cite aussi la femme de Nicolas du Puy, excellent orfèvre ; celle du brodeur de la dame de Montjay ; la femme Tamponnet ; un nommé Coucan, familier du cardinal de Tournon, devenu huguenot et marié ; un nommé Lemaire, dont la veuve, mise en prison, fut sauvée on ignore comment.

La perspective du lucre, la convoitise d'un sanglant butin, entra pour sa part dans les motifs décisifs de la Saint-Barthélemy. En assassinant ou en faisant assassiner, on battait monnaie, on payait ses dettes, on s'enrichissait et l'on faisait largesse... « Le pillage des seigneurs, gentilshommes, marchands et autres huguenots tués, estoit fait par autorité privée ou donné et départi par le roy à ses courtisans et autres siens bons serviteurs : desquels aucuns trouvant quelque chose de singulier parmi la despouille des morts le venoient offrir et présenter au roy, à sa mère ou à quelque autre des princes à qui ils estoient plus affectionnés » (*Réveille-Matin*, p. 67). Les *Mémoires de l'Estat de France* portent à six cents le nombre des maisons pillées, soit au profit des massacreurs, soit même au profit du roi et des gens de sa cour. On a vu plus haut de quel œil placide le nonce du pape Salviati contemplait tous ces vols et enrichissements soudains.

La plupart des orfèvres et lapidaires de Paris étaient protestants ; nous en avons déjà cité plusieurs. « Le roy donna aux Suisses de sa garde, pour le bon devoir qu'ils avoient monsté en ceste affaire, le sac et pillage de la maison d'un très riche lapidaire, nommé Thierry Baduère : j'ai ouï dire que ce qu'on luy a pillé valoit plus de deux cents mille escus (*Réveille-Matin*, p. 66) » (1). Les ducs d'Anjou et d'Angoulême ne s'oublèrent pas eux-mêmes,

(1) Le souvenir de ce pillage se conserva longtemps. L'Estoile le mentionne dans son *Journal*, au 23 janvier 1610, en nommant le fils de Badouère, qui, par un étrange contraste, était devenu « faciendaire du père Cotton et espion des

et, selon la relation italienne de Capilupi, le roi n'aurait pas eu une part moindre de trois millions d'or. M. Coquerel fait remarquer que peu auparavant il en était réduit à demander avec instances à Mandelot, gouverneur de Lyon, un prêt de huit mille livres (*Corresp.* publ. par P. Pâris).

Martial de Loménie, pour avoir la vie sauve, abandonna à Gondi, comte de Retz, sa terre de Versailles. Il n'en fut pas moins mis en prison et égorgé quelques jours plus tard. Bien d'autres furent massacrés comme lui dans les prisons, surtout à l'Hôtel de ville, au Châtelet et au Fort-L'Evêque. Salviati écrivait le 15 septembre que « l'on jetait encore souvent à la rivière, la nuit et sans bruit, quelques dizaines de huguenots pris le jour en divers endroits, et plus volontiers des prédicants ou ministres. » Les dépêches du comte de Saint-Pol, ambassadeur du duc de Savoie, en disent autant ; il ajoutait le 15 septembre que « l'on continuait la grande exécution contre ces gens-là, qui étaient jetés de nuit dans la rivière ; » et, le 26 du même mois, que « l'on faisait toujours mourir des huguenots, tant à Paris qu'ailleurs. » C'était plus d'un mois après la Saint-Barthélemy !

On lit dans les registres de l'Hôtel de ville que le prévôt des marchands et les échevins allouèrent, le 15 septembre 1572, une somme de quinze livres aux fossoyeurs des Saints-Innocents, pour avoir donné la sépulture aux cadavres qui étaient « ès environs du couvent de Nigeon (des Bons-hommes), et vingt autres livres, par un commandement du 23 septembre, « pour avoir enterré, *depuis huit jours*, ONZE CENTS CORPS MORTS ès environs « de Saint-Cloud, Auteuil et Chaillot. » Voilà une date et un chiffre dignes d'attention. Ils confirment avec une sombre éloquence les dires de Salviati et de Saint-Pol que nous venons de citer, et ils donnent une idée de tout ce qu'il dut y avoir de victimes faites, dans la capitale de la France, entre le 24 août et le 26 septembre.

Arrêtons ici cette esquisse d'un martyrologe qui ne saurait jamais être que l'ombre de la vérité, et rappelons en terminant ce que dit si bien à ce sujet l'historien contemporain Jean de Serres : *Nous aurions à allonger trop ce lamentable récit, s'il falloit ici adjouter les rooles de tant de personnes honorables de tous estats et qualités. Suffit que leurs noms sont écrits au ciel...*

Jésuites, » après avoir « renoncé à l'hérésie et embrassé fermement le jésuitisme. » « Son père, ajoute l'Estoile, était un bon et riche marchand, qui perdit la plupart de son bien à la Saint-Barthélemy, ayant été outrageusement pillé et volé. »

LETTRES DE FRANÇOIS DE COLIGNY, COMTE DE CHASTILLON

FILS DE L'AMIRAL

A SA FEMME, MARGUERITE D'AILLY DE PECQUIGNY.

. 1586.

François de Coligny, comte de Chastillon, l'auteur des deux lettres qu'on va lire, était le troisième fils de l'amiral de Coligny. Devenu l'aîné par la mort de ses deux frères, Henri et Gaspard, il échappa tout jeune au massacre de la Saint-Barthélemy, gagna la Suisse et ne revint en France que trois ans après. En 1577, le siège de Montpellier lui fournit la première occasion de montrer son bouillant courage et son habileté dans l'art de la guerre. La paix de Poitiers ne lui inspirant pas une confiance complète, il ne cessa de tenir la campagne, et en effet, sur les instantes sollicitations du roi de Navarre, la guerre fut de nouveau résolue à l'assemblée d'Alais. Nommé par Damville, son lieutenant général en Languedoc, il se préparait à secourir Genève menacée par le duc de Savoie, lorsqu'il fut nommé par le roi de Navarre gouverneur du Rouergue. Il se rendit à Milhau, accompagné de ses meilleurs lieutenants, et peu après mit le siège devant Compeyre. C'est de là qu'il écrivit ces lettres que le généalogiste Dubouchet nous a conservées dans ses *Preuves de l'histoire de la maison de Coligny*. (Paris, in-fol., 1662.) Dans celles que nous avons extraites, on verra de quelle façon noble et touchante il parle de ses succès, qu'il reporte au Dieu des armées, de ses amis, de ses compagnons d'armes, dont il recommande les enfants à sa femme, et la main qui tenait si vaillamment le fer, et l'homme de guerre qui est « désespéré » de n'avoir point ensanglanté son épée, qui n'en a pu « donner qu'un seul coup et à des poltrons encore, » ce dont « il est enragé », écrit à sa femme de tendres et chrétiennes recommandations, il lui demande « un long mander » de ses affaires publiques et domestiques. « Le temps est mauvais, dit-il, il faut plus de patience et de vertu qu'en bon temps ; » « tout semble malaisé, c'est signe que la grâce de Dieu n'est pas loin de nous, car il se tient près des cœurs désolés. » Nous ne poussons pas plus loin ces citations, il nous faudrait citer la lettre presque entière.

Après divers assauts meurtriers, cédant à la supériorité du nombre, il rentre à Milhau ; appelé en Lorraine, il franchit le Rhône et sa marche n'est plus qu'une longue suite d'exploits guerriers et de dangers affrontés, couronnée par une des plus belles retraites dont l'histoire fasse mention. De retour en France, il emporta d'assaut plusieurs villes ou places fortes aux environs de Nîmes ; nommé colonel général de l'infanterie du roi de

Navarre en 1589, il chasse les ligueurs de Tours, bat Savenne à Bonneval et nous le retrouvons à Arques, où sa valeur décide le succès des armes de Henri IV. Les honneurs le récompensent : amiral de Guienne et conseiller du roi, il assiste bientôt au siège de Chartres, il tient le Berry pour le roi ; mais la mort le surprend, trop prompte et trop douce pour un homme de sa valeur. Ce fut dans le château de ses pères, à Chastillon-sur-Loing, qu'une courte maladie l'enleva, âgé de trente ans, à son pays et à son roi.

Terminons cette rapide esquisse par quelques citations qui achèvent l'article que MM. Haag lui ont consacré dans la *France protestante*, et auquel sont empruntés la plupart des détails qui précèdent : « C'était un des plus
« braves seigneurs de France, dit le Père Daniel, le plus entreprenant, le
« plus intrépide, qui savait le mieux la guerre et qui la faisait avec le plus
« de vigueur ; savant dans les mathématiques, et principalement dans cette
« science qui traite de l'art militaire. »

Ajoutons que c'était aussi un des plus religieux seigneurs de France, ses lettres sont là pour le prouver, et qu'héritier de la science et des vertus militaires de son père, il ne le fut pas moins de ses vertus chrétiennes et de sa foi protestante. — « Une vie si courte, dit Lacretelle, avait été remplie
« par une foule d'actions héroïques. Il vengea son père par des combats,
« jamais par la trahison. » C'est là aussi un bel éloge, à cette triste époque de nos guerres civiles, où la trahison était presque une vertu, toujours utile, trop souvent nécessaire à ceux que l'ambition et l'intrigue dirigeaient, à la place de l'honneur et du dévouement.

R. DE CAZENOVE.

I

A Madame de Chastillon.

Mon cœur, afin que vous ne soyez point en peine de moy, pour ce qu'hier dix-neufviesme de ce mois nous nous estrillâmes fort bien et que le bruit incertain vous pourroit mettre en doute de la vérité, j'ai pensé vous la devoir escrire sans que nous eussions aucune nouvelle des ennemis assemblez. Hier après disner, comme je me reposois, Dieu par la bouche d'un petit enfant qui n'avoit point huit ou neuf ans nous en advertit. C'estoit un goujat qui estoit allé cueillir des pois et s'en retournant vint droit à mon logis me dire, mais le plus assurément du monde, qu'il avoit veu douze chevaux des ennemis qui se couloient le long de la montagne au-dessous de nos sentinelles de cheval, et qu'ayant jetté sa veuë plus loing, il avoit veu

une grande file d'arquebusiers et de gens de cheval. Soudain je deschai par tous les quartiers pour faire tenir prests nos gens de pied et nos gens de cheval, et envoyay le capitaine Charles avec douze ou quinze de mes arquebusiers et luy commanday de prendre le petit garçon pour reconnoistre ce qu'il disoit avoir veu. Je prens mes armes vistement et le suis avec environ trente ou quarante arquebusiers que je prens de mon quartier. Je ne fus pas là-haut à la batterie où nous tenions nos pièces, que je voy mes sentinelles de cheval revenir à toute bride en criant et en nous faisant signe. Je commanday au capitaine Augarran de s'en aller avec quinze ou vingt arquebusiers qu'il avoit, droit vers l'ennemy pour se joindre au capitaine Charles, je fais sortir le jeune Oliver avec sa compagnie des tranchées, et trente ou quarante arquebusiers de Monsieur de Saint-Laurens pour aller après eux. J'attens nos soldats qui venoient à la file; je prie Monsieur de Saint-Auban de s'armer; j'envoye à Monsieur de la Vacqueresse qu'il s'en vienne, lequel estoit bien au bas de la montagne, de mesme à Monsieur de Vualerose qu'il monte à cheval et me vienne trouver où j'estois. En mesme temps je vois paroistre au lieu où je tenois mes sentinelles de cheval les ennemis en gros tant à pied qu'à cheval, et les nostres qui s'enfuyoient estans chargés à toute bride.

Je pars de la main tout à pied avec quinze arquebusiers seulement de Desmazel, et m'en vais droit à eux : je portois ma cuirasse et ma corsesque, et ayant gagné le chemin où estoient les nostres qui se retiroient, Dieu me fit la grâce de les arrester ou par menaces ou de paroles honestes, si bien que j'arreste l'ennemy tout court. Les uns prennent autour de moy pour m'environner : je leur fais tirer des arquebusades de vingt pas où fut tué Monsieur de Balzac; je garnis à droite et à gauche un petit fons qu'il y avoit; si bien que je les empesche de passer assez longtemps, jusqu'à ce que nostre cavalerie vint : Monsieur de la Vacqueresse, Monsieur de Saint-Auban, Monsieur de Valerose et quelques quinze ou vingt chevaux seulement avec eux. On me baille mon cheval. Je commence à crier pour aller à la charge; soudain ils reculèrent et les remenasmes environ cent pas en arrière. Pource que nos arquebusiers ne nous suivoient point, je retourne pour les faire venir. En mesme temps Monsieur de Saint-Auban qui fit très bien, les voit branler. Il va à la charge, Monsieur de Vacqueresse, Monsieur de la Valerose et ceux

que je vous ay nommez au travers des vignes, se meslent parmy eux en descendant la montagne et en bas le long de la rivière du Tar, où ils gaignoient si bien qu'ils en tuent quarante ou cinquante des principaux gentilshommes de ce pays, entre lesquels est Monsieur de Vezin, Monsieur le baron de Rupéron, Monsieur de Balsac, Monsieur de Roquelaure, le cadet de Lons, et plusieurs autres; ils ne parloient que mil, deux mil escus, dix mil escus, qu'on leur sauvast la vie. Monsieur de Saint-Auban cria à Monsieur de Saint-Genet qu'il tuast Roquelaure, qu'il ne le fist point prisonnier; il lui dit : Tuez cet ennemy de Dieu, je vous en feray reproche, et l'autre, comme il lui bailloit l'estocade au travers de la teste, disoit : Jeunesse sauve-moy la vie, je te donneray dix mil escus.

La Borde se trouva auprès de Monsieur de Vezin, duquel il a eu le manteau ainsi qu'il a esté reconnu par quelque prisonnier. Il criait : Sauve-moi la vie, je te bailleraï vingt mil francs. Mais nos gens montrèrent bien qu'ils aimoient mieux leur sang que leur argent, et bien à propos : car si on se fust amusé à les prendre prisonniers nous estions perdus, car ils estoient six contre un. Pendant que cela se faisoit, j'estois attaché avec leur infanterie qui estoit de trois à quatre cens arquebusiers : nos gens firent mal, il falloit que je les fisse aller à coups d'espée; mais nous nous trouvasmes meslez parmy eux, pensans que ce fussent des nostres; toutefois en estant incertain, j'envoyay un sergent le reconnoistre : il alla parmy eux, ils luy demandèrent le mot, il revint à moy; je dis que je n'en avois point donné, mais il commença à crier Chastillon : aussitost ils se mirent en route et mon cheval comme je les chargeois me pensa faire perdre, car il se cabra comme je voulois tourner à main droite. Je les contraignis de se remettre dedans le fort et en furent tuez beaucoup, mais si j'eusse eu cinq ou six hommes à cheval avec moy, tout cela estoit mort. Je crois à cette heure qu'ils seront contrains de se rendre, car ils n'ont point de vivres ni de poudre, au moins nous en avons pris des valises pleines qu'ils y portoient, plusieurs se jettèrent dans la rivière. J'ai la livrée de leur cornette que nous avons prise : un malheureux goujat a déchiré le taffetas, je le fais chercher partout. Somme, Dieu nous a fait une belle grâce. Je n'ay perdu que La Rue et le pauvre capitaine La Forge qui est mort le plus chrestien que je vis jamais, car il disoit : O Roy des roys prend mon âme : tu m'as assuré que ton sang est respandu pour mes peschez. Il a un coffre

à Montpellier où il a quelque argent; soudain allez y vous mesme et faistes prendre ce qu'il avoit, car il a un bastard qu'il faut entretenir, car c'estoit un très brave homme : il avoit de très grandes blessures sur les mains, sur les bras, sur le corps au deffaut, par les cuisses; somme, la meslée a esté bien rude et c'est un miracle de Dieu, car il n'y avoit pas un quart ni de nos gens de pied, ni de nos gens de cheval et Dieu les a tuez et non pas nous. Tous nos gens sont revenus l'espée sanglante jusqu'aux gardes. Il n'y a pas un de nos gens de cheval qui n'ait divinement bien fait, et pas un de nos gens de pied qui n'ait très mal fait, si ce n'est Montmiral qui a fait bravement à son cartier et en a tué près de sa barricade d'armes et désarmé un bon nombre. Louëz Dieu et le remerciez, car il nous a fait une belle grâce. Il n'y a que moy qui n'ay point ensanglanté mon espée dont je suis désespéré, car il me semble que j'en devois tuer plus de cent, ce que j'eusse fait si nos gens de pied m'eussent voulu croire. Je n'ay donné un seul coup d'espée qu'à ces poltrons, dont je suis enragé ! Priez Dieu pour moy et le remerciez, car il m'a bien montré son assistance. Ils avoient juré de gagner notre artillerie. Ils estoient deux cens bons chevaux et cinq cens arquebusiers à pied. Mais j'espère que nous aurons le reste avec l'aide du Seigneur, entre les mains duquel je mets toy et nos enfans lesquels j'embrasse de bon cœur.

C'est ton bon mary : CHASTILLON.

Devant Compierre (Compeyre), le 20 juillet 1586.

II

A Madame de Chastillon.

Mon cœur, j'ay receu aujourd'huy une lettre de vous qui m'a fort resjouy, car ne vous pouvant voir, le plus souvent que vos lettres viennent à moy, il me semble que je vous regarde comme dans un miroir, jugeant par vos escrits l'image de vous mesme. Vous m'avez prié par une de vos lettres de vous escrire au long. Je m'estone, puisque vous et moy ne sommes qu'un que vous n'avez jugé que j'ay eu le mesme désir, comme vous m'avez prié de le faire. Vous deviez penser que je vous priois de faire le semblable; nos corps, nos désirs, nos volonte, nos passions estant jointes, nous avons en mesme

temps mesme désir ; il falloit doncques pour me contenter en me priant d'une chose faire la mesme ; c'est-à-dire que vous me deviez bien au long mander de nos enfans et de nos affaires publiques ou domestiques, tout ce qui s'en passe.

Faites-le à la première occasion, car cela me tesmoignera que vous ne m'escrivez point seulement pour dire que vous m'escrivez, mais que vous estes soigneuse de nos affaires et curieuse de m'advertir de ce qui s'y passe. Ce seroit pour néant qu'à mon départ j'aurois pris mémoire de tout, si vous ne me mandiez comme les affaires ont réussi depuis mon départ. Croyez que mes trois enfans m'ont donné trois divers conseils : Henry quand il est venu m'a appris d'estre soigneux et prévoyant, Gaspard à sa naissance m'a adverty que je devois songer pour vous et pour luy ; Charles m'a fait résoudre d'estre du tout bon messenger : ainssi croyez que j'y pense et que je ne suis point père sans estre bon père, ni mary sans estre bon mary.

Je songe à vous et au fruit que Dieu nous a donné ; mais de vostre costé vous devez vous donner à vous-mesme la leçon pour former vostre esprit à tout ce qu'une femme doit avoir de parfait pour estre bonne mère de famille et sage gouvernante de sa maison. Vous sçavez que la femme la fait ou deffait. Ayez l'honneur de remettre par vostre industrie et par vostre piété avec l'assistance de Dieu, les ruines qu'on nous a faites. Le temps est mauvais et il faut plus de patience et de vertu qu'en bon temps ; les ennemis sont puissans, il faut un bon cœur pour les vaincre ; les envieux sont en grand nombre, ce sont les coureurs de la vertu. Tout semble malaisé, c'est signe que la grâce de Dieu n'est pas loin de nous ; car il se tient près des cœurs désolés, et si ce bon Maistre et seul bon conseiller prend nos affaires en main, qui s'opposera à nostre bien ? Craignons Dieu et il nous chérira. Mon cœur resjouy-toi, il me semble que je sens Dieu s'aprocher de moy, car les diables de Rouergue nous appellent anges avec nos casaques blanches et ont bien senti que nous les avons frappez d'un bras non point d'homme, car tous les jours nous avons nouvelles de nouveaux morts. Outre ceux que je vous ai mandés il y en a beaucoup d'autres et des plus mauvais garçons de Rouergue et d'Auvergne : il ya Monsieur de Montaligre, Monsieur de la Borrezie, les deux de Montfevrier dont l'un portoit la cornette, Monsieur de Venac, Monsieur de la Balmontie, Monsieur d'Aubrac, Monsieur de Vedrien, force capitaine ou soldats, grand nombre de bien blessez...

Si bien que Monsieur l'évesque (de Rodez) a envoyé six chirurgiens... C'est un miracle, car depuis ce temps-là, toutes ces forces se sont en allées en fumée. Au reste jamais je pense, siège n'a esté plus beau que cettuy-ci (celui de Compeyre), car a esté l'heure que je n'avois que cinq cens hommes pour ce que tout estoit à Milhau, ou escarté hors du camp, que j'en tenois assiégé plus de huit cens hommes de guerre, entre lesquels il y avoit pour le moins cent gentilshommes ou capitaines mieux armez et équipez que nous. Louëz Dieu, car c'est un témoignage de son assistance. J'ay escrit partout : j'attens des forces nouvelles ; mais si je suis seulement rafraischy de trois cens arquebusiers que j'attens de Monsieur de Boissezon, ou d'autres de mes amis, avec l'aide de Dieu j'aurai la place, et battray bien tout ce qui peut nous venir, fussent-ils diables et tous les enfants de Lucifer.

.... Le premier du mois qui vient (août 1586), j'ay mandé les estals du pays. Nous verrons ce que nous pourrons espérer pour l'entretienement de nos gens de guerre... Excusez-moi envers tous et toutes vos femmes, auxquelles je recommande vostre service et nos enfans. Je me recommande aussi à Gentil : priez Dieu pour moy. Bonsoir, mon cœur : j'aymerois mieux coucher avec vous pour ce soir qu'icy, croyez-moi. Embrassez Henry et le baisez pour moi et pour vous, et me mandez au long de vos nouvelles. Mon frère (Charles, marquis d'Andelot), s'il est encore là se fait beaucoup de tort, ceux du pays se plaignent fort de luy : il a un très grand tort.

Je suis vostre bon mary : CHASTILLON.

CHANSON HUGUENOTE CHANTÉE A METZ

ET BRULÉE PAR LE BOURREAU.

1657.

M. le pasteur O. Cuvier vient de donner une réimpression textuelle de *la Persécution de l'Eglise de Metz*, par Jean OLRy, publiée à Hanau en 1690, ouvrage de la plus grande rareté, que nous avons fait connaître par une analyse (VI, 345). M. Cuvier a joint à cet ancien récit des notes, des appendices, ainsi qu'une notice sur son auteur et sur l'histoire des réformés de Metz. Il y retrace, en une cinquantaine de pages substantielles et

fort instructives, leurs annales à partir de 1524, les suivant dans le Refuge et au Désert, jusqu'à la réorganisation d'un culte régulier en 1802, suivant l'ordre des dates, et indiquant soigneusement ses sources. On doit remercier M. Cuvier d'avoir rendu ce bon service à l'Eglise des Guillaume Farel, des Paul Ferry, des Ancillon.

Toutes les pièces justificatives n'ont point trouvé place dans le travail de M. Cuvier, et il en est une, se rapportant à l'année 1657, qu'il n'a pu que mentionner, mais que nous publierons, profitant de la communication qu'il avait bien voulu nous en faire antérieurement. C'est une chanson qu'il a trouvée aux Archives du département de la Moselle (fonds 64, n° 207), chanson « faite et chantée, est-il dit, par les hérétiques de Metz, au mois « de juillet 1657, et brûlée en la place publique par l'exécuteur de la haute « justice, y assistant quelques-uns de ceux qui l'avoient chantée. » Voici cette chanson si criminelle :

Chanson huguenote.

1.

Retirez-vous, papistes,
Venez à Jésus-Christ;
Soyez évangélistes,
Et laissez l'Antechrist.
Ne croyez point aux fables
Que vos prestres menteurs
Disent être véritables :
Ce sont des abuseurs.

2.

Ne croyez point qu'à Rome
Se donnent des pardons :
Ce n'est point à un homme
De donner de tels dons.
C'est la bonté divine,
Par Jésus, seul Sauveur,
Qui est la médecine
De l'âme du pécheur.

3.

Les romains font risée
De nostre profession,
Parce qu'elle n'est fondée
Sur la tradition,

Mais dessus l'Ecriture,
Qui contient vérité,
Rejette toute ordure
Et toute vanité.

4.

Si vous voulez, fidèle,
Estre à Dieu tout-puissant,
Servez-le avec zèle,
Comme il va commandant,
Et non selon les hommes,
A bonne intention,
Car à Dieu plus qu'aux hommes
Devons sujettion.

5.

Le service agréable
Qu'on doit au Tout-Puissant
Est écrit aux deux tables
De ses commandemens.
Le Sauveur, Dieu et homme,
Nous dit, en saint Matthieu,
Que tout le monde en somme
Peut prier un seul Dieu.

6.

Vous faites des services
Qui ne sont commandés,
Faisant le sacrifice
A vos saints trespasés.
Votre foy n'est pas bonne,
N'estant point assurée
Que Jésus Dieu et homme
Vous aie racheté.

7.

Les prestres vous font croire,
Pauvres gens abusez,
Qu'il est un purgatoire
Pour purger les péchés,
Et qu'il donne liesse
Aux âmes des pauvres gens
En chantant plusieurs messes;
Mais il faut de l'argent.

8.

Les chansons que vous faites
Partout tant résonner,
De la reine de Suède
Ne nous doivent étonner (1).
Plusieurs roys par ses charmes
Doivent estre enyvres
Du vin de la paillarde,
Saint Jean le dit assez.

9.

Abusés que vous êtes,
Laissez donc cet abus.
Venez, venez au prêche,
Pour bien prier Jésus;
Sortez de Babylone,
Ainsi qu'il est escrit;
On prie, et on raisonne
Avec Jésus-Christ.

ABOLITION DU CULTE RÉFORMÉ A CASTELJALOUX

FACTUM, PROCÉDURES ET ARRÊTS.

1682.

M. P. Cabos nous communique les pièces suivantes relatives au procès de deux pasteurs de Casteljaloux, aujourd'hui chef-lieu de canton près de Nérac. C'est à peine si Casteljaloux, qui a possédé un consistoire jusqu'en 1682, renferme maintenant un ou deux protestants. L'arrêt que je vous envoie a donc atteint son but.

FACTUM DU PROCEZ PENDANT EN LA COUR

Entre monsieur le procureur général, demandeur en prétendue contraventions, d'une part;
Et maîtres Jean-Louis Malide et Pierre Brocas, ministres de ceux de la Religion prétendue réformée de Casteljaloux, et divers autres particuliers habitans d'icelle, défenseurs, d'autre part.

(1) Allusion au bruit que l'on faisait de la récente abjuration de Christine de Suède.

Le 29 du mois d'aoust de l'année 1682, il vint dans la ville de Casteljaloux une mission des Pères jésuites. Le sieur lieutenant général, qui est prêtre et curé, et le sieur procureur du roi de ladite ville, accompagnés d'un huissier, furent chez les ministres, anciens et autres particuliers de ladite religion, pour dire aux ministres de ne deffendre point en chaire à leurs auditeurs d'aller entendre les missionnaires, et enjoindre aux particuliers d'y aller, à peine de désobéissance; par ce commencement on peut juger, quelles devoient être, et quelles ont été les suites.

Lesdits missionnaires allèrent écouter diverses fois lesdits ministres dans le temple et nommément le 30 aoust et le 6 septembre derniers, auxquels jours ledit Brocas prêcha à son tour; la première fois sur ces paroles de saint Luc, ch. XVII : *Ayez souvenance de la femme de Lot*; la deuxième sur ces paroles de saint Paul au ch. XV de la première aux Corinthiens : *Parquoy, mes frères bien-aimez, soyez fermes, immuables, abondans toujours en l'œuvre du Seigneur*.

Bien que ledit Brocas dans l'un et l'autre desdits sermons, se fût tenu dans les termes de ses textes, et des déclarations de Sa Majesté, néanmoins, le 13 dudit mois de septembre, il fut signifié auxdits ministres un décret d'adjournement personnel décerné par la cour, par la signification duquel ils apprirent, qu'il y avoit eu deux informations faites contre eux : l'une de l'autorité de la cour, le 10 mars 1681, à la requête de M. le procureur général; l'autre au requis de son substitut, le 6 septembre 1682, devant le même lieutenant général; ils aprirent aussi que la cour avoit commis M. Thibaud, conseiller du roy en icelle, pour se porter sur les lieux.

Ce même jour 13, ledit Brocas ayant voulu satisfaire audit décret d'adjournement, fut constitué prisonnier par un sergent, les sieurs consuls de ladite ville étans à la teste, et mené dans la Geolerie par vertu d'un décret de prise de corps, lâché par ledit sieur commissaire sur une prétendue continuation d'information faicte ledit jour. De sorte que voilà trois informations qui sont dattées dans lesdits décrets, la première dudit jour 10 mars, la deuxième dudit jour 6 septembre, la troisième du 13 du même mois, la dernière n'ayant été décrétée de prise de corps, que pour arrêter ledit Brocas, lorsqu'il se présenteroit.

Ledit sieur commissaire alla prendre son auditoire dans la Geolerie, et ensuite luy confronta les témoins, qui sont tous prêtres, jésuites,

cordeliers et capucins étrangers dudit Casteljaloux, et par leur caractère suspects et ennemis desdits ministres.

Ledit Malide comparut aussi dans le couvent des cordeliers, où l'assignation luy avoit été donnée, comme étant le logis et domicile dudit sieur commissaire : quoyque le père Lartigue, gardien dudit couvent, et un des témoins avec le père Augereau, eût luy-même porté, accompagné du plus célèbre desdits missionnaires, lesdites informations en la cour, pour le faire décréter.

Dans toutes ces circonstances qui sont de notoriété de fait, la procédure ne peut point subsister : Un curé informe contre des ministres, des prêtres et des religieux luy servent de témoins : et ces témoins s'estant rendus maître du dépôt de la justice, sollicitent le décret, et les parties logent ledit sieur commissaire, ne faisant qu'une même table avec luy, sans d'ailleurs parler d'un adjoint de la qualité, qui devoit être pris suivant l'édit de Nantes, et déclarations postérieures, qui en confirment l'usage, et autres nullitez de forme qui pourroient être cottées, si la communication de la procédure ne leur étoit pas refusée.

Les choses étant en cet état, le sieur substitut de M. le procureur général de la commission auroit demandé par requête, le 14 dudit mois de septembre, que pour convaincre ledit Brocas par preuve vocale et littérale les livres et registres du Concistoire luy fussent remis, pour en être pris des extraits et fait procès verbaux, ce que ledit sieur commissaire ayant ordonné, il auroit été remis trois registres, commençans depuis l'an 1674 jusqu'à présent.

Nonobstant cette remise qui comprend les années, et au delà du ministère desdits Malide et Brocas audit Casteljaloux (le temps précédent n'étant pas de leur fait), tous les autres papiers dudit Concistoire furent saisis et portez audit couvent à la discrétion de leurs parties, et depuis agresse, et jusqu'à ce que cela fût fait, deux anciens furent retenus audit couvent, où ledit Malide fut aussi conduit par le viscénéchal d'Albret, après quoy il traduisit, le 16 dudit mois de septembre ledit Brocas dans la conciergerie de la cour, où il est encore détenu.

Le 18, ledit Brocas fit un acte d'appel de toute la procédure pour en demander la cassation, lequel il a relevé dans la suite, et afin de pouvoir cotter des moyens d'appel et de cassation, demanda par requête du 16 novembre, la communication de l'entière procédure. La

cour, par arrêt du 17 du même mois (sans s'arrêter quant à présent à ladite communication), ordonna que les parties en viendroient sur l'appel et cassation au premier jour.

Ledit jour venu, ledit Brocas ayant été mandé en la chambre du conseil, pour dire ses griefs et moyens de cassation, répondit qu'il lui était impossible sans voir ladite procédure, d'où ils se tirent, à quoy son procureur, qui l'assistait, adhéra aussi. La cour, par arrêt du 19 de novembre, sur ledit appel et cassation, mit les parties hors de cour et procez.

Après cet arrêt, qui n'est donné qu'à faute, M. le procureur général auroit demandé que lesdits Brocas et Malide eussent à se faire ouïr sur les entendits, qu'il avoit fournis, ce qui fut ordonné et exécuté.

Par ce moyen, comme l'instruction du procez sembloit être complète à leur égard, ledit Brocas persistant à demander ladite communication, fit acte à M. le procureur général, le 20 dudit mois de novembre, aux fins qu'elle lui fût baillée, parce qu'après le règlement extraordinaire consommé, les informations ne sont plus secrètes aux accusez : joint que leurs réponses aux interrogatoires sont leurs propres pièces, et que y ayant d'ailleurs des pièces civiles au procès, desquelles on se veut servir contre eux, la communication ne leur en doit pas être déniée, pour se pouvoir deffendre, mais ledit acte a demeuré sans effet, aussi bien que sans réponse : ce qui oblige aujourd'hui lesdits ministres de rapeler sous lesdites protestations, autant qu'il leur est possible, les divers faits sur lesquels ils ont répondu, afin d'établir leur innocence contre les accusations qui leur sont mises sus.

Entre lesdites accusations, il y en a qui sont communes audit Malide et Brocas, et les autres particulières audit Brocas.

Suivent douze chefs d'accusation communs aux deux pasteurs mentionnés, dont voici les principaux :

1^{re} accusation. — S'ils n'avoient pas deffendu à ceux de leur dite religion d'aller écouter lesdits missionnaires, ont répondu que non et quand ils l'auroient fait, ce qu'ils nient, ils n'auroient rien fait de contraire au devoir de leur charge, mais seulement suivy leur discipline qui deffend cela même au chap. XIV, art. 12.

Les accusations suivantes concernent, ou bien des relaps que les ministres prétendent n'avoir pas reçus, ou bien certains catholiques qu'on les accusait à faux d'avoir fait abjurer.

7^e accusation. — Sur l'interrogatoire des Bastards, ont répondu n'avoir pas contrevenu à la déclaration du 31 janvier 1682, et n'avoir point appris que parmy eux il y eût de tels enfans, aucune dénonciation ne leur en ayant été faite ny aux anciens.

11^e accusation. — Interrogez sur la prétendue levée des deniers autres que ceux que le roy permet, ont répondu n'avoir jamais vu faire que des levées permises, et que s'il a été fait des charitez elles se sont toujours faites des deniers qui se lèvent à la porte du temple aux jours de cène, de jeûnes et autres jours ordinaires.

Enfin sur le fait des sages-femmes, ont répondu n'avoir pas été contrevenu à la déclaration, étant de notoriété, qu'audit Casteljaloux, il y a plus de ving-cinq à trente ans, qu'il n'y a pas eu de sage-femme de ladite R. P. R.

Tous ces interrogatoires sur les prétendues contraventions, donnent lieu aux ministres de remarquer que parmy lesdites déclarations, il y en a qui n'ont point de peine réglée, d'autres qui en ont seulement contre les contrevenans, d'autres contre les Concistoires, et d'autres contre l'exercice. Les déclarations qui menacent les Concistoires, l'exercice, et même les ministres, sont celles contre les relaps et contre les catholiques qui se font de la R. P. R. Contre les relaps il en a été fait quatre mentionnées cy-dessus. Celle de 1663 est sans aucune peine réglée; celles de 1665 et de 1666 bannissent simplement les relaps, sans rien ordonner contre les ministres ny Concistoires; celle de 1675 porte interdiction du ministre et cassation du consistoire, auquel l'abjuration aura été signifiée, sans donner atteinte à l'exercice, ce qu'a pourtant fait la déclaration de 1680 contre les catholiques qui changent, en aggravant la peine contre les lieux où ils font abjuration. Cela établit la différence des peines entre la déclaration de 1679 et celle de 1680 : en cas de contravention, l'exercice se perdant par celle de 1680 et non par celle de 1679. Or lesdits ministres ont fait voir par leurs réponses et par la vérité des faits, qu'ils n'ont reçu aucuns relaps, ny aucuns catholiques depuis lesdites déclarations, et conséquemment aucune desdites peines ne peut être infligée.

Les accusations contre ledit Brocas en particulier ont pour prétexte ses deux sermons.

La défense qui précède est imprimée. Voici maintenant le réquisitoire manuscrit des accusations contre M. Pierre de Brocas de Hondepleurs, le second pasteur mentionné plus haut :

Plainte faicte contre M. de Brocas un de nos ministres.

Bertrand le Roux, escuyer, sieur de Laval, advocat et procureur du roy au siège de ladite ville, disant qu'il est adverti que les ministres de la R. P. R. de ladite ville contreviennent tous les jours dans leur temple et dans leurs prêches aux édicts et déclarations de Sa Majesté, en ce qu'ils baptisent dans leur temple les enfans des pères et mères catholiques; en outre ils eslèvent et font faire exercice de leur religion à des enfens des pères et mères catholiques lesquels enfens ont été baptisés dans ladite Eglise catholique; qu'ils font encore bource dans leur Concistoire au delà de la cottise de leurs ministres pour envoyer aux enfens des pères catholiques hors du royaume pour les faire estudier et élever dans la R. P. R. — D'ailleurs qu'ils portent la livrée du roy dans leur temple depuis les deffenses expresses de Sa Majesté, qu'il y a encore dans leur temple des bancs plus eslevés les uns que les autres, sous prétexte que c'est le banc des anciens de leur Concistoire. Dans ces prêches, les ministres invectivent contre L. C. R. et sollicitent ouvertement par toutes sortes de voyes à résister aux intentions de Sa Majesté pour leur conversion, le ministre Brocas ayant prêché, le 30 aoust de la présente année 1682, sur le texte du chap. XVII^e de saint Luc : « Ayes souvenance de la femme de Lot, » et qu'il falloit bien se garder de regarder en arrière, mais de rester fermes, cet à quoy aboutissoit toute l'explication de son texte, et dit en termes exprès : « Remercions Dieu de ce que nous sommes sortis de Sodome, et que nous marchons dans la plaine, n'escouttons pas les voix de ceux qui nous y veulent faire retourner, qu'aucune considération ne nous fasse point escouter ny promesse ny intérêt comme cette femme qui regarda derrière son bien qu'elle avoit quitté. Fuyons, fuyons plutôt aux montagnes! Mais vous me direz qu'il y en a desjà parmy vous qui ont escoutté et qui sont retournés en arrière. Malheur sur ceux-là! N'imites pas leur exemple, je vous

le dis, encore une fois : que pour l'intérêt, ny pour quelque autre raison que ce soit vous ne retourniez dont vous estes sortis. » Que le même Brocas prêchant dans le même temple, le 6 du présent mois de septembre, prit pour texte les paroles de saint Paul, chapitre XV, v. 58 : « Parquoy, mes frères, soyes fermes et immuables, abondans tousjours en l'œuvre du Seigneur. » Sur quoy depuis le commencement jusques à la fin il déduit l'état de leurs affaires, et les exhorta à résister à toutes sortes d'attaques et à persévérer nonobstant toutes promesses et menasses jusques à la mort, en particulier dit qu'il falloit résister au prince du monde qui les tentoit comme le serpent qui tenta Ève dans Eden, que leur religion estoit bonne. — Et le suppliant demeure adverty que cela avoit scandalisé les catholiques qui s'estoient trouvés à cette prédication comme scandaleuse et contraire aux intentions du roy.

Suivent les dépositions de huit témoins, tous prêtres, jésuites, capucins ou cordeliers. Ces diverses dépositions se ressemblent toutes, et contiennent ce que nous avons déjà vu au sujet des griefs imputés à M. de Brocas. Nous nous contenterons de citer la déposition du troisième témoin :

Troisième témoing.

Le père Simphorien de Saint-Ysère, prédicateur missionnaire, supérieur des capucins de Casteljaloux, âgé de 64 ans. Dépose que le 30 du mois d'aoust estant allé au temple, avec le sieur Phénix missionnaire jésuite pour ouyr ledit Brocas accusé, il remarqua qu'il prit son texte sur les paroles de saint Luc : « Souvenez-vous de la femme de Lot. » Dans son exorde il fit une longue déduction de la persévérance qu'il falloit avoir à l'exemple de plusieurs patriarches qu'il alégua et de là il tomba sur son texte disant qu'il ne falloit pas imiter la femme de Lot, laquelle, pour n'avoir pas persévéré dans le chemin qu'elle avoit pris et avoir regardé en arrière d'où elle estoit sortie, elle avoit esté changée en statue de sel, et ensuite il divisa son prêche en trois parties. En la première, il dit qu'il feroit voir quel avoit esté le péché de cette femme. En la deuxième, la peine de son péché et en la troisième qu'il falloit se souvenir de son péché.

il dit que cela avoit été l'avarice et l'attachement qu'elle avoit eu pour les biens qu'elle avoit quittés, ce qui l'obligea de regarder en arrière au lieu de poursuivre. Et là dessus ledit Brocas exhorta fort son auditoire de tenir ferme dans leur estat, qu'estant sortis de Sodome par la grâce de Dieu, ils poursuivissent leur chemin, prenans bien garde que l'intérêt ne fut pas cause de leur malheur comme il l'avoit esté de quelques-uns qui estoyent sortis de Sodome et y estoyent retournés, qu'il ne faloit point regarder la chair ny le sang, ni aucune considération humaine, que pour plaire à Dieu, il ne faloit pas plaire aux créations, qu'il faloit abandonner son père, sa mère, ses parents et toute sorte d'aliance suivant le commendement de Christ ; même renoncer à soy-même sy l'on vouloit estre du nombre de ses disciples ; qu'il faloit fuir sur les montagnes plutôt que de reculer, que ceux qui après avoir mis la main à la charrue regardoient en arrière ne possèderoient pas le royaume de Dieu ; que la pence du péché de cette femme de Lot étoit la perte de sa vie et d'avoir esté changée en statue de sel pour servir d'exemple à tous ceux qui l'imiteront dans son péché. Et enfin concluant sa troisième partie, il dit qu'il faloit se souvenir de cet exemple, sur quoy il fit deux réflexions : la première que Dieu même luy ayant commandé de sortir de Sodome pour garantir sa vie des flames et de ne regarder pas en arrière, néanmoins elle ne se souvint plus du commendement, l'intérêt et la perte de ses biens luy ayant esté en plus grande considération ; l'autre fut que nonobstant ladite défense et qu'un ange la conduisant avec son mary pour leur montrer le chemin, qu'il n'eut pas assez de pouvoir pour arrester sa convoitise. Et là-dessus l'accusé persista d'exhorter ses frères de n'imiter point cette femme-là, s'ils ne vouloient pas estre du nombre des malheureux qui estoient sortis de Sodome, retournèrent en arrière pour quelque attachement d'intérêt. Et là-dessus ledit accusé dit plusieurs autres choses sur le même sujet dont le déposant n'est pas mémoratif. — Dépose de plus que les ministres souffrent que les enfans des pères et mères catholiques aillent les entendre, dont les noms sont dans ladite déposition, lesquels ils appellent relaps, qu'il y a des sages-femmes de la R. P. R. et dans le temple des bancs les uns plus hauts les uns que les autres. — Et a signé.

Voici enfin un extrait de l'arrêt qui fut rendu dans cette affaire :

Extrait des registres du Parlement.

Louis, par la grâce de Dieu, roy de France et de Navarre.

Dit a esté que la cour faisant droit aux conclusions dudit procureur général et pour les cas résultant du procès a ordonné et ordonne que ledit Brocas sera conduit par le concierge et deux huissiers dans l'audience, et là les fers aux pieds et à genoux, il déclarera que témérairement, inconsidérément, malicieusement et mal à propos, il s'est servi dans le temple de Casteljaloux des expressions portées par les informations et contraires aux édits de Sa Majesté; qu'il en est bien marri et en demande pardon au roy et à la justice; et en outre l'a bani et banit à perpétuité du royaume, luy fait inhibitions et defenses d'y habiter, fréquenter, ny faire aucune fonction de ministre de ceux de la R. P. R., à peine de la vie; le condamne en la somme de 500 livres d'amende envers le roy et aux dépens. Au surplus, ladite cour ordonne que l'exercice public de la R. P. R. sera interdit à jamais dans la ville et juridiction de Casteljaloux, le Concistoire esteint et supprimé, le temple démoly et rasé et qu'au milieu de la place où le temple est construit, il sera eslevé une croix; a fait et fait inhibitions et deffenses à toute sorte de personnes, de quelque qualité et condition qu'elle soient, de faire aucunes assemblées tendantes à exercice public, ny aucunes prières qui puissent être entendues par les voisins et passans aux peines portées par les arrêtés et réglemens sur ce intervenus, et qu'un commissaire de la cour qui sera nommé par icelles se transportera à Casteljaloux pour l'exécution du présent arrest, nonobstant appellations et oppositions quelconques.

Un siècle après, deux autres de Brocas, *prêtres catholiques*, se voyaient à leur tour obligés de quitter la France, et eux aussi « pour cause de religion. »

BOSSUET ET LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES

JEUNES PROTESTANTES DU DIOCÈSE DE MEAUX ENLEVÉES A LEURS FAMILLES.

1683.

(Voir *Bulletin*, t. IV, p. 113 et 213.)

« N'accusons pas Bossuet : il était catholique, il était prêtre, il était évêque. »

L. FROSSARD.

Encore un exemple de la scrupuleuse fidélité avec laquelle Elie Benoît a, dans sa grande *Histoire de l'Edit de Nantes*, raconté les faits à jamais lamentables qui signalèrent la révocation de cet Edit. Encore un dossier qui démontre la participation active de Bossuet aux persécutions exercées contre les protestants, et donne un démenti formel à ces fameuses phrases de son biographe, M. de Beausset : « Il n'existe pas un indice qui annonce « que l'évêque de Meaux ait eu part à ce qui précéda ou à ce qui suivit « immédiatement la Révocation... Il a de justes droits à la reconnaissance « des protestants... Il n'en a jamais persécuté un seul... »

« On remplit les couvents, dit Benoît, d'enfants qu'on enlevait par force à leurs parents réformés. Mais on trouva dans ces enfants une résistance au-dessus de leur force et de leur âge. Il y en eut qui firent des actions de courage, qui donnèrent des marques de résolution dont des personnes de trente ans seroient à peine capables... Des enfants au-dessous de dix ou douze ans étonnèrent des docteurs et des prélats par des réponses fermes et prudentes... et c'est un événement qui approche du miracle, que malgré tous les soins des dévots et des dévotes, il y en ait eu si peu qui aient été séduits par leurs artifices ou ébranlés par leurs violences. Beaucoup de ces enfants de l'un et de l'autre sexe, ayant été mis dans ces nouvelles prisons dès l'âge de cinq ou six ans, en sont sortis sept ou huit ans après plus fermes et mieux instruits dans leur religion... »

Entre autres exemples, Benoît cite, comme digne d'admiration, « ce qui arriva aux deux filles de Pierre Mirat et de Charlotte Brouart, demeurant en Brie, près de la Ferté-sous-Jouarre. On les mit en pension chez un homme de considération, nommé de Monceaux, médecin de profession, qui avoit épousé leur grand'mère, et à qui, au commencement de l'année 1683, on les enleva violemment, sur un faux bruit qu'on fit courir qu'elles se vouloient faire catholiques. Les réponses qu'elles firent devant le bailli de La Ferté firent connaître le contraire; mais cela ne l'obligea point à les renvoyer chez leur parent. Au contraire, quoiqu'on les eût déjà mises dans

une maison catholique, on envoya chez ce médecin plusieurs archers pour les lui enlever. Il lui fut inutile de représenter qu'il n'en étoit plus le maître. Il fut condamné par corps, avec trois ou quatre autres parents, à les retrouver; et pour les y contraindre, on envoya garnison chez eux, où elle fit durant longtemps une excessive dépense. Enfin, le lieutenant général de Meaux alla les prendre avec éclat chez le procureur fiscal de La Ferté, où le bailli les avait mises, et les mit dans un carrosse pour les transférer ailleurs. Ces enfants se défendirent comme des lionnes, se blessèrent dangereusement, voulurent se jeter à terre par les portières, et contraignirent le lieutenant général à faire monter des archers dans le carrosse pour les retenir. Il les mit chez un catholique, leur curateur, où elles persévérèrent dans leurs premiers sentiments, et, quoiqu'on les gardât très-soigneusement, elles trouvèrent, au bout de six mois, le moyen de se sauver et de se faire conduire chez de Monceaux. Cet homme, touché de leur résolution, mais embarrassé de leur garde, les conduisit à Paris pour y prendre conseil sur ce qu'il avoit à faire. On trouva bon de les remettre entre les mains du premier président par les ordres de qui les juges avoient entrepris l'affaire. Le député général se chargea de les lui représenter, et tira promesse de lui qu'après les avoir gardées huit jours il les rendroit à leur parent, si elles persévéroient. Mais le premier président tint mal sa parole, et après divers délais, sous de vains prétextes, il les fit mettre dans un couvent de filles à Charonne, où elles demeurèrent jusqu'au jour des Cendres de l'année 1684. Ce jour-là, pendant que tout le monde étoit à l'église pour prendre des cendres, elles sautèrent la muraille du jardin, si heureusement qu'elles ne se blessèrent point. Elles se firent conduire chez un marchand, dont elles avoient ouï dire peu de jours auparavant qu'on devoit enlever la fille, et s'étant fait connaître à lui, elles lui donnèrent le moyen de mettre sa propre fille en sûreté, et de les mener elles-mêmes dans un lieu où on les tint cachées, jusqu'à ce qu'on trouva une occasion de les faire passer secrètement en Hollande. » (Benoît, t. V, p. 882, 883, *passim*.)

Nous avons retrouvé aux Archives de l'Empire (M. 674) le dossier contenant une partie des pièces relatives à cette affaire. On va voir, par le procès-verbal que nous allons publier, combien Benoît a eu raison de louer la fermeté de caractère des jeunes Mirat et de Brouart; mais on va aussi apprendre, par quelques lettres qui s'y trouvent jointes, une chose que Benoît ne savait pas, ou dont il a eu soin de ne rien dire, n'en étant pas assuré, c'est à savoir, la *participation directe* de l'évêque de Meaux à la procédure dirigée contre ces pauvres enfants (1). Cette conduite de l'évêque

(1) Benoît est si réservé, si scrupuleux en ce qui regarde Bossuet, que n'ayant pas eu à sa disposition des preuves comme celles que nous avons exhumées des archives officielles, il s'est abstenu de toute inculpation. Il a même soin de dire

de Meaux envers les réformés de son diocèse était au contraire bien connue de Pierre Frotté, chanoine de Sainte-Geneviève et prieur-curé de la paroisse de Souilly en Brie, qui, s'étant converti lui-même au protestantisme en 1689 et réfugié en Angleterre, écrivit, le 4^{er} février 1690, une Réponse, faite en pleine connaissance de cause, à la fameuse *Lettre pastorale*, où son ancien évêque se glorifiait d'avoir réuni à l'Eglise romaine tous les prétendus réformés de son diocèse, en usant de douceur et de modération, sans avoir fait souffrir à aucun d'eux la moindre violence. « Appellerons-nous *douceur*, « demandait-il, ce que vous avez fait à Claye, quand de votre part on y « défendit à Benjamin Gode, chirurgien, d'exercer sa profession? quand on « ôta à la veuve Tessard l'ainé de ses deux enfants? quand on enleva par « votre ordre la femme Boisseleau, pour cette seule raison qu'elle savait « parfaitement son catéchisme, et qu'elle encourageait merveilleusement ses « compagnes à tenir bon contre vos tentations? — Est-ce encore une grande « *modération* à vous d'avoir fait enfermer dans un couvent le sieur Mon- « ceau, médecin de La Ferté-sous-Jouarre, âgé de quatre-vingts ans, avec « les circonstances les plus cruelles? (1) d'avoir envoyé huit ou dix dragons « chez le sieur Laviron, marchand de bois du même lieu? d'en avoir mis « trente dans le château de M. de la Sarmoise, gentilhomme de Brie; d'avoir « fait transporter dans un couvent de Meaux Madame sa femme et Made- « moiselle sa fille? etc. » Mais, ajoute l'ancien curé de Souilly, l'évêque de Meaux ne déploya jamais plus de *fureur* que contre Isaac Cochard, de Claye, qui, ayant refusé de se convertir sur son lit de mort, fut jeté à la voirie PAR SES ORDRES (2).

Voici maintenant les lettres dont nous avons parlé. Elles sont adressées, les 2, 12 et 22 avril 1683, par le procureur du roi de Meaux, au ministre secrétaire d'Etat. On voit par leur contenu que Bossuet est derrière le magistrat, le faisant agir. La procédure a lieu d'après ses instructions, par ses ordres. Chacune des trois lettres porte la mention qu'il en a été « écrit à M. l'évêque de Meaux. » Malheureusement il manque des pièces au dossier, notamment les lettres de Bossuet qui paraissent y avoir existé. Nous plaçons le procès-verbal de comparution et d'interrogatoire des orphelines Mirat à sa date, entre la première et la seconde lettre.

plus loin que « l'évêque de Meaux sollicita pour sa parente, fille de l'illustre Saumaise, » qui n'obtint qu'à grand-peine de sortir de France. (T. V, p. 899.)

(1) Depuis la communication insérée dans le *Bulletin* (II, 412), M. Ladevèze nous a fait savoir qu'il avait retrouvé, au greffe du tribunal de Meaux, un petit registre de baptêmes de l'Eglise de la Ferté-sous-Jouarre, pour 1668 et 1669, où figure comme parrain un *Maximilien de Monceaux, docteur en médecine*. C'est évidemment le même.

(2) *France protest.*, t. V, p. 81. M. Haag ajoute à ces exemples si frappants celui des orphelines Mirat, que nous lui avions signalé, et un autre encore du sieur Fossin, de Meaux, jeté à la Bastille en 1699, tandis que sa fille était enfermée aux Nouvelles-Catholiques de Paris. (Arch. imp., M. 678.)

I

Monseigneur,

Je prends la liberté de vous escrire pour vous informer d'une affaire assez nouvelle qui est en ce bailliage. Vous en apprendrez, Monseigneur, le mérite et la procédure par le mémoire cy-inclus, sur lequel j'attendray vos ordres. *M^r l'évesque de Meaux m'a chargé d'une note* pour vous faire tenir sur ce sujet. Je suis, avec toute la soubmission et le respect que je dois, vostre, etc.

MARGUDET-DELANOUE,
Procureur du Roy.

A Meaux, ce 2 avril 1683.

II

Procès-verbal.

L'an 1683, le dixiesme jour d'avril, six heures du matin, nous Nicolas Payen, escuyer, seigneur de Vrigné, Monmort, Fercourt, Autonne et fief de Mansigny, conseiller de Sa Majesté, lieutenant général en la ville, bailliage et présidial de Meaux, en exécution de l'arrest de nosseigneurs de la cour du parlement de Paris, du 6 du présent mois, rendu sur la requeste présentée par Jean Brouard, Jean Ducarnac, Jacques Thiériat et Maximilien Dumonceaux, marchands, demeurans à La Ferté-au-Col, par lequel entre autres choses il est ordonné que nous nous transporterons avec le procureur du Roy, au lieu dit de La Ferté-au-Col, pour nous faire représenter Marie et Magdeleine Mirat, filles mineures de deffuns Pierre Mirat et Charlotte Brouard, qui seront tenues de nous déclarer, en présence dudit procureur du Roy, leur intention sur la religion qu'elles veulent embrasser, pour ce fait, rapporté et communiqué à M. le procureur général, estre ordonné ce que de raison ledit arrest à nous et audit procureur du Roy, signifié le 7 dudit présent mois, avec réquisition de nous transporter audit lieu de la Ferté, pour l'exécution dudit arrest, et sur la requeste à nous présentée par lesdits Brouard et consorts, signée Butor, ayant charge d'eux, communiquée audit procureur du Roy, suivant nostre ordonnance estant au bas;

Sommes parti dudit Meaux, assisté dudit procureur du Roy, de

nostre greffier et de deux huissiers dudit bailliage, pour nous transporter audit lieu de La Ferté-au-Col, où estant arrivez à l'heure de neuf heures du matin et descendus à l'hostellerie de la Pye, est comparu ledit Butor ayant charge desdits Brouard et consorts, ainsy qu'il a dit, porteur dudit arrest et significations faites d'iceluy qu'il nous a mis ès mains, lequel nous a d'abondant prié et requis vouloir procedder à l'exécution dudit arrest, et à cet effet nous faire représenter lesdites Marie et Magdeleine Mirat, qui sont en la maison de M^e Ambroise Moynet, procureur fiscal de ladite Ferté, ainsy qu'il est énoncé audit arrest, à quoy inclinant, avons les maîtres Denyse et Narbonne, huissier de notre bailliage, envoyez chez ledit Moynet pour le sommer verbalement ou par escrit de nous représenter incessamment, en ce lieu, lesdites Marie et Magdeleine Mirat, pour estre ouïes par nous en conformité dudit arrest, lesquels huissiers nous ont rapporté avoir sommé verbalement ledit Moynet, lequel leur a fait responce qu'il alloit les envoyer par le greffier du bailliage de ladite Ferté. Et par effet François Vaillant, greffier de ladite Ferté, nous a amené et représenté lesdites Marie et Magdeleine Mirat, et voulant procedder à les entendre :

Est comparu M^e Jean Leclerc, advocat au parlement, demeurant audit lieu de La Ferté-au-Col, lequel nous a fait apparoir d'une procuration spéciale à luy passée le 7 de ce mois, par-devant Bouré et Robillard, notaires au Châtelet de Paris, par Berthélemy Reynaud, tuteur desdites mineures, aux fins d'estre présent à nostre procès-verbal, et nous a requis de le vouloir souffrir à l'audition desdites mineures.

M. le procureur du Roy a dit que ledit M^e Jean Leclerc se donne bien de garde de dire qu'il estoit cy-devant procureur fiscal de La Ferté, et qu'il fait profession de la R. P. R., et quant à son réquisitoire, que l'arrest de l'exécution duquel il s'agit, ne porte pas que lesdits enfants seront ouys en présence d'autres personnes que ledit procureur du Roy, ce qu'il requiert estre ainsy fait.

Sur quoy nous disons qu'il sera par nous présentement procédé à l'exécution de l'arrest de nosseigneurs de Parlement, du 6 du présent mois, et en conformité d'iceluy que lesdites Marie et Magdeleine Mirat, filles mineures de deffunts Pierre Mirat et Charlotte Brouard, seront tenues de déclarer, en présence du procureur du Roy, leur intention sur la religion qu'elles veulent embrasser.

Ce fait, nous avons fait entrer seule ladite Marie Mirat, et nous estant informez de son aage et de ses intentions sur la religion qu'elle veut embrasser, a respondu « estre aagée de onze ans, qu'elle veut
« estre de la religion en laquelle sont déceddez ses père et mère,
« qu'elle ne changeroit pas, quand on debvroit la faire mourir, » sans pouvoir nous dire si elle croyoit ou si elle sçavoit qu'il y eût une autre religion que la sienne, disant au contraire « ne pas se sou-
« cier s'il y en avoit une autre, » et ne pouvant dire autrement quelle estoit sa religion; a déclaré ne sçavoir escrire ni signer.

Le procureur du Roy a demandé acte de ce que ladite Marie Mirat a déclaré que depuis le décès de son père elle n'a point veu ni parlé à ses parents paternels, et de ce qu'il paroist, par sa contenance et ses responces, qu'elle ne parle que par l'instruction qui luy a esté donnée.

Après avoir entendu ladite Marie Mirat, avons fait entrer Magdeleine Mirat, sa sœur, aagée de neuf ans, à laquelle ayant demandé si elle sçavoit le sujet pour lequel on la faisoit venir devant nous, elle a respondu « que c'estoit pour luy demander si elle vouloit aller à la
« messe, ce qu'elle ne vouloit pas faire, parce qu'elle vouloit mourir
« en la religion en laquelle estoient déceddez ses père et mère, et
« qu'elle ne changeroit jamais. » Et sur ce que nous nous sommes informez de ladite Magdeleine Mirat qui estoit la personne qui lui avoit dit que nous voulions lui proposer d'aller à la messe et changer de religion, elle a respondu « que personne ne luy avoit dit, et qu'elle
« le sçavoit parce que le bon Dieu lui avoit dit; » et enfin luy demandant ses intentions sur la religion qu'elle vouloit embrasser, a dit « qu'elle vouloit mourir en la religion de ses père et mère, » sans pouvoir dire ce que c'estoit que cette religion; et nous estant enquis si elle croyoit qu'il y eût une autre religion que celle qu'elle demandoit, nous a dit « qu'il y a encore religion, » et ayant insisté à luy demander qui luy avoit dit que nostre religion n'estoit pas celle qu'elle demandoit, et que nous estions d'une autre religion que la sienne, a dit « que c'estoit le bon Dieu qui lui avoit dit; » nous a aussy dit « que c'est sa tante Reynauld qui l'a menée en la maison
« dudit Moynet, procureur fiscal, à cause qu'on vouloit l'enlever pour
« la faire aller à la messe; » a déclaré ne sçavoir escrire ni signer.

Le procureur du Roy a demandé acte de ce que ladite Magdeleine

Mirat a dit ne point connoistre ses parents du costé paternel, et ne les avoir jamais veus, qu'elle ne sçait pas mesme si elle en a aucuns, et de ce que depuis elle a dit que ses parens du costé de son père estoient catholiques, ce qui luy a esté dit par le bon Dieu.

Ensuite ledit procureur du Roy nous a requis voulloir observer en nostre procès-verbal que, lors de la nomination qui a esté faite de Barthélemy Reynauld, pour tuteur desdites mineures, par-devant le baillly de Rebetz, dont les appellations ressortissent au bailliage de Meaux, les parents paternels ont requis que lesdites mineures fussent mises entre les mains d'une personne catholique, et au contraire leurs parens maternels, qui sont de la R. P. R., ont soutenu qu'elles devoient estre mises entre les mains de M^e Dumonceaux, faisant profession de ladite R. P. R.; sur quoy par ledit juge a esté ordonné qu'elles seroient mises entre les mains d'une personne catholique; de ce jugement ledit Reynaud, tuteur, a interjeté appel qu'il n'a point poursuivi, et sur lequel n'a esté fait aucune procédure, jusques à ce que ledit procureur du Roy ayant esté informé du contenu audit jugement, et de ce qu'au préjudice d'iceluy, les parents maternels desdites mineures s'estoient saisis et emparés d'elles, a demandé, en prenant le fait et cause pour le procureur fiscal de Rebetz, que sur ledit appel les parties auroient audience au premier jour, et cependant que lesdites mineures luy seroient représentées, à quoy faire ledit Reynaud, tuteur, et les autres parents de ladite R. P. R. seroient contraints, par exécutoire de mil livres, sur lequel réquisitoire, et conformément à icelluy, est intervenu nostre jugement le 8 mars dernier, depuis lequel ledit Reynaud, tuteur, a fait donner assignation par devant nous, pour proceder sur ledit appel, et poursuivi l'audience sans avoir représenté lesdits enfans, ce qui a obligé ledit procureur du Roy de faire signifier nostre dit jugement, tant audit Reynaud qu'audit M^e Dumonceaux, qui avait lesdits enfans en sa possession; lequel Dumonceaux lors demanda un délai de trois jours pour les représenter, faute de quoy il se soubmettoit à l'exécution de nostre dernier jugement, et au lieu d'y satisfaire le 29 dudit mois de mars poursuivit l'audience conjointement avec ledit Reynaud, et requis un nouveau délai de représenter lesdits enfans, à quoy il n'a point encore satisfait; au contraire, pour se mettre à couvert de l'exécution de nostre jugement s'est advisé d'intelligence avec le baillly et procureur fiscal de La Ferté, qui ne sont point com-

petans au fait dont il s'agit, estant question de l'appellation du bailly de Rebetz qui ressortit par-devant nous de faire mettre lesdits enfans en la maison dudit procureur fiscal, ce que voyant ledit procureur du Roy il a fait mettre à exécution nostre dit jugement, mais inutilement, parce que ledit Du Monceaux et autres nommés en l'exécutoire ont fermé leurs maisons et détourné leurs meubles et mesme, lors des significations faites de nos sentence et exécutoire ont fait des rébellions dont a esté dressé procès-verbal;

Que par jugement du 6 aoust dernier, rendu par le bailly de Rebetz, les parents desdites mineures du costé paternel ont déclaré qu'ils ne sçavoient pas, lorsqu'ils ont nommé ledit Berthélemy Reynaud, tuteur, qu'il estoit du tout insolvable, et demandé qu'il fût esleu et nommé un autre en sa place;

De plus nous a ledit procureur du Roy remonstré qu'il a appris que Me Ambroise Moynet, procureur fiscal de La Ferté, est entièrement soubmis à la dévotion de Me Jean Leclerc, qui fait profession de la R. P. R., qui est intendant de M. le comte de Roye, et qui estoit naguère son procureur fiscal audit La Ferté, au moyen de ce que ledit Moynet a acquis dudit Leclerc l'office de procureur fiscal et sa maison, dont il doit le prix, que ledit Moynet, d'intelligence avec ledit Leclerc, s'est saisi desdites mineures, sous prétexte qu'elles vouloient se convertir à la religion catholique, et néanmoins les a laissées vivre en leur familiarité ordinaire avec leurs parens et autres gens de la R. P. R., a souffert que lesdits parens et autres soient venus en sa maison y voir lesdits enfans et leur parler, et les a fait conduire par sa servante chez lesdits parents de la R. P. R.;

Que Me Nacart à présent pourveu de la charge de bailly de La Ferté, a épousé la nièce de la femme du bailly, son prédécesseur, laquelle femme est de la R. P. R., et de la succession de laquelle il attend ledit bailly, espère de grands biens, pourquoy il est aussi d'intelligence avec ledit Me Jean Leclerc;

Que ledit Reynaud, tuteur, est un homme relaps et du tout insolvable;

Dont et de tout ce que dessus, nous, lieutenant général de Meaux, et commissaire susnommé, avons fait et dressé nostre présent procès-verbal, en conformité de l'arrest de nosseigneurs de Parlement, du 6 du présent mois, pour estre porté à la Cour et servir ce que de raison.

Et, estant prest à partir, le procureur du Roy nous a remontré qu'il vient de luy estre fait une signification, à la requeste de François Perrin, garde-chasse du marquisat de Monceaux, Pierre Thibault et Nicolas Lessimons, parens desdites mineures du costé paternel, d'une procuration par eux passée par-devant Chalemot et Lebiez, notaires à Meaux, le 9 du présent mois, par laquelle signification ils prient et requièrent ledit procureur du Roy de faire insérer en nostre procès-verbal le contenu en ladite procuration, attendu qu'elle a esté présentée à plusieurs procureurs de La Ferté, lesquels ont refusé de nous faire les remontrances portées par icelle, qui sont qu'il doit estre procédé à l'eslection d'un tuteur autre que ledit Reynaud, qui est du tout insolvable et fait profession de la R. P. R., et qui a un tel soin de leur cacher lesdites mineures, que depuis le décès de leur mère ils n'ont encore pu les voir ni leur parler, pourquoy requière qu'icelle procuration soit et demeure annexée au présent procès-verbal, pour estre transcrit en fin des expéditions qui en seront délivrées, déclarant au pardessus le procureur du Roy, que toutes les remontrances par luy cy-dessus faites sont afin que la Cour en voyant nostre procès-verbal, soit pleinement informée du commencement et de la suite de la procédure, laquelle lesdits parents ne manqueroient pas de soustraire, afin de tascher de surprendre la Cour et de pouvoir parvenir à leurs fins.

Suivant lequel réquisitoire, disons que ladite procuration sera insérée à ces présentes pour estre transcript à fin des expéditions qui en seront délivrées.

Ce fait, sommes partis dudit La Ferté sur les quatre heures du soir, etc.

III

Monseigneur,

Je vous envoie ce qui s'est passé au sujet de la lettre que je me suis donné l'honneur de vous escrire, afin, Monseigneur, que vous en soiez informé. Je ne manqueray pas de continuer, si vous l'avez agréable, et *ainsi que M^r l'évesque de Meaux me l'ordonne*. Je suis, avec autant de soubmission que de respect, etc.

MARGUDET-DELANOUE,
Procureur du Roy à Meaux.

A Meaux, ce 12 avril 1683.

IV

Monseigneur,

C'est pour vous donner avis qu'en exécution des ordres de Monsieur le premier président, les deux petites filles, desquelles je me suis donné l'honneur de vous écrire, ont été mises entre les mains de leurs parens catholiques. Il ne reste plus que Charlotte Mirat, aagée de quinze à seize ans, qui est demandée par son curateur et par les parens catholiques. *Mr l'évesque de Meaux* m'a chargé de la lettre cy-incluse, et m'a ordonné d'y joindre les pièces que je vous envoie. Je suis, avec un très profond respect, etc.

MARGUDET-DELANOUE,
Procureur du Roy à Meaux.

A Meaux, ce 22 avril 1683.

Cette lettre est accompagnée au dossier d'un procès-verbal constatant la remise faite par le sieur Payen, le 15 avril, à La Ferté-sous-Jouarre, des deux jeunes filles entre les mains des sieurs Perrin et Simon, « parents les « plus sages et les plus proches du costé paternel desdites mineures. »

UNE ABJURATION COLLECTIVE ET OFFICIELLE EN SAINTONGE

A LA VEILLE DE LA RÉVOCATION.

1685.

M. J. de Clervaux nous a communiqué l'acte que voici d'une abjuration faite en octobre 1685, à l'Isle en Arvert, près Marennes (Charente-Inférieure). Plusieurs descendants des signataires existent encore aujourd'hui dans les environs de Royan, Arvert, la Tremblade, etc., et sont protestants.

« Cette pièce, qui présente, nous dit-il, des difficultés à la lecture, par suite de ses nombreuses ratures, est tirée des registres des baptêmes, mariages et inhumations de l'église catholique de Notre-Dame de l'Isle en Arvert, arrondissement de Marennes, conservés à la mairie d'Etaules. Un grand nombre d'abjurations datant de l'époque de la Révocation de l'Edit de Nantes se rencontrent dans les registres de cette paroisse, comme dans tous ceux des paroisses qui bordent la côte saintongeaise; mais aucune

d'elles n'offre le même intérêt que celle ci-dessus. Dans plusieurs de ces titres, les enfants issus de père et de mère protestants sont qualifiés de *bâtards, enfants naturels, ou de fils illégitimes*.

« On remarque dans cette pièce que les signataires cèdent à la violence qui leur est faite, mais plusieurs, en ajoutant cette restriction éloquente : *C'est pour obéir à la volonté du roi*; d'autres, moins fermes dans leur conviction, et dont le cœur a faibli au moment de l'abjuration, après avoir écrit cette formule, l'effacent, de manière cependant à en conserver aisément la lecture. »

Voilà de quelles conversions l'on s'autorisait pour persuader à Louis XIV qu'il n'y avait plus de protestants en France, et qu'en révoquant l'Edit de Nantes il ne faisait que proclamer un fait accompli.

Du 17 octobre 1685.

Aujourd'huy 17 octobre mil six cens huittante-cinq, Easme de Lengré, aagé de 44 ans, Mademoiselle Jeanne Sauvaget, aagée de 64 ans et damoiselles Easmes, Marie et Jeanne, aagée de 28 ans et Marie de 40, Iszabeau Berton, aagée de 60 ans, Pierre Chemineau et Marie Vieau, valet et servante du sus nommé, ont fait la profession de foy cy-dessus et l'abjuration de l'hérésie, de L'huter et de Calvin, et je soussigné spécialement commis par Monseigneur l'Evesque de Saintes, et de son autorité leur ay donné l'absolution de l'excommunication par eux encourue dans l'église de Nostre-Dame de l'Isle, en présance Estienne Mesnard, marchand, aagé de 45 ans, M. Elie Sauvaget, aagé de 47 ans, et Jeanne Dubois, aagée de 34 ans, Jeanne Rulland, aagée de 72 ans, Pierre Dubois fils, aagé de 37 ans, excepté toutes fois damoiselle Jeanne Sauvaget et de Iszabeau Berton à cause de leurs maladies, ont fait leur abjuration en la maison de la Croix (1), le 18 octobre, en présance de Arnaut Amat et de Denis Barré, d'Arnaut Amat et de Pierre Chemineau, qui n'ont signé pour ne sçavoir, et autres qui n'ont signé, pas plus que le susdit Pierre et Marie Vieau et d'Elisabeth Bautron, tout de la paroisse de Nostre-Dame de l'Isle. Le tout comme dessus dict :

EASME, *pour obeyr à la volonté du Roy* (2).

JEANNE EASME, SAUVAGET, pour obéir à la volonté du Roy.

JEANNE DUBOIS, pour obéier à la volonté du Roy.

MESNARD, *pour obeir à la vollonté du Roy*.

PIERRE DORÉ. P. JANNE THOMAS

OLIVIER FOURNEAU. DUBOIS.

J. SAUVAGET. DUCASSE, curé de l'Isle.

(1) Cette maison appartenait à la famille Easme.

(2) Ces mots en *italiques* sont effacés dans le texte, mais malgré cela ils se lisent aisément.

UN CADAVRE DE NOUVELLE CONVERTIE TRAINÉ SUR LA CLAIÉ

ET A LA VOIRIE

PAR SENTENCE DU LIEUTENANT CRIMINEL AU BAILLIAGE DE VERMANDOIS.

1686.

Nous avons reçu communication de la pièce suivante qui fournira un fait de plus à M. Douen pour le VI^e chapitre de son excellent travail sur les Eglises de Picardie (*Bull.* VIII, 517). Il y retrouvera les noms de *Josset* et de *Truffet* qui lui avaient déjà fournis, pour Esquéhéries et pour Proisy, un document publié par lui (p. 523). C'est un jugement qui se trouve au greffe de Vervins (Aisne), dans un dossier de poursuite contre le cadavre d'une nouvelle convertie morte en protestante à Proisy, le 26 juillet 1686. En voici le texte :

Veu par Nous, Charles-François Desforges, conseiller du roi, lieutenant criminel au bailliage de Vermandois, à Ribemont, Charles-Antoine Bougier, aussi conseiller du roi, lieutenant civil au bailliage de Vermandois, audit Ribemont, et Louis-Antoine Carlier, avocat en parlement et audit Ribemont, assesseurs, le procès extraordinaire instruit à la requeste et diligence du procureur du roi en ce siège, contre le cadavre extant de deffunte Suzanne Truffet, femme de Jean Josset, mulquignier (1), demeurant à Proisy, nouvelle convertie, décédée le vingt-six du présent mois, accusée d'avoir déclaré qu'elle vouloit mourir dans la religion prétendue réformée ;

C'est à savoir notre procès-verbal du vingt-sept du présent mois, etc., etc.....

Nous avons ladite Suzanne Truffet, nouvelle convertie, accusée, déclaré suffisamment atteinte et convaincue d'avoir faict la déclaration qu'elle vouloit mourir dans la religion prétendue réformée ;

Pour réparation de quoy, nous avons ordonné que son cadavre sera mis sur une claye, attachée au derrière d'une charette, et trainée par les principaux endroits dudit Proisy, et de suite à la voirie ; ses biens, si aucuns elle avoit, acquis et confisqués à qui de droit ils appartiennent, sur iceux préalablement pris les frais de justice.

Donné audit Ribemont, en la chambre du conseil, le 31 et dernier jour de juillet 1686, avant midy.

DESFORGES, BOUGIER, CARLIER, avocat.

(1) Aujourd'hui *mulquinier* signifie tisseur en toiles fines, telles que batiste, linon autrefois.

ROLE DES ÉVÊQUES ET ARCHEVÊQUES SOUS LOUIS XIV.

DÉPÊCHES DU SECRÉTARIAT DE LA MAISON DU ROI.

1691-1693.

Il n'est pas sans intérêt de voir quels rôles jouèrent sous Louis XIV ces fiers prélats de l'Eglise romaine. Voici des documents officiels qui nous les montrent remplissant la fonction de véritables agents administratifs du gouvernement du roi, non-seulement pour des affaires ecclésiastiques, mais même en matière de fisc. Six ans à peine sont écoulés depuis la révocation de l'Edit de Nantes; nous sommes en 1691, le trésor est épuisé, on en est aux expédients; les ministres envoient des instructions aux évêques et archevêques pour les inviter à contrôler sévèrement et à réduire autant que possible la dépense des nouveaux convertis, c'est-à-dire l'aumône royale affectée à cette dépense. Un an après, la débite royale a encore augmenté : les prélats sont employés pour la vente d'offices de notaires royaux dont on vient de décider la création afin d'en battre monnaie.

Ils faisaient encore au besoin le métier d'agents de haute police, témoin une dépêche adressée à l'archevêque primat des Gaules, en 1693, pour lui dire de rechercher à Lyon un ministre qui doit s'y trouver et de le faire arrêter.

I. A. M. l'archevesque de Lyon.

13 janvier 1691.

Le Roy donne depuis longtemps une somme de 1,200 livres par an pour la maison des Nouvelles-Catholiques de Lyon, et S. M. estant bien aise de sçavoir si on y reçoit toujours des filles, le nombre qu'il y en a actuellement et de quelle utilité est cette maison pour la religion, Elle m'a ordonné de vous en escrire pour estre informé par vous et luy en rendre compte. Je suis, etc.

Idem, à M. l'archev. de Rouen, pour les Nlles-Cathol. de ladite ville.

—	—	Bordeaux.	—	—
—	—	Tours,	—	—
—	—	Rheims,	—	de Sedan.
—	à M. l'év. de Metz,	—	—	de ladite ville
—	—	Chaalons,	—	—
—	—	Noyon,	—	—
—	—	La Rochelle,	—	—

—	—	Auxerre, p. les Filles de la Prov.	—
—	—	Cahors, p. les Nlles.-Cathol.	—
		et celles de Figeac.	
—	—	Séez, p. les Nx et Nlles-Cath. d'Alençon.	
—	—	Angoulesme, p. les Nlles-Cath. de ladite ville.	
—	—	Chartres,	—
—	—	Lescar,	—
—	—	Coutances,	— de Saint-Lô.
—	—	Sarlat,	— de Bergerac.
—	—	Xaintes,	— de Pons.
—	—	Bayeux, p. les Nx et Nlles-Cath. de Caën.	
—	—	Bayonne, p. les Nlles-Cathol. de ladite ville.	
—	—	Poitiers,	— de Poitiers, Loudun et Parthenay.

A M. l'évesque de Luçon.

12 mars 1691

J'ay expédié une ordonnance de 1,200 livres pour les Nouvelles-Catholiques de Luçon, et une autre de 600 livres pour les Filles de la Providence des Sables d'Olonne. Vous pouvez donner ordre à qui il vous plaira de les retirer. Je suis, etc.

A. M. Begon.

15 janvier 1691.

Le Roy voulant estre informé de l'usage qui se fait d'une aumosne de 3,000 livres que S. M. donne tous les ans à la maison des Nouvelles-Catholiques de la Rochelle, Elle m'ordonne de vous escrire pour sçavoir de vous si on reçoit toujours dans cette maison des Nouvelles-Catholiques, le nombre qu'il y en a actuellement et enfin si cette maison mérite la continuation de cette aumosne. Je suis, etc.

Mesme lettre à M. de Berville, p. les Nlles-Cath. de Lyon. (1,200 l.)

—	à M. de La Bourdonnaye,	—	de Poitiers. (1,200 l.)
—	celles de Loudun (1,200 l.)	et celles de Parthenay	(600 l.)
—	à M. de Malezieux, p. les Nlles-Cath. de Sedan.	1,200 l.)	
—	à M. de Bezons,	—	de Libourne (1,200 l.)
	et celles de Bayonne. (600 l.)		
—	à M. Larcher, p. les Nlles-Cathol. de Rouen.	(1,200 l.)	
—	à M. Feydeau-Duplessis,	—	de Pau. (1,200 l.)

—	à M. Foucault, p. les Nx et Nlles-C. d'Alençon. (4,000 l. ch.)	
—	à M. de Miromesnil, p. les Nlles-Cath. de Tours. (4,000 l.)	
—	à M. de Creil,	— de Blois. (600 l.)
—	à M. Bossuet,	— de Noyon. (600 l.)
—	à M. de Bouville,	— d'Angoulesme. (600 l.)
—	à M. de la Berchère,	— de Cahors et celles de Figeac (chasc. 600 l.)
—	à M. de Chateaurenard, p. les Nlles-C. de Clamecy (600 l.)	
—	à M. de Nointel,	— de Chaalons. (600 l.)
—	à M. Phelypeaux, p. les Filles de la Pr. d'Auxerre. (600 l.)	
—	à M. Charnel, p. les Nlles-Cathol. de Metz. (4,200 l.)	
	et les Nx-Cath. (4,000 l.)	

Le 22 du même mois, on expédiait à tous les intendants l'ordonnance royale du 15, portant « défense aux nouveaux catholiques d'avoir des armes chez eux pendant deux ans. »

II. A M. l'évesque de Noyon.

9 janvier 1692.

Le Roy ayant jugé à propos de créer en titre d'office des notaires royaux et appliques, n'a pas voulu en fixer le nombre dans votre diocèse, sans avoir auparavant votre avis. Sa Majesté nous a commandé pour cet effet de vous envoyer l'Edit et de vous presser de me mander quel nombre vous croyez que l'étendue de votre diocèse en exige. Je ne doute point qu'en exécutant en cela les volontez du Roy vous ne les préveniez dans le reste et que vous n'apportiez tous vos soins pour faciliter la vente de ces offices, dont Sa Majesté attend un secours considérable dans l'estat présent. Je suis, etc.

Idem. à M. l'évesque de Lyon, — d'Orléans, — de Poitiers, — de Luçon, — de Chartres, — de Soissons, — de Senlis, — à M. le grand-vicaire du diocèse de Beauvais.

Le même jour, lettre à MM. de Barbezieux, de Croissy et de Châteauneuf, pour leur dire de prendre l'ordre du Roy pour escrire de pareilles lettres aux évêques de leurs départements ministériels.

III. A M. l'archevesque de Lyon.

5 mars 1693.

Le Roy étant informé que depuis peu il est arrivé à Lyon un ministre de la R. P. R., qui ne devoit qu'y passer pour se rendre à

Paris, mais que depuis il a pris la résolution de rester à Lyon, sur quoy Sa Majesté m'ordonne de vous escrire de faire les diligences que vous jugerez nécessaire pour faire arrester ce ministre. Je suis, etc.

TROIS LETTRES INÉDITES DE JEAN CAVALIER.

1704.

Jean Cavalier, l'un des principaux chefs camisards, a laissé un nom tellement célèbre, qu'il est devenu presque un personnage légendaire. Aux yeux de la foule, il est le héros, le Josué des Cévennes. J'avoue que je me rends compte difficilement de cette grande fortune historique. Quoique je regarde Jean Cavalier comme un personnage important, cependant je me sens peu porté à partager l'enthousiasme dont il a été l'objet.

Dans ce long drame de guerre qui mit à feu et à sang la plus grande province du royaume, Cavalier ne fut pas le premier à prendre les armes, et il fut le premier à les déposer ! Pendant sa courte carrière militaire, il obtint sans doute de beaux succès, mais aussi il essuya de bien grandes défaites. Après sa soumission, on le voit peu s'intéresser à la cause de ses malheureux coreligionnaires ! Il est vrai que s'étant retiré en Hollande, il entra dans les armées étrangères coalisées contre Louis XIV, avec l'intention, je veux le croire, de rassembler les débris des camisards dont il avait abandonné le commandement ; mais, après la perte de la bataille d'Almanza, où il commandait un régiment de protestants réfugiés, il se retira tranquillement dans l'île de Jersey. Nommé gouverneur de cette île, il resta étranger et indifférent, à en juger par les apparences, aux souffrances de ses frères des Cévennes ; aussi, lorsqu'il mourut, en 1740, il n'y eut ni deuil ni regrets chez les protestants de France, dont il n'avait pas cherché à partager le triste sort, ou tout au moins à adoucir les maux.

Non, quoi qu'on puisse dire, Cavalier n'était pas un de ces huguenots indomptables, opiniâtres, résolus à mourir, tels, par exemple, que Claude Brousson, qui, forcé de quitter la France, y revint deux fois, jusqu'à ce qu'il eut trouvé la mort sur la roue ; — tel qu'Antoine Court, qui, contraint de se réfugier à Lausanne, rentra plusieurs fois furtivement dans sa patrie, et se dévoua pendant quarante ans aux intérêts de nos malheureuses Eglises ; — ou tels que Castanet, Catinat, et tant d'autres camisards qui, s'étant soumis une fois, revinrent pourtant dans les Cévennes, renouvelèrent la guerre, jusqu'à ce qu'ils tombassent entre les mains de l'intendant Baviile, et périrent dans les supplices !

Si Cavalier ne brille pas à mes yeux par le dévouement et l'ardeur du martyre, il ne m'apparaît pas davantage sous les traits d'un homme rempli de l'Esprit de Dieu. Je n'ignore pas qu'il a fait des prières, et même des prédications, dans diverses circonstances ; qu'il s'est dit à plusieurs reprises animé de l'inspiration divine, et qu'il s'est conduit comme tel. Mais à cette époque de foi et d'enthousiasme, combien parmi ses frères d'armes qui prêchèrent et prophétisèrent plus que lui, tels que Salomon, Masel, etc. ? combien qui crurent avoir conservé le don de prophétie et d'inspiration, même sur la terre étrangère, tels que Durand Faye, Elie Marion, etc. ? Cavalier a prophétisé, il a prêché, tant qu'il a été à la tête des camisards, je l'admets ; mais dès qu'il eut quitté le sol de la France, le don de l'inspiration l'abandonna, ce qui semble indiquer chez lui moins de sincérité que

chez les précédents. Lisez en effet ce que Madame Dunoyer dit de lui dans ses *Lettres historiques et galantes*, et certainement, si nous pouvons ajouter foi aux récits de cet auteur, nous verrons dans Cavalier un jeune officier de fortune, porté plutôt aux intrigues amoureuses et politiques qu'aux austérités et aux recueils d'un prophète inspiré de Dieu!

Et cependant Jean Cavalier jouit, de son vivant, d'une immense renommée, qui s'est conservée jusqu'à nos jours. Quel est le recueil biographique le moins étendu qui ne le mentionne pas? Quel est l'auteur écrivant l'histoire de France qui ne s'étende pas sur son compte? La littérature du jour ne s'est-elle pas emparée de lui, et, par la plume d'Eugène Sue, notre célèbre romancier, n'a-t-elle pas raconté à sa manière les aventures du garçon boulanger d'Anduze?

Jean Cavalier appartient donc à l'histoire, et à ce titre, tout ce qui émane de lui et peut le faire connaître mérite d'être livré à la publicité. Sous l'empire de cette idée, je fis paraître, il y a trois ans, dans le *Bulletin de l'Histoire du Protestantisme français*, deux lettres de Jean Cavalier, que j'avais découvertes dans les archives d'Etat de la Haye. Tout dernièrement, ayant eu l'occasion de faire des recherches au dépôt des anciennes archives du ministère de la guerre, ma bonne fortune a fait tomber sous ma main trois lettres de notre chef camisard. Probablement j'aurais pu en découvrir plusieurs autres, mais le temps m'a manqué pour parcourir les énormes in-folio qui contiennent la correspondance officielle entre Louvois, Chamillart, ministre de la guerre sous Louis XIV, et les gouverneurs, les intendants, les généraux, les évêques et les principaux personnages du Languedoc et des autres provinces du royaume.

M. Moret, auteur de l'ouvrage intitulé : *Quinze ans du règne de Louis XIV*, a fait des recherches dans ce dépôt et en a tiré un très-heureux parti. M. Read, président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français, y a également puisé avec fruit; mais, après ces deux écrivains, je crois bien que je suis le seul et le premier qui ait pu apprécier la haute importance de ces documents au point de vue de l'histoire protestante. A mon grand regret, je ne fis que passer devant ce précieux trésor, ne pouvant lui consacrer que quelques séances, alors qu'il demanderait des années entières. Que d'autres plus heureux que moi aillent y entreprendre des investigations complètes, et ils y trouveront des richesses historiques que je ne crains pas d'appeler incalculables.

Un mot maintenant sur les trois lettres de Cavalier qui sont l'occasion de cet article. La première est adressée à un nommé Lefébure, capitaine d'une compagnie de bourgeoisie. Elle est incorrecte, et fourmille de fautes d'orthographe et de grammaire. C'est bien ainsi que parlent nos montagnards cévenols, quand ils s'expriment en français. Dans cette lettre, on retrouve parfaitement le petit gardeur de pourceaux de Ribaute, devenu chef d'une troupe d'insurgés. Cavalier l'a écrite lui-même, très-probablement, sans le secours de son secrétaire, après un heureux coup de main. Il a réussi à faire une capture importante, et maintenant, par ses menaces, il cherche à intimider ses adversaires. Il est fier, arrogant, c'est le commandant irrité qui parle.

La seconde lettre est adressée à un curé. L'orthographe y est un peu plus soignée, la langue française un peu moins outragée. Cavalier a dû la soumettre aux corrections de son secrétaire. Dans cette lettre, dont le ton est très-adouci, le voyant, l'homme de Dieu s'applique à se montrer.

La troisième lettre est adressée à l'intendant Baviile. Elle est d'un style étudié. La confusion et la honte y percent dans chaque ligne. Cavalier s'y fait voir avec les sentiments qui l'animent. Il est tourmenté dans sa conscience d'avoir quitté les armes, et il regrette de n'avoir pas amené ses camarades à déposer les leurs. Il s'adresse à une puissance au service de

laquelle il s'est mis, après lui avoir été longtemps hostile. C'est en négociateur malheureux et en courtisan qu'il écrit. Je désire que la lecture de ces lettres aide à faire connaître Jean Cavalier et inspire le désir de rechercher tous les documents qui existent sur ce chef camisard.

J.-P. HUGUES.

Anduze (Gard).

Lettre de Cavalier au sieur Lefébure, capitaine d'une compagnie de Bourgeoisie.

Du Désert, ce 10 février 1704.

Monsieur, ayant reçu de vos nouvelles où on m'apprend que vous vous voulez mettre a meu (*sic*) à [mort], de vos voisinés si jé ne vous rends pas votre sœur, mais vous devez être persuadé que cela m'est indifférent; quand à votre sœur elle ne sera jamais rendue qu'on n'ait élargi celle que je demande qui est en prison à Uzès, son nom est la Grande-Marie; pour votre sœur elle ne sera pas la seule prise car j'en prendray bien d'autres jusques à ce qu'on l'ait rendue. Je brûleray plutost tout le païs; quand en faisant périr tout le monde, cela m'est indifférent, mais quand à celle-là je n'aurais jamais repos qu'on ne maye eslargy cette fille.

Monsieur, pour vostre sœur elle n'aura point de mal jusques à vendredi que je sçauray la nouvelle ce qu'on me vienne chercher, enfin je finis en vous priant d'y aviser, et je vous auray obligation, et suis

Signé : CAVALIER

Cette lettre avait été envoyée à Chamillart, ministre de la guerre, par Baviile, dans une dépêche qui l'annonçait de la manière suivante :

Montpellier, 15 février 1704.

Monseigneur,

Les camisards ont voulu attaquer la nuit le château de Gajan, dans le diocèse d'Uzès, dont ils ont été repoussés. Cavalier, leur chef, a pris la sœur du nommé Lefébure qui commande une compagnie de bourgeoisie, et lui a écrit la lettre ci-jointe par laquelle il demande une prophétesse fameuse, appelée la Grande-Marie, que M. Julien a prise..., etc., etc.

Signé : DE LAMOIGNON DE BASVILLE.

(Archives du ministère de la guerre, recueil 1799.)

Lettre de Cavalier à M. Terrien, curé de Monpézat.

Desjà tout le monde sçait ma demande, à sçavoir la liberté de prier Dieu en esprit et en vérité, le repos de tout le monde, l'élargissement des captifs, mais je sçai quoique je vous demande vous me le promettrés, mais il n'y a que Dieu qui puisse l'obtenir, parce qu'il tient en sa main le cœur des Rois; c'est lui qui nous mettra en repos, je le souhaite avec beaucoup d'ardeur et jusqu'à ce que qu'on m'aura accordé cette demande, je ne quitteray pas les armes que Dieu ne me le commande, je ne cesserai pas de vanger le sang de mes frères mais en même temps qu'on m'aura accordé ma demande, je me soumes au service de mon prince, s'il est besoin avec toute la soumission possible, et ma personne. Enfin je souhaite que Dieu nous mette en repos.

Je suis avec attachement

Votre très humble serviteur,

Signé : CAVALIER.

Cette lettre avait été envoyée à Chamillart par Baviile, qui l'annonçait de la manière suivante :

Sommières, 24 février 1704.

Monseigneur,

..... D'un autre côté, le curé de Monpezat appellé Terrien, homme vertueux et habile qui connaît Cavalier depuis longtemps, lui a écrit pour tâcher de le ramener à son devoir, et vous verrez, par la réponse cy-jointe des dispositions où est le scélérat. J'ai un homme du pays actuellement avec lui pour observer ce qu'il fait, et me donner des avis des endroits où il se retire, afin d'y faire tomber les troupes s'il est possible. On sait assez les cantons où ces bandits sont le plus ordinairement, mais le pays est tellement pour eux et si attentif à les avertir qu'il est presque impossible de les joindre, etc.

Lettre écrite par Cavalier à M. de Basville.

Du Désert, le 29 may 1704.

J'ai bien voulu prendre la liberté de vous escrire pour vous assurer de mes très humbles respects, et en même temps l'extrême chagrin que j'ay ressenti de ne pouvoir pas exécuter vos ordres comme

nous avons convenu, à cause de l'émotion qu'il y a eu dans la troupe sur ce que je leur avois proposé, que leurs pères, mères, parents et amis et tous les captifs seroient en liberté, n'ayant pas voulu exécuter cette promesse, ils ont répondu tous ouvertement qu'ils ne marcheroient pas, qu'ils n'eussent vu l'élargissement et la liberté au peuple de demeurer dans la tranquillité et permission de prier Dieu dans leur maison et au désert, après quoi ils ont proposé d'une même bouche qu'ils iroient tous où Sa Majesté leur ordonnera et qu'ils donneroient des marques de soumission et de respect à son service, vous suppliant Monsieur, d'être persuadé que je n'ai rien oublié pour les ramener dans leur devoir, jusqu'à m'exposer à une infinité de dangers ; je continuerai avec l'assistance de Dieu et des sieurs Salomon, Lacombe et Solier qui me sont venus trouver ce matin étant séparé de la troupe pour tâcher d'obliger les chefs à convenir tous ensemble de notre devoir, espérant de votre bonté que vous faciliterez la chose.

Signé : CAVALIER.

LETTRE DU PASTEUR DU DÉSERT JEAN PRADEL

A L'INTENDANT DU LANGUEDOC LENAIN.

1746.

Puylaurens, 21 janvier 1860.

Monsieur le Président,

Jean Pradel-Vernezobre, ami et émule de Paul Rabaut, a laissé à sa famille des papiers assez intéressants. L'arrière-petit-fils de ce vénérable pasteur du Désert vous envoie la copie d'un de ces documents pour l'excellent *Bulletin* de votre Société.

*A monseigneur Le Nain, intendant de la province du Languedoc,
à Montpellier.*

7 novembre 1746.

Monseigneur,

Sur l'avis qui m'a été donné de votre part et de celle de la cour, conformément à la déclaration et à la promesse solennelle que j'eus l'honneur de vous faire il y a environ huit jours, je prêchai hier, par devoir autant que par inclination, l'obéissance et la fidélité dues au

souverain, à une assemblée religieuse composée de plus de douze mille sujets protestants de la ville de Nîmes et de deux ou trois villages circonvoisins. Je représentai à ces infortunés, avec toute la force dont je suis capable, les plus justes, les plus pressants motifs qui doivent les prêter à ne jamais prêter l'oreille aux discours séditieux des ennemis de l'Etat; à ne souffrir jamais parmi eux des émissaires du pais étranger; à signaler aujourd'hui et toujours leur zèle et leur attachement inviolable pour le service de notre roy Très-Christien, et à suivre invariablement à son égard les glorieuses traces de leurs aïeux sous le règne d'Henry le Grand. Les acclamations, le contentement, les protestations et les vœux dont ils accompagnèrent ma prédication, me parurent être de très bonnes preuves et de sûrs garants qu'ils en avaient saisi l'esprit et qu'ils voulaient à l'avenir, comme ils ont voulu par le passé, en remplir le noble sens dans toute son étendue. Je pense, Monseigneur, que ce sont là les fruits, les effets naturels qu'on pouvait raisonnablement attendre et se promettre de la commission que j'avais à exécuter, et que j'ai exécutée auprès de tant de différents esprits réunis dans une seule et même *place déserte*, mus par le principe d'une religion qu'ils croient divine et par le dessein de pratiquer ouvertement et unanimement le beau, l'excellent précepte de rendre à Dieu ce qui appartient à Dieu et à César ce qui appartient à César. Cela était sans doute bien propre à les mettre à couvert de toute insulte de la part des catholiques-romains. Cependant, Monseigneur (je vous dis ceci avec la plus vive douleur), on vient de m'apprendre que quelques-uns de nos fidèles étant allés, après notre sainte action finie, se rafraîchir dans un coin de la campagne, furent guettés, injuriés et bloqués par sept à huit de leurs ennemis munis de fusils et d'autres armes.

Nos amis leur envoyèrent premièrement un jeune homme de distinction pour les inviter à venir participer à leur repas et à leur collation d'amitié, ce qu'ils refusèrent. Ensuite on les pria de ne plus espionner et de se retirer, ce qu'ils refusèrent aussi de faire sur-le-champ, mais ce qu'ils firent enfin en profférant des menaces qui caractérisaient bien l'obscurité de leur naissance, la bassesse de leur profession et leurs mauvaises intentions. Des demoiselles qui se trouvaient sur leur chemin eurent le bonheur d'échapper à leur fureur au moyen du secours que des joueurs du mail vinrent leur donner.

Si l'on m'a rapporté vray en tout cecy, ainsi que je le crois, per-

mettés, Monseigneur, que j'en prenne occasion de supplier votre grandeur d'observer que, quand les protestants seraient les plus saints et les plus soumis, les plus sages et les plus fidèles de l'univers, ils ne pourront jamais paraître tels à vos yeux et aux yeux de la cour, tant qu'on ne remédiera pas aux violences de ces hommes mercenaires ou malins de leurs semblables. Il peut arriver que ne rencontrant pas toujours des protestants aussi pacifiques et aussi généreux que l'étaient ceux dont il s'agit ici (car je sais avec certitude que si ces derniers avaient voulu les punir, ils auraient pu le faire sans crainte d'aucun témoin en se vengeant en particulier sur deux individus de cette troupe qu'ils trouvèrent dans un chemin écarté), il peut, dis-je, arriver que dans ce changement de cas on se porte à des extrémités de part et d'autre.

Je laisse, Monseigneur, à votre prudence et à votre bonté naturelle le soin de prévenir des malheurs dont certains catholiques mal intentionnés seraient l'unique ou principale cause, vous priant d'ordonner qu'on prenne les mesures les plus propres à entretenir soit à Nîmes, soit à Uzès, soit ailleurs, l'union et la paix entre les sujets de l'une et de l'autre religion.

Dans cette confiance, je demande au grand Maître du monde qu'il soit votre directeur et votre protecteur, qu'il enrichisse votre personne et votre famille de ses bénédictions temporelles et spirituelles, qu'il vous donne de parvenir aux grades les plus élevés du royaume et de le servir avec autant de distinction que vous servez notre doux monarque, notre bien-aimé roy.

J'ai l'honneur d'être, Monseigneur, avec respect, de votre grandeur,

Le très humble et obéissant serviteur,

PRADEL.

On lit au revers :

L'assemblée religieuse congédiée paisiblement, une troupe de scélérats vint insulter le consistoire, qui s'était arrêté pour faire une collation toute simple. Sur quoi les protestants trouvèrent à propos d'écrire à Monseigneur l'intendant, pour prévenir des suites fâcheuses, et à M. de Beaupoil, commandant de Nîmes, qui prit de sages mesures.

7 novembre 1746.

On voit par cette lettre quelle était déjà l'influence que Jean Pradel

possédait à cette époque (il n'avait que vingt-huit ans). L'humilité chrétienne qui le caractérisait contribua à laisser dans l'oubli les services signalés qu'il rendit à nos Eglises et même à l'Etat. Voici cependant le témoignage que lui rend le pasteur Boyer dans une lettre à Florian, en date du 6 février 1747 : « ... J'ai eu plusieurs conférences avec les quatre ministres qui ont le plus de crédit dans cette province; leur zèle, leur attachement pour la personne sacrée du Roy et de son Etat ne le cède en rien au vôtre, et je ne dois pas passer que celui du sieur Pradel, ministre de l'Eglise de Nîmes, d'Uzès, est des plus étendus : vous pouvez, sur votre tête, assurer de la vérité de tous ces faits... » (1)

Veuillez agréer, etc.

PRADEL.

MÉLANGES.

MADAME DESLOGES ET LA FAMILLE DE BERINGHEN.

UNE LETTRE DE MADAME DESLOGES A HENRI DE BERINGHEN, SON NEVEU.

1628?

Dans une récente publication renfermant diverses pièces extraites des manuscrits de Conrart, premier secrétaire de l'Académie française, M. Amédée Roux a introduit une lettre qui nous semble de nature à être conservée dans le *Bulletin*, comme propre à honorer le souvenir de la personne qui l'a écrite, et à jeter du jour sur les rapports de quelques familles protestantes avec le pouvoir au temps de Louis XIII (2). Cette pièce que voici, et que nous ferons suivre de quelques éclaircissements, porte dans la collection Conrart cette suscription :

Lettre de Madame Desloges à M. de Beringhen, son neveu, avant sa révolte.

« Mon neveu,

« L'intérêt que j'ay à tout ce qui vous touche m'oblige à vous avertir des bruits qui courent par deçà de votre révolte, confirmez par une infinité de lettres de la cour, qui ne laissent plus aucun lieu de doute, mesme aux plus incrédules : ce que j'ay cédé tant que j'ay pu à ma sœur sachant que son esprit déjà accablé de tristesse, amassée de longue main, et causée par une suite infinie de fâcheux accidens, ne pourroit résister à une si rude surcharge, dont la douleur lui seroit, sans doute, plus sensible que la perte de tout ce qu'elle

(1) Je dois la connaissance de ce fragment de lettre, tiré des archives de l'Hérault, à M. Corbière, pasteur à Montpellier.

(2) *Lettres du comte d'Avaux à Voiture, suivies de pièces inédites extraites des papiers de Conrart*, et publiées par Amédée Roux. In-8°. Paris, Durand. 1858.

possède au monde de plus cher. De sorte que quand vous n'auriez que cette seule considération, qui, devant Dieu, vous rendroit coupable de la mort de celle qui vous a mis au monde, vous estes obligé de travailler à la guérir au plus tôt, non-seulement du mal, mais aussi de l'appréhension et du soupçon, en suivant de point en point ses sérieuses remontrances, qui sont autant de commandemens que Dieu vous fait par sa bouche. Mais vous avez encore de plus forts argumens, qui vous exhortent à persévérance, dont le principal est le salut de votre âme, qui vous doit estre plus cher que tout ce que la cour vous peut faire espérer de fortune, et d'avantages, lesquels ne sont que terre et fange, au prix du trésor incomparable que nous attendons au ciel. Considérez, mon neveu, que le règne du Fils de Dieu n'est pas de ce monde, et que nostre union avec luy consiste à porter la croix; que plus nous souffrons de misères en cette vallée de larmes, plus nous sommes assurés de nostre gloire future, qui sera éternelle, et ce que nous possédons icy-bas ne dure qu'un moment; que la vanité du monde et la vérité céleste sont choses incompatibles; que ceux qui préfèrent celle-là aux grâces que Dieu leur présente par le mérite de son Fils, bien qu'enveloppées d'épines, sont indignes d'y participer; que nostre Sauveur reniera devant son Père, qui est au ciel, ceux qui le renieront devant les hommes; qu'il ne suffit pas de croire du cœur, si nous ne professons de la bouche la vérité de son Evangile; que la religion n'est pas un jouet, et que Dieu ne se paye pas de moqueries ni d'éclaircissemens; qu'il veut estre connu, et confessé en sincérité de cœur. La méditation de toutes ces choses, èsquelles vous estes si bien instruit que c'est abuser du temps, que d'y vouloir ajouter, vous peut fortifier contre toutes tentations : car vous ne pouvez pécher par ignorance, et vous ne voudrez pas aussi malicieusement combattre la vérité, qui est le premier degré de péché contre le Saint-Esprit, lequel est irrémissible. Je say qu'il y a un rude combat entre l'esprit et la chair et que vous avez besoin d'y estre secondé de la grâce de Dieu : mais il ne la refusé jamais à ceux qui le craignent, et qui la luy demandent en sincérité. Je n'ignore point aussi que vous avez l'honneur d'estre non-seulement sujet, mais domestique d'un grand Roy, de qui le service semble, à quelques-uns, ne pouvoir compatir avec vostre créance : mais qui sait mieux que vous, qu'il n'y en a aucune qui enseigne plus religieusement, et commande plus exactement, le devoir et l'obéissance des inférieurs envers leurs supérieurs, que la nostre? que ceux qui en font profession véritable ne peuvent, par qui, ni en quelque façon que ce soit, estre dispensés de cette obligation d'autant plus forte en nous, que nous la croyons moindre en toute autre religion? De sorte que si vos actions répondent à la profession en laquelle Dieu vous a fait la grâce d'estre né, et élevé, vostre roy se trouvera servy de vous avec fidélité, et avec une passion très-forte en tout ce qui regarde votre légitime vocation; qui est tout ce qu'il peut désirer de vous, les consciences estant du ressort de l'empire du Dieu souverain, et du tout libres de la juridiction des hommes; aussi est notre prince si généreux, et si bon et je diray si pieux, qu'il ne vondra pas y apporter aucune contrainte; moins commencer par vous, qui ne

devez pas appréhender de servir de planche à la persécution, entre un milion d'âmes qui, en ce royaume, professent en toute liberté, et sans crainte, sous le bon plaisir de Sa Majesté, et le bénéfice de ses édits, la mesme religion qui vous a esté enseignée. Dieu vous y veuille confirmer par sa grâce.

« Je te prie, mon cher neveu, de pardonner à mon zèle général et particulier, ce long discours, et le prendre en bonne part, considérant tous les devoirs qui m'y obligent ; j'espère qu'il sera superflu, et que tu n'auras pas besoin d'estre admonesté en chose qui te touche plus que nul autre, et où il n'est pas question de choisir, entre deux opinions problématiques, la meilleure ; mais seulement de conserver le talent que Dieu t'a donné en dépôt, ce que tu dois espérer de sa grâce, en y apportant de ton côté les prières pour s'en requérir et le mépris des biens et honneur du monde. Surtout, je te conjure, d'avoir compassion de ta pauvre mère, et de croire que les douleurs de son enfantement en te mettant au monde, n'ont esté en rien comparables à celles qu'elle souffre maintenant à ton occasion ; il dépend de toy d'y apporter du soulagement, ce que j'attens de la bonté de ton naturel ; et cependant je continueray mes vœux pour ta prospérité, estant de tout mon cœur, *Ta bonne tante.* »

Occupons-nous d'abord de celui à qui fut adressée cette lettre touchante, et qui était l'objet d'un intérêt si maternel.

Henri de Beringhen appartenait à cette famille de Beringhen qui, grâce à la faveur de Henri IV, s'était rapidement élevée et avait pris rang parmi les grandes maisons du royaume. Le premier Beringhen connu, son grand-père, originaire du duché de Clèves, selon Moréri, ou du duché de Gueldre, selon la *Biographie universelle*, Hollandais selon Saint-Simon, était en service chez un gentilhomme de Normandie, M. de Sainte-Marie. Henri IV, entré dans la demeure de ce seigneur, et remarquant combien ses armes étaient bien tenues, désira avoir à son propre service l'homme qui les soignait si bien. Il en fit bientôt son premier valet de chambre. Le fils de cet homme aimé du roi, et de sa femme Jeanne de Villiez, nommé Pierre comme lui, lui succéda dans cette charge, et reçut en outre les emplois de grand bailli et de gouverneur d'Etaples (1). Il portait le titre de seigneur d'Armainvilliers. Il eut aussi la charge de contrôleur général de l'exploitation des mines des Pyrénées, entreprise sous Henri IV (2). Madame de Motteville, qui le connaissait très-bien, rend de lui, en le citant, un témoignage honorable. « Beringhen, dit-elle, qui de tout temps avait été confident du feu roi et de la reine (Henri IV et Marie de Médicis), qui les avait vus marier, et qui n'était pas accoutumé de mentir, m'a

(1) Au lieu d'*Etaples*, indiqué par Moréri, MM. Haag disent *Etampes*. Cette correction est-elle fondée ? V. l'art. *Beringhen*.

(2) *France protestante*, t. V, p. 493, et II, p. 195.

dit, etc. (1) » Sa femme se nommait Madeleine Bruneau. Elle était fille d'un honorable protestant, Sébastien de Bruneau, sieur de la Martinière, et sœur de Madame Desloges.

Henri de Beringhen, fils de Pierre, hérita de la faveur royale dont son père et son aïeul avaient été les objets. Il jouit des bonnes grâces de Louis XIII, et devint chevalier des Ordres du roi, puis, sous la régence d'Anne d'Autriche, il fut fait premier écuyer de la petite écurie. « C'était, dit Saint-Simon, un homme d'esprit et d'intrigue, et le plus avant dans celle-là, parce qu'il était sur le pied qu'on pouvait se fier à son secret et à sa parole (2). » Il donna de cette discrétion une preuve qui lui fut fatale, lorsqu'il se refusa absolument à révéler à Richelieu un secret que le roi lui avait confié, avec ordre de ne le faire connaître qu'après sa mort. Le cardinal irrité le fit disgracier, et le faible Louis XIII céda à son égard, comme il le fit à l'égard de plusieurs autres de ses favoris, à la volonté de son ministre. Beringhen quitta la France en 1632, pour servir avec distinction sous Gustave-Adolphe. Il prit part à la bataille de Lutzen. Après la mort du héros suédois, il s'attacha au prince Maurice : « Celui-ci qui, selon Des Réaux, aimait tout ce que le cardinal de Richelieu persécutait, le reçut à bras ouverts et lui donna ses cheveu-légers à commander (3). » « Il acquit de la gloire en servant le prince d'Orange, dit encore Madame de Motteville, et eut de beaux emplois auprès de sa personne (4). » Rappelé par Louis XIII après la mort de Richelieu, ou peut-être seulement par Anne d'Autriche, devenue veuve et régente en 1643, il revint à la cour, épousa en 1646 Anne Du Blé, fille de Jacques Du Blé, marquis d'Uxelles, et de Claude Phelypeaux de la Vrillière, et mourut le 30 avril 1692, âgé de quatre-vingt-neuf ans (5).

Tallemant des Réaux rapporte que Beringhen abjura le protestantisme, en disant simplement à cet égard : « Il avait changé de religion. » Il donne ce fait comme antérieur à son voyage de Hollande et à sa disgrâce sous Richelieu. C'est la seule indication que nous ayons rencontrée à ce sujet. Aucun des auteurs que nous avons pu consulter, à l'exception de MM. Haag, qui citent des Réaux, ne parle ni de protestantisme ni de l'abjuration de Beringhen. Cette indication concorderait avec la lettre de Madame Deslo-

(1) *Mémoires de Madame de Motteville*, t. I, p. 26.

(2) *Mémoires de Saint-Simon*, t. I, p. 77.

(3) Tallemant des Réaux, *Historiettes*, t. III, p. 33.

(4) *Mémoires de Madame de Motteville*, t. I, p. 342.

(5) Voir Moréri, la *Biographie universelle*, la *France protestante* et les *Mémoires de Saint-Simon*, t. I, p. 79. Il est à observer que Saint-Simon parle de ce Beringhen comme s'il était le fils et non le petit-fils du premier Pierre Beringhen. Il ne fait aucune mention du second. Cette confusion a été faite par d'autres auteurs. On attribue au père ce qui doit être dit du fils.

ges qui doit bien remonter au moins à cette époque, en montrant que la tentative de la bonne tante pour retenir son neveu dans la profession de la religion de ses pères fut, hélas ! infructueuse. La présence d'un nouveau converti au catholicisme dans l'armée de Gustave-Adolphe ne fait pas difficulté, puisque Louis XIII était alors allié de ce chef des protestants, grâce à sa politique ou plutôt à celle de Richelieu, si différente de celle qu'adopta plus tard Louis XIV.

Rien ne donne lieu d'ailleurs de supposer que Beringhen ait persévéré dans le protestantisme ; les faveurs dont il jouit à la cour seraient une preuve du contraire, et la suscription même de notre lettre, « avant sa révolte » implique que cette « révolte » a eu lieu.

Quant à sa famille, elle fut bien évidemment catholique. Outre qu'il eut deux filles religieuses dont l'une, Anne, fut abbesse de Faremoutier, son fils, Jacques-Louis, marquis de Beringhen, faisait profession de piété, selon les tendances de la cour. C'est lui qui, étant en 1694 à l'armée d'Allemagne avec le dauphin, écrit à Louis XIV que « Monseigneur avait fait ses dévotions le jour de la Notre-Dame, » ce qui réjouit fort le cœur paternel du monarque (1). Beringhen avait succédé à la charge de son père. Voici le portrait qu'en trace Saint-Simon qui, on le remarquera, rend témoignage à la considération dont le père avait joui : « Le premier écuyer était un grand homme froid, de peu d'esprit, de beaucoup de sens, fort sage, fort sûr, fort mesuré, qui, à force d'être né et d'avoir passé sa vie à la cour, fils d'un homme qui y était maître passé, et dans une considération singulière, et lui dans les cabinets les plus secrets de Le Tellier, Louvois et Barbézieux, dont il était si proche par sa femme, et qui l'avaient admis à tout avec eux, avait acquis une grande connaissance de la cour et du monde, y était fort compté, s'y était mêlé de beaucoup de choses, et y était enfin devenu une espèce de personnage. Il était de tout temps fort bien avec le roi, il avait des particuliers quelquefois avec lui, et il avait eu l'art d'être fort bien avec tous les ministres (2). » Le même écrivain dit encore ailleurs : « Beringhen, premier écuyer, était aimé, estimé, considéré de tout temps et avait beaucoup d'amis (3). » Il avait épousé en 1677 Marie-Elisabeth Fare d'Aumont, sœur du duc d'Aumont de Rochebaron, fille de Louis, duc d'Aumont, et de Madeleine Fare Le Tellier, et mourut en 1723, âgé de soixante et onze ans.

Son fils aîné, qui avait eu la survivance de sa charge et de son petit gouvernement, étant mort quelques mois seulement après lui, le 4^{er} décem-

(1) V. *Œuvres de Louis XIV*. Lettre du roi à son fils, le 19 août 1694 ; et de Noailles, *Histoire de Madame de Maintenon*, t. IV, p. 464.

(2) *Mémoires de Saint-Simon*, t. IX, p. 412.

(3) *Idem*, t. XIII, p. 313.

bre 1723, son second fils, Jacques, fut aussi revêtu de l'emploi de premier écuyer, qui était comme héréditaire dans sa famille (1).

Madame de Beringhen, née d'Aumont, mère de ces deux derniers, fut mise en 1696 au nombre des dames (entre deux âges) formant la petite cour particulière de la jeune princesse, Marie-Adélaïde de Savoie, destinée à épouser le duc de Bourgogne, petit-fils de Louis XIV, l'élève de Fénelon (2). Saint-Simon qui voulait fort peu de bien à cette dame, en fait un portrait on ne peut moins flatteur, qu'il termine en disant : « Elle avait été longtemps toujours à la cour, à Marly, de tous les voyages, de toutes les fêtes. On n'a jamais découvert la cause de sa disgrâce. Les quinze dernières années du feu roi (Louis XIV) au moins, elle n'était plus de rien (3). »

Pour en finir avec la famille Beringhen, rappelons qu'une branche cadette de cette maison demeura fidèle au protestantisme. Jean de Beringhen, né vers 1625, seigneur de Flehedel, Langarreau et Menoux, secrétaire du roi, fut exilé le 10 novembre 1685 à Limoges, mis ensuite à la Bastille, puis relégué dans le château d'Angoulême dans le courant de l'année suivante. Une note de police, retrouvée dans les papiers de La Reynie, porte à son sujet : « Honnête homme, dont l'esprit est assez doux, fort zélé dans sa religion. » Les lettres de Colbert de Seignelay, publiées au tome II du *Bulletin*, indiquent les décisions royales relatives au sort du détenu. Ainsi l'on veut ou l'on permet que son gendre, le duc de la Force, lui écrive tandis qu'il est à la Bastille, on lui accorde la faveur de se promener dans l'intérieur du château d'Angoulême et d'y faire entrer des meubles, on consent même à ce qu'il reçoive de l'argent de la part de sa famille. Il avait pour femme N. de Menoux, que Madame Du Noyer appelle « une personne d'un mérite et d'une vertu extraordinaires. » Il était père de Madame de Caumont La Force, cette noble dame qui se montra si ferme au sein des persécutions qu'elle et son mari eurent à endurer (4). Une autre de ses filles, Madame Le Coq, avait obtenu la permission de voir le duc de La Force, son beau-frère, tandis qu'il était à la Bastille; elle était confiée elle-même aux soins de la supérieure de la Visitation de Saint-Denis. Théodore de Beringhen, frère de ces deux femmes fidèles, conseiller au parlement de Paris, fut atteint comme son père et exilé à Vézelay, le 5 janvier 1686 (5). Madame de Beringhen, leur mère, placée sous la surveillance de l'abbesse de Gercy, était autorisée à recevoir des lettres du duc de La Force, cachetées, mais ne pouvait parler à ses envoyés qu'en présence

(1) *Mémoires de Saint-Simon*, t. XX, p. 477.

(2) De Noailles, *Histoire de Madame de Maintenon*, t. IV, p. 568.

(3) *Mémoires de Saint-Simon*, t. XIII, p. 330.

(4) *France protestante*, t. III, p. 267.

(5) *Idem*, t. II, p. 197.

d'une religieuse du couvent (1). La persécution, comme on le voit, n'épargna aucun des membres de la famille. Les renseignements nous manquent encore pour déterminer avec exactitude si Jean de Beringhen, le chef de cette branche intéressante, était neveu de Henri ou son cousin.

Mais revenons maintenant à Madame Desloges et à sa lettre.

« Une femme, » ainsi s'exprime un littérateur distingué de nos jours, « une femme qui, sous Louis XIII, fit grand bruit à la cour, et dont la conversation enjouée, l'esprit vif et accort, attiraient alors tous les hommages, Madame Desloges, fut, suivant Des Réaux, « la première personne de son « sexe qui ait écrit des lettres raisonnables. » Nous en avons quelques-unes; elles sont correctes, élégantes, un peu solennelles et tendues toutes-fois. On y reconnaît l'amie de l'éloquent Balzac, celle à laquelle il écrivait : « Vous êtes admirée de la meilleure partie de l'Europe... Les princes sont « vos courtisans ; les docteurs vos écoliers. » La marquise de Rambouillet écrivait avec esprit, mais avec quelque recherche. Si Madame Des Loges voulait ressembler à Balzac, Arthénice cherchait à imiter Voiture (2). » Le même auteur indique Madame Desloges comme ayant eu dans sa maison un cercle littéraire ou un salon réunissant les beaux-esprits, dans le genre des cercles ouverts chez Madame la vicomtesse d'Auchy et chez Mademoiselle de Scudéry (3). Malherbe, dans une lettre à Balzac, parle d'une de ces réunions, dont il faisait partie, et où l'on avait « mis sur le tapis » un ouvrage de ce dernier. « Ce fut, dit-il, chez Madame Des Loges, de laquelle vous sçavez les qualités excellentes, et je crois qu'à la cour il y en a peu qui les ignorent. Le marquis d'Exideuil, le baron de Saint-Surin, M. de Racan et M. de Vaugelas y estoient. Il y en avoit encore quelques autres, dont je ne sçais point les noms; mais ce qu'ils dirent me fit connoître ce qu'ils valaient. Ainsi le lieu ne pouvait estre plus propre ni la compagnie meilleure pour l'affaire dont il estoit question..... »

L'*Histoire littéraire des Femmes françaises* (par l'abbé de La Porte et La Croix de Compiègne) ne parle de Madame Desloges qu'à l'occasion de Madame d'Aulnoy ou d'Aunoy, dont elle était la tante. » Elle passait, disent les auteurs, pour avoir beaucoup d'esprit et d'érudition (4). » Il en est absolument de même du *Nouveau Dictionnaire historique* (de Chaudron, Saas et Delandine) qui, sans mentionner autrement Madame Desloges, dit de Madame d'Aunoy qu'elle était « nièce de la célèbre Madame Desloges (5). »

(1) *Bulletin*, t. II, p. 71, 72, 75.

(2) Demogéot, *Tableau de la littér. franç. au XVII^e siècle, avant Corneille et Descartes*, p. 255.

(3) *Idem*, p. 378.

(4) *Histoire littéraire des Femmes françaises*, t. II. p. 305.

(5) *Nouveau Dict. historique*, t. I, p. 367.

Et la *Biographie universelle* de Michaud dit pareillement de Madame d'Aulnoy : « Elle était nièce de cette Madame Desloges qui, sous Louis XIII, se fit une grande réputation d'esprit et fut l'amie des hommes les plus distingués de son temps (1). » Il est assez curieux que ces dictionnaires historico-littéraires qui se sont copiés sur ce point, et dont les deux premiers du moins n'ont pas jugé à propos de mentionner autrement une femme qu'ils nomment pourtant d'une manière si honorable, aient saisi pour la signaler une occasion assez singulière, puisque, d'après leurs indications, Madame d'Aulnoy, née en 1650, neuf ans après la mort de Madame Desloges, n'a pu avoir aucun rapport personnel avec elle :

Comment l'aurais-je fait, si je n'étais pas né?

On peut toutefois conclure de ce qu'ils ont rencontré quelque part cette indication de parentage, que le souvenir de cette tante célèbre était conservé avec soin et avec respect dans sa famille. Ajoutons que Madame d'Aulnoy, fille de M. Le Jumel de Barneville, allié aux meilleures maisons de Normandie, est connue comme auteur de divers romans, contes des fées et mémoires historiques. Elle était petite-fille de Madame de Beringhen, sœur de Madame Desloges. Deux autres de ses nièces ou petites-nièces, Mesdemoiselles de La Luzerne, sont signalées par Bayle comme ayant dû se réfugier en Hollande pour cause de religion. Elles étaient filles de Louis Thioult, sieur de La Luzerne, et de Marguerite, sœur de Henri de Beringhen.

Voici encore ce qui se lit, au sujet de la femme distinguée qui nous occupe, dans une notice conservée parmi les papiers de Conrart : « Elle a fait, nous dit-on, sa demeure à Paris et à la cour durant vingt-trois et vingt-quatre ans, pendant quel temps elle a été honorée, visitée et régalande de toutes les personnes les plus considérables, sans en excepter les plus grands princes et les princesses les plus illustres... Toutes les muses sembloient résider sous sa protection et lui rendre hommage, et sa maison étoit une académie d'ordinaire. Il n'y a aucun des meilleurs auteurs de ce temps, ni des plus polis du siècle, avec qui elle n'ait eu un particulier commerce, et de qui elle n'ait reçu mille belles lettres, de même que de plusieurs princes et princesses et autres grands. Il a été fait une infinité de vers et autres pièces à sa louange, et il y a un livre tout entier, écrit à la main, rempli de vers des plus beaux esprits de ce temps, au frontispice duquel sont écrits ceux-ci, qui ont été faits et écrits par feu M. de Malherbe :

Ce livre est comme un sacré temple,
Où chacun doit, à mon exemple,

(1) *Biogr. universelle*, t. III, p. 72.

Offrir quelque chose de prix.
 Cette offrande est due à la gloire
 D'une dame que l'on doit croire
 L'ornement des plus beaux esprits (1).

« Malherbe, lisons-nous ailleurs, la visitoit réglément de deux jours l'un (2). » Et en témoignage de l'affection qu'elle inspirait aux hommes les plus considérables dans les lettres qui louaient à l'envi les charmes de sa conversation, son style facile, poli, sans affectation, sa douce gaieté et son dévouement à ses amis, nous pouvons citer ce passage d'une lettre de Balzac envoyant à Ménage les vers qu'il avait faits (en latin) sur la mort de Madame Desloges : Cette Uranie que je pleure, « c'est feue ma bonne amie Madame Desloges qui durant sa vie a été plus d'une fois appelée, et par plus d'un académicien, la céleste, la divine, la dixième Muse (3). »

A ce portrait tout littéraire, nous avons, non pas à opposer, mais bien à ajouter un autre tableau d'un plus haut intérêt pour nous, c'est celui de la vie chrétienne et de la piété de cette femme qui, si elle a compté au nombre des illustrations de la société de son époque, doit aussi figurer parmi les personnes pieuses dont le souvenir peut être conservé avec édification. Consignons d'abord quelques détails biographiques puisés, soit dans l'article consacré par Bayle à Madame Desloges, article qui a été la source de celui de Moréri, soit dans la notice des papiers de Conrart que nous avons déjà mentionnée. C'est dans ces deux morceaux que se rencontre le résumé de tout ce que l'on sait de précis sur cette femme remarquable. Les quelques mots de Des Réaux dans ses *Historiettes*, mots empreints de la malveillance habituelle de ce narrateur caustique et si peu scrupuleux, ne peuvent pas être considérés comme une source d'informations dignes d'être sérieusement acceptées (4).

Marie Bruneau, signalée par Bayle, comme une des femmes les plus illustres du XVII^e siècle, naquit à Sedan vers 1584, de Sébastien de Bruneau, sieur de la Martinière, qui, bien que conseiller et secrétaire du roi, dut se retirer de Paris à La Rochelle, pour éviter la persécution. Elle épousa en 1599 Charles de Rechignevoisin, sieur Desloges, qui fut nommé quatre ans plus tard gentilhomme ordinaire de la chambre du roi Henri IV. Son salon fut bientôt le rendez-vous des beaux esprits et des

(1) Voyez Mss. 902, in-folio, t. X, p. 113, à la Bibliothèque de l'Arsenal. — Tallemant, t. III, p. 26. — Lud. Lalanne, *Curiosités littéraires*, p. 340.

(2) Bayle, *Dict. histor.*, t. II, p. 354.

(3) Balzac, *Lettres choisies*, livre II, lettre 13.

(4) La notice Conrart, publiée par M. de Monmerqué à la suite de ce que disent de Madame Desloges les *Historiettes* de Tallemant des Réaux, lui a servi pour l'article qu'il a donné à la *Biographie universelle*. MM. Haag, dans leur *France protestante*, ont profité de ces diverses sources et des travaux que nous indiquons.

seigneurs les plus distingués. C'est là, au rapport de Wicquefort, ambassadeur hollandais, que se rencontraient les ministres des diverses cours, jusqu'à ce que Richelieu y eut mis ordre. « On s'estoit pendant quelque temps assemblé chez Madame Desloges, mais l'on ne souffrit plus ces conventicules, depuis que l'on connut le pouvoir qu'elle avoit sur l'esprit du duc d'Orléans (1). » La prudence l'engagea à quitter Paris en 1629; elle se retira en Limousin, et ne revint à Paris qu'en 1636. Diverses épreuves l'atteignirent dans les dernières années de sa vie, entre autres la perte de deux de ses fils qui furent tués à la guerre. Elle mourut le 4^{er} juin 1644, au château de la Pléau en Limousin, chez sa fille aînée.

Moréri signale Madame Desloges comme ayant toujours professé la religion réformée. Bayle dit d'une manière plus explicite que son zèle pour la religion réformée, dont elle fit toute sa vie une constante profession, sa piété et la grandeur de son âme, parurent avec un nouvel éclat sur la fin de sa vie, dont les dernières années et quelques autres aussi avaient été traversées par plusieurs chagrins domestiques. Ce dernier auteur rapporte avec assez de détails une anecdote consignée par Ménage, lequel raconte qu'induit en erreur par Balzac, il avait attribué d'abord à Madame Desloges des vers un peu légers dont Gombauld se trouva être l'auteur. C'était une réponse à des vers de Racan que Malherbe avait transcrits sur un exemplaire du *Bouclier de la Foi* de Du Moulin, prêté au poète par Madame Desloges. La manière même dont ce fait a été discuté et éclairci par ces hommes de lettres, témoigne de la haute opinion qu'ils avaient de la dignité morale de leur amie, et du respect qu'elle leur inspirait. Un mot « un peu trop gaillard » tracé par elle et adressé à un homme leur paraissait une impossibilité. Qu'on pèse la valeur de ce témoignage, eu égard aux mœurs et à la liberté de langage de l'époque, et l'on comprendra le rôle digne et honorable de Madame Desloges au milieu de sa société. Que reste-t-il après les explications de Ménage, sinon que cette femme respectable et pieuse avait prêté à Racan un livre sérieux, dans le but de lui être utile et de lui fournir les moyens de s'éclairer sur les questions les plus solennelles? Et qu'avons-nous à recueillir ici sinon une preuve de sa piété et de son zèle religieux? Ce n'est assurément pas la faute de Madame Desloges si le poète des *Bergeries* a préféré se reposer commodément sur la foi de son curé et repousser par une plaisanterie de mauvais goût les arguments du savant et pieux Dumoulin, au lieu de les examiner d'une manière attentive. Voici les vers que Racan s'était permis d'écrire à l'occasion d'un livre aussi grave :

(1) Wicquefort, *Mémoires touchant les ambassadeurs et les ministres publics*. La Haye, in-12, 1677, p. 451.

Bien que Du Moulin en son livre
 Semble n'avoir rien ignoré,
 Le meilleur est toujours de suivre
 Le prône de notre curé.
 Toutes ces doctrines nouvelles
 Ne plaisent qu'aux folles cervelles;
 Pour moi, comme une humble brebis,
 Je vais où mon pasteur me range,
 Et n'ai jamais aimé le change
 Que des femmes et des habits (1).

Divers passages des lettres de Balzac donnent une idée des rapports sérieux que la digne femme soutenait avec ses amis. Un jour qu'il voulait condamner le style burlesque, il s'appuie de l'opinion de Madame Desloges, en rappelant que pour exprimer sa désapprobation de ce genre de littérature, elle disait « qu'elle aimerait autant voir faire l'ivrogne ou le Gascon. » Elle n'épargnait pas les observations qu'elle jugeait devoir être utiles. C'est ainsi qu'elle s'était permis de faire à Balzac une leçon sur ses flatteries. « C'est grâce à la bonne Madame Des Loges, dit-il dans son *Socrate chrétien*, que je suis devenu meilleur ménager de mon encens. » Le succès qu'elle obtenait ainsi auprès des beaux esprits de son temps, est une preuve irrécusable de la rectitude de son jugement, de la grâce et de l'aménité de son caractère. C'est à elle que fut due en grande partie la liaison qui s'établit entre Balzac et Conrart, preuve en soit ce passage d'une lettre adressée le 5 février 1533 à ce dernier par l'aimable épistolier : « Quoiqu'il vous faciez, vous ne sçauriez affaiblir le témoignage que Madame Des Loges et Monsieur Chapelain m'ont rendu de vous, non plus que me refuser votre amitié, puisque je la vous demande en leur nom (2). »

Ces mêmes lettres de Balzac révèlent encore la fermeté de la foi qu'elle professait. Son aimable correspondant faisait des allusions assez fréquentes à son protestantisme. Par la lettre citée par M. Demogeot, où il lui dit : « Vous êtes admirée de la meilleure partie de l'Europe, » il ajoute : « En ce point s'accordent les deux religions, et les catholiques n'ont point de dispute avec les huguenots. » Dans une autre lettre il s'efforce de l'en-

(1) Et voici la réponse de Gombauld, qu'on attribua à Madame Desloges :

« C'est vous dont l'audace nouvelle
 A rejeté l'antiquité,
 Et Du Moulin ne vous rappelle
 Qu'à ce que vous avez quitté.
 Vous aimez mieux croire à la mode
 C'est bien la foi la plus commode
 Pour ceux que le monde a charmés.
 Les femmes y sont vos idoles,
 Mais à grand tort vous les aimez,
 Vous qui n'avez que des paroles. »

(2) Balzac, *Lettres*, II^e partie, Paris, 1636, p. 169.

gager à renoncer aux erreurs de Calvin : « Il est très-vrai, lui écrit-il, qu'un si beau changement est un de mes plus violens souhaits, et que pour vous voir dire votre chapelet, je voudrais de bon cœur vous en avoir donné un de diamans. » On conçoit qu'il eût fallu des arguments d'une autre nature, pour que Madame Desloges pût prendre un tel controversiste au sérieux.

Citons encore le témoignage rendu à son caractère moral et à sa foi dans la notice Conrart : « Elle avoit un courage plus que féminin, une constance admirable en ses adversités, un esprit tendre en ses affections et sensible aux offenses, mais attrempé d'une douceur et facilité sans exemple à pardonner, et en tous ses maux d'une résignation entière à la volonté de Dieu, et d'une ferme confiance en sa grâce, se reposant toujours sur sa providence et ne désespérant jamais de ses secours. Son testament a été une exhortation ample de piété à ses enfants, sa maladie un patron de patience, tous ses propos des enseignements et des consolations saintes, et ses dernières paroles celles de saint Paul : « Je suis assurée que ni la mort, ni la vie, ni les anges, ni les principautés, ni les puissances, ni les choses présentes, ni les choses à venir, ni les choses élevées, ni les choses basses, ni aucune créature ne me pourra séparer de la dilection de Dieu, qu'il m'a montrée en Jésus-Christ notre Seigneur. » Elle fut ensevelie à deux cents pas du château de la Pléau, dans un lieu désigné auparavant par elle-même.

Sa sœur, Madeleine Bruneau, avait épousé, comme nous l'avons vu, le second Pierre de Beringhen, et fut la mère de Henri de Beringhen, à qui notre lettre fut adressée. « Cette dame, dit Conrart, étoit reconnue d'un chacun pour être un esprit éminent, d'une admirable conduite et d'une vie exemplaire. Les deux sœurs, liées par leurs affections et par leurs goûts, logeaient à Paris vis-à-vis l'une de l'autre et voyaient les mêmes amis.

La lettre que nous avons transcrite ci-dessus nous en apprend plus sur la piété de ces deux femmes, sur leur zèle religieux, sur leur attachement au protestantisme, que tout ce que nous avons pu recueillir d'autre part à leur sujet; aussi n'eussions-nous que ce seul document, il serait bien suffisant pour nous autoriser à en tirer des déductions très-positives sur ce point si grave. Il est facile en effet de reconnaître la fermeté de foi de Madame Desloges, l'instruction solide qu'elle avait reçue, la largeur et la netteté de ses vues, en même temps que sa connaissance du monde, de la cour et des mobiles secrets qui, trop souvent, poussent dans une voie fatale ceux dont la conscience faiblit devant leur intérêt temporel. Le sérieux et la sincérité de sa foi ressortent du tableau qu'elle fait de la douleur mortelle dont va être atteinte cette pauvre mère qui, au milieu de toutes ses épreuves, n'en peut point avoir de plus grande que de voir son fils abjurer

la vérité. Cette sincérité et ce sérieux ressortent également des considérations qu'elle présente à son neveu, et qu'elle fonde d'une manière si vraie sur les enseignements évangéliques. On remarquera le soin qu'elle prend de montrer comment la foi protestante, bien loin d'être incompatible (« de ne pouvoir compatir ») avec le service du monarque, rend plus que toute autre l'obéissance sacrée; on appréciera les vues si fermes qu'elle énonce sur l'indépendance absolue de la conscience quant à la juridiction des hommes, la confiance qu'elle exprime dans la générosité, la bonté, même la piété du prince, l'espoir qu'elle nourrit que la persécution n'atteindra pas ce million d'âmes qui, sous le bénéfice des édits royaux, professent en toute liberté leur foi religieuse. Puis l'on sera ému de voir la bonne tante, une fois sa douloureuse tâche achevée, changer brusquement de langage, et donner essor à sa tendresse pour ce neveu qu'elle porte dans son cœur, en le priant de lui pardonner son zèle et de le prendre en bonne part, et en lui rappelant encore une fois cette mère qui souffre à son sujet des douleurs si cruelles.

Resterait à déterminer d'une manière précise la date de cette lettre intéressante. Nous avons été tentés d'abord de la placer entre l'année 1629, époque où Madame Desloges dut quitter Paris pour aller s'établir en Limousin, et l'année 1632, dans laquelle Beringhen se rendit à l'armée du roi de Suède. Mais elle doit, croyons-nous, être reportée un peu plus haut, évidemment avant la prise de la Rochelle (1629), car après cet événement Madame Desloges n'aurait pas pu parler, ainsi qu'elle l'a fait, de la pleine liberté dont jouissaient les protestants. Beringhen, né en 1603, était donc jeune encore, ce que confirme le ton d'affectueuse familiarité avec lequel se termine la lettre de la « bonne tante. »

Quel souvenir a dû laisser en lui, pendant sa longue carrière de courtisan, ce témoignage de l'intérêt si sérieux et si tendre dont il était l'objet de la part de la pieuse sœur de sa mère? Quels combats a-t-il eu à soutenir dans le for intérieur de sa conscience avant et peut-être même après son abjuration? Quels sentiments se sont réveillés en son cœur, lorsque, en 1685, dans les dernières années de sa vie, il a vu la persécution sévir avec toute sa rigueur contre ceux qui, dans sa propre famille, professaient avec fidélité cette religion de son enfance, qu'il avait abandonnée pour des motifs tout mondains? A toutes ces questions nous n'avons pas de réponse. En l'absence de documents précis, nous devons respecter l'individualité de la conscience et nous borner à dire avec l'Apôtre : « Heureux celui qui ne se condamne pas lui-même dans le parti qu'il prend! »

JULES CHAVANNES.

Vevey, janvier 1859.



PARIS. — TYPOGRAPHIE DE CH. MEYRUEIS

13, RUE CUVAS. — 6923.

Bulletin de la Société

DE L'HISTOIRE

DU

PROTESTANTISME FRANÇAIS

DOCUMENTS HISTORIQUES INÉDITS ET ORIGINAUX.

XVI^e, XVII^e ET XVIII^e SIÈCLES



« Et quant au premier point sur la réformation que j'ay commencée et que j'ay delibere continuer par la grâce de Dieu..., ie l'ay apprise par la Bible que ie lis plus que les docteurs..., et n'ay point entrepris de planter nouvelle religion en mes pais, sinon y restaurer les ruines de l'ancienne... Ie ne fay rien par force... Dieu me moustre des exemples... »

Jeanne d'Albret, Reine de Navarre au cardinal d'Armagnac.

(Lettre du 18 d'aoust 1563.)

Vos pères, où sont-ils ?

(ZACHARIE, I, 5.)

« Je trouverois bon, qu'en chascune ville, il y eust personnes deputées pour escrire fidelement les aetes qui ont esté fait durant ces troubles et par tel moyen, la verité pourroit estre reduite en un volume, et pour ceste cause, Je m'en vay commencer à l'en faire un bien petit narré, non pas du tout, mais d'une partie du commencement de l'Eglise reformée. »

Bernard Palissy.

Recepte véritable, etc., La Rochelle, 1563, page 103.)

PARIS

AGENCE CENTRALE DE LA SOCIÉTÉ

174, rue de Rivoli. (Ecrire franco.)

PARIS. — J. Cherbuliez et Ch. Meyrueis et C^e. — GENEVE. — Cherbuliez.
LONDRES. — Nutt, 270, Strand. — LEIPSIG. — Léopold Michelsen.
AMSTERDAM. — S. De La Chaux et fils. — BRUXELLES. — Mouron.

1860

SOMMAIRE

	Pages.
CORRESPONDANCE.	97
Louis XIV et la révocation de l'Edit de Nantes, par M. Michelet. . .	<i>Ibid.</i>
Un ouvrage de Jean Laporte-Louveau, l'un des premiers pasteurs en Bretagne (1562).	99
Renseignement sur Nicolas van Sorgen, propriétaire d'un Album protestant de 1605, précédemment décrit.	<i>Ibid.</i>
Documents relatifs aux anciennes Eglises réformées de la Bourgogne et de la Bresse, conservés aux Archives départementales de la Côte-d'Or (1650-1691).	100
Le refuge dans le pays de Vaud (1685). Fusion des descendants de réfugiés à Lausanne en 1859.	103
De Béziers à Bordeaux, et de Bordeaux à Lyon. Tournée historique de M. J.-P. Hugues, en 1857.	<i>Ibid.</i>
Questions et réponses.	110
Le <i>Livre de l'Obéissance</i> dont il est parlé dans un document inédit du milieu du XVII ^e siècle.	<i>Ibid.</i>
Quel est le titre d'un ouvrage publié par Daniel Chamier en 1606 ou 1607, et dont on ne connaît qu'un exemplaire incomplet?	115
Ouvrages de Daniel Chamier à rechercher.	116
Une vignette à rechercher, d'après la description d'un emblème donnée par Th.-Agrippa d'Aubigné.	117
A quelle personne est adressée une lettre de Jacques Saurin, précédemment publiée?	118
Le produit du trafic des indulgences a-t-il servi, pour partie, à doter une nièce du pape Léon X?	<i>Ibid.</i>
Possède-t-on les registres d'état civil des protestants de Lectoure au XVII ^e siècle? Renseignements demandés sur la famille de Petit, originaire du Languedoc et de la Gascogne.	<i>Ibid.</i>
Réponse à une des questions de descendants de réfugiés.	119
Sur la véritable origine et la signification du mot <i>Parpaillot</i>	<i>Ibid.</i>
<i>Erratum</i>	<i>Ibid.</i>
DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX.	120
Trafic des biens du clergé de France. Quittance du neveu du pape Léon X au trésorier du roi François I ^{er} , pour une somme de 25,000 livres, à compte de celle de 100,000, imputable sur le produit de la décime à tirer du clergé de France (1518).	<i>Ibid.</i>
Le martyre de quatre luthériens, brûlés vifs à Paris, après une procession générale du roi Henri II, au commencement de juillet 1547.	123
Lettre inédite de Philippe Mélanchthon à Antoine de Bourbon, roi de Navarre (1560). Comm. de MM. Lourde-Rocheblave et R. Raymond.	125
Pierre Poupo, poète protestant du XVI^e siècle (1590). Comm. de M. Jules Chavannes.	126
Traité du roi Louis XIII avec les habitants de Sainte-Foy, touchant la reddition de cette place (1622). Comm. de M. A. Mercat.	130
Dernières heures d'Isaac Homel, brûlé vif à Tournon, le 20 octobre 1684. Comm. de M. G.-F. Finiels.	134
Les assemblées du Désert. Une assemblée aux environs d'Uzès, en juin 1717. Comm. de M. E. Saussine.	137
Eh bien!... Vous m'entendez bien! Chanson des Eglises du Désert (1645?)	138
MÉLANGES.	142
Le Refuge dans le pays de Vaud (1685-1859).	<i>Ibid.</i>

Supplément au BULLETIN d'avril, mai et juin 1860.

Huitième assemblée générale de la Société.	153
Allocution de M. Ch. Waddington, président.	154
Calvin au Val d'Aoste (février et mars 1536), par M. Jules Bonnet.	160
Les Boileau de Castelnau et le Titien. Un portrait de Jacques Boileau de Castelnau, prisonnier pour cause de religion, après la révocation de l'Edit de Nantes (1694). II. Un portrait de Calvin par le Titien (1563), par M. H. de Triqueti.	168
Jean Gardien Givry, de Vervins, un des premiers pasteurs du désert dans le nord de la France (1691), par M. O. Douen.	173

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE
DU
PROTESTANTISME FRANÇAIS.

CORRESPONDANCE.

OBSERVATIONS ET COMMUNICATIONS RELATIVES A DES DOCUMENTS PUBLIÉS.—
AVIS DIVERS, ETC.

**Louis XIV et la Révocation de l'Edit de Nantes,
par M. Michelet.**

M. Michelet vient de publier le tome XIII de son *Histoire de France*, intitulé : *Louis XIV et la Révocation de l'Edit de Nantes*. Ce titre et le nom de l'écrivain disent l'importance capitale de ce nouveau volume. La mention faite par M. Michelet de nos travaux, la sympathie qu'il veut bien leur accorder, ne nous sauraient empêcher de joindre notre voix à toutes celles qui signalent au public ce remarquable ouvrage. D'ailleurs l'intérêt tout particulier que nous inspire ce volume, comme traitant avec une attention et une étendue toutes nouvelles le grand épisode de la désolation des protestants entre 1670 et 1690 (près de 200 pages sur 475), cet intérêt ne nous permettrait point de garder, en présence d'une telle publication, un silence qui serait aussi ingrat qu'injuste.

« Tout le XVII^e siècle, dit M. Michelet, gravite vers la *Révocation*. De proche en proche on peut la voir venir. Dès la mort d'Henri IV, la France s'y achemine. Elle ne succède à l'Espagne qu'en marchant dans les mêmes voies. Ni Richelieu ni Colbert n'en peuvent dévier... » Aussi fait-il à la Révocation la part plus grande qu'on ne l'avait encore faite dans aucune histoire de France générale. C'est à ses yeux « la grande affaire du siècle, une affaire matériellement immense, — effroyable moralement ; » c'est « la plus grave atteinte aux religions de la famille qui ait été osée jamais, — une jacquerie militaire ordonnée par l'autorité, — une guerre en pleine paix contre les femmes et les enfants. » Il en reconnaît les fatales conséquences : « Le niveau général de la moralité publique sembla baisser ; le contrôle mutuel des deux partis n'existant plus, l'hypocrisie ne fut plus nécessaire, et le dessous des mœurs apparut. Cette succession immense d'hommes vivants qui s'ouvrit tout à coup fut une proie. Le roi jeta par les fenêtres ; on se battit pour ramasser. Scène ignoble... » Et quant à l'émigration, comparée à celle de 1793, « il y a une grosse différence : la France, à celle

de 1793, perdit les oisifs, et à celle de 1685, les travailleurs. » Ce déplorable dénouement du règne de Louis XIV ne fait cependant pas oublier à M. Michelet ce que la société, la civilisation d'alors avaient eu de beau et de grand. Mais il ne s'en laisse pas éblouir. Il regarde les réalités sous les apparences. Il examine le dedans de « cette colossale machine de Marly, » qui nous impose par l'immensité de ses rouages, et qui est au fond « plus grossière qu'on n'aurait cru... »

C'est que, comme M. Michelet nous le dit excellemment, « pour faire une œuvre virile d'historien, il faut résister à ses propres préjugés d'enfance, à ceux de ses lecteurs, et enfin aux illusions que les contemporains eux-mêmes ont consacrées ; il faut une certaine force pour marcher ferme à travers tout cela, en écartant les vaines ombres, en fondant, ou rejetant même, nombre de vérités minimes qui encombreraient la voie... » Cette œuvre virile, M. Michelet s'est appliqué à l'accomplir, et assurément il lui en sera tenu compte.

Les citations caractéristiques qui précèdent sont empruntées à la belle préface placée en tête du volume, sur la méthode et la critique de l'auteur. Voici quelques sommaires des chapitres : XVII. *Assemblée du clergé. — Premières dragonnades. — Bossuet (1679-82).* XVIII. *Mort de Colbert. — Madame de Maintenon. — Exécutions militaires sur les protestants (1683). Infirmités et mariage du roi. — Révocation (1684-85).* XX. *Les Dragonnades. — Constance et fermeté des femmes (1685-86).* XXI. *Hôpitaux. — Prisons. — Cachots. — Galères. — Les Forçats de la foi. — Les Forçats de la charité.* XXII. *Prisons de femmes et d'enfants. — Les Repenties. — Les Nouvelles-Catholiques. — Fénelon.* XXIII. *La Fuite. — L'Hospitalité de l'Europe.* XXIV. *Maladie du roi. — Massacre des Vaudois. — Assemblées du désert. — Prophétie de Jurieu (1686).* XXV. *Tension excessive de la situation. — Les Morts trainés sur la claie. — Le Roi opéré. — Les Suspects (1686-87).* XXVI. *Les Petits prophètes. — Les Cévennes. — La belle Ysabeau. — Jurieu contre Bossuet (1688).* XXVII. *Révolution d'Angleterre. — Guillaume et nos Réfugiés. — La Déclaration des droits (1688).* XXVIII. *Esther. — Palatinat. — Cévennes. — Les Soupirs de la France esclave et l'Appel aux Etats généraux (1689-90).* En dernier lieu, une note de cinq pages, très instructive, est consacrée aux *Historiens protestants*. M. Michelet a démontré, par l'autorité même de leurs adversaires, l'authenticité de leurs récits, « ces chers et précieux témoignages, reliques vénérables des martyrs de la conscience, » ainsi qu'il les appelle ailleurs (p. 324) ; il en avait aussi donné, dans le corps de son livre, un frappant exemple, tiré d'Elie Benoît, que nous aimons à le voir toujours dignement apprécier et honorer du titre de « grand historien » (p. 294).

Un ouvrage de Jean Laporte-Louveau, l'un des premiers pasteurs en Bretagne (1562).

Nous avons reproduit (VII, 322), d'après la *Biographie bretonne*, une notice sur Jean Laporte-Louveau, qu'avait bien voulu nous communiquer M. Th. Chabal. Mais, ni dans cette notice ni dans l'article *Louveau*, de la *France protestante*, nous ne voyons mentionné l'ouvrage suivant, que nous trouvons dans le 27^e catalogue de livres anciens et modernes que vient de publier la librairie Baillieu :

3780. *Dialogue (Le) de la vie et de la mort*, trad. en français par Jean LOUVEAU. A Lyon, par Ant. Volant, 1562, 4 vol. in-32, imprimé en caractères de civilité.

Il ne nous paraît pas douteux que ce petit livre ne soit du ministre Louveau, qui, on le sait, fut obligé de se réfugier à Lyon, après la conjuration d'Amboise, à laquelle on le soupçonna d'avoir participé. Serait-ce l'opuscule auquel l'auteur de la *Biographie bretonne* consacre une discussion que M. Chabal avait jugé à propos de retrancher? En tout cas il doit être très rare. L'exemplaire que nous signalons est relié en maroquin vert, dentelle, tranche dorée, et quoique taché, il était marqué 25 francs.

Renseignements sur Nic. van Sorgen, propriétaire d'un album protestant de 1605, précédemment décrit.

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

La Haye, le 28 mars 1860.

Possédant une collection d'Albums du XVI^e et XVII^e siècle, dont j'ai donné un aperçu dans les *Annales de la Société de littérature néerlandaise de Leiden* (t. VII, 1856), j'ai lu avec intérêt l'article sur un Album protestant du XVII^e siècle (p. 497 du dernier cahier de votre estimable *Bulletin*). Comme vous manifestez l'intention de communiquer encore, s'il est possible, quelques extraits de l'Album, je suppose qu'il vous sera agréable de recevoir quelques détails sur Nicolas van Sorgen.

Né à Delft, le 27 septembre 1582, d'une famille patricienne, il était compatriote et concitoyen de l'illustre Grotius, qui naquit dans la même ville en 1583. Van Sorgen étudia à Leide du 23 janvier 1601 jusqu'au 4 août 1603, et partit la même année pour la France, se trouvant à Paris, le 11 janvier 1604, d'après l'inscription du célèbre Casaubon. Il reçut les grades académiques, comme docteur ès droits en France, le 27 novembre 1604, probablement à Orléans, où il se trouvait encore le 10 février 1605. L'Album pourra lever mes doutes à cet égard. Retournant en son pays natal

par la Suisse, l'Allemagne et Hambourg, il s'établit à La Haye, comme avocat, et acquit une réputation bien méritée comme jurisconsulte. Dans la vie du célèbre Simon Episcopius, chef du parti des Remonstrants pendant les dissensions religieuses de cette époque, il est fait mention de van Sorgen comme ancien de l'Eglise réformée à La Haye, en 1617. D'après ce qui a été relaté à ce sujet, van Sorgen partageait les vues de son concitoyen Grotius en matière de religion, ce qui était également le cas de son frère Léonard van Sorgen, établi à Hambourg, dont la maison servait d'asile à l'illustre banni en 1631. D'après ces liens d'une étroite amitié entre les familles de van Sorgen et Grotius, il se pourrait qu'une inscription du dernier se trouve dans l'Album, ce qui en rehausserait la valeur. Van Sorgen épousa le 16 septembre 1607, à La Haye, Jeannette van Rhijn, dont il eut neuf fils et six filles. Il y mourut le 23 janvier 1639. La famille van Sorgen existe encore en Hollande, notamment à Utrecht, où elle occupe une position honorable.

L'article sur l'Album de van Sorgen dans votre recueil, Monsieur, m'a fait d'autant plus de plaisir, puisqu'il a servi à révéler à vos lecteurs un genre de manuscrits peut-être trop négligé jusqu'ici. Ces sortes de recueils renferment généralement des détails curieux et intéressants. Je puis vous en offrir pour preuve quatre inscriptions qui se trouvent dans un de mes Albums, savoir : celle de l'illustre prince Maurice de Nassau, avec son précepteur, le célèbre mathématicien de Bruges, Simon Stevin, et celle du cardinal Robert Bellarmine, se trouvant à quelques pages d'une inscription de l'immortel Galilée, traçant de ses propres mains les astres de Médécis.

Agréez, je vous prie, etc.

Le Chevalier F.-A. VAN RAPPARD.

Nous ferons en sorte de compléter ces éclaircissements, dont nous remercions notre honorable correspondant.

Documents relatifs aux anciennes Eglises réformées de la Bourgogne et de la Bresse, conservés aux archives départementales de la Côte-d'Or (1650-1691).

A M. le Président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français.

Dijon, le 7 mars 1860.

Monsieur le Président,

J'ai fait, il y a quelques mois, dans les Archives du département de la Côte-d'Or, des recherches concernant l'histoire du protestantisme dans la Bourgogne. Ces recherches n'ont pas eu le succès que j'en attendais. Aussi, ai-je hésité longtemps à en porter à votre connaissance le résultat. Après

avoir réfléchi toutefois d'un peu plus près au but que se propose notre *Bulletin*, but qui est de recueillir et de remettre en lumière tous les documents ignorés, — même les plus humbles, — se rattachant au glorieux passé de notre Eglise, je me suis décidé à vous transmettre la liste des manuscrits que M. le conservateur des Archives de Dijon m'a très obligeamment communiqués, en me faisant espérer que quelques découvertes ultérieures résulteraient probablement de l'important travail de classement qu'il a entrepris.

J'indiquerai simplement, en en conservant l'orthographe, les *titres* et, — quand il y aura lieu, — la *table des matières* de ces manuscrits. Ces indications suffiront pour faire connaître les principales localités de la Bourgogne et de la Bresse, où pénétrèrent les doctrines de la Réforme et où, comme dans tant d'autres provinces, la persécution accomplit son œuvre systématique et persévérante de destruction.

Agrérez, etc.

PERTUZON, pasteur.

Liste de neuf manuscrits ayant trait aux anciennes Eglises réformées de la Bourgogne et de la Bresse, lesquels se trouvent à Dijon, dans les Archives départementales de la Côte-d'Or.

I. (1650). Etat des rentes, pensions, obligations et autres biens, provenant des consistoires de la généralité de Dijon.

Consistaires désignés dans ce manuscrit et de la manière suivante .

Arnay-le-Duc.

Buxy (bailliage de Chalon).

Chalon.

Couches (bailliage d'Authun).

Issurtille (bailliage de Dijon).

La Coupée (près Mascon).

Le Vault (bailliage d'Avallon).

Paray (bailliage de Charolles).

Pont-de-Veille (bailliage de Bourg).

Salornay-sur-Guye (bailliage de Mascon).

Sarry (bailliage d'Avallon) Avallon.

Vollenay (bailliage de Beaune) Volney.

Buncey (bailliage de Chatillon).

Saint-Jean-de-Losne et Noyers sont désignés comme ayant chacun un cimetière, estimés l'un 200 livres et l'autre 100, appartenant aux membres de la R. P. R.

II. (1650.) Inventaires des titres et papiers concernant les biens de M^e Prudent Gauthier, cy-devant ministre de la religion P. R., à Issurtille, absent

du Royaume, compris ceux rapportés dans l'estat et compte d'Anthoine Feugueray, arpenteur, juré pour le Roy, demeurant audit Issurtille, commis à l'administration desdits biens.

III. (1666.) Consistoire des Protestants d'Issurtille, inventaire des titres et papiers du Consistoire, fait lors de la démolition du temple de M^{rs} de la religion prétendue réformée.

IV. (1682.) Etat et inventaire des baux à ferme et autres titres, remis par maître Charles Philibert, nostre avocat en parlement, commis à la régie des biens des religionnaires du bailliage de Bresse absens, à M. Bichot-Morel, receveur-général du domaine de Bourgogne.

V. (1685.) Comptes rendus divers d'Anthoyne Feugueray : Mirebeau, Magny-Saint-Médard, Tanet, Gémeaux, Noiron-sous-Beize, etc.

VI. (1688.) Etat des biens provenant du sieur Gauthier, ministre absent, cy-devant demeurant à Issurtille, consistant tant en contrats de rentes que fonds et domaines, suivant qu'ils ont été reconnus par Antoyne Feugray, pendant l'administration qu'il en a faite, à commencer au 1^{er} novembre 1685, jusqu'à ce jourd'huy 15 may 1688, suivant qu'ils sont après déclarés article par article.

VII. (1688.) Compte de la recepte et dépence des deniers provenant de la régie des biens des religionnaires de la province de Bourgogne absens du royaume, pour l'année 1688.

Bailliages désignés dans ce compte : Dijon, — Beaune, — Chalon, — Mascon, — Bresse, — Gex, — Autun, — Aualon (Avalon), — Charolles, — Arnay-le-Duc, — Montcenis.

Consistoires désignés : Issurtille, — Vollenet (Volney), — Chalon, — Buxy, — Mascon, — Salornay, — Pont de Veyle, — Gex et Fernex, — Couches, — Duvaux et Paray, — Arnay-le-Duc.

Précédé de : • Un arrest de décharge (avec trois quittances) pour le sieur Bichot-Morel, de la régie, des biens des religionnaires sortis du royaume, et des quittances du sieur Monnerot des sommes à lui payées par ledit sieur Bichot-Morel, pour reliquats des comptes par lui rendus de la recette et dépense desdits biens, par devant M. Dargouges, intendant de la Bourgogne. (Cet arrêt est signé : Phelypeaux, et suivi d'un court décret approbateur (sur parchemin) signé : Louis XIV. — Le manuscrit est d'environ 400 feuilles.)

VIII. (1689.) Compte de la recepte et dépence des deniers provenans de la régie des biens des religionnaires de la province de Bourgogne, absens du royaume pour l'année 1689. (Les consistoires désignés sont les mêmes que ceux du manuscrit précédent. (In-fol. de 465 feuilles.)

IX. (1690-1691.) Compte de la régie des biens des Consistoires, ministres et religionnaires, sortis par permission du roy, pour les années 1690 et

1691, rendu par M. Pierre Bichot-Morel, receveur-général du domaine de Bourgogne et Bresse. (Outre les consistoires ordinaires, les trois ministres suivants sont désignés : *Héliot*, fol. 8 et 117. — *Riboudeau*, fol. 25, 96 et 129. — *Huchard*, fol. 43, 99, 138. (Manuscrit in-fol. de 165 feuilles, soit 330 pages).

Le Refuge dans le pays de Vaud (1685). — Fusion des descendants de réfugiés à Lausanne, en 1859.

Morges (Vaud, Suisse), 21 mars 1860.

Monsieur le Président,

Il vient de s'accomplir dans ce canton un fait qui intéresse l'histoire du protestantisme français, bien qu'il se réduise dans ses éléments à de bien petites proportions. Un reste des réfugiés arrivés à Lausanne à la révocation de l'Edit de Nantes vient de disparaître et d'effacer les souvenirs qui s'attachaient à leur nom, en se fondant dans la bourgeoisie de ce chef-lieu du canton de Vaud. Bien des motifs rendaient cette fusion convenable, nécessaire même; et moi-même, qui faisais partie de cette corporation, j'y ai donné les mains avec quelque plaisir, bien que je regarde le titre de réfugié pour cause de religion comme infiniment préférable à celui de Bourgeois de tel ou tel endroit. Cependant un sentiment de tristesse accompagne toujours la disparition des dernières traces d'une œuvre importante du passé, et je ne suis pas le seul qui ait éprouvé cette impression, au moment où la réunion dont il s'agit s'est opérée.

J'ai cru que la connaissance de ce fait pourrait vous intéresser; c'est pourquoi j'ai l'honneur de vous adresser deux brochures publiées ici, et qui en rendent un compte détaillé : 1^o *Note historique sur la direction de la Bourse française de Lausanne* (Lausanne, 1859. In-8^o de 55 p.); 2^o *Fusion de la corporation française dans la bourgeoisie de Lausanne* (*ibid.*, 1860. In-8^o de 28 p.).

Veillez agréer, etc.

SOLOMIAC, min. du S. E.

Nous mettons plus loin à profit cette communication, dont nous remercions notre correspondant. (Voir aux *Mélanges*.)

De Béziers à Bordeaux, et de Bordeaux à Lyon. Tournée historique de M. J.-P. Hugues en 1857.

Nous avons publié dans ce *Bulletin* (V, 363, 475) le compte rendu d'une tournée faite en Hollande en 1856, par M. J.-P. Hugues, pour y propager

l'œuvre de notre Société et y rechercher des documents historiques. Une tournée analogue a été accomplie par lui dans plusieurs de nos départements pendant les mois de septembre et d'octobre 1857. Nous allons extraire de son rapport ce qui nous a paru devoir intéresser nos lecteurs.

Béziers.

..... De Cette, où j'étais allé, directement en quittant Anduze, et où je ne restai que deux jours, je me rendis à Béziers. Les protestants y sont encore peu nombreux, et appartiennent tous à la classe ouvrière. Ce n'était donc pas l'Eglise actuelle qui pouvait m'y attirer, mais celle d'avant la révocation de l'Edit de Nantes, celle dont Théodore de Bèze nous raconte l'origine, celle qui a eu pour pasteurs les de Croy père et fils, Barbeyrac le père et plusieurs autres dont les noms figurent avec grand honneur dans l'ancien pastorat. Cette Eglise ayant eu son importance, j'étais impatient d'en rechercher les traces, et s'il m'était possible d'en exhumer les restes. Dès mon arrivée, je me mis en quête de documents, et certainement, s'ils avaient existé, je les aurais trouvés, car toutes les facilités me furent offertes; il m'a été permis de pénétrer partout où j'espérais faire des découvertes, sauf la bibliothèque publique qui était fermée, et dont les ouvrages étaient transportés dans un autre local. Aux Archives municipales, de la part des fonctionnaires, bon accueil; autant à la Société archéologique, de la part de M. Carron, son président...; mais de documents, nulle part aucune apparence. Voici cependant ce que j'ai pu constater : aux Archives municipales, dans une armoire portant le n° 40, un seul dossier ayant trait à notre histoire, a pour titre : *Dossier concernant les jésuites; — Biens des protestants rebelles donnés aux jésuites*. Ce dossier assez volumineux contient plusieurs pièces que j'ai examinées attentivement, et desquelles il résulte qu'en 1628, le prince de Condé (duc de Montmorency) fit confiscation des biens des réformés qui avaient pris les armes avec le duc de Rohan. Un sieur Valette reçut du prince de Condé la jouissance de ces confiscations, et la transmit ensuite aux RR. PP. jésuites de Béziers pour la construction de leur collège. Ceux-ci poursuivirent la confiscation contre Barthélemy-Arnal Farettes, de Bédarieux, capitaine. Un long procès fut entamé, et après plusieurs péripéties judiciaires, une transaction amiable eut lieu entre le syndic des jésuites et les héritiers dudit Arnal Farettes, qui s'engagèrent à payer à leurs adversaires la somme de 3,500 livres.

Outre ce dossier, j'ai trouvé les actes d'abjuration d'un grand nombre de protestants dans les registres des baptêmes tenus par les curés des cinq paroisses de Béziers à l'époque de la révocation de l'Edit de Nantes. On peut juger par ces abjurations de l'importance numérique de l'ancienne Eglise réformée de Béziers, surtout si l'on met en ligne de compte le relevé

fait en 1735 des protestants de la province du Languedoc, relevé dont l'exactitude ne peut être contestée, et qui porte à trente le nombre de familles des *nouveaux convertis* de Béziers !

Au reste, ce n'était pas dans Béziers même que les protestants avaient leur lieu de culte, avant la révocation de l'Edit de Nantes. Leur temple avait dû être construit à Roujan, village distant de quelques kilomètres, à cause de l'article des édits qui ne permettait pas aux réformés de construire des édifices religieux dans les villes épiscopales. Or, Béziers possédait jadis un évêque. Dans mes recherches aux archives de la préfecture de l'Hérault, le hasard avait fait tomber sous ma main le procès-verbal de la démolition du temple de Roujan, et l'adjudication des matériaux des murs d'enceinte du cimetière situé dans ce village, à l'usage des protestants de Béziers. Je voulus vérifier par moi-même l'exactitude de ces indications, et je me rendis à Roujan. J'interrogeai le maire, l'instituteur, le greffier de la commune... pas un ne put me fournir de renseignements. Je les plongeai tous dans une profonde surprise, lorsque je leur appris qu'il avait existé dans leur localité un temple et un cimetière à l'usage des protestants. Ils ne savaient pour ainsi dire pas qu'il existât des protestants au monde, et bien étonnés furent-ils lorsque, ayant examiné le registre des baptêmes tenu par le curé en 1685, je leur montrai que dix à douze familles protestantes de Roujan avaient fait alors abjuration de l'hérésie de Calvin. Ne pouvant rien tirer de leurs souvenirs, je fus aux informations chez le curé lui-même. Celui-ci du moins connaissait par tradition l'existence du temple et du cimetière, et il put m'en indiquer l'emplacement sur lequel depuis longtemps on a élevé des maisons particulières.

M. Carron, président de la Société archéologique de Béziers, qui m'avait accueilli avec une extrême affabilité, m'apprit de son côté qu'il n'avait jamais rencontré dans ses recherches personnelles aucun document relatif à l'histoire des protestants de Béziers. Cette absence de traces de l'existence des réformés dans sa ville natale lui causait de la surprise, et son étonnement augmenta, quand je l'eus mis au courant de l'histoire de ces mêmes réformés. Alors, je pris occasion de la circonstance, pour l'engager à faire entrer dans le cadre qu'il dressait pour les travaux de sa Société, la question tout à fait neuve, de l'histoire de la Réforme dans Béziers. « Vous pourriez, lui dis-je, proposer comme objet d'étude et de recherches, les questions suivantes : Quelles sont les causes dans Béziers de l'introduction de la Réforme ? Quels sont les développements qu'elle y avait atteints ? Comment en expliquer la décadence et la complète disparition ? » M. Carron consentit à faire figurer ce programme dans le plan des travaux de la Société archéologique, et s'il tient sa promesse, je tiendrai la mienne et lui adresserai un mémoire pour éclaircir et résoudre ces questions.

Bédarieux.

Après avoir passé deux jours à Béziers, et après quelques visites faites aux protestants qui me furent indiqués, je me rendis à Bédarieux. Ici, du moins, si je ne fis pas la découverte de nombreux documents, je rencontrai une Eglise vivante, se rattachant avec amour au passé de notre Eglise, par des traditions et par des descendance d'anciennes familles protestantes. Aussi, lorsque j'occupai la chaire du temple, je vis devant moi les protestants de ce pays, heureux de m'entendre parler des hauts faits et des héros de la foi protestante. Je les vis tressaillir, lorsque je les saluai du nom de compatriotes et de frères en la foi de ce Paul Rabaut, l'apôtre suscité de Dieu pour le rétablissement des Eglises sous la croix. Mais cette Eglise si riche en souvenirs est pauvre de documents protestants.

A l'Hôtel de ville, il n'existe que les registres des baptêmes, mariages et décès, tenus par les pasteurs avant et longtemps après la Révocation (cette série est malheureusement très incomplète); les registres de baptêmes tenus par les curés à l'époque de la Révocation, et dans lesquels sont consignées les abjurations publiques extorquées aux protestants; et un registre, depuis 1730 jusqu'en 1774, contenant des demandes d'inhumation pour des protestants décédés. J'ai transcrit une de ces demandes comme échantillon du contenu de ce gros registre, et comme modèle de presque toutes les demandes analogues que j'ai rencontrées dans beaucoup d'autres Eglises.

Je trouvai chez M. le pasteur Trial une collection de documents ayant appartenu à un ancien pasteur de Bédarieux, nommé M. Ducros, et qui avaient été remis par le fils de ce pasteur. M. Trial m'assura que ces pièces vous avaient été communiquées.

On m'avait parlé depuis longtemps d'un notaire de Bédarieux, M. Virès, qui fait des recherches en vue d'une histoire civile et religieuse de l'arrondissement de Béziers. Selon l'opinion publique, il possédait de nombreux matériaux relatifs à l'histoire des anciennes Eglises protestantes de ces contrées. Je ne manquai pas de me faire présenter chez lui, et de lui demander l'autorisation d'examiner sa collection. J'espérais y trouver des pièces inédites; mais, à mon grand regret, je ne rencontrai guère que des extraits tirés d'ouvrages fort connus, tels que *l'Histoire de l'Edit de Nantes*, de Benoît, celle *des Eglises du désert*, par Ch. Coquerel, etc. Cependant je remarquai quelques pièces que je transcrivis, entre autres un rôle de toutes les Eglises du Languedoc en 1660, copié aux Archives impériales.

Graissesac.

Je ne pus que visiter les archives de la municipalité, qui sont fort pau-

vres. Cependant j'y rencontrai une copie d'une pièce intéressante que j'avais déjà trouvée dans un recueil contenant diverses ordonnances relatives aux Eglises du Languedoc, et dont je vous ai envoyé un extrait. C'est une espèce de signalement fait vers l'année 1730 des protestants de Graissessac.

J'obtins aussi d'un membre de l'Eglise un recueil manuscrit contenant quelques pièces assez intéressantes, que je vous envoie.

Faugères.

Faugères est par rapport à Bédarieux dans une direction tout à fait opposée à celle de Graissessac. Il y a là une Eglise intéressante, formée par une population très dévouée au culte des souvenirs du passé. Il fallut se borner à des recherches qui me valurent la découverte de quatre pièces que je transcrivis et que je vous adresse.

Narbonne.

Je n'ignorais pas qu'il n'existe à Narbonne que deux ou trois familles de protestants. La Réforme y a toujours été étouffée, et l'on voit dans Théodore de Bèze comment elle s'y établit, et comment elle y fut comprimée presque au même moment. Mais je désirais y faire la rencontre d'un de nos zélés coreligionnaires, M. Casaubon, conservateur des hypothèques. Malheureusement il était absent. Je ne mentionne donc que pour mémoire la visite que je fis aux Archives municipales, où je savais bien à l'avance que je ne découvrirais aucun document se rapportant à l'objet de mes recherches.

Toulouse.

En moins de quatre heures, j'arrivai dans la capitale du Haut-Languedoc, dans cette ville qui a été si longtemps hostile à la Réforme, et qui a tant contribué à en arrêter les progrès dans toute la province. Impatient de commencer mes recherches, je vais réclamer les directions et le concours de MM. les pasteurs mes collègues, et de MM. Courtois, à qui j'étais particulièrement adressé. M. Chabrand me reçut avec la plus extrême bienveillance; MM. Courtois étaient momentanément absents, mais je pus les voir quelques heures avant mon départ. Recommandé à M. Dombernard, archiviste de la cour impériale, je pus, grâce à lui, faire une sorte de reconnaissance *archéographique* des anciennes archives du parlement. Mais pour faire dans ce gisement si riche des fouilles fructueuses, il aurait fallu y passer bien du temps. Je n'y pouvais rester que quatre jours, et encore pendant les vacances, c'est-à-dire en un temps où les Archives étaient fermées; il fallait toute la complaisance de M. Dombernard pour me les ou-

vrir et m'y accompagner pendant quelques heures de la journée. — Voici au reste le résultat de mes visites et de mes observations dans cet immense dépôt de paperasses incalculables.

Les archives de l'ancien parlement, quoique non classées en totalité, possèdent dans un ordre régulier la longue série des registres contenant les arrêts rendus par cette célèbre cour. On peut donc y trouver toutes les résolutions prises, tous les jugements rendus contre les protestants du Languedoc. Je m'en suis assuré moi-même, en jetant un coup d'œil sur quelques registres. J'ai transcrit, entre autres, comme spécimen, les titres de quelques arrêts dont la date coïncide avec les débuts de la Réforme. Les voici :

Le parlement enjoint aux évêques de Montauban et de Rieu de procéder en personne à la dégradation de frère Pierre Prêcheur, cordelier, sous peine de 100 mares d'or, ledit cordelier condamné à mort par arrêt du 25 may 1493. (Hérétique.) — Le corps de Gondy Salvin sera brûlé sur la place Saint-Etienne, devant l'église métropolitaine. (Hérétique.) — Pichegru, blasphémateur, pendu, étranglé, langue coupée. — Arrêt qui condamne Besançon, l'un des commis des capitouls, et les capitouls, à diverses peines (21 mars 1523.) — Le nommé Combes, prêtre, condamné à avoir la tête tranchée, après dégradation par l'archevêque de Toulouse (mardi 11 mars 1516). — N...., blasphémateur, condamné à être pendu (mercredi 17 mars 1516). — Arrêt qui condamne le frère de Rochette, dominicain, à être brûlé vif sur la place du Salin (10 septembre 1539). — Arrêt portant défense d'enterrer les huguenots dans les cimetières, ni dans les églises huguenotes; — déterrés par cet arrêt (dernier janvier 1601).

A l'usage de ceux qui voudraient faire des recherches dans ces registres si volumineux et si nombreux, je signalerai un recueil fort connu dans les archives de l'ancien parlement, dont il se fait un usage journalier, et qui porte le nom de *Recueil de Malenfant*. Cette compilation, faite avec discernement, contient à peu près tous les arrêts mémorables rendus par le parlement. En outre de cette espèce de Compendium, pour se reconnaître au milieu des nombreux registres de l'ancien parlement, on peut compter sur l'obligeance de M. l'archiviste Dombernard.

J'ai vu en outre dans ces archives la série complète des registres contenant les actes de la Chambre mi-partie, dite de l'Edit de Castres, collection précieuse pour l'histoire des Eglises protestantes du Languedoc. Plusieurs fois devant moi on avait exprimé la crainte que ces registres ne fussent à tout jamais perdus, et j'ai été heureux lorsque je me suis trouvé devant cette centaine de gros registres qui doivent recéler tant de pièces intéressantes pour notre histoire. Là aussi, j'ai rencontré les registres d'état civil des non-catholiques pour les années 1788-1789, registres ouverts en exécution du fameux édit de Louis XVI. Ils forment : 1^o pour l'arrondissement du diocèse de Nîmes, 7 volumes ; 2^o pour celui de Carla, 2 ; 3^o pour celui de Béziers, 1 ; 4^o pour celui de Montpellier, 1 ; 5^o pour celui de Toulouse, 3.

A la préfecture de Toulouse, dans les Archives départementales, il n'existe du moins pour le moment présent qu'un petit fonds concernant les Eglises protestantes. Je pris note de toutes les pièces qui me parurent dignes de quelque intérêt, et je transcris ici le relevé que je fis en poursuivant mes recherches :

Ordonnance de confiscation contre plusieurs religionnaires de Carmain (?), en 1622, accusés de rébellion contre le roi. — Ordonnance du maréchal de Thémines, commandant pour le roi en Languedoc, ayant pour objet d'empêcher qu'on ne comît, à l'occasion des guerres, sur les bestiaux de labour (1626). — *Revel*. Démolition des murs de cette ville, otages livrés à cet effet. — *Tribaus en Albigeois*. Concernant les guerres de religion, détails divers sur la défense dudit lieu. — *Uzès*. Pièces concernant les fortifications de ladite ville, établies par les religionnaires au préjudice des maisons de l'évêque (1627). — *Nezens*. Guerres de religion dans ledit lieu (1574). — *Bane*, près du Gévaudan. (Ne serait-ce pas Barre?) Camisards, troubles et séditions dans ledit lieu. — *Tribaus*. Religionnaires concernant leurs excès, XVI^e siècle. — Pièces du procès du syndic du couvent des frères Prêcheurs de Montauban, contre les protestants de ladite ville (1635). — Communauté de *Monpilat*. Réclamations au vicomte de Joyeuse, concernant les dégâts faits par les religionnaires. — *Rabastens en Albigeois*. Attestation de la prise de ladite ville par les huguenots, en 1562. — Remontrances de Hugues Salicet, ministre protestant, aux consuls de Rabastens (XVI^e siècle). (Ces remontrances ont pour objet d'annoncer que les protestants de Rabastens, selon l'édit du roi, ont remis aux catholiques les églises dont ils s'étaient emparés, ainsi que les objets y contenus. Il y est fait énumération des divers temples (églises) des environs de Rabastens qui avaient été pris par les protestants.) — Arrantement des fruits des biens des religionnaires dans la ville et viguerie de Toulouse, en 1580. — Briève narration de la sédition faite à Toulouse par les hérétiques, en may 1564.

J'ai également obtenu l'autorisation de visiter les archives de la ville au Capitole, et là j'ai trouvé un inventaire de tous les documents qui y sont réunis. Sous la rubrique intitulée TROUBLES, j'ai pris connaissance d'un grand nombre de pièces se rapportant à l'époque du siège de la ville en 1564, entre autres : la vente des biens des protestants fugitifs ; — une lettre de Charles IX ordonnant la Saint-Barthélemy ; — et une autre de Catherine de Médicis, dans laquelle se trouvent des remerciements pour le massacre de la Saint-Barthélemy.

Au Capitole, j'ai aussi parcouru les Annales du Capitoulat. Cette collection manuscrite, qui se compose de onze volumes in-folio, contient des particularités intéressantes sur l'origine de la Réforme à Toulouse au XVI^e siècle.

Enfin, grâce aux recommandations de M. Borrel, l'un des administrateurs de l'hôpital général, j'ai pu pénétrer dans les Archives de cet établissement. Mais les nombreux documents qui se trouvent dans ce grand dépôt archéologique sont en quelque sorte inaccessibles à cause du désordre

extrême dans lequel ils gisent pêle-mêle. On commence à les classer par ordre méthodique.

Je ne mentionne que pour mémoire la bibliothèque publique, très riche en manuscrits. Il y a là, sans doute, des documents relatifs à notre histoire. J'aurais voulu en faire la recherche, mais la bibliothèque était en vacances, et le gardien qui m'accorda la faveur de m'en ouvrir les portes, me donnait tout juste le temps d'en parcourir à grands pas les diverses salles.

Montauban.

Après quatre jours passés à Toulouse, que je remplis de mon mieux, soit en faisant les recherches ci-dessus mentionnées, soit en écrivant des lettres à tous les pasteurs et à tous les protestants notables de l'Ariège et du Tarn, je me rendis à Montauban, où j'étais attendu. Dans cette ville, les facilités pour mes travaux d'exploration furent plus grandes, grâce à l'ancienne amitié qui me liait avec M. Devals aîné, archéologue de grand mérite, et archiviste de la ville. Cet ami, qui a déjà beaucoup écrit sur Montauban, et qui publie en ce moment une histoire très remarquable de sa ville natale, travaille depuis plusieurs années...

(Suite.)

J.-P. H.

Questions et Réponses.

Le « Livre de l'obéissance, » dont il est parlé dans un document inédit du milieu du XVII^e siècle.

(Voir VIII, 128, 384.)

Nous avons demandé quel pouvait être l'ouvrage désigné, dans un document inédit du milieu du XVII^e siècle, sous le nom de *Livre de l'obéissance*, et que le gouvernement de Louis XIV aurait eu intérêt à faire « souscrire et approuver » par les synodes. Nous croyons avoir découvert ledit ouvrage, qui paraît se rattacher en effet à l'une de ces nombreuses intrigues dans lesquelles se prépara de longue main la révocation de l'Edit de Nantes.

Le *Dictionnaire des Anonymes*, de Barbier, attribue à Philippe Codure, ancien pasteur et professeur de Nîmes, un écrit anonyme intitulé : *Traité de l'obéissance des chrétiens envers leurs magistrats et princes souverains*. Paris, 1645, in-8°. C'est ce volume que nous avons sous les yeux et qui nous paraît répondre à la question ci-dessus posée.

Dans une épître préliminaire de seize pages, *au lecteur*, il est dit qu'il faut chercher un remède à « l'estat déplorable des Eglises Réformées de France, qui par la faction et le tumulte se sont portées sur le penchant de leur ruine et de leur désolation inévitable. » C'est ce remède qu'on entreprend de chercher. On condamne en conséquence « cette maladie que le vulgaire appelle zèle de la religion, » et l'on représente que « Jésus-Christ s'est assujetti aux puissances de la terre, ayant recommandé à ses apostres et à son Eglise de faire de mesme, et que les apostres ont suivi l'exemple de leur Maître, exhortant vivement les fidèles de demeurer dans l'obéissance et dans la sojettion des puissances supérieures, quand mesme elles viendroient à les vexer et persécuter... » On déclare que « ceux qui soutiennent ou qui font le contraire ne sont point de la Religion, contredisans à nostre confession de foy et contrevenans à nostre discipline. » « Tous les docteurs, ajoute-t-on, les condamnent et les jugent punissables par celuy à qui Dieu a mis le glaive en main. Voilà l'idée et l'abbrégé de ce Traicté... » « Ceux de la Religion, dit-on un peu plus loin, qui demeurent dans l'obéissance du Roy jouissent paisiblement du bénéfice de ses Edits par toute la France, mesmement ès provinces et ès lieux où ils sont si foibles qu'ils n'ont aucune subsistance quant aux hommes qu'en la protection des armes et de la justice du Roy... Vous condamnez donc, nous dira-t-on, les armes que ceux de la Religion ont prises en ces derniers mouvemens ? Nous répondons que c'est Jésus-Christ luy-mesme qui en a prononcé l'arrest en l'Escripture... Les plus célèbres docteurs de nos Eglises les ont aussi condamnées, et l'événement a bien monsté que Dieu n'a point pris plaisir à telles armes, car elles ne nous ont esté que trop funestes et malencontreuses... Certes, il le faut avouer franchement, nous avons très mal mesné la bonne volonté de nostre Roy ; car il ne s'est presque présenté d'occasion de brouiller et de troubler l'Estat que ceux de la Religion ne l'aient embrassée... »

Il se pouvait qu'il y eût du vrai dans ces blâmes et dans ces avis ; les réformés avaient sans doute commis des fautes ; presumant trop de leur union et de leur force, ils avaient mieux aimé résister à leurs persécuteurs que de souffrir avec patience les vexations et le martyre. Mais il faut observer que ces lignes furent écrites, non en 1645, mais en 1629, comme nous le montrerons tout à l'heure. Le moment était-il bien choisi pour faire goûter aux vaincus de La Rochelle et de Privas un pareil langage ? N'était-il pas trop en harmonie avec le préambule du fameux *Edit de grâce*, et trop peu avec l'admirable préface des *Mémoires* du duc de Rohan ? De semblables exhortations, courageuses et utiles peut-être avant la campagne, étaient-elles bien de saison au lendemain de la défaite ? Devaient-elles

d'ailleurs paraître désintéressées, alors qu'on y mêlait une apologie sans réserve de la conduite du pouvoir royal envers les Eglises réformées et qu'on faisait du roi un panégyrique comme celui-ci ? « Dieu l'a donné à la France tout brillant de vertu, comme un joyau très précieux, qui véritablement et sans excès de louange, mérite le titre que le prophète donne à Sion au pseaume L, l'appelant *le sommaire de toutes les perfections*. « Nous ne sommes pas si téméraires de vouloir entreprendre d'enclorre dans le petit espace de ces lignes la louange de ses vertus héroïques. « Nous dirons toutefois ce mot sous le bon plaisir de Sa Majesté et avec la révérence que nous luy devons, qu'encor que toutes les vertus soient comprises en général au surnom de Juste que ses peuples luy ont donné dès le commencement de son règne, et qu'il aille tous les jours, par ses actions, ornant ce bel éloge, etc., etc. »

Le Traité qui suit cette épître développe en quatorze chapitres la thèse de l'obéissance quand même aux souverains et de l'interdiction absolue de prendre les armes contre eux pour quelque cause que ce soit. On ne peut nier que cette thèse ne soit soutenue avec une science scripturaire qui fait supposer un auteur ecclésiastique et un talent qui décèle une plume exercée. Enfin, à la page 152, se trouve une approbation ainsi conçue :

« Nous, Ministres de la Parole de Dieu, et professeurs de l'Académie de Nismes, sous-signés, avons soigneusement leu et examiné le livre intitulé *De l'obéissance des Chrétiens envers leurs Magistrats et Princes souverains*, distingué en quatorze chapitres, et approuvons la doctrine contenue en iceluy, comme estant orthodoxe et conforme à la Parole de Dieu, et le jugeons digne d'estre mis en lumière.

« Fait à Nismes ce dernier juillet 1629.

« PH. CODURC, PETIT P., DANIEL PEYROL. »

En présence de cette approbation, datée de 1629, on se demande s'il n'a pas existé une première édition, à cette date, du livre dont nous nous occupons, et si l'exemplaire de 1645 que nous possédons n'est pas, comme il semblerait, une réimpression de circonstance. On se demande encore si Philippe Codurc, figurant le premier comme signataire de ladite approbation, peut bien être l'auteur de l'ouvrage.

Il importe de remarquer que les ministres signataires de l'approbation ont tous les trois chancelé dans leur carrière pastorale, et que deux d'entre eux sont même devenus apostats.

Lorsqu'en 1631 le cardinal de Richelieu mit en avant son fameux projet de réunion des deux Eglises, François PETIT se prêta de bonne grâce aux

vues du tout-puissant ministre de Louis XIII, et composa à son instigation un discours qui fut du reste peu goûté des catholiques⁽¹⁾.

Daniel PEYROL, alors pasteur de l'Eglise de Montpellier, fut cité par le synode national de Castres, en 1626, et interpellé on ne dit pas sur quelle faute (Aymon, II, 362). La *France protestante* ajoute qu'il fut déposé et abjura, mais que s'étant repenti et ayant, dès le 18 avril 1627, fait dresser par Philippe de Bernier, conseiller du roi et lieutenant civil à Montpellier, un acte en forme de sa rétractation, il fut bientôt après rétabli dans son office pastoral. M. Haag dit qu'en 1630 il fut appelé à Nîmes en qualité de pasteur et professeur. La pièce que nous venons de reproduire montre qu'il y était déjà installé en juillet 1629.

Philippe CODURC enseignait l'hébreu dans l'université de Nîmes, et la *France protestante* dit qu'il fut remercié par le synode national de Charenton, en 1623, sans que les actes de ce synode expliquent le motif de cette mesure de rigueur. Nous voyons bien qu'il reçut des remerciements « pour les peines prises par lui dans son office, dont il s'est bien acquitté (Aymon, II, 286), mais il ne semble pas qu'il en ait été privé. Il est dit que « M. Petit qui enseignoit autrefois la langue hébraïque, il sera désormais « professeur en langue hébraïque dans l'université de Nîmes. » Il est vrai qu'au synode national de Castres (Aymon, II, 388), Codurc écrivit pour s'excuser « du changement qu'il avoit fait de son Eglise, pour aller de- « meurer hors de la province des Cévennes, » et que le synode blâmant ce changement lui commanda de se retirer dans la province du Dauphiné, sous peine d'encourir les rigueurs de la discipline. M. Haag dit que, se regardant, peut-être avec raison, comme victime d'une injustice, il avait cédé sa chaire à Petit qui avait été nommé pour lui succéder. Tout cela n'est pas clair et les actes synodaux ne sont rien moins qu'explicites. Ce qui est certain, c'est qu'un autre article du même synode de Castres (Aymon, II, 402), parle de Petit et de Codurc comme de deux professeurs en exercice, et dit que ce dernier, « professeur en langue hébraïque seroit mis sur le « même pied que les professeurs de la même langue dans nos univer- « sités, etc. » Ce qui est certain aussi, c'est que nous le voyons dans l'approbation ci-dessus se qualifier pasteur et professeur de l'Académie de Nîmes en juillet 1629, et encore porté comme ministre de Nîmes sur le rôle officiel de 1637. Enfin, Benoît nous dit qu'il s'était laissé gagner pour

(1) La *France protestante* ne parle que de ce François Petit, et dit qu'il était fils unique de François Petit, docteur en droit, qui, chassé de France par la Saint-Barthélemy, se réfugia en Allemagne, d'où il se rendit plus tard en Suisse. Nous voyons cependant un autre François Petit, député au synode national de Castres en 1626, pour la province du Bas-Languedoc ; il fut l'un des deux secrétaires du synode, et il est qualifié *docteur en droit civil, ancien dans l'Eglise de Nîmes*. Ce n'est donc pas le pasteur ; mais alors, quel est cet homonyme ?

les accommodements de religion (III, 33) et on lit dans les actes du synode national tenu à Charenton, en décembre 1644 (Aymon, II, 669) :

« Le sieur Codurc, autrefois pasteur et professeur en théologie dans l'Eglise de Nîmes, ayant envoyé des lettres, et son *Diatribé*, dédié à cette Assemblée, dans lequel il prétend réconcilier les différends qui sont entre les protestants et ceux de l'Eglise romaine touchant la justification ; et ayant demandé d'être entendu, on lui accorda sa requête et on lui permit de dire quels étaient les motifs de son dessein. Après qu'il eut parlé et qu'il eut exposé ses raisons on lui remontra fort sérieusement, le grand tort qu'il avoit fait, premièrement à la vérité de Dieu, en voulant entreprendre de réconcilier des opinions contradictoires, et dont l'une détruisoit l'autre. Et en second lieu, on lui fit voir qu'il avoit écrit d'une manière fort injurieuse aux protestants, puisqu'il avoit combattu comme une erreur leur confession commune, afin de favoriser au préjudice des réformés l'Eglise romaine, qui confond visiblement les deux plus grandes grâces de Dieu, qui ne peuvent pas être séparées l'une de l'autre qu'elles soient toujours distinctes en elles-mêmes, à savoir l'absolution du pécheur devant le tribunal de Dieu par les mérites de Jésus-Christ, son obéissance étant imputée aux hommes et le Saint-Esprit opérant la régénération dans les cœurs. Et on lui représenta combien il avoit été ennemi de soi-même en abandonnant son ministère et le soin de son âme, pour plaider une si mauvaise cause et si impie, comme étoit celle des catholiques-romains ; ce qui étoit une entreprise fort téméraire en lui. Mais ledit sieur Codurc protestant toujours qu'il n'avoit jamais eu le moindre dessein de s'écarter de la foi orthodoxe qui étoit professée dans nos Eglises, et offrant de dissiper tous les mauvais soupçons qu'on avoit contre lui, en souscrivant volontairement aux principaux articles de la vraie doctrine dont on prétendoit qu'il s'étoit éloigné, on le prit à sa parole et on lui mit en main lesdits articles qu'il signa comme il s'y étoit offert ; néanmoins, parcequ'il le fit en hésitant, et cela encore en termes assez ambigus, l'Assemblée eut raison de douter de sa sincérité, et on fut confirmé dans ce doute lorsque, après avoir signé, il refusa absolument de suivre sa vocation et le conseil de ses frères, en marquant beaucoup de mépris pour un emploi si saint et si honorable comme est celui du ministère de l'Evangile, auquel il avoit été appelé dès sa jeunesse. C'est pourquoi le synode lui interdit toutes les leçons de théologie ; et l'Assemblée enjoignit en même temps à l'une et à l'autre province, et à l'Eglise où il résidoit actuellement, de veiller soigneusement sur sa conduite, et de rendre compte de sa vie et de ses mœurs au synode national suivant, qui pourroit procéder à son rétablissement, suivant les bons témoignages qu'il recevrait de sa manière de vivre. »

Le synode national suivant, qui fut le dernier et se tint à Loudun après un intervalle de quatorze ans, n'eut pas à s'occuper de Codurc, qui, une fois déposé, avait épargné à son Eglise le soin de surveiller sa conduite, en la quittant dès l'année 1645 pour passer à l'Eglise romaine. Est-ce à cette occasion qu'il aurait imprimé, ou réédité, le *Traité de l'obéissance*, — en admettant qu'il en soit l'auteur, en même temps que l'approbateur? Toujours est-il qu'il fut nommé conseiller du roi en 1646.

Ce que nous pouvons ajouter d'assez curieux, après tout ce qui précède, c'est que notre exemplaire du *Traité de l'obéissance* porte ces sept lignes écrites sur la garde : « Après l'avoir leu il le faut rendre, s'il vous plaist à « P. Codur de Montpellier, logé de présent au fauxbourg Saint-Germain, « rue des Fossés de la porte de Nesle près des maisons nepves qui sont sur « le fossé dans le jeu de paume de la place Royale à la seconde chambre. »

Nous dirons plus tard dans quel but nous recherchions ce *Livre de l'obéissance* dont nous croyons bien avoir constaté l'identité avec le *Traité* susdit, à quelles circonstances se rattachent les observations que ce *Traité* a motivées, enfin sur quel document inédit et d'une haute importance historique ces observations et toutes autres que l'on nous suggérât à ce sujet peuvent répandre la lumière.

Quel est le titre d'un ouvrage publié par Daniel Chamier en 1606 ou 1607, et dont on ne connaît qu'un exemplaire incomplet?

Dans le volume récemment publié sur Daniel Chamier (*Journal et Biographie, etc., avec de nombreux documents inédits*, par M. Ch. Read. Paris, 1858), on trouve, avec le redressement de diverses erreurs accréditées, la mention et l'analyse de plusieurs ouvrages de Chamier qui n'avaient encore été signalés par aucun bibliographe.

Il en est un cependant dont nous avons pu donner une description et même des extraits, sans pouvoir nous en procurer le titre. C'est justement le contraire de ce qui arrive le plus souvent.

Dans un recueil de plusieurs ouvrages, petit in-8°, reliés ensemble, nous avons rencontré une relation de controverse, à laquelle manquent malheureusement les douze premières pages, et nulle part, dans aucune bibliothèque publique de Paris, dans aucun catalogue, nous n'avons pu nous procurer soit un autre exemplaire du livre, soit même le libellé de son titre. Le contenu des pages 43 à 64, formant notre exemplaire incomplet, nous a seulement prouvé que c'était le compte rendu, écrit et publié par Chamier, d'une conférence qu'il eut à Meysses, en Vivarais, avec un jésuite

de Tournon nommé Brossard, et en présence de MM. de Chambaud, de Blacons, de Pampelone, Dillaire, François Murat et Deschamps. Le père Brossard, qui était préfet des études du collège de Tournon, était assisté du père Boitte, professeur en théologie au même collège. Tout autre renseignement, et la date même de cette conférence, nous échappait. En vain avons-nous constaté par la *Bibliotheca scriptorum Soc. Jesu*, que Brossard avait aussi publié son récit : le bibliographe se borne à dire : *Edidit librum contra Chamierum ministrum, quocum antea disputaverat. Turnoni, apud Claudium Michaellem*, sans même donner le millésime. Les savants jésuites de Liège, MM. de Backer, auteurs de la nouvelle *Bibliothèque des Ecriv. de la Comp. de Jés.* (4 vol. pet. in-fol.), ne purent nous édifier davantage.

Heureusement qu'une communication due à l'obligeance d'un bibliophile dauphinois, M. A. de Gallier, de Tain, nous permit de consulter la *Remonstrance*, etc., publiée à Tournon, en 1607, par l'un des témoins de la conférence de Meysse, le sieur Dillaire, sieur de Joviac, gouverneur de Roche-maure, en Vivarais, et nous y apprîmes que ladite conférence avait eu lieu en octobre 1606, à la suite d'un colloque tenu à Meysse au mois d'août (1). Un autre ouvrage de Jean Valetton, pasteur de Privas, *le Réveille-Matin des Apostats sur la révolte de Jacques Illaire*, etc., publié en 1608, vint nous confirmer ce détail, mais sans y rien ajouter.

Nous ne connaissons donc pas encore, à cette heure, le véritable titre et le contenu des douze premières pages du compte rendu de Chamier; et nous faisons appel à ceux de nos lecteurs qui pourraient nous indiquer enfin un exemplaire complet de l'ouvrage en question.

**Deux ouvrages de Daniel Chamier, de 1602 et de 1608,
à rechercher.**

Le jésuite J. Gaultier, auteur d'une *Table chronographique de l'Estat du Christianisme*, etc., publiée à Lyon en 1609, in-folio, et qui a eu plusieurs éditions, parle dans celle de 1638, d'un « libelle, ou petit ouvrage, » que Daniel Chamier a imprimé l'an 1602, contre le R. P. Jacques Suarez, « observantin portugais et depuis évêque de Sais, » et il en cite un passage.

(1) Cet opuscule nous a éclairci ce passage fort peu clair d'une lettre de Bayle à son frère (26 déc. 1678) : « M. de Graverolles, dans son joli petit traité : *De Religionum conciliatoribus*, parle d'un certain *Hillarius* de Javoic qui se présenta à un synode où présidoit Chamier; il dit que c'étoit le synode de la province des Helviens, *Helviorum provincia*. . . » On voit que le livre du sieur d'Illaire de Joviac était inconnu de Bayle, et qu'il n'en a parlé que d'après le latin énigmatique de l'ouvrage cité de Graverol (*Lausanne*, 1674, in-12).

— Il nous a été impossible de découvrir cet ouvrage, dont nous ne connaissons aucune autre indication.

Dans un autre endroit de cette même *Table chronographique*, le P. Gaultier parle d'un autre « libelle » que Chamier a composé « contre M. l'abbé « de Saint-Antoine, » et il en cite aussi un extrait. Cet opuscule a également échappé à toutes nos investigations. Nous avons seulement constaté que l'abbé de Saint-Antoine est le père Tolosani, abbé général de l'ordre de Saint-Antoine de Vienne, « fléau des calvinistes du Dauphiné, » dit la *Biographie universelle*, et dans un discours sur la vie de ce religieux, le *Bon Prélat*, publié en 1645, nous avons appris que le père Tolosani était venu prêcher à Saint-Marcellin, vers la fin de 1606, au moment où s'y tenait un synode provincial dont Chamier faisait partie. Il s'en suivit une conférence dont le révérend père fit imprimer, en 1608, une relation dédiée à Henri IV. C'est peut-être ce qui motiva la publication que fit de son côté Chamier. N'ayant pu trouver ni l'un ni l'autre de ces deux ouvrages, nous en recommandons la recherche à nos lecteurs.

Une vignette à rechercher, d'après la description d'un emblème donnée par Th.-Agrippa d'Aubigné.

En nous communiquant l'opuscule inconnu d'Agrippa d'Aubigné, le *Traité de la douceur des afflictions*, que nous avons publié (t. IV, p. 561), M. F.-L.-F. Chavannes nous a appris que l'original porte au titre la vignette dite « de la Religion, » qui se rencontre sur tant de livres protestants de l'époque (*Bull.*, IV, 562). D'un autre côté, on a pu remarquer dans ce traité un passage ainsi conçu (*ibid.*, 570) :

« Les véhémentes passions que m'ont causées vos afflictions ont fait que « je me les suis dépeintes par un Emblème que je vous donnerai. J'ai usé « de la vulgaire description d'une foy, et de la liaison de deux mains im- « pareilles, l'une forte et armée, qui n'estreint plus le nœud de ceste foy « qu'à demi ; celle-là est attachée à une chaîne rouillée que sort d'un « Averno obscur. L'autre main, petite et délicate comme l'une des vôtres, « serre non serrée, et estreint non estreinte, l'union distraite des deux « parts, car un bras qui sort de la nue la tire à soi. J'ai donné pour âme « à cet Emblème : *Cedat vis infima cælo.* »

Nous croyons que l'emblème ainsi décrit par d'Aubigné, doit se trouver figuré sur le frontispice de quelques anciens livres. Si quelqu'un connaît une vignette de ce genre, nous le prions de nous en donner l'indication.

A quelle personne est adressée une lettre de Jacques Saurin précédemment publiée?

Nous avons inséré dans un précédent volume de ce *Bulletin* (VI, 274) une lettre de Saurin, sur la prédication et la tolérance, qui était perdue dans un recueil de mélanges et qui méritait bien d'être tirée de l'oubli. Cette lettre remarquable est datée de La Haye, le 27 septembre 1724, et adressée à un *Monsieur de T****, avec qui l'on voit que Saurin était en relations littéraires et dont il paraît goûter les ouvrages et les conseils. Il serait intéressant de rechercher quelle personne désignent ces initiales de *T****.

Le produit du trafic des indulgences a-t-il servi pour partie à doter une nièce du pape Léon X?

(Pour cette question posée ci-dessus (VIII, 277), voir ci-après, p. 120.)

Possède-t-on les registres d'état civil des protestants de Lectoure au XVII^e siècle? — Renseignements demandés sur la famille de Petit, originaire du Languedoc et de la Gascogne.

Nimègue (Hollande) 1859.

Permettez à un descendant de réfugiés de s'enquérir, par l'organe de votre précieuse Société, si l'on possède encore les registres des Eglises qui contiennent les actes de naissances, mariages et mortuaires au dix-septième siècle, des protestants du Languedoc et du Gers.

Mon trisaïeul *François de Petit* a été ministre du saint Evangile, premièrement à Lectoure, en 1664, et après à Saint-Rome de Tarn ; il se maria en 1659 à *Madelaine Chavanon*, de Lédignan. — Sa veuve, avec deux fils et trois filles se réfugièrent en 1685 à Stargard, en Poméranie. François, son mari, mourut en France ; mais l'époque de sa mort m'est inconnue. En 1674, il fut encore député au synode tenu à Milhau, comme on peut le voir dans la *France protestante*, tome VI, page 56, à l'article Jaussaud. J'ai la filiation suivie et non interrompue de ma famille depuis le refuge avec tous les extraits mortuaires, etc., mais j'ignore l'origine de *François de Petit*, et quand et où il mourut. Vous m'obligerez infiniment si vous pouvez m'aider à la résoudre. Dans les annotations que je possède de la famille, il est bien dit que la famille est originaire du Languedoc et de Gascogne et que le père de François a été blessé si dangereusement à une bataille qu'il fallut le transporter bien loin sur un brancard ; mais ce sont des notions vagues qui ne prouvent rien : d'abord on ne dit pas en quelle qualité, ni

où. Enfin, si vous pouvez m'éclairer sur l'origine de François de Petit, vous me ferez un véritable plaisir, et je vous en remercie d'avance.

Le fils de François, *Etienne*, fut pasteur en 1686 à Prinzlow, et son frère *Louis*, en 1701, dans les grands mousquetaires en garnison à Berlin. Une petite-fille d'*Etienne* a été lectrice de la reine de Prusse, femme de Guillaume II.

Veillez agréer, etc.

GUILL. DE PETIT,
lieutenant-colonel pensionné de l'état-major général.

Réponse à une des questions de descendants de réfugiés.

Un de nos lecteurs nous fait savoir, pour répondre à la question posée ci-dessus (p. 29), qu'il y a, en effet, un Saint-Alban aux portes de Lyon, dans la commune de la Guillotière. Est-ce bien là le lieu d'origine de la famille Chambaud de Charrier? La question subsiste, pour ainsi dire, dans son entier.

Sur la véritable origine et la signification du mot « Parpaillot. »

(Voir ci-dessus, page 20.)

Monsieur le Président,

Je crois devoir vous signaler une erreur bibliographique dans l'article de M. Cazalis de Fondouce, publié au dernier numéro du *Bulletin*, p. 21. M. Cazalis cite un passage du *Champ fleury* de Geofroy Tory, pour prouver que la première édition de *Gargantua* est antérieure à 1529. Il est bien vrai que quelques auteurs ont répété jusqu'ici, sans prendre la peine de consulter les dates, que Tory avait emprunté ce passage à *Gargantua*; mais c'est une erreur, comme je l'ai prouvé dans mon livre, p. 19. C'est Rabelais qui a copié Tory, en l'*amplifiant*, et non Tory Rabelais. En outre, de ce que le titre du *Gargantua* porte : *jadis composé par l'abstracteur de quintessence*, cela ne prouve pas, ainsi que le croit M. Cazalis, que ce livre est antérieur à 1535, date de la première édition.

Cela n'a sans doute pas grande importance; mais, pour déduire avec certitude, il est indispensable de mettre les points sur les *i*.

AUG. BERNARD.

Paris, 18 avril 1860.

Erratum. — Ci-dessus, page 14, à la dernière ligne, au lieu de *son éditeur Dunant*, lisez : *Dunant, l'éditeur des Chroniques de Bonnivard*, etc.

DOCUMENTS INÉDITS ET ORIGINAUX.

TRAFFIC DES BIENS DU CLERGÉ DE FRANCE.

QUITTANCE DU NEVEU DU PAPE LÉON X AU TRÉSORIER DU ROI FRANÇOIS 1^{er},
POUR UNE SOMME DE 25,000 LIVRES, A COMPTE DE CELLE DE 100,000,
IMPUTABLE SUR LE PRODUIT DE LA DÉCIME A TIRER DU CLERGÉ DE
FRANCE.

1518.

La pièce que nous allons reproduire est conservée en original autographe sur parchemin, aux Archives impériales (K. 98. 31., aujourd'hui K. 81. 31.), et a été insérée par G. Molini dans ses *Documenti di Storia italiana*, publiés à Florence en 1836. Elle a été citée et commentée par M. Ch. Lenormant, le 20 mars 1844, au cours d'histoire moderne qu'il faisait à la Sorbonne, sur l'époque de la Réformation. Peut-être répond-elle indirectement à l'une des questions posées dans le *Bulletin* (VIII, 277) : Le produit du trafic des indulgences a-t-il servi pour partie à doter une nièce du pape Léon X ?

C'est en 1517 que le pape Léon X publia par toute l'Europe, à l'occasion de la croisade contre les Turcs, cette fameuse vente d'indulgences, dont l'argent devait être employé à l'achèvement de la basilique de Saint-Pierre. L'année précédente il avait profité de la défaite essuyée avec ses alliés à Marignan, pour obtenir de son vainqueur les mêmes avantages qu'il eût pu exiger de François 1^{er} vaincu. Avec ce genre d'habileté particulier aux évêques de Rome, il avait su faire servir les articles de Bologne à la négociation de la fameuse bulle connue sous le nom de *Concordat*. François, se fiant à son chancelier, avait promis tout ce que le pape avait voulu, et après trois jours seulement passés à Bologne, s'était empressé de retourner en France. Ce chancelier c'était Duprat, « qui a, dit Mézeray, introduit la « vénalité des charges de judicature, qui a appris en France à faire hardi-
« ment toutes sortes d'impositions, sans l'octroi des Etats, qui a divisé
« l'intérêt du roi d'avec le bien public, qui a mis la discorde entre le conseil
« du roi et le parlement. » Plus tard, comblé de grâces et de dignités ecclésiastiques, devenu archevêque de Sens, cardinal, légat à *latere*, il fut un des plus cruels persécuteurs de la Réforme. Un tel homme était bien ce qu'il fallait au saint-père, et l'accord fut bientôt établi entre eux. On convint que la *pragmatic sanction* serait abrogée, c'est-à-dire que le droit ancien d'élire aux évêchés et autres grands bénéfices, cesserait d'appartenir aux Eglises de France ; que le roi y nommerait désormais, mais que sa

nomination aurait besoin d'être confirmée par des bulles du pape, qui ne seraient délivrées que moyennant le paiement d'une année du produit du bénéfice. Le pape augmentait ainsi ses revenus et le roi sa prérogative : « échange bizarre, dit encore Mézeray, où le pape, puissance spirituelle, « prit le temporel pour lui, et donna le spirituel à un prince temporel. » On sait quelle opposition rencontra l'enregistrement de ce concordat de la part des parlements, du clergé et des universités. Une année s'écoula avant que le roi osât le présenter, et une autre année avant que le parlement de Paris consentit à l'enregistrer. Mais Duprat mit en usage tous les moyens et mena la chose à fin.

L'abolition de la pragmatique sanction n'était pas le seul objet que Léon X eût en vue, de même que la croisade contre les Turcs et l'achèvement de la basilique de Saint Pierre n'étaient pas les seules œuvres auxquelles dussent être appliqués les profits du commerce des indulgences ou du trafic des biens du clergé.

Le saint-père avait un neveu, Laurent de Médicis, qu'il tenait fort à bien établir et pourvoir. Il venait, contre tout droit et toute justice, de s'emparer du duché d'Urbin, pour lui en donner l'investiture. L'excommunication du légitime possesseur n'ayant pas suffi, il avait, pour consommer cette spoliation à main armée, épuisé le trésor pontifical. Or, le concordat conclu avec le roi de France donnait occasion d'élever encore le nouveau duc d'Urbin par une alliance avec le sang royal. Il demanda pour lui la main de Madeleine de la Tour d'Auvergne, nièce du duc de Vendôme, François de Bourbon, et sœur d'Anne de la Tour, comtesse d'Auvergne et de Boulogne, mariée au duc d'Albani. Il l'obtint, et cent mille livres tournois durent être payées au duc d'Urbin, en faveur de ce mariage. Mais comme François I^{er} n'était pas en fonds, il fut convenu entre lui et le pape que cet argent serait pris *sur le montant des deniers de la nouvelle décime* qu'on devait faire produire au clergé de France. C'était un prêt pour un rendu. La pièce qu'on va lire constate l'acquiescement du premier quart de la somme promise (1).

Les noces, arrêtées dans ces circonstances, furent célébrées cette même année 1518 avec une solennité où le pape et le roi rivalisèrent de magnificence. Il n'est pas inutile de rappeler ce qui advint de cette union. Elle fut brisée par la mort dès 1519. Laurent mourut à Florence le 28 avril ; sa femme était morte en couches quelques jours avant lui. L'enfant né sous

(1) Léon X était contumier du fait. « Une décime sur le clergé de France fut accordée au roi, en reconnaissance du rétablissement des annates, mais à la condition que le pape et les Médicis y auraient leur part. » (Henri Martin, *Hist. de Fr.*, IX, 34.) « Léon X donna une partie du produit à sa sœur, la comtesse Cibo, pour reconnaître les services rendus par la maison de Cibo aux Médicis. » (*Ibid.*, 95.)

ces auspices fut CATHERINE DE MÉDICIS. Après avoir marié les parents, François I^{er} devait, en 1533, faire épouser leur fille à son fils Henri, et la placer ainsi sur son propre trône avec son successeur. Que de maux découlerent pour la France de toutes ces sources d'impuretés florentines et romaines!

Quittance de Laurent de Médicis, duc d'Urbain, au trésorier du Roy de France.

NOUS, LAURENT DE MÉDICIS, DUC D'URBIN, Confessons avoir eu et reçu de messire Bohier, conseiller du Roy Très-Chrestien et général de ses finances, par les mains de sire Zénoby Bertholin, marchand florentin, demeurant à Lyon, la somme de vingt et cinq mil livres tournois, faisant le quart de cent mil livres tournois, que ledit seigneur nous a donnée pour les services que luy avons faitz et qu'il espère que luy pourrions faire. De laquelle somme nous tenons contentz et bien payez. Et en avons quicte et quictons icelui seigneur Roy Très-Chrestien, son dit général, et tous autres. Et en oultre avons promis et promettons audit seigneur qu'il sera tenu quicte et des charges envers nostre saint-père le Pape de ladite somme de cent mil livres tournois et luy en sera tenu ou faict tenir compte sur l'obligation et promesse des deniers de la nouvelle décime que ledit seigneur Roy Très-Chrestien doit faire rendre ou employer quant le cas le requerra. Et à ce nous sommes obligez et obligeons par ces présentes signées de nostre main et scellées de nostre scel, le dernier jour de décembre, l'an mil cinq cens et dix-huit.

LAURENTIUS M.,
URBINI DUX.

Voici la note ajoutée par Molini (*Op. cit.*, I, 72) à ce document :

« Le nuove decime che Francia doveva pagare a Roma furono pattuite nel concordato. Le cento mila lire erano dono del re Francesco a Lorenzo (che aveva sposato Maddalena di Boulogne) ma da imputarsi d'accordo col papa sulle decime. Di questo pagamento di 25 mila lire non trovo nel carteggio del gheri fatta menzione, tutto chè le chiesto di danaro vi sieno frequenti, e

vi sieno lettere di que' giorni stessi per raccomandare caldamente allo zio pontefice le cose del re, che allora trattava in Francia legato, il cardinale Bibbiena. Il duca Lorenzo già malato gravamente, era appena capace di sottoscrivere le cose più necessarie. »

LE MARTYRE DE QUATRE LUTHÉRIENS

BRULÉS VIFS A PARIS

APRÈS UNE PROCESSION GÉNÉRALE DU ROI HENRI II, AU COMMENCEMENT DE JUILLET.

1547.

Henri II régnait depuis deux ans et ne laissait pas s'éteindre « les grands feux » allumés par François I^{er} contre l'hérésie.

« Sur la fin du mois de juin et commencement de juillet 1547, dit Crespin, au temps que les triomphes et tournois magnifiques se faisoient à Paris pour le joyeux avènement du roy Henry et de la roine,... le roy dit qu'il avoit de longtemps envie de voir et ouïr parler un luthérien... par quoy commanda qu'on lui en amenast un de ceux qui estoient lors prisonniers... » Le choix tomba sur un « pauvre cousturier (tailleur), que la pauvreté et petitesse de son mestier et qualité rendoient du tout contemptible : mais le Seigneur, qui de là-haut se rit de toutes les plus grandes splendeurs de ce monde, l'avoit choisi pour abaisser les plus haut sourcils des braves, voire pour effrayer, comme d'une foudre, leurs consciences. » Il arriva en effet que ce pauvre tailleur répondit à toutes questions qui lui furent faites « mieux qu'on n'attendoit de lui, mieux surtout que ne désiroit le cardinal de Lorraine » qui l'avait fait choisir. « Il deschiffra naïvement la vie de son maistre le Pape, et, interrogé de la Messe, l'accoustra de toutes ses façons et couleurs. »

« Diane de Poitiers, duchesse de Valentinois, appelée la grande sénéchalle, uniquement favorisée du roy, en fut advertie et aussitôt en voulut avoir son passe-temps. » Le roi fit donc amener le prisonnier dans sa chambre, et ordonna à l'évêque de Mâcon de l'interroger sur les principaux points de la religion, « auxquels, sans vaciller, il répondit bien pertinemment, selon la doctrine de l'Evangile : qui ne fut point sans estonner la compagnie. » — Diane ayant voulu aussi « dire sa ratelée, comme on dit, » le pauvre tailleur, « ne pouvant endurer son arrogance, luy dit : « Contentez-vous d'avoir infecté la France, sans vouloir mesler vostre « venin et ordure en une chose tant sainte et sacrée comme est la vraie

« religion et vérité de nostre Seigneur Jésus-Christ. » Le roi, « despité et fesché, commanda qu'il fût ramené en prison et qu'on lui fit diligemment son procès... Peu de jours après, il fut condamné par le prévost de l'Hostel à estre bruslé vif en la rue Saint-Antoine, et devant la Cousture (Culture) Sainte-Catherine : ce qui fut à l'issue d'une procession générale, comme aussi on en brusla trois autres en la place Maubert, en Grève et aux Halles. Le roy voulut estre spectateur de la mort de son cousturier, et, pour mieux le voir, alla en la maison du sieur de la Rochepot, tout vis-à-vis du supplice. Là, le patient persévérant et ayant aperçu le roy, le regarda vivement et n'en pust estre destourné, quelque commandement qu'il en fist qu'on le virast d'un autre costé : mesme estant dans la flambe, avoit l'œil si fort fisché sur sa personne qu'il fut contraint d'abandonner la fenestre et se retirer, tellement esmu qu'il luy sembloit que ce personnage le suivoit, et fut d'appréhension plusieurs nuits sans dormir, de sorte qu'il fit serment que jamais il n'en verroit, ni escouteroit, et que ce plaisir luy avoit esté bien cher vendu. »

C'est à ces circonstances que se rapporte une lettre dont il nous a été donné communication. Elle se trouve dans un fonds de manuscrits provenant du président Bouhier, et transféré de la bibliothèque de Dijon à celle de la Faculté de médecine de Montpellier (Mss. 24, p. 111.)

A Messieurs les cardinal du Bellay et sieur Durfé, conseiller et chambellan ordinaire du Roy et son ambassadeur devers notre Père le Pape.

Messieurs, vous verrez ce que le Roy vous escript présentement et ce qu'il a entendu de la dépesche faite par l'Empereur à Jules Ursin, avec quelques autres particularités contenues au double de la lettre qu'il en a reçue, lequel vous est envoié avec la présente. Ensemble un extrait des nouvelles que nous avons eues des costes d'Angleterre et d'Escosse, où, Dieu mercy, tout se porte aussi bien qu'il est possible. Et sur ce propos je ne veux oublier à vous dire comme, jeudy dernier, le Roy fit une procession générale depuis Saint-Pol, où se fit l'assemblée, jusques à Notre-Dame-de-Paris, où fut célébré le divin service pour rendre grâces à Dieu de ses bienfaits, le supplier de nous continuer la paix et la tranquillité publique, conserver et maintenir en santé le Roy, la Reyne, et Messieurs et Dames leurs enfans, nettoyer le Royaume des erreurs faulses et réprouvées doctrines qui pullulent en la chrestienté contre nostre sainte foy, et pour démonstration exemplaire furent exécutés,

après laditte procession faite, certain nombre d'hérétiques sacramentaires par les carrefours de cette ville. Voilà le debvoir où ledit seigneur s'est mis pour continuer la possession de ce nom et titre de Très-Chrestien. Qui est tout ce que vous aurez de moy pour cette heure, priant Dieu, Messieurs, qu'il vous ayt en sa sainte garde.

Escrit à Paris, le 8^e jour de juillet 1549.

MONTMORENCY.

LETTRE INÉDITE DE PHILIPPE MÉLANCHTHON

A ANTOINE DE BOURBON, ROI DE NAVARRE.

1560.

Ce document a été copié pour nous, par M. Lourde-Rocheblave, aux Archives des Basses-Pyrénées, où il est conservé en original autographe (E. 465. 4. A. 6283). M. l'archiviste P. Raymond a bien voulu en réviser le texte. La date de la lettre indique les circonstances dans lesquelles elle fut écrite par Mélanchthon et remise par lui à Hubert Languet qui se rendait auprès du roi de Navarre, et dont il se plaint à faire un si juste éloge : « Je charge de cette lettre Hubert Languet, Bourguignon, qui a pensé que vous recevriez sans déplaisir cette expression de ma douleur. En l'entretenant, Votre Majesté pourra aisément apprécier sa capacité. Je me porte garant de sa probité et je le donne à V. M. pour un homme juste, modéré et véritablement *franc*, c'est à dire sincère, ennemi de toute dissimulation. » Ce qui ajoute à l'intérêt de cette lettre, c'est que c'est une des dernières que Mélanchthon ait dû écrire : elle est du 1^{er} avril (*Kalendis aprilis*) 1560 ; or, douze jours après, il donnait sa dernière leçon, et le 19 avril il rendait le dernier soupir.

Illustrissimo principi Antonio Borbonio, regi Navarrae, duci Vindocinensi, etc... Domino suo clementissimo.

S. D. Serenissime Rex, unicum est regnum in toto genere humano vere dignum regni adpellatione propter constitutionem politicam, principum gradus et militiæ ordinem, regnum Francicum, in quo diu ita floruerunt doctrinæ, ut in ceteras gentes inde rivuli derivati sint. Hæc vetera ornamenta Galliæ

cum adspicimus, magis dolemus ibi nunc injusta asperitate veram Dei invocationem impediri, et filium Dei precamur sedentem ad dextram æterni Patris ac dona largientem hominibus, ut et in Gallia flectat gubernatorum animos ad clementiam Deo gratam. Eminent in excellenti nobilitate generis bonitas. Ideo non dubito tuæ celsitudini aliorum injustos impetus displicere; nec vero hac de re prolixius scribam, tantum dolorem meum ostendere volui. Has autem literas dedi huic Huberto Langueto Burgundo qui existimavit tibi non ingratam fore hanc nostri doloris significationem. De ejus prudentia ex ipsius sermone tua celsitudo judicium facere optime poterit. De integritate ipse adfirmare possum, esse eum virum justum, moderatum et verè francum, id est ingenuum, alienum a simulatione. Quare tuam celsitudinem oro ut clementer eum tueatur. Benè et fœliciter tua altitudo valeat.

Calendis aprilis anno 1560.

PHILIPPUS MELANTHON.

PIERRE POUPO

POETE PROTESTANT DU XVI^e SIÈCLE.

1590.

Sous cette désignation, « un poète inconnu, » désignation propre à piquer la curiosité plus qu'à la satisfaire, M. Léon Feugère a introduit dans sa galerie de portraits littéraires du XVI^e siècle un homme que ses productions poétiques rendaient assurément digne d'y figurer. Il n'est pas étonnant sans doute que dans le grand nombre de lettrés qui, à cette époque de renaissance, s'adonnaient à la poésie comme à un délassement de travaux plus sérieux, il s'en soit trouvé beaucoup qui aient échappé aux regards de la postérité. L'étude plus attentive que l'on fait, de nos jours, de ce siècle si remarquable, a, entre autres résultats, celui de faire sortir quelques noms de l'obscurité imméritée dans laquelle ils sont restés, et de leur rendre, dans le tableau général de leur époque, la place qui leur est due. Sous ce rapport, il y a encore beaucoup à faire. Il est bien des noms qui attendent cette heure de réparation, qui, grâce aux travaux intelligents de

nos modernes érudits et de nos habiles critiques, a déjà sonné pour plusieurs.

A côté du point de vue purement littéraire, il en est un autre, celui du protestantisme et de son histoire, qui est propre à nous faire recueillir avec intérêt les résultats du travail auquel on soumet ainsi le XVI^e siècle. Car parmi ces lettrés dont le rôle a été grand au milieu du mouvement général des esprits à cette époque régénératrice, il en est un bon nombre qui avaient embrassé la Réforme, et ce ne sont pas eux qui occupent la dernière place sous le rapport littéraire et scientifique. Qu'il nous suffise de citer les noms de Casaubon, de Scaliger, de Robert et Henri Estienne, de D'Aubigné, et de rappeler que le fanatique Montluc, ce terrible persécuteur, disait avec un jaloux déplaisir : « Il faut convenir que les huguenots écrivent mieux que nous. » Guillaume Colletet, l'académicien et l'un des cinq collaborateurs de Richelieu, disait pareillement : « Le parti des religionnaires, il faut l'avouer, a toujours eu de temps en temps d'excellents écrivains, non-seulement dans la langue latine, mais encore dans notre langage vulgaire. »

L'homme au sujet duquel Colletet fit cette réflexion, et dont le souvenir nous semble devoir être recueilli dans le *Bulletin*, ce « poète inconnu » signalé par M. Léon Feugère, se nommait Pierre Poupo, ou, selon la forme latine, qui avait souvent, comme dans ce cas-ci, quelque chose de moins disgracieux que l'appellation vulgaire : *Petrus Poppæus*. De même que plusieurs de ses contemporains, c'était au sein de l'étude de la jurisprudence, et en suivant les doctes leçons de Cujas et de Roalde, que Pierre Poupo se sentit attiré vers le culte des Muses. Il a éprouvé le besoin de rendre hommage à ces deux maîtres, que leur époque comptait au nombre des plus éclatantes illustrations dont elle pût s'honorer :

Dessons-toi, grand Cujas, duquel toute la France,
Avec toute l'Europe, admire les écrits;
O Roalde, et sous toi qui remportes le prix
De traiter noblement notre jurisprudence,
J'ai bu le premier lait d'une telle science.

L'on dira que le nom de Poupo n'est pas plus resté dans les annales de la science du droit que dans celles de la poésie. Sans doute; aussi, n'est-ce point le jurisconsulte que nous prétendions tirer de l'oubli; nous ne sommes d'ailleurs aucunement en mesure de le faire; et il en serait de même à l'égard du poète si, par une circonstance surprenante, ce Guillaume Colletet que nous avons cité, n'avait eu entre les mains le recueil des vers de Poupo. *Habent sua fata libelli*. Ce recueil de vers, imprimé à Paris en 1590, et dédié « au prince très chrétien Henri IV, roi de France et de

Navarre, et à la duchesse Catherine de Bourbon, duchesse de Bar, sœur unique de Sa Majesté, » était devenu en peu de temps tellement rare, qu'à l'époque où Colletet écrivait son *Histoire des poètes françois*, vers le milieu du XVII^e siècle, il n'en connaissait qu'un seul exemplaire, faisant partie de la bibliothèque du cardinal Mazarin. Depuis lors la trace de cet unique exemplaire s'est même perdue, en sorte que l'*Histoire* (inédite) de Colletet peut seule nous faire connaître les vers de Poupo. Si le critique historien a vanté ces poésies, ce n'est point à une prévention favorable que fut due son approbation. « Je confesse, écrit-il au moment où il venait d'en faire la lecture pour la première fois, que j'y ai rencontré tant de belles choses, que l'auteur, tout hérétique qu'il étoit, ne passera jamais dans mon esprit pour un poète médiocre de son siècle... Il a célébré hautement plusieurs savants hommes de son époque, et spécialement ceux de son parti, comme Théodore de Bèze, Antoine Chandieu, Simon Goulart; ce qu'il fait avec une imagination si vive, et même avec un style si net et si doux, qu'en les louant de la sorte il se rend lui-même infiniment louable. »

Sous le nom de *la Muse chrétienne*, l'ouvrage de Poupo était divisé en trois livres, dont le premier présentait une traduction de *la Sagesse de Salomon*, écrite en vers d'un tour élégant et facile qui, selon Colletet, n'était pas trop au-dessous de la beauté du texte original; puis venaient beaucoup de *sonnets*, sur divers sujets de piété et de morale, et quelques morceaux variés. Le second livre, dédié par Poupo à sa femme, en témoignage de son affection, renfermait, comme le premier, des poésies sacrées, et notamment une paraphrase de l'*Ecclesiaste*. D'après le jugement du critique, le mérite des bons vers ajoutait un nouveau prix à la gravité des enseignements. Ce livre contenait aussi de courtes *Epttres*, adressées à des personnages considérables et gens de lettres en réputation. Dans le troisième livre se présentait d'abord une version en vers du *Cantique des cantiques*. D'une élégante fidélité, cette version ne paraissait pas le céder à celle qu'en avait faite Remi Belleau. Elle était suivie d'un poème d'un genre bien différent, l'*Alectryomachie*, ou Joute des Coqs, piquante composition, pleine de gaieté, de mouvement et de feu, montrant que le poète ne réussissait pas moins bien dans la poésie légère que dans les sujets élevés et sérieux. C'est ce que révélaient encore les *Mélanges* qui terminaient le volume, ainsi que les *Poésies pastorales* insérées au premier et au troisième livre, qui rappelaient, par un ton doucement ému et par une inspiration vraie, le charme de l'idylle antique. Dans toutes ces productions, Colletet louait en général le nombre, la correction, la noblesse et le choix du langage, ainsi qu'une harmonie soutenue, la vigueur des pensées et le coloris poétique de l'expression. M. Feugère reconnaît dans les citations faites par l'ancien critique l'accent grave et triste du protes-

taptisme, de la grandeur, et comme une teinte solennelle dans l'imagination.

Citons, après eux, deux des sonnets faisant partie du premier livre du recueil de Poupo :

Plus enfant qu'un enfant, qui de course égarée,
Après un papillon tout le jour va chassant,
Amoureux d'un faux or qu'il voit resplendissant
Aux rayons du soleil, sur son aile azurée;
J'ai suivi nuit et jour, d'ardeur démesurée,
Un volage plaisir, mon âme éblouissant;
J'ai follement perdu mon âge fleurissant,
Et si, pour toute proie, honte m'est demeurée!
Maintenant, bien que tard, par la bonté des cieux,
Le charme étant défait, qui me bandoit les yeux
Et tenoit mon esprit si durement en serre,
Je commence de voir que les plus doux appas
Dont le monde trompeur nous enchante ici-bas,
Ne sont que vers-luisants, que beaux vases de terre.

Le sonnet suivant nous révèle avec pureté les sentiments religieux de l'auteur :

Puisqu'il t'a plu, Seigneur, me rendre la clarté,
Dessillant ma pauvre âme, aveugle de naissance,
Et répandre en mon cœur la fidèle semence
De ton saint Evangile, appui de vérité;
Prends le soin d'arroser ce que tu as planté (1),
Fais-le fructifier et lui donne croissance :
Que ta lumière en moi de jour en jour s'avance,
Et ne laisse imparfait l'œuvre de ta bonté.
Que, m'ayant mis debout, ta force me soutienne,
Que ta grâce céleste à dégoût ne me vienne,
Que la chair ne regimbe encontre ton esprit;
Que sortant du lavoir je ne rentre en la fange;
Mais que, fuyant Babel, à Sion je me range,
Et, dépouillant Satan, je vête Jésus-Christ.

Poupo, il est permis de le présumer, s'était, pour motif de religion, retiré à Genève, comme il l'indique dans une de ses églogues, où il se représente comme errant

. dessus l'étrange arène
Du Rhône genevois, éloigné de la Seine.

(1) Est-il nécessaire de rappeler ici qu'au temps du poète l'hiatus n'était pas considéré comme une faute de versification?

Est-ce à cette contrée hospitalière qu'il fait allusion dans ces autres vers :

Je ne m'étonne point de voir en ce pays
Tant d'objets merveilleux que jamais je ne vis ;
Mais mon esprit s'arrête à un plus grand miracle :
Comment Dieu, réprouvant tant d'illustres cités,
N'a dédaigné choisir ces déserts écartés,
Pour y pleuvoir sa manne et seoir son tabernacle ?

Quoi qu'il en soit, il pouvait bien trouver à Genève le tabernacle du Très-Haut et la manne céleste. Il y pouvait rencontrer aussi des amis, tels que Lectius, qui était né dans cette ville, et lui avait adressé une élogie latine avec ce titre : *Jacobus Lectius Poppæo suo*. Est-ce dans cette cité de refuge que se termina la carrière terrestre du poète ? Nous l'ignorons. Ce que l'on sait seulement, c'est qu'il existait encore en 1591 ; tout porte à croire qu'il ne vécut guère au delà de cette année.

Tout en regrettant l'absence de détails plus circonstanciés sur cet auteur protestant et pieux, sachons gré à M. Feugère d'avoir du moins soulevé un coin du voile qui recouvrait entièrement sa figure. Nourrissons l'espoir que, grâce à quelque hasard fortuné favorisant un autre investigateur, nous pourrons le connaître un jour davantage, et en attendant, consignons du moins dans nos fastes le nom de ce « poète inconnu. »

JULES CHAVANNES.

Vevey, 1859.

TRAITÉ DU ROI LOUIS XIII AVEC LES HABITANTS DE SAINTE-FOY

TOUCHANT LA REDDITION DE CETTE PLACE.

1622.

Les habitants de Sainte-Foy, qui avaient feint de se soumettre à Louis XIII lors de son passage par leur ville, lorsqu'il marchait sur Montauban pour faire le siège de cette place, donnèrent un libre cours à leurs haines, dès qu'ils apprirent que l'armée royale avait échoué devant ce boulevard du protestantisme en France.

Louis XIII, qui ne se dissimulait nullement les embarras que lui causait cette nouvelle levée de boucliers, se décida, après quelques hésitations, à marcher lui-même en personne sur la ville rebelle. La Force était alors gouverneur de Sainte-Foy. Enfermé dans la place, il ne néglige rien pour la mettre à l'abri d'un coup de main. Secondé d'ailleurs par une garnison décidée à vendre chèrement sa liberté, il harcelle l'ennemi dans plusieurs

sorties exécutées avec audace et triomphe maintes fois de l'armée royale, dix fois plus nombreuse que la sienne. Cependant, serrée de plus près, sans aucun moyen de se ravitailler, la place se trouvait de plus en plus dans l'état le plus précaire. « Il n'est pas croyable, dit La Force dans ses *Mémoires* (II, liv. II, chap. xv), les nécessités qui étoient dans cette ville, les fortifications en tout imparfaites, la sixième partie des hommes qu'il y falloit ne s'y trouvoit pas, car la capitulation de Tonneins l'avoit privée de tous les meilleurs soldats ; fort peu de munitions ; de blé assez, mais trois grands moulins à chevaux..... furent si mal faits qu'ils étoient inutiles. »

Aussi lorsque La Ville-aux-Clercs, secrétaire d'Etat, demanda à entrer dans la ville pour conférer avec le gouverneur, La Force s'empressa-t-il de se rendre à ses vœux. Aussitôt les consuls de Sainte-Foy sont appelés pour prendre part aux pourparlers. Après d'assez vifs débats, on convient que la ville demeurerait dans « son entier, avec ce qui étoit des vieilles fortifications et que le roi se contenteroit seulement de la démolition des nouvelles ; qu'il n'y seroit fait ni citadelle ni réduit ; que Sa Majesté donneroit abolition générale à tous ceux qui avoient assisté le sieur de La Force, qu'ils ne pourroient être recherchés de nulle sorte de crimes advenus en fait de guerre ; toutes choses accordées, le traité fut signé de part et d'autre » (1).

Le roi, qui étoit à Montlieu (2), informé du résultat des négociations, se rapproche en toute hâte de Sainte-Foy. Il établit son quartier général au château de Saint-Holary, sur les bords de la Dordogne, à environ six kilomètres de cette ville. Ce fut là qu'une députation de la commune et de la noblesse jura fidélité à Sa Majesté et lui rendit grâce des lettres de pardon qu'elle avait octroyées « de tous les crimes, offences et actes d'hostilité commis, en général et particulier par les dicts consuls et habitants de Sainte-Foy, tant pour avoir entretenu intelligence et pratique avec l'assemblée de La Rochelle et autres illicites, que pour avoir fait nouvelles fortifications en la dicte ville. » Par ce même traité, le roi s'engage à rétablir les consuls et les habitants de Sainte-Foy « en leurs biens et dignitez, privilèges et franchises, et immunitéz. » Il leur accorde enfin l'exercice de la religion prétendue réformée avec la mesme liberté qu'il se fait à présent, conformément à l'Edit de Nantes. »

Voici au surplus une copie de ce traité fait à Saint-Holary au mois de mai 1622. L'original, ou tout au moins le double que nous possédons, revêtu du grand cachet de cire verte, est signé de la main de Louis XIII et est contresigné par Phéliepeaux.

(1) *Mémoires de La Force*, t. II, liv. II, ch. xv, p. 203.

(2) Petite ville du département de la Charente, sur les confins de la Gironde.

Louis, par la grâce de Dieu, roy de France et de Navarre, à tous présents et à venir, salut. Les consuls et habitans de nostre ville de Sainte-Foy nous ayant faict représenter l'extrême regret et repentir qu'ils avoient de s'estre par le passé esloignés de la fidélité et obéissance qu'ils nous doibvent, et faire nouvelle protestations de la résolution qu'ils avoient prise de vivre et mourir sous nostre obéissance, nous supplians, très humblement, de leur vouloir faire ressentir les effects de nostre bonté et clémence accoutumée, sçavoir faisons, qu'ayant esgard à leur très humble supplication et desirans ramener plustôt par douceur et bénignité nos subjects que par la force de nos armes, nous assurons que les dicts consuls et habitans ne s'éloigneront jamais de la fidélité et obéissance à laquelle ils nous sont obligez : pour ces causes et autres considérations à ce nous mouvans, avons de nostre grâce spéciale, pleine puissance et autorité royale, quitté, remis, pardonné, estainct et aboly, quillons, remettons, pardonnons, esteignons et abolissons par ces présentes, signées de nostre main, tous les crimes, offences et actes d'hostilité commis en général et particulier, par les dicts consuls et habitans de Sainte-Foy, tant pour avoir entretenu intelligence et pratique avec l'assemblée de La Rochelle et aultres illicites qui se sont tenues contre nostre autorité, et avoir adhéré à leur rébellion, que pour avoir faict nouvelles fortifications en la dicte ville, contrainct les habitans d'y contribuer, et pour cet effect condamné et exécuté de l'autorité des consuls et des officiers de justice par eux establis, les dicts habitans et autres, au travail et despenses des dictes fortifications; comme aussy pour avoir pris et levé nos deniers sur nos subjects, ensemble pour la fonte des artilleryes, confection de pouldres et salpestre, desmolitions, desgats, incendie prise de biens appartenant à quelques personnes de qualité et condition qu'ils soient et mesmes des différens et disputes intervenues entre ces dicts consuls, officiers, et habitans de la dicte ville de Sainte-Foy, notamment en ce qui touche le particulier de... Celerier, premier consul d'icelle, et généralement de tous autres actes par eux faicts et commis en la dicte ville et ailleurs, depuis le premier jour de febvrier 1620 jusques à présent; réservé les crimes exécrables qui ont de coustume d'estre exceptez. Voulons et entendons le tout estre mis en oubly, sans que les dicts consuls et habitans de la dicte ville de Sainte-Foy et autres

qui les ont assistés en puissent estre inquiétés et poursuivis en leurs personnes et biens pour quelque cause et quelque prétexte que ce soit, leur remettant toute peine civile et criminelle qu'ils auroient encourue pour raison des dicts excès et offences envers nous et justice. Et à ceste fin nous avons déclaré tous jugemens et arrests de mort et confiscations donnez contre les dicts consuls, habitans et bien tenans de la dicte ville sans légitime deffence, depuis le dict premier jour de febvrier jusques à présent, nuls et de nul effect et valeur, les ayant cassez et annullez, cassons et annulons par ces présentes, ayans les dicts consuls et habitans rétablis et restituez en leurs biens et dignitez, privilèges et franchises et immunitez, qui leur ont esté cy-devant par nous et nos prédécesseurs octroyez et dont ils ont bien et duement jouy. Entendons particulièrement que l'exercice de la religion prétendue réformée soit continué en la dicte ville avec la mesme liberté qu'il se faict à présent, conformément à l'Edict de Nantes, desclarations, articles et autres concessions qui s'en sont ensuivyes, esquelles nous voulons qu'ils soient inviolablement conservez et maintenus, le tout à la charge que les dicts consuls et habitans se départiront dès à présent et à l'advenir de toute association, intelligence et pratique, avec l'assemblée illicite de La Rochelle et autres rebelles, et de restituer par eux les biens qui resteront en nature qu'ils pourront avoir pris et enlevés aux particuliers. Sy donnant en mandement à nos amez et féaulx les gens tenans nostre cour de parlement de Bordeaux et chambre de l'édict, à présent establie à Agen, aux sénéchaux, vissénéchaux, juges, ou leurs lieutenans, et à tous autres nos justiciers et officiers qu'il appartiendra, que ces présentes ils facent enregistrer, etc. — Donné à Saint-Holary, au mois de may l'an de grâce mil six cens vingt-deux, et de nostre règne le treizième. — Signé : LOUIS. Par le roy, PHÉLYPEAUX.

Ce traité, qui rappelle l'un des épisodes les plus intéressants de nos guerres religieuses pendant le XVI^e et le XVII^e siècle, me paraît offrir quelque intérêt, d'abord par les personnages qui y figurent, ensuite par la persistance et le zèle avec lequel les habitants de Sainte-Foy surent, investis par une armée royale, défendre la plus précieuse de toutes les libertés, celle de rendre à Dieu le culte qu'ils croyaient le plus digne de sa majesté sainte.

A. MERCAT.

DERNIÈRES HEURES D'ISAAC HOMEL

ROUÉ VIF A TOURNON, LE 20 OCTOBRE

1684.

Parmi les ministres députés par les Eglises au dernier synode national tenu à Loudun, en 1659, figurait Isaac Homel, fils d'un avocat au parlement de Grenoble, et pasteur de Soyon en Vivarais, et de Valence en Dauphiné (paroisses réunies). « Prédicateur plein de piété et de zèle, dit Quick dans son *Synodicon* (II, 596), il est mort (vingt-cinq ans plus tard) en constant et fidèle martyr. Son exécution fut on ne peut plus barbare; il fut rompu sur la roue et livré aux tourments de ce supplice durant plusieurs heures, avant que ses cruels persécuteurs lui donnassent ce qu'on appelle le coup de grâce, c'est-à-dire le dernier coup sur la poitrine, pour mettre fin aux souffrances du patient. Mais Dieu lui accorda, au milieu des plus grandes angoisses, la consolation de son Esprit. J'ai écrit un ample récit de son martyre, et je l'insérerai dans la Vie du grand Chamier, car un petit-fils de ce dernier subit, si je ne me trompe, le même supplice que lui, vers le même temps. » Quick a en effet laissé parmi ses *Icones* inédits une vie d'Isaac Homel, mais distincte de celle de Chamier, comme on peut le voir dans le volume que nous avons consacré à Daniel Chamier (*Journal et Biographie*, Paris, 1858, p. 203).

Voici une relation des dernières heures de ce martyr, qui nous a été communiquée par M. G.-F. Finiels, pasteur à La Calmette (Gard). Il l'a trouvée parmi les papiers de feu son père, pasteur pendant quarante-deux ans de l'Eglise d'Aumessas, dans un précieux recueil de notices et complaints sur la mort de divers martyrs protestants.

Isaac Homel, pasteur de Soyon (village situé à quelques kilomètres est de Vernoux (Ardèche), était un homme d'une grande force d'esprit et de corps, et surtout d'un grand zèle pour la gloire de Dieu et le salut de son troupeau. Après avoir été soldat, il voulut être pasteur. Et comme il avait fidèlement servi son roi et sa patrie, il servit, avec la même fidélité, le même dévouement, son Dieu et sa religion. Malgré l'orage des persécutions alors dirigées contre les protestants français, on vit Homel aller partout où son ministère était nécessaire. Son courage et son activité étaient inépuisables. Instruire, exhorter, consoler et fortifier les âmes de ses coreligionnaires, tel était le désir constant de cet héroïque vieillard. Tous ses

entretiens, tous ses discours, toutes ses harangues portaient le cachet d'un caractère ferme, d'un esprit sérieux, d'une âme toujours prête à dire avec saint Paul : « Ma vie ne m'est point précieuse, pourvu que j'achève avec joie ma course et le ministère que j'ai reçu du Seigneur Jésus, pour rendre témoignage à l'Évangile de la grâce de Dieu. » (*Actes*, XX, 24.)

Après avoir échappé plusieurs fois aux recherches et aux poursuites de ses ennemis, conduits par le duc de Noailles, gouverneur militaire du Languedoc, il fut trahi et livré par des paysans des environs de Tournon, sur la rive droite du Rhône, à 55 kilomètres nord-est de Privas. Il fut conduit dans cette ville, où les autorités civiles et ecclésiastiques lui firent bientôt son procès. Il fut condamné à la roue et exécuté le 20 octobre 1684. Le bourreau étant ivre, lui fit souffrir les plus cruels tourments. Avant de lui donner le coup de grâce, il lui asséna trente coups de barre, accompagnés chacun d'un juron, d'une insulte, d'un blasphème. Il ne pouvait rompre les os de ce martyr, qui ne poussa ni un « ah ! » ni un « hélas ! » Il était alors âgé d'environ soixanté-dix ans.

Voici le discours qu'il prononça sur la roue, où il resta onze heures avant de rendre son âme à Dieu. Ce discours, recueilli par le peuple et lu pieusement dans les cabanes du Vivarais, fut copié par M. Abel Laurens, de Mars, en 1771, et remis par lui à M. Jean Finiels, pasteur à Sumène, en 1803.

« Je m'estime bienheureux, Messieurs et chers frères, d'avoir aujourd'hui à souffrir pour la gloire de Jésus-Christ mon Sauveur. Que suis-je, moi ? Un des plus grands pécheurs ! Et pourtant, appelé par sa sainte grâce à porter son opprobre et sa croix, à partager avec lui la palme du martyre et la gloire céleste ! je serais le plus ingrat des hommes, si, après avoir reçu tant de témoignages de son amour, je ne lui en témoignais ma juste reconnaissance. Ah ! puisqu'il veut que je souffre avec lui et pour la gloire de son nom, en expirant sur cette roue, je le ferai ! Oui, je le ferai, par son divin secours, avec une sainte constance. Courage, ô mon âme ! Je vois les cieux ouverts, et mon doux Sauveur qui m'appelle, qui me tend les bras pour me recevoir dans son sein fraternel !... O Dieu ! pardon et grâce pour tous les péchés que j'ai commis en ma vie ! Pardon et grâce au nom et pour l'amour de Jésus mon divin Rédempteur, en qui j'ai mis toute ma confiance ! Je vois, par la foi, ce chef, ce bon Sauveur ! Je

l'entends m'assurer, par sa Parole et par son Esprit, qu'il m'a justifié, réconcilié avec Dieu, et qu'il est prêt à me recevoir dans son paradis. Courage donc, ô mon âme ! Tu vas jouir d'un repos éternel et des joies célestes, inénarrables des saints.

« Et toi, ma chère et tendre épouse, adieu ! adieu ! Je ne te quitte pas pour toujours. Nous nous reverrons dans le ciel. Hélas ! j'entends déjà tes cris et tes gémissements. Ils pénètrent jusqu'au fond de mon cœur ; ils angoissent mon âme ! Mais console-toi, ma chère et digne amie. Console-toi avec le Seigneur et par le Seigneur, qui a promis d'être le mari des veuves, le père des orphelins, l'ami des affligés. Or, ses promesses sont et seront fidèles. Ne regarde pas mon gibet comme un objet ignominieux. C'est le char de triomphe qui doit me conduire auprès de mon Dieu et le tien. Rassure-toi donc. « Je ne viendrai pas vers toi, mais tu viendras vers moi » (2 *Samuel*, XII, 23). Je te recommande de bien élever nos enfants dans l'amour et dans la crainte de Dieu. S'ils étaient appelés à souffrir comme moi, pour la gloire de son saint Nom, qu'ils le fassent avec fermeté et constance. Ce Dieu tout bon ne manquera pas de leur communiquer son Esprit de consolation et de force, pour les soutenir et les fortifier contre toute la malice du monde et des mondains. Telles sont les promesses de l'Écriture, dont l'auteur n'est pas homme pour mentir ni Fils de l'homme pour se repentir (*Nombres*, XXIII, 19). « Les cieux et la terre passeront, mais les paroles du Seigneur ne passeront point » (*Luc*, XXI, 33).

« Et vous, cher troupeau, auquel je m'adresse en présence de Dieu, j'ose dire, devant lui, que je ne me suis point épargné pour vous annoncer son conseil et sa sainte Parole (*Act.*, XX, 27). « Maintenant, mes frères, je vous recommande à notre Dieu et à la Parole de sa grâce, afin qu'il achève de vous édifier et qu'il vous donne l'héritage des saints » (*Act.*, XX, 32). Pendant plus de vingt ans, je vous ai annoncé les sublimes vérités de l'Évangile. J'ai prêché la pure doctrine de Christ, et je vais la sceller de mon sang, non avec peine mais avec joie. Oui, mes chers frères, quand j'aurais mille vies, je les sacrifierais volontiers pour soutenir et confirmer ce que je vous ai annoncé tant de fois. Je vous exhorte donc à la persévérance et au courage. Restez inviolablement attachés à notre sainte religion, au culte du vrai Dieu, et mourez plutôt que d'y faillir ! Oui, qu'il n'y ait que la mort qui vous sépare, ici-bas, de la pratique

de cette divine religion, contre laquelle les portes de l'enfer ne prévaudront jamais ! (*Math.*, XVI, 18.) Félicitez-vous et méritez de plus en plus d'être du nombre de ceux dont le nom est écrit au livre de vie (*Apoc.*, II, 10, III, 5), et qui n'en sera jamais effacé, si vous avez soin de combattre « le bon combat de la foi et d'être fidèles jusqu'à la mort » (2 *Timoth.*, IV, 7.)

Ici Homel fut interrompu par un archer, qui vint lui dire de la part de ses juges : « Si vous ne vous taisez, on vous fera souffrir durant huit jours. — Si je parle trop, répondit le martyr, je ne dis du moins que la vérité. Qu'on invente pour moi tel genre de mort qu'on voudra, je soutiendrai toujours ce que je viens de dire. » Puis, se tournant vers ses juges : il ajouta : « Sachez, Messieurs, que, comme vous m'avez jugé, vous serez aussi jugés vous-mêmes » (*Matth.*, VII, 2). Je vous considère comme des instruments dans la main de Dieu pour faire ce que son conseil avait auparavant ordonné (2 *Act.*, IV, 28). Quant à notre auguste monarque Louis XIV, j'ai toujours exhorté le troupeau qui m'était commis à l'honorer, à lui obéir dans tout ce qui n'est point contraire à la loi de Dieu et à la conscience. » Puis il dit à l'exécuteur qui était à ses côtés : « A toi, quand il te plaira de me donner le coup mortel, frappe ! je suis prêt à le recevoir ! » Quelques instants après, son désir fut exaucé, et son âme, quittant cette tente d'argile, s'élança dans le sein de Dieu, pour y jouir de la félicité éternellement bienheureuse.

LES ASSEMBLÉES DU DÉSERT.

UNE ASSEMBLÉE AUX ENVIRONS D'UZÈS EN JUIN

1717.

« En faisant quelques recherches aux environs, nous écrit M. le pasteur Em. Saussine, d'Uzès, j'ai trouvé d'anciens papiers de la mairie de Baron, annexe de l'Eglise d'Aygaliers. Je transcris la copie de la lettre suivante, adressée par le commandant d'Uzès aux consuls de Baron. Il s'agit de l'envoi d'un jugement rendu contre ceux qui avaient fait partie d'une assemblée tenue au Désert, sur le territoire de Valence, commune voisine d'Uzès. »

A Uzès, le 15^e juillet 1717.

Vous trouverez cy-joint, Messieurs, un exemplaire du Jugement qu'y a esté rendu contre ceux qui ont esté pris à l'assemblée qui fut tenue dans le mois passé à Valence. Faites-le publier dans votre paroisse et afficher dans le lieu accoutumé. Il faut aussi que vous avertissiez tous les habitans qu'il y a présentement des ordres plus rigoureux que par le passé pour punir sévèrement ces sortes d'assemblées, et les communes sont chargées de tous les frais qui se font pour le jugement des coupables et pour la nourriture des femmes qui sont prises auxdites assemblées, qui sont condamnées à une prison perpétuelle, où elles sont nourries et entretenues aux dépens de la paroisse d'où elles sont. Et outre cela, la paroisse où l'assemblée s'est tenue est encore accablée par un logement des troupes, qui n'en sortiront point qu'ils ne l'aient entièrement ruinée. Ainsi vous voyez par tous ces châtimens combien il est essentiel que tous les habitans des paroisses veillent chacun endroit icy pour empêcher ces sortes d'assemblées et pour faire arrester les scélérats qui les convoquent. C'est là le seul moyen par où vous pouvez empêcher la ruine de votre paroisse. Accusez-moi réception de la présente, et donnez sept sols à l'express pour ses peines. Et suis, Messieurs, entièrement à vous.

DUVILLAR.

EH BIEN!... VOUS M'ENTENDEZ BIEN!

CHANSON DES ÉGLISES DU DÉSERT.

1745 (?)

Nous avons reçu de M. O. Bourchenin, de Lezay (Deux-Sèvres), cette piquante chanson, qu'il a trouvée dans ses papiers de famille, et dont il ne peut nous dire qu'une chose, c'est qu'elle vient des Églises du Désert. M. Crozes, de Barbezieux (Charente), nous a de son côté transmis un petit cahier, écrit évidemment au siècle dernier et à peine lisible, tant il est abîmé, dans lequel nous avons déchiffré, entre autres, une copie de la même chanson. La voici :

Sur l'air : *Vous m'entendez bien!*

1.

Quel malheur pour tous les François,
Que le clergé, à cette fois,
Gouverne notre France...

Eh bien!

Sans tenir la balance,
Vous m'entendez bien!

2.

Ces loups ravissants ont tenté
De troubler notre liberté,
Car la rage leur donne...

Eh bien!

D'attaquer la couronne,
Vous m'entendez bien!

3.

La France a vu, dans ses maisons,
Les effets de leurs trahisons;
Et nos rois débonnaires...

Eh bien!

Ont senti leurs colères,
Vous m'entendez bien!

4.

Nous leur voyons le sceptre en main,
Afin qu'aujourd'hui pour demain,
Partout ils soient en France...

Eh bien!

Maitres de la finance,
Vous m'entendez bien!

5.

Ils savent le secret des cours,
Et les apprennent tous les jours.
Ce n'est rien de la messe...

Eh bien!

Si l'on ne se confesse,
Vous m'entendez-bien!

6.

L'on apprend au confessionnal
A faire adroitement le mal;

Ce sont là les boutiques...

Eh bien!

Des plus fines reliques,
Vous m'entendez bien!

7.

L'apparence de sainteté
Leur donne toute liberté,
Et le peuple à leur mode...

Eh bien!

Leur est le plus commode,
Vous m'entendez bien!

8.

Si quelqu'un prend la liberté
De soutenir la vérité,
Lisant les Ecritures...

Eh bien!

On l'accable d'injures,
Vous m'entendez bien!

9.

Il faut croire sans contredit
Tout ce que le papiste dit;
Que personne ne lise...

Eh bien!

Il faut croire en l'Eglise,
Vous m'entendez bien!

10.

Dedans la catholicité
L'on aime la simplicité.
L'on nous prive du Livre...

Eh bien!

Pour nous y faire vivre,
Vous m'entendez bien!

11.

Voyez en effet les couvents,
Qui reçoivent les ignorants :
On leur fait des images...

Eh bien!

Pour les rendre plus sages,
Vous m'entendez bien!

12.

Quoi, papistes! prétendez-vous
De triompher ainsy de nous?

Chez nous le moins habile...

Eh bien!

Parle de l'Evangile,

Vous m'entendez bien!

13.

Si je crois à ce que je voi,
Aurai-je une plus vive foi?

Fuyons les fariboles...

Eh bien!

Croyons sans hyperboles,

Vous m'entendez bien!

14.

Arrière de nous ces trompeurs,
Et tous ces faux prédicateurs,

Adorateurs iniques...

Eh bien!

D'images, de reliques,

Vous m'entendez bien!

15.

Les galères et les prisons,
Les cavaliers et les dragons,
Auront bien leurs limites...

Eh bien!

Comme les Madianites,

Vous m'entendez bien!

16.

Nous sommes au siècle de fer,
Où la puissance de l'enfer

A la bête est donnée...

Eh bien!

La bête est couronnée,

Vous m'entendez bien!

17.

Quand viendra le siècle doré,
Pour lequel tant ont soupiré,
Où l'on verra la chute...

Eh bien!

De cette bête brute,

Vous m'entendez bien!

18.

Le plus grand malheur de cecy,
Aux pauvres peuples, le voicy:

Leur main reste engagée...

Eh bien!

A la bête enragée.

Vous m'entendez bien!

19.

Vous la voyez, à cette fois,
Régner sur les princes et rois,
Soutenant son empire...

Eh bien!

Par notre dur martyre,

Vous m'entendez bien!

20.

Il n'est permis de prier Dieu
En sa maison, en aucun lieu.

Enfin voilà la guerre...

Eh bien!

Du ciel et de la terre,

Vous m'entendez bien!

21.

Rien n'est égal à son pouvoir,
Comme il est facile de voir,
Chacun lui rend hommage...

Eh bien!

De tout sexe et tout âge,

Vous m'entendez bien!

22.

Dieu, dans un conseil souverain,
Lui donne pouvoir et moyen,

Pour que chaque fidèle...

Eh bien!

Soit convaincu par elle,

Vous m'entendez bien!

23.

Tout meurt, rien ne reste debout,
Le désordre se voit partout,
Tout tombe à la renverse...

Eh bien!

Mais non pas leur commerce,

Vous m'entendez bien!

24.

Car on voit depuis quelque temps
Les moines devenir marchands.

Voyez, dans leur boutique...

Eh bien !

C'est l'âme qu'on trafique,

Vous m'entendez bien !

25.

Si un coquin manque d'emploi,
Et qu'il veuille suivre leur loi,
Sa rente est assurée...

Eh bien !

Il est de la curée,

Vous m'entendez bien !

26.

Veut-on aller par l'univers,
Pour faire commerces divers ;
Qu'on marche ou qu'on s'embarque...

Eh bien !

Il faut porter leur marque,

Vous m'entendez bien !

27.

Si quelqu'un veut aller chercher
Ce qu'en France on ne peut trouver,
Poursuivi sur la route...

Eh bien !

Il sera pris sans doute,

Vous m'entendez bien !

28.

Maltraités sans compassion,
Les gens de notre religion,
Dans leur propre village...

Eh bien !

Sont en dur esclavage,

Vous m'entendez bien !

29.

Quiconque est désireux de gain
N'a qu'à se faire bon romain.
Des pensions l'on donne...

Eh bien !

A lui qui s'abandonne,

Vous m'entendez bien !

30.

Tant de sommes d'or et d'argent,
Pour qui soupirent tant de gens,
Vont être partagées...

Eh bien !

Aux âmes engagées,

Vous m'entendez bien !

31.

Lorsque le démon apparut
A l'auteur de notre salut,
Il lui fit voir le monde...

Eh bien !

Cette machine ronde,

Vous m'entendez bien !

32.

Il promit de le lui donner,
S'il eût voulu se prosterner.
Le diable est à la mode...

Eh bien !

Car on s'en accommode,

Vous m'entendez bien !

33.

Suivons Jésus dans ce moment,
Disons : « Retire-toi, Satan ! »
Veillons et prenons garde...

Eh bien !

Car le démon se farde,

Vous m'entendez bien !

34.

Avec l'argent on est sauvé ;
Sans argent on est réprouvé.
C'est les seules victimes...

Eh bien !

Pour effacer nos crimes,

Vous m'entendez bien !

35.

Le saint-père est fort indulgent
A qui porte beaucoup d'argent ;
Et plus la somme est bonne...

Eh bien !

Plus il vous en pardonne,

Vous m'entendez bien !

36.

L'argent nous purge de tous maux,
 Nous garde des feux infernaux ;
 Quant aux pauvres qui meurent...
 Eh bien !
 Il faut qu'ils y demeurent,
 Vous m'entendez bien !

37.

Cette doctrine, assurément,
 A séduit quantité de gens
 Qui sont pour la cuisine...
 Eh bien !
 Surtout lorsqu'elle est fine,
 Vous m'entendez bien !

MÉLANGES.

LE REFUGE DANS LE PAYS DE VAUD (1).

1685-1860.

Ab uno disce omnes.

Voici la communication annoncée ci-dessus (p. 403). Nous l'empruntons à la première des deux brochures. Cet ensemble de renseignements positifs montre d'une manière frappante ce que fut la grande émigration de 1685, et combien la ville de Lausanne rivalisa avec celle de Genève et mérita de partager avec elle ce bel éloge qu'en fait M. Michelet : « L'exemple que la petite Genève donna alors est le plus grand, je crois, qu'on puisse trouver dans l'histoire de la fraternité humaine. Cette ville de seize mille âmes, pendant près de dix ans, reçut, logea, nourrit quatre mille fugitifs. Enorme effort, excessive dépense, et soutenue avec une persévérance admirable. »

Les persécutions religieuses du XVI^e siècle avaient amené dans le pays de Vaud, sous le gouvernement de Berne, un tel nombre de notables émigrés de France que l'académie et le collège de Lausanne, à peine fondés, comptaient parmi ses professeurs huit noms français contre un seul vaudois, Pierre Viret. De ce nombre fut Théod. de Bèze, qui ne quitta Lausanne qu'en 1558, pour aider Calvin à fonder l'académie de Genève. L'émigration que provoqua un siècle plus tard la tyrannie de Louis XIV, donna au pays de Vaud bien d'autres familles françaises, plus ou moins intimement unies dès lors à son histoire, telles que les familles Muret, de Constant de Rebecque, etc.

Accablés par les violences inouïes qui préparèrent et accompagnèrent la révocation de l'Edit de Nantes, les protestants cherchèrent des yeux où ils pourraient exercer leur culte en paix, et emporter ces principes de

(1) Nous avons publié antérieurement *Le Refuge dans le pays de Neuchâtel* (III, 120, et IV, 153), *le Refuge dans le pays de Vaud* (III, 14), et bien des articles sur les réfugiés, notamment ceux de Hollande (III, 233, 388), de Berlin (II, 667); enfin, sur les colonies de réfugiés en Allemagne, à Cassel, etc. (I, 346, et VIII, 79, 219, 312).

liberté qui leur étaient plus précieux que l'aisance et la vie. La Hollande, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Amérique, se montrèrent prêtes à les accueillir. Mais la Suisse, dont les croyances et les mœurs étaient si rapprochées des leurs, et sur les frontières de laquelle le gouvernement royal avait moins de soldats, parut à un grand nombre d'entre eux un chemin d'émigration moins difficile. D'ailleurs la diète de 1685 venait d'arrêter qu'elle prendrait soin des Français chassés de leur pays pour cause de religion. Ils arrivèrent donc du pays de Gex et de la Bresse, du Dauphiné, du Languedoc, puis successivement de toutes les provinces du royaume. Ils suivaient en foule leurs pasteurs, heureux dans leur malheur de trouver, en particulier sur les rives du Léman, leur langue et leur Dieu. A Genève, leur présence fut menacée par le grand roi ; mais les villes protestantes de la Suisse, principalement Berne et Zurich, s'émurent et décrétèrent une levée de 30,000 hommes pour les défendre. C'est ainsi que la Suisse, en proie aux dissensions et plongée dans le sommeil politique, trouva dans ce fait douloureux l'occasion d'un de ces mouvements de noble indignation et de courage, qui relèvent les nations et ravivent dans leurs veines le feu sacré de la vie morale.

Cependant le flot de l'émigration s'accumulait sur nos rives. Les villes de *Nyon*, de *Morges*, de *Vevey* et les villages voisins regorgeaient de ces fugitifs. Mais c'était *Lausanne* qui, proportion gardée, en avait la plus grande part, comme lieu de passage. Berne dut prendre des mesures pour faire écouler dans l'intérieur de la Suisse l'excès de ce courant, auquel ni les habitations ni les vivres ne pouvaient suffire. On en compta un jour deux mille à Lausanne ; on en vit arriver quatre mille à Zurich en un mois ; un registre de Schaffouse constate que dès novembre 1683 à février 1688, il en passa dans cette seule ville 15,591, qui se dirigeaient dans les divers pays de l'Allemagne aux frais des cantons évangéliques. A la fin de 1687, il y avait à Genève, dans le quartier de Saint-Gervais, plus de familles françaises que de genevoises, quoique plus de 28,000 hommes eussent déjà traversé la ville pour chercher ailleurs de nouveaux asiles.

Cette émigration, née des besoins impérieux de la conscience, comptait dans son sein des personnes de tous les rangs. Il s'y trouvait des gentilshommes, des ministres (en un seul jour on en vit cinquante à Lausanne), des médecins, des pharmaciens, des banquiers, des marchands, des manufacturiers, des artisans, des agriculteurs, des jardiniers, des valets, des servantes. La plupart avaient tout perdu. Mais à ceux qui étaient capables de gagner leur vie s'ajoutaient des vieillards, des veuves, des enfants, des invalides, réduits au plus triste état par les souffrances morales, par la faim, par la fatigue, par la prison. Aussi, indépendamment des secours momentanés indispensables au plus grand nombre de ces fugitifs, fallut-il bientôt ajouter des bienfaits permanents pour ceux d'entre eux qui se trouvaient incapables de continuer leur route, ou d'exercer utilement quelque métier. Il ne faut donc pas s'étonner si, sur les 6,454 réfugiés qui, d'après un recensement de 1696, s'étaient établis dans l'Etat de Berne, on en

trouva 1,824 qui étaient réduits à vivre en tout ou en partie des charités publiques ou particulières. Le pays de Vaud, plus chargé relativement de ces fugitifs de tout ordre que les autres parties de la Suisse, en comptait à lui seul près de 4,500, dont 1,505 à Lausanne, 775 à Nyon, 696 à Vevey, 716 à Morges, 214 à Yverdon, 231 à Aigle, et 275 à Moudon.

Lausanne se distingua dans ces conjonctures si propres à émouvoir tous les cœurs. A Berne, où le gouvernement favorisait les réfugiés avec une noble sollicitude, il fallait que les gardiens des portes les accompagnassent, la hallebarde à la main, pour leur faire ouvrir les demeures où on leur avait assigné des logements momentanés; mais à Lausanne, les particuliers, comme les conseils, leur firent un accueil empressé et généreux. Conseillers, bourgeois, étrangers, tous leur offrirent leurs maisons. On fit des collectes en leur faveur; les pasteurs prêchèrent la charité envers eux, et les autorités de la Ville se hâtèrent de prendre des mesures publiques pour leur venir en aide.

Une des premières décisions que prirent les conseils, sous l'empire de l'indignation que leur inspirait l'Eglise persécutrice, fut « de congédier absolument tous les papistes qui sont en service dans la ville. Et si leurs maîtres ou maîtresses ne les chassent, on les chassera eux-mêmes, ou on les mulctera d'une considérable amende. » Mais des actes d'une charité attentive vinrent contre-balancer ces représailles, trop conformes à l'esprit de ces temps (30 nov. 1685).

On accorda à ceux qui passaient, des viatiques ou secours de route, de un écu jusqu'à quatre écus blancs, suivant le rang du réfugié ou les besoins de sa famille (8 déc. 1685, etc.). On mit constamment à réquisition le char de l'hôpital pour conduire des familles entières jusqu'à Moudon (8 déc. 1685, etc.; 24 sept. 1686, etc.). On fit retirer des auberges les malades pauvres pour les loger gratuitement à l'hôpital jusqu'à convalescence (24 septembre 1686, etc.; 24 nov. 1686). On pourvut à la sépulture de ceux qui mouraient de fatigue, de douleur ou de maladie. Dans l'ancien évêché on accorda d'abord, pour y recueillir les malades et les infirmes, la chambre dite le Poêle, à laquelle on ajouta bientôt d'autres pièces, en sorte que cet édifice devint un hôpital. La ville fournit généreusement du bois.

On *toléra*, c'est à dire qu'on reçut comme habitants, un grand nombre de *réfugiés icy pour la persécution*, comme disent les registres, tantôt à terme, tantôt sans limite déterminée, tantôt sous cautionnement, tantôt sans condition aucune que celle de se bien comporter (28 janv. 1687; 3 juillet 1688). Cette tolérance d'habitation emportait ordinairement la faculté pour ceux qui en étaient les objets, de vendre leurs marchandises, ou d'exercer quelque autre industrie. Les banderets reçurent l'ordre « de s'informer exactement des louages (loyers) que chaque réfugié paye, afin de régler (modérer) ceux qui seront trouvés exorbitants » (22 déc. 1685).

On fournit à plusieurs de ceux qui pouvaient exercer quelque art ou quelque industrie, les moyens de travailler (31 août 1686). Par exemple, à des fabricants de sabots en faux, on accorda des *vernes* ou des *trembles*. A

des chirurgiens, on donna quelques secours en argent ; notamment à *Pierre Grand*, du Dauphiné, la somme de vingt-cinq florins, pour « l'ayder à se mettre en train » (26 nov. 1685).

Messieurs du conseil favorisèrent tout particulièrement les industries relevées et difficiles dont les produits arrivaient alors de loin, de Berne, de Zurich, de Genève, et qu'ils avaient l'intention d'introduire dans la ville. On les voit établir des métiers pour des fabricants de drap, leur fournir pour un an ou deux des logements jusqu'à la valeur de dix écus blancs, les mettre « en mesnage » et fonder ainsi des manufactures, qu'ils inspectent avec régularité (12 oct. 1686 ; 22 fév. 1687 ; 23 août 1686). On les voit encore faire aux frères *Crémier*, faiseurs de bas, une avance de deux cents écus blancs « aux conditions des autres » (31 janv. 1689). Et ils permettent à l'habile manufacturier *Selon*, voisin de la maison de ville, de faire percer une muraille, pour qu'on puisse entrer dans son magasin dès la rue.

Dans leur désir de retenir au sein de la ville les capitaux utiles aux industries et les personnes en état de les faire valoir, ils reçoivent les sommes que certains réfugiés leur confient, en leur promettant un intérêt du 4 p. 100 ; mais en exigeant d'eux l'engagement qu'ils fixeront à Lausanne leur habitation, et qu'ils contribueront, par le moyen de leurs correspondances, au débit des marchandises des manufactures que possède la ville : s'ils se retirent avant trois ans, ils ne recevront plus d'intérêt (27 août 1688 ; 9 janv. 1689).

Dans la même intention, on facilita l'acquisition de la bourgeoisie ; car, le 26 novembre 1688, on décida de ne pas se lier à des temps pour recevoir bourgeois, mais « d'accueillir, s'il se présente, des personnes nécessaires aux manufactures et point à charge ; et tandis que le premier mâle d'une famille devait auparavant payer comme le père, il sera reçu désormais pour cent florins, comme les autres. »

En outre, on organisa des collectes publiques pour venir en aide à ceux qui ne pouvaient se tirer d'affaire. Ces collectes trouvèrent un généreux écho dans toute la ville ; mais, comme il arrive toujours, quelques personnes refusèrent d'y concourir : alors on décida (30 oct. 1688) que la personne chargée du soin des pauvres, accompagnée d'un officier ou deux, « ira prendre des gages d'une main et les vendre de l'autre, à ceux qui refusent la contribution pour les réfugiés. Que s'il y a ultérieur refus, on leur baillera citation à Berne, sans acception de personnes. » Un an après, les banderets reçoivent l'ordre d'annoter les récusants, afin que là-dessus on puisse rendre réponse à LL. EE. et les informer du tout.

D'ailleurs on accorda chaque année, à la Bourse des réfugiés, des sommes de cent, deux cents, et même trois cents livres. En 1716, ce don annuel était de 4,000 florins ; il fut confirmé en 1732, avec un extra de 100 florins à payer par le receveur sur les charités recueillies dans les églises.

A ces ressources on ajouta l'octroi de certaines collectes faites à la porte des temples. Des personnes honorables choisies parmi les réfugiés tenaient les boîtes, en réclamant à haute voix la charité des fidèles pour leurs pau-

vres. Ces collectes, d'abord générales, furent ensuite régularisées, assignées à certains cultes, étendues ou restreintes suivant les besoins.

En 1688, on accorde aux réfugiés les collectes du vendredi, sermon et prières. En 1700, à la direction des pauvres réfugiés une collecte spéciale le jour du jeûne. En 1713, on leur accorde les collectes des jours de fête tombant sur la semaine. En 1718 et 1729, celles de Noël et du Bon-An. En 1727, on leur permet de faire tenir les boîtes le jour de la Saint-Jaques aux portes des Eglises, sans conséquence ; de même le jour du Jubilé, celles des tables de communion restant au bénéfice des pauvres Lausannois. En 1731, on leur accorde les collectes de Pâques et de l'Annonciation, à cause de la rigueur de la saison. En 1740, on leur accorde de présenter la boîte au sermon de deux heures qui se fait au temple d'en bas le samedi devant la première communion. Ces boîtes qui, dans les premiers temps, produisaient des sommes de 30, 40, 70 et même 106 livres, ne rendaient plus quelques années après que des sommes de 3, 4, 6 et 7 livres.

En 1718, pour rendre plus avantageux le séjour de l'Evêché aux malades et aux pauvres qui y étaient recueillis, on accorda aux directeurs des pauvres réfugiés « la jouissance de la place qu'il y a le long de ce bâtiment du côté d'Orient, pour y faire un jardin, à condition qu'ils feront le jardin proprement ; et ce, jusqu'à bon vouloir. »

Les particuliers répondaient généreusement d'eux-mêmes à ces mesures publiques. Souvent les réfugiés avaient place dans les testaments. Entre plusieurs honorables exemples, citons noble dame *Madeleine Rosset*, femme de Goumoens, qui, en 1692, lègue aux pauvres réfugiés la somme de 500 florins, c'est à dire autant qu'aux pauvres de la ville.

Cependant l'émigration protestante ne fut pas exempte des misères qui ont signalé toutes les émigrations auxquelles le sol helvétique a servi d'asile. Avec les réfugiés politiques arrivent toujours des aventuriers, des repris de justice, des déserteurs : avec les réfugiés pour cause de religion arrivèrent aussi des gens sans aveu, des hommes aux affaires embarrassées, des mendiants, qui cherchaient à profiter de la sympathie dont les réformés étaient l'objet. Cette sympathie était si vive que, par un principe d'humanité, le gouvernement avait défendu que l'on fit des enquêtes sur le passé de ceux qui fuyaient de la France pour obéir à leur foi (3 mars 1688). Cette réserve fut abandonnée plus tard.

En 1686 (13 nov.) déjà, on décide que tous les réfugiés qui se marieront ici seront renvoyés, et « que MM. les ministres seront priés de n'en annoncer aucun sans en bailler avis à Messieurs du Conseil. » La même année (23 août ; 19 nov.), sur l'invitation du gouvernement de Berne de se charger de l'entretien d'un certain nombre de réfugiés, Messieurs du Conseil prient « le révérend sire ministre de Saussure de représenter à LL. EE. les grands efforts qu'ils ont faits pour cela et les frais immenses qu'ils ont supportés et qu'il faut tous les jours continuer, comme étant au passage le plus fréquent. Néanmoins, ajoutent-ils, pour continuer le même zèle que nous avons eu du passé pour nos frères désolés, nous nous dé-

clairons d'estre contents d'en nourrir et entretenir la quantité de *trente*, y compris M. le ministre *Chiron*, sa femme et ses enfants, dans l'intention que nos bourses publiques ne soient chargées, ni cottisées comme on l'a fait. » Le 1^{er} septembre 1687, « pour prévenir les grands frais qu'il incomberait au public de supporter, si on souffrait la gueusaille (mendiants) estrangère de s'y hyverner, MM. les banderets sont chargés d'établir, chacun rière sa bannière, quelques personnes propres pour la mener à l'hospital, pour être transmarchée dehors par chaque jour. » En 1688 (24 août), on charge les banderets et conseillers de chaque bannière « de s'informer exactement de tous les réfugiés qui sont dans les bannières, en faisant distinction de ceux qui peuvent être à charge, ou aider aux manufactures, afin que l'on choisisse ceux qui sont nécessaires, et qu'on renvoie les autres. » En outre, les banderets sont invités, quand ils visiteront les cheminées, de faire des rôles de tous les réfugiés ; et il leur est défendu d'en loger aucun, sans en bailler avis et recevoir permission (7 janvier 1690). De plus, on exige des réfugiés des attestations exactes sur leur origine ; et plusieurs fois on pourvoit à ce qu'ils n'en reçoivent pas d'abusives de la facilité compatissante des ministres.

D'ailleurs, dès que l'établissement des réfugiés dans la ville eut amené pour eux quelque bien-être, on appela devant le Conseil ceux d'entre eux qui négociaient, pour leur faire payer « quelques contributions » (3 nov. 1691). Ceux qui travaillaient aux manufactures étaient atteints d'une autre manière, par la marque des draps (6 juillet 1724 ; 6 mars 1756). On leur fit, au reste, payer régulièrement l'*habitation*, savoir deux écus blancs, et cela sans exception, sous peine d'être renvoyés, en exceptant toutefois « ceux qui étaient à la *charité ordinaire*, » et dont les rôles étaient envoyés exactement à chaque banneret.

Et, afin que la dignité du Conseil ne soit point en souffrance vis-à-vis de ces étrangers, on décide, en 1714 (26 déc.), que « comme il n'est pas convenable d'établir un seigneur pour assister à la chambre de MM. les directeurs des pauvres réfugiés, M. le bourgmestre les fera avertir d'envoyer quelqu'un de leur corps devant la chambre des seigneurs banderets pour produire leurs livres de comptes, et par là faire donner connaissance de leur administration ; et on les avertira de ne pas s'immiscer à prendre des inventaires de ceux qui meurent rière notre juridiction, ni rien faire contre nos droits. »

Ces réserves de la prudence furent quelquefois poussées un peu loin ; mais ce fut plutôt le fait de quelques membres du Conseil que du Conseil lui-même ; et, bien que le gouvernement de Berne eût dû plus d'une fois les modérer et les restreindre, il n'en donna pas moins une pleine approbation à la conduite entière de la ville de Lausanne envers les réfugiés. Dans un acte important du 40 et 14 janvier 1742, il est dit : « LL. EE. ayant appris avec plaisir et suivant le rapport qu'en a fait M. le major de Montrond, en qualité de commis et au nom de la direction des réfugiés français de la ville et bailliage de Lausanne, que ladite ville a fait toutes

sortes d'avances et fourni toutes sortes de secours depuis plusieurs années en çà aux dits pauvres nécessiteux ; LL. EE. ordonnent en conséquence et par les présentes, à vous, Monsieur le Baillif, de témoigner à la ville de Lausanne leur parfait contentement à ce sujet, et de lui faire connaître en même temps qu'elles verront avec plaisir qu'elle persévère dans ses bonnes et louables dispositions, et continue à subsidier, comme du passé, lesdits pauvres réfugiés. » (*Chancellerie de Berne.*)

Pendant que les autorités de Lausanne prenaient ces mesures au sujet des réfugiés, que faisaient ceux-ci ? Dans quel esprit recevaient-ils l'hospitalité qui leur était accordée, et dans quelles conditions continuèrent-ils à vivre au sein de cette ville ?

Au mois de septembre 1787, une assemblée des notables d'entre les réfugiés fut convoquée chez le pasteur *Barbeyrac*, pour délibérer sur une lettre du consistoire de l'Eglise française de Zurich, qui les invitait à pourvoir au soulagement de leurs pauvres, dont le nombre augmentait considérablement. Ils se hâtèrent de nommer trois pasteurs et trois laïques auxquels ils donnèrent la charge « de visiter et consoler les malades, veiller sur les mœurs, censurer les scandaleux, terminer les différends, réconcilier ceux qui pourraient être en divisions, et déférer les réfractaires au vénérable consistoire de la ville. » Et comme ces six mandataires ne purent bientôt plus suffire à visiter tous les malheureux qui étaient répartis tant dans la ville que dans les faubourgs et dans les maisons de campagne voisines, on leur adjoignit trois autres pasteurs. On décida de faire une collecte parmi les réfugiés tant seulement, « laissant à MM. les particuliers de la ville de continuer à leur volonté les grandes charités qu'ils ont toujours exercées de leur pur mouvement. » On chargea, en outre, des dames à tour de rôle (d'abord Mesdemoiselles *de Saint-Véran*, *Vial* et *Lesage*) de pourvoir à la subsistance et gouvernement du Poêle de l'évêché, accordé par les très honorés seigneurs de la ville pour y retirer les pauvres malades réfugiés. On fit faire aussi de nouveaux rôles des nécessiteux à qui ces bien-faisantes autorités avaient fait distribuer, depuis le commencement du mois (janv. 1688), 137 livres de pain, quantité qui fut ensuite portée à 180 livres.

Le 16 du même mois, les membres de l'assemblée, sur la proposition du pasteur *Murat*, « concurent unanimement que chacun se devait humilier extraordinairement devant Dieu, par repentance, amendement de vie, jeûnes et prières, pour apaiser sa colère envers son Eglise affligée, et implorer sa paix, sa grâce et son secours, surtout envers nos pauvres frères qui portent la croix du Seigneur Jésus. Et comme ils n'avaient pas, dans leur état de dispersion, le pouvoir d'ordonner des jeûnes publics, ils s'exhortèrent mutuellement à jeûner en particulier et à choisir pour cela le dimanche ; les pasteurs réfugiés qui devaient prêcher ces jours-là, étant invités à faire leurs sermons courts, et à s'étendre dans leurs prières sur les calamités de l'Eglise. » Dans ces premiers temps, les fidèles du refuge célébraient leur culte dans le domicile de leurs propres pasteurs qui étaient assez nombreux, ou dans des salles prêtées.

Cependant l'Eglise française de Zurich ayant proposé d'envoyer une députation, au nom de de tous les réfugiés qui sont en Suisse, à son *A. E. de Brandebourg* et autres princes de l'Allemagne, pour les remercier des charités qu'ils ont déjà exercées et leur en demander la continuation, on décida, dans une assemblée générale formée de 42 personnes, tant pasteurs que gentilshommes, notables et chefs de famille, d'entrer dans ces vues et de solliciter auprès de ces princes, des républiques et des rois du Nord, l'établissement de nouvelles colonies, la concession de terres à défricher, des collectes d'argent là où des colonies ne pourraient pas se former, des secours de route et tous autres moyens « de subvenir aux nécessités de nos pauvres frères qui sont sortis et sortiront ci après, moyennant l'assistance de Dieu de la grande tribulation. » *M. de Mirmand*, député de Zurich, présent à la séance, déclara que plusieurs princes avaient déjà témoigné qu'ils recevraient agréablement un nombre considérable de familles, et que LL. EE. des quatre cantons évangéliques, dans une récente diète à Aarau, avaient approuvé ce dessein, et chargé LL. EE. du canton de Zurich de donner, au nom des quatre cantons, des lettres de recommandation aux députés qui seraient élus pour porter ce message. Les députés choisis furent *M. Jean Bernard*, pasteur de Manosque en Provence, et *M. de Mirmand*, laïque, engagé au service de S. A. E. de Brandebourg (1). L'adresse remise à cette députation, rédigée par le pasteur Barbeyrac et signée de 56 noms honorables, trouva de l'écho partout où elle fut présentée. Ce cri de douleur, d'humiliation et de foi était bien propre, en effet, à toucher tous les cœurs. Voici cette adresse, dont les deux mandataires des réfugiés en Suisse furent chargés pour les puissances protestantes. Nous la transcrivons d'après une copie soigneusement conservée dans les registres de la direction de la Bourse française.

Les pasteurs, anciens et autres chrétiens protestants de France réfugiés en Suisse pour la cause de l'Evangile, aux rois, princes, magistrats et tous autres chrétiens protestants évangéliques.

Grands monarques, augustes électeurs, sérénissimes princes; hauts, puissants, excellents magistrats, et vous tous aussi nos très honorés et très chers frères au Seigneur, miséricorde, paix et dilection vous

(1) Le pasteur *Bernard* accomplit sa mission en Hollande, puis passa en Angleterre, contre le gré des réfugiés de Lausanne, qui trouvaient que sa première délégation avait déjà fait assez d'éclat. — *M. de Mirmand* ou de *Mirman* (et non de *Mirmont*, comme disent MM. Verdeil et Charles Weiss) avait fait un moment le catholicisme, à raison de la jeunesse et de la faible santé de ses deux filles. Mais il eut bientôt horreur de ce moment de faiblesse. Il réussit à s'enfuir par mer en Espagne, avec son argenterie. Arrivé à Berlin avec ses filles, il y eût été sans ressources, si l'excellent électeur ne l'eût nommé conseiller d'ambassade. Il employa noblement le reste de sa vie à porter secours à ses coreligionnaires dans l'embaras. Il vécut fort considéré à Berlin, à Zurich, à Wesel, à Neuchâtel, où il maria l'une de ses filles, et passa les dernières années de sa vie à Morges, de 1716 à 1721. (Voir *Bulletin*, IV, 160, et VII, 44, 188.)

soient multipliées, par Dieu le Père, par Jésus-Christ son Fils, et par la vertu du Saint-Esprit !

Nous avons été fort consolés de ce que le Dieu de miséricorde, qui nous a châtiés à cause de nos péchés, mais qui ne veut pas nous consumer entièrement a mis dans vos cœurs de récréer les entrailles des saints qui sont persécutés pour la justice, affligés, dépouillés de tous leurs biens, harassés et dispersés sur toute la face de la terre ; nous rendons nos très humbles actions de grâces, et nous prions ardemment ce grand Dieu, pour les intérêts de qui nous souffrons tant de misères, de vouloir vous récompenser largement de toutes les gratuités dont vous usez envers nous, vous combler de ses bénédictions spirituelles et temporelles, vous conserver et vous faire jouir du repos et de la prospérité.

Cependant, comme il plaît à Dieu de permettre que nos maux continuent ; que notre pauvre peuple est surtout réduit à une mortelle misère, qui nous perce le cœur et qui fait périr un grand nombre de pauvres fidèles ; et que d'ailleurs, selon les apparences, il sortira encore de France un fort grand nombre de personnes qui abandonneront tout pour donner gloire à Dieu : nous avons cru que le devoir de la charité chrétienne et fraternelle nous obligeoit de faire notre possible pour procurer à ces pauvres membres de Jésus-Christ le soulagement et la consolation dont ils ont besoin.

C'est pourquoy nous avons prié nos très chers frères au Seigneur, Jean Bernard, pasteur de l'Eglise de Manosque en Provence, et Henri de Mirmand, gentilhomme de la ville de Nismes en Languedoc, desquels l'intégrité, le zèle et la capacité nous sont connus d'aller vers vous, pour implorer vos compassions envers tant de fidèles qui, pour la cause de l'Evangile, sont exposés à toute sorte de calamités.

Nous vous conjurons donc au nom du Seigneur, grands monarques, augustes électeurs, sérénissimes princes ; hauts, puissants et excellents magistrats, et vous tous nos très chers et bien-aimés frères, d'être touchés de notre lamentable état, et de considérer qu'il n'y a point de douleur pareille à notre douleur. Nous portons maintenant l'indignation de l'Eternel, parce que nous avons péché contre lui ; mais nous sommes pourtant ses enfants, et c'est pour son nom que nous souffrons tant d'outrages de la part des hommes.

Si nous voulions recevoir les traditions humaines, vivre dans la communion de l'Antechrist et nous prosterner devant les idoles, le monde nous aimerait. Mais il nous persécute et nous opprime, parce que nous ne voulons avoir d'autres règles de notre foy et de notre culte que la Parole de Dieu ; que nous ne voulons adorer, servir et invoquer que ce grand Dieu ; que nous ne voulons reconnaître d'autre chef de l'Eglise, d'autre roy des roys, d'autre médiateur, d'autre intercesseur et d'autre patron que Jésus-Christ, d'autre sacrifice expiatoire que son sang, et d'autre (raison ?) que la sienne ; que nous ne reconnaissons aussi d'autre principe de notre illumination et de notre sanctification que le Saint-Esprit ; qu'aussi c'est en Dieu seul, Père, Fils et Saint-Esprit, un seul Dieu béni éternellement, que nous voulons nous glorifier, donnant à lui seul toute la gloire de notre salut et mettant en lui seul notre confiance ; et que enfin, considé-

rant que le baptême et la sainte cène sont les deux seuls véritables sacrements de l'alliance de grâce, qui contiennent le grand mystère de notre rédemption, qui sont les sceaux de la rémission de nos péchés et les gages de la vie éternelle, que Dieu accompagne d'une effluence particulière du Saint-Esprit pour l'augmentation des grâces dont nous avons besoin, et dans la participation desquelles nous sommes faits participants de Jésus-Christ même, et de tous les bénéfices de sa mort, nous ne voulons le célébrer qu'avec la simplicité et en la sacrée forme que le Seigneur nous a prescrite.

C'est donc pour la gloire de Dieu que nous souffrons, et, dans cette assurance, nous vous supplions très humblement de nous recevoir comme membres et confesseurs de Jésus-Christ lui-même, qui se présente à vous en nos personnes et qui, au jour du grand et terrible jugement, dira à ceux qui auront exercé envers nous leurs charités : Venez, les bénis de mon Père, possédez en héritage le royaume qui vous a été préparé dès la fondation du monde ; car j'ai eu faim et vous m'avez donné à manger ; j'ai eu soif, et vous m'avez donné à boire ; j'étais étranger et vous m'avez recueilli ; j'étais nu, et vous m'avez vêtu ; j'étais malade, et vous m'avez visité ; j'étais en prison, et vous êtes venus vers moi : en vérité, je vous dis que ce que vous avez fait à l'un de ces plus petits de mes frères, vous me l'avez fait. Nous sommes les héritiers de la foi et des afflictions des anciens fidèles Vaudois et Albigeois, et, comme eux, nous sommes aujourd'hui dispersés par tout le monde, pour être, à leur imitation, les témoins du Seigneur Jésus. C'est pourquoi nous avons chargé nos bien-aimés frères Bernard et de Mirmand de vous conjurer de notre part, au nom du Seigneur :

1^o De vouloir entretenir avec nous l'union et la communion des saints ; de ressentir nos maux comme si vous les souffriez vous-mêmes ; de nous consoler et de nous soulager, puisque nous avons l'honneur avec vous d'être les enfants d'un même Père, les membres d'un même corps mystique, et le temple vivant d'un même Esprit. Mais surtout nous conjurons, par les compassions de Christ, nos très honorés frères de la confession d'Augsbourg, de considérer que les petits dissentiments qui sont entre nous, sur des points qui ne touchent pas l'essence et le fondement du salut, ne doivent pas empêcher que nous n'ayons entre nous une mutuelle charité et une chrétienne fraternité et tolérance, nous supportant les uns les autres, selon le précepte de saint Paul, que, puisque nous convenons tous dans les points fondamentaux du salut, nous devons, selon l'exhortation du même apôtre, cheminer tous d'une même règle en ce à quoy nous sommes parvenus ; que les uns ne doivent pas dire : Nous sommes de Paul, ni les autres : Nous sommes d'Apollon, car nous sommes tous de Christ ; et que enfin, ceux qui persécutent les Eglises de France, de Piémont et de Hongrie, sont nos ennemis communs, qui se réjouissent de notre division, et, comprenant fort bien que tout royaume divisé contre soy-même ne peut subsister, comme dit notre Seigneur, ne pensent qu'à nous détruire les uns après les autres.

2^o Nous vous supplions tous, de vouloir adresser à Dieu des prières

continuelles pour tous les fidèles dispersés, pour ceux qui sont détenus dans les couvents, dans les prisons ou dans les galères, ou qui gémissent dans la captivité de Babylone, sans pouvoir sortir, et pour leurs pauvres enfants, qui sont consacrés et élevés dans l'anti-christianisme.

3^e De vouloir donner à notre pauvre peuple des retraites, et des terres à défricher dans les lieux où vous pouvez le faire.

4^e De faire en sorte qu'on fasse des collectes dans toutes les villes, selon le pouvoir que Dieu leur en a donné ; qu'on envoie ces collectes à Hambourg, et qu'on les remette entre les mains de plusieurs marchands et banquiers solvables, pour en être dépositaires, jusqu'à ce qu'on les leur demande pour les employer tant à faire subsister ce pauvre peuple dans les lieux où la Providence le conduira et où il ne pourra d'abord vivre de son travail, qu'à entretenir les pasteurs et maîtres d'école dont il aura besoin pour son instruction et pour sa consolation, et à subvenir aux autres nécessités des fidèles dispersés, dont plusieurs ayant abandonné pour la cause de l'Évangile les biens qui les faisoient subsister dans leur pays, n'ont point d'industrie pour gagner leur vie, ou se trouvent accablés de maladie ou de vieillesse.

5^e Enfin, nous vous prions d'accorder votre puissante protection à nos frères députés, ou à ceux que nous leur permettons de substituer à leur place, en cas de maladie ou d'autres causes légitimes. De notre côté, nous aurons les sentiments de reconnaissance que nous devons à votre charité, et nous ne cesserons jamais de faire des vœux et des prières très ardentés pour la conservation, la gloire et la prospérité de vos personnes et de vos Etats. Cependant nous vous supplions très humblement d'agréer la très sincère et très respectueuse protestation d'être toujours

Vos très humbles et très obéissants serviteurs,

Barbeyrac, pasteur de l'Eglise de Montagnac, au Bas-Languedoc.

Perrault, pasteur de La Nocle, en Bourgogne. *Portol*, pasteur de La Salle, en Cévennes. *Gauthier*, pasteur de Dijon. *Julien* fils, pasteur en Dauphiné. *De Vignolles*, gentilhomme de Nismes. *Janthial*, avocat à Dijon. *Bousson* (Brousson?) docteur en droit à Toulouse. *Isnard*, sieur du Terrier, bourgeois de Paris. *Domerc*, ancien de Montpellier. *Etienne Seignoret*, marchand à Lyon. *Alibert*, marchand de Grenoble. *La Vigne*, pasteur de l'Eglise de Serre, en Dauphiné. *David Dumont*, marchand de Lyon. *Guybert*, ministre de la Rochelle. *Malplach*, pasteur d'Anduze, en Cévennes. *Clarion*, pasteur au Bas-Languedoc. *Bruguière*, pasteur de Calvisson, en Languedoc. *Vincent*, ministre en Languedoc. *Noguer*, ministre à Saint-Chaptes, en Languedoc. *Quinquiry*, pasteur en Languedoc. *Vigot*, pasteur d'Auvergne. *Dalier de Caussade*, gentilhomme du Languedoc. *De la Vergne*, pasteur en Poitou. *La Baume*, ministre du Bas-Languedoc. *Penesse*, ministre du Haut-Languedoc. *Grisot*, ministre au Bas-Languedoc. *Durant*, ministre au Bas-Languedoc. *Jordan*, pasteur de Vaujaucourt, en Bourgogne. *Murat*, ci-devant ministre à Marseille, Aix, etc. *De la Bo-*

rie, pasteur à Uzès, en Languedoc. *Chiron*, ci-devant pasteur à Montélimart, en Dauphiné. *De Paradez*, pasteur au Bas-Languedoc. *Le baron de Digoine*, gentilhomme de Bourgogne. *Duclerc*, médecin réfugié. *Saint Hilaire-Gaulard*, gentilhomme de Saintonge. *Masselle-Hérouard*. *La Planche de Reynier*, gentilhomme du Poitou. *Loriol d'Aières* (d'Asnières?) gentilhomme de Bresse. *Jaucourt-Ausson*, gentilhomme de Bourgogne. *Davin*, pasteur à l'Eglise de Savignargues, en Languedoc. *Claparède*, marchand de Nismes. *Saint-Jurt de la Tour de Malerargue*, gentilhomme du Languedoc. *Garigas (Jarjaye?)* gentilhomme du Dauphiné. *La Porte*, pasteur en Cévennes. *J. de Barthélemy*, pasteur en Cévennes. *Desmarais*, pasteur en Cévennes. *De la Faye*, pasteur à Loriol, en Dauphiné. *Scoffier*, ministre du Languedoc. *Modens*, pasteur en Languedoc. *S. Peyrol*, avocat et ancien de Montpellier. *De Gassion*, ci-devant ministre en Dauphiné. *B. Montillon*, ancien d'Annonay, en Vivarais. *Bonnet*, ministre en Haut-Languedoc. *Cairon*, ci-devant ministre de Carjac, dans la Haute-Guyenne.

De Suisse, le 25 mars 1688.

(Suite.)

SUPPLÉMENT

AU BULLETIN D'AVRIL, MAI, JUIN 1860.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA SOCIÉTÉ

tenue le 17 mai 1860

SOUS LA PRÉSIDENTIE DE M. CH. WADDINGTON, MEMBRE DU COMITÉ.

La Société s'est réunie pour la huitième fois en assemblée générale, le mardi 17 avril 1860, dans le temple de l'Oratoire. M. Charles Waddington, membre du Comité, occupait le fauteuil, en remplacement de M. Charles Read, qu'une récente maladie empêchait de présider. La séance ayant été ouverte, à trois heures, par une invocation de M. le pasteur Edm. de Pressensé, M. Ch. Waddington a prononcé l'allocation que nous donnons ci-après. L'assemblée a entendu ensuite trois lectures : de M. Jules Bonnet, sur *Calvin au val d'Aoste*, en 1535 (1); de M. H. de Triqueti, sur *les Boileau de Castelnau et le Titien* (2), et de M. O. Douen, sur *Jean*

(1) Nous ne reproduisons pas, quant à présent, le morceau lu par M. Bonnet, mais nous donnons les documents mêmes qui en font la base, et qu'il a bien voulu nous communiquer.

(2) Une déconverte faite depuis la séance a permis à M. de Triqueti d'ajouter à la note dont il avait donné lecture d'intéressantes observations sur le portrait de Calvin attribué au Titien.

Gardien Givry, l'un des premiers pasteurs du Désert après la révocation de l'Edit de Nantes.

ALLOCUTION DE M. CH. WADDINGTON.

Messieurs,

Vous comprendrez, sans que j'aie besoin d'y insister, que je n'aie pu me défendre d'un certain embarras, en me voyant appelé à l'honneur inattendu de présider cette assemblée. L'état de santé de notre honorable président, l'absence ou l'abstention de ceux de nos collègues que leur savoir, leur âge ou leur caractère semblaient désigner avant moi pour le remplacer, m'ont fait un devoir d'accepter cette tâche. Permettez donc à l'un des fondateurs de cette Société de vous entretenir quelques instants de sa situation présente, de son passé le plus récent et de sa vocation dans l'avenir.

La Société de l'Histoire du Protestantisme français célèbre aujourd'hui son huitième anniversaire. Déjà même la neuvième année de son existence vient d'être inaugurée par une de ces publications périodiques qui attestent, tout ensemble, la richesse inépuisable de la mine que nous exploitons et l'infatigable activité de notre président. Dirigeant l'œuvre tout entière, il consacre ses veilles à la rédaction et à la composition de notre *Bulletin*; la maladie même n'a pu l'interrompre dans ce travail, et vous avez reçu, il y a quelques jours à peine, un numéro trimestriel qui ne paraît en rien inférieur aux précédents. La présence de notre honorable collègue ne saurait nous empêcher de lui rendre un hommage auquel il a droit. Cette continuité, cette variété, cet intérêt sans cesse renouvelés que présentent les documents mis au jour par ses soins depuis plus de huit ans, prouvent assez que l'œuvre que nous poursuivons avait sa raison d'être, qu'elle est loin d'être achevée et qu'elle est digne aujourd'hui des mêmes sympathies qu'à son début.

Cependant, Messieurs, la vérité m'oblige à vous dire que le zèle de nos souscripteurs n'est pas ce qu'il devrait être. De nombreux et pressants appels sont restés souvent sans effet, comme vous l'avez appris par les rapports de notre honorable trésorier; et le résultat inévitable de cette tiédeur a été la suspension momentanée d'une partie importante de nos travaux : je veux dire la publication de notre *Recueil*. Après les *Mémoires de Jean Rou*, votre Comité eût aimé à procurer

une édition d'écrits non moins intéressants et absolument inédits, comme par exemple une histoire manuscrite de l'Eglise de Troyes, par Nicolas Pithou (1). Le manque de ressources lui interdit pour le moment ce genre d'entreprise. Il lui faut également renoncer, je ne dis pas à prendre au compte de la Société, mais même à encourager d'une manière efficace des ouvrages de la plus haute valeur, tels qu'une édition monumentale de l'*Histoire des Eglises réformées de France*, de Théodore de Bèze, préparée de longue date par les soins de M. Baum, le savant professeur de Strasbourg : travail précieux à tous égards, et qui, pour paraître, n'attend plus qu'une chose, malheureusement fort rare de nos jours, un éditeur !

Mais comment les éditeurs ne feraient-ils pas défaut ; et comment se plaindre ou s'étonner de leur froideur, si l'on songe à celle du public pour tout ce qui n'est pas d'une lecture facile et ne flatte ni ses intérêts ni ses passions du moment ? Triste condition de notre temps, qui pèse lourdement sur les écrivains eux-mêmes comme sur leurs lecteurs, mais dont il serait beau de s'affranchir et contre laquelle il est de notre devoir de protester hautement, puisque l'occasion s'en présente.

Je vous le demande, Messieurs, n'est-il pas honteux pour le public français en général, et pour nous en particulier, que la *France protestante* de MM. Haag, cette œuvre d'une si haute importance historique, et qui jette tant de lumière sur nos annales nationales et religieuses, ait dû être achevée par ses auteurs au prix de sacrifices dont nul ne saurait comprendre et mesurer toute l'étendue ? N'est-ce pas une indignité qu'un pareil ouvrage n'ait encore rencontré que 400 souscripteurs, dont le quart environ lui a été gagné par un récent et chaleureux appel de notre président ? Votre Comité peut du moins se féliciter d'avoir constamment patroné cette entreprise, d'avoir soutenu par ses exhortations le courage des deux travailleurs qui s'y sont dévoués corps et biens, et de leur avoir présagé, contre toute espérance, un succès digne de tant et de si vaillants efforts. Ce succès, nous persistons à y croire. Le jour de la justice viendra, et peut-être n'est-il pas aussi éloigné qu'on pourrait le penser. Mais d'où viendra-t-il, et de quel côté en verrons-nous poindre la tardive aurore ? Nos Eglises

(1) Ainsi que des Mémoires inédits de Bouffard de Madiane, de Castres (*Bull.*, III, 632), etc., etc.

attendraient-elles que l'Institut leur désignât, par une récompense aussi éclatante que méritée, un monument qu'elles devraient toutes posséder, puisqu'il a été élevé en leur honneur et pour leur rappeler, avec leurs titres de noblesse, les saintes obligations qui en résultent?

La publication de plus en plus régulière de notre *Bulletin* et l'achèvement de la *France protestante*, tels sont, Messieurs, les deux événements où se résume pour nous l'année qui vient de s'écouler. La simplicité apparente de notre but et de nos travaux m'a permis d'en donner un aperçu en peu de mots, et si je ne m'étais proposé que de vous présenter un compte rendu, je serais arrivé au bout de ma tâche, et je n'aurais plus qu'à réclamer votre bienveillante et sérieuse attention en faveur des lectures que veulent bien nous faire nos collaborateurs, MM. Jules Bonnet, de Triqueti et Douen. Mais, Messieurs, comme il ne fut jamais plus nécessaire de stimuler le zèle des membres de cette Société, il faut que vous me laissiez vous retracer brièvement ses principaux titres à votre intérêt et à votre sympathie.

La Société de l'Histoire du Protestantisme français se distingue de toutes les autres Sociétés protestantes par un triple caractère qui en fait en quelque sorte l'originalité; elle est à la fois une entreprise littéraire, une œuvre de patriotisme et un service spécial rendu aux Eglises qui reposent uniquement sur l'Évangile.

Son caractère scientifique et littéraire est tellement saillant, qu'il semble inutile de le faire ressortir. C'est à ce titre que la Société de l'Histoire de France s'est, pour ainsi dire, affilié notre Société, en inscrivant notre président parmi ses membres. C'est à ce titre encore que beaucoup d'entre vous l'accueillirent dès l'origine avec tant de faveur, soit parce que ses allures tant soit peu académiques ajoutaient je ne sais quelle heureuse diversité à ces solennités annuelles, à ces assises périodiques du protestantisme français, soit parce qu'elle leur semblait propre à mettre en relief l'un des côtés les plus intéressants de ce même protestantisme, naturellement si jaloux de trouver et de répandre la lumière sur tout ce qu'il est donné à l'homme de connaître.

Outre ces avantages évidents et incontestables de notre œuvre, veuillez en considérer, je vous prie, la nature éminemment patriotique. Rechercher pieusement la trace de nos ancêtres, exhumer leurs

vertus, restituer à l'histoire les monuments trop longtemps ignorés de leur énergie et de leur héroïsme, n'est-ce pas rendre à notre pays, à ce beau pays de France qu'ils aimaient tant, en dépit de ses injustices et de ses rigueurs, n'est-ce pas lui rendre, dis-je, une partie de sa gloire la plus pure et la plus durable peut-être? J'entends ici une objection qu'on ne manquera pas de nous faire, et qui peut paraître sérieuse. « Vous vous trompez, dira quelqu'un de nos adversaires ou de nos contempteurs, ce n'est pas pour la France tout entière que vous travaillez : au fond, c'est une petite famille détachée de la grande, c'est pour une secte, pour un parti. » Cette objection n'est pas nouvelle; mais elle n'est que spécieuse, et il est aisé d'en montrer la faiblesse.

Sans doute, notre vive et ardente sympathie est acquise à tant de victimes, à tant de martyrs de la foi évangélique. Sans doute, quand nous assistons à leurs luttes et quand nous retraçons leur vie, nous souffrons avec eux dans leurs disgrâces et nous gémissons de voir ajourner le triomphe de la doctrine qu'ils scellèrent de leur sang. Mais que cherchons-nous dans ces souvenirs, si douloureux et si édifiants? Croit-on que nous y cherchions des motifs de haine, des aliments pour nos discordes intestines, ou la matière de réeriminations violentes, ou enfin les misérables satisfactions de l'esprit de parti? Nous pouvons hardiment le déclarer devant Dieu et devant les hommes, une telle supposition serait une injure imméritée. Notre but est plus élevé, notre ambition plus haute. Bien loin de nous complaire dans cette étroitesse de vues et de sentiments qui n'est plus de notre époque, nous nous efforçons d'épurer et d'étendre notre patriotisme, fort différent d'ailleurs du patriotisme vulgaire.

Il est, en effet, un patriotisme de bas étage, qui consiste en une sorte de culte superstitieux pour le pays, supposé parfait, où l'on a pris naissance, pour la nation, supposée impeccable, dont on fait partie. Ce patriotisme-là n'est qu'une idolâtrie, et nous n'avons garde d'en faire l'éloge.

Il est un autre patriotisme, large, éclairé, légitime, celui qui consiste à aimer son pays sans aveuglement, sans se dissimuler ses défauts, ses torts ou ses crimes, à l'aimer assez toutefois pour vouloir son vrai bien, pour concourir à ses progrès, pour se dévouer à sa régénération et à son salut. C'est ainsi que des chrétiens savent aimer, et les chrétiens sont les seuls qui aiment ainsi. La patrie leur est chère,

mais elle ne leur fait jamais oublier l'humanité. Leur pensée n'est point bornée par des rivières et par des montagnes; elle s'étend au delà du sol natal, partout où la Parole divine peut être annoncée à des âmes pécheresses et immortelles. L'Eglise universelle du Christ, voilà la grande patrie, la patrie commune à laquelle nous appartenons avec tous les hommes, et dans laquelle nous voudrions que notre patrie particulière, notre chère France, occupât, s'il était possible, une place privilégiée. Tel était le patriotisme de nos pères, de ceux que nous nous proposons pour modèles. Manque-t-il donc de largeur? N'est-il pas, au contraire, plus raisonnable et plus pur que le premier?

C'est surtout par l'idée chrétienne que cette œuvre se rattache à toutes celles qui vous intéressent, quoiqu'elle s'en distingue, même sous ce rapport.

Parmi les œuvres, bénies de Dieu, qui existaient et florissaient parmi nous, lorsque celle-ci vint prendre rang après elles, il en est deux avec lesquelles sa parenté est plus étroite et plus intime. L'une, la plus élémentaire et la plus indispensable, a pour but de répandre cette instruction première sans laquelle toutes nos Sociétés n'auraient aucune prise sur les populations qu'elles veulent amener au christianisme; vous avez nommé la Société pour l'encouragement de l'instruction primaire. L'autre, la Société biblique, distribue des exemplaires des Livres saints aux enfants, aux jeunes gens, aux hommes faits, aux vieillards, aux malades, à tous les hommes de bonne volonté à qui s'adresse l'Evangile de Jésus-Christ. Ces deux Sociétés s'appliquent, comme la nôtre, à favoriser parmi nous l'instruction, une instruction religieuse et chrétienne, mais, remarquez-le bien, Messieurs, une instruction essentiellement élémentaire. Ces deux Sociétés, si étendu que soit leur champ de travail, agissent surtout sur les pauvres et sur ceux que les besoins du cœur, et non ceux de l'esprit, disposent à recevoir la bonne nouvelle du salut. Or, la même chose peut se dire de presque toutes nos Sociétés. Si elles ne laissent point de côté les savants, les lettrés, les hommes d'étude, au moins ne semblent-elles pas s'adresser à eux de préférence, et, en fait, elles n'agissent guère sur eux.

C'est cette lacune dans la diffusion de l'enseignement chrétien qu'a voulu réparer, à sa manière, la Société de l'Histoire du Protestantisme français. Aux protestants un peu tièdes de nos jours, elle est venue

poser cette grave question, que nous avons prise pour épigraphe : « Vos pères, où sont-ils ? » et elle s'est efforcée de réchauffer leur zèle. Aux chrétiens qui sont demeurés fidèles à la tradition et aux exemples de leurs ancêtres, elle offre une source inépuisable d'édification, en recueillant des archives où ils peuvent voir clairement que « Dieu ne s'est jamais laissé sans témoignage parmi les hommes. » Elle encourage, autant qu'il est en elle, les travaux accomplis dans ce dessein, et voilà pourquoi elle n'a cessé de recommander la *France protestante*, ce livre essentiel de toute bibliothèque consistoriale. Enfin, à tous ceux qui, sous quelque dénomination que ce soit, entretiennent des sentiments généreux, des aspirations religieuses, l'amour du beau moral et de la sainteté, notre Société propose, pour les attirer au pur christianisme, les exemples immortels de véritables saints « qui ont vécu dans le monde et qui n'ont pas été du monde, » qui n'ont pas fui le monde et ne s'en sont point séparés, mais y ont combattu le bon combat et remporté la victoire par la puissance du Christ; en sorte qu'un écrivain catholique, frappé de leur constance et de leurs vertus, ne peut s'empêcher de leur rendre ce beau témoignage dans un livre dirigé contre eux : « Il sembloit que la chrétienté fust revenue en eux en sa première innocence, et que ceste sainte réformation dust ramener le siècle d'or (1). »

Ah ! s'il nous était donné d'assister à une autre renaissance du christianisme évangélique, avec la conscience d'y avoir contribué, si faiblement que ce fût, quelles actions de grâces ne rendrions-nous pas à Dieu pour avoir daigné bénir nos humbles efforts, et pour avoir réalisé le rêve des fondateurs de cette Société, la pensée qui les soutenait si puissamment au début, et qui leur assura le concours déclaré des Verny et des Adolphe Monod, en même temps que la collaboration de notre savant ami, M. Christian Bartholmèss ! Cette pensée, cette espérance chrétienne anime toujours votre Comité, et la grâce divine suppléera, soyez-en sûrs, à l'insuffisance de ses membres. Aussi bien, des ouvriers nouveaux y sont entrés, dont le nom seul est une garantie pour l'avenir : MM. de Triqueti, Cornélis de Witt et Jules Bonnet ont bien voulu nous aider à combler, dans notre sein, des vides à jamais regrettables, et ces choix de votre Comité ont rencontré, j'ose le dire, une approbation unanime.

(1) Florimond de Rémond, *Histoire de l'Hérésie*, l. VIII, c. vi, § 2.

Je m'arrête, Messieurs, quoique j'aie à peine esquissé le tableau que j'aurais voulu vous offrir. J'en ai dit assez, si vous reconnaissez avec moi combien cette Société pourrait, à la condition d'être fortement soutenue, contribuer au progrès des études historiques, servir la cause d'un patriotisme bien compris, et surtout, avec le secours d'en haut, répandre l'édification parmi nous et travailler utilement à l'avancement du règne de Dieu sur la terre.

CALVIN AU VAL D'AOSTE.

(FÉVRIER-MARS 1536.)

Malgré les études multipliées dont Calvin a été l'objet, il y a encore bien des points obscurs dans sa vie. Tels sont ceux qui concernent son voyage en Italie, et particulièrement son séjour au val d'Aoste. Le réformateur lui-même a gardé le silence le plus absolu sur cet épisode de sa jeunesse, comme sur l'origine de ses relations avec la princesse distinguée dont il fut le conseiller, le directeur spirituel, durant plus de vingt-cinq ans. Il est constant néanmoins qu'il traversa le val d'Aoste à son retour de Ferrare, aux premiers mois de l'année 1536. La tradition, qui n'est ici que l'écho affaibli mais fidèle de faits conservés dans la mémoire des générations, atteste de la manière la plus précise son séjour dans cette vallée. On y voit encore la *ferme* de Calvin, le *pont* de Calvin, la *fenêtre* de Calvin, c'est-à-dire la maison qui lui servit d'asile, le pont sur lequel il franchit un des affluents de la Doire, le col par lequel il pénétra des hauts monts de la Valpeline dans le Valais, en se dérochant aux poursuites dirigées contre lui sur la route du Saint-Bernard. Enfin dans la principale rue d'Aoste, dite de la *Croix de Ville*, sur la place du *marché*, s'élève un monument, moins intéressant au point de vue de l'art que par les souvenirs qu'il rappelle. C'est une fontaine surmontée d'une croix, sur le piédestal de laquelle est gravée l'inscription suivante :

HANC

CALVINI FUGA

EREXIT ANNO MDXLI,

RELIGIONIS CONSTANTIA REPARAVIT

ANNO MDCCXLI,

CIVIUM PIETAS

RENOVAVIT ET ADORNAVIT

ANNO MDCCCXLI.

« Cette croix, érigée l'an 1541, en commémoration de la fuite de Calvin, restaurée l'an 1741, par la religieuse fidélité de nos pères, a été renouvelée l'an 1841 par la pieuse munificence de leurs descendants. »

Tel est le fait attesté par un monument contemporain du réformateur, à peine mentionné par les historiens, sur lequel le moderne éditeur de sa Correspondance a essayé de jeter quelques lumières, en interrogeant à la fois les traditions recueillies sur les lieux et les documents originaux conservés à Turin, à Aoste et dans les archives de quelques familles. Il est ainsi parvenu à composer un *Récit*, où sont exposés, dans leur rapport avec les grands événements dont la Suisse et la Savoie étaient alors le théâtre, tous les détails relatifs au séjour de Calvin dans la cité qui proscrivit le réformateur après avoir paru un moment favorable à sa doctrine, et qui se glorifie de nos jours encore de son attachement à la foi catholique. Ne pouvant offrir, quant à présent, à nos lecteurs l'*Etude* de M. Jules Bonnet, nous en extrayons les détails qui précèdent, et nous reproduisons, dès aujourd'hui, quelques-uns des documents qui ont servi de base à son travail.

Document communiqué par M. l'avocat Martinet, député d'Aoste à Turin (1).

En l'année 1535, après que le ministre C... eut attiré à soi plusieurs personnes de ce duché tant de qualité que autres qui avoient déjà embrassé la fausse religion sans l'oser exercer publiquement, ayant esté adverti par iceux qu'on devoit faire une assemblée générale des trois estats de la duché d'Aousté pour les intérêts de S. A. R., il vint en ce pays-cy (2), où ayant demeuré quelque temps et tâché de continuer de pratiquer divers particuliers et attirer à soy tout le reste des habitants du pays, voyant qu'il estoit le temps de faire exécuter sa mine, se retira dans le grangeage de Bibian dépendant de la noble maison de Vaudan (3) et tout proche de la ville et d'où il pouvoit avoir des nouvelles certaines de tout ce qui s'y passeroit par le moyen de ses sectateurs qu'il avoit déjà attirés à soy, et fit tant que l'affaire fut proposée au conseil général si on accepteroit ou non et suivroit sa religion.

Il fit faire des propositions encore de faire cantonner tout le pays et de le faire allier avec les autres cantons protestants et par ainsy que par ce moyen le pays seroit mis en liberté comme iceux, à quel effect il avoit déjà attiré à soy diverses familles de condition, en particulier un de la maison de la Creste, un de la Visière, de Vau-

(1) Relation du XVII^e siècle, antérieure, en tous cas, à l'an 1741, date de la première restauration du monument d'Aoste.

(2) Sur la fin de février 1536. Relation manuscrite de M. l'avocat Christifin fils.

(3) Aujourd'hui propriété de M. Martinet. L'ancienne grange a disparu pour faire place à un bâtiment nouveau, construit sur une terrasse qui domine Aoste et la vallée de la Doire. Pour y arriver, on quitte, à peu de distance de la ville, le chemin du Saint-Bernard, et l'on prend un sentier à gauche, à travers les vignes. Tout près s'élève une chapelle. Est-ce en expiation du séjour de Calvin dans ces lieux ?

dan, Borgnion, Philippon, un noble Aragon, Champvillain, Chaudieu, Salluard, Quay et plusieurs autres qu'on n'a pas pu sçavoir précisément pour en estre déjà le nombre assez grand, tous lesquels travailloient par-dessous main pour luy et qui assistoient avec la populace aux assemblées générales, pour en apprendre les résolutions et les rapporter audit C...

Sur quoy Monseigneur l'évesque Gassin et le seigneur maréchal de Challand, qui présidoit au dit conseil, ayant faict célébrer une messe du saint Esprit pour implorer ses lumières avant que de rentrer en iceluy, y estant rentré après une sçavante remonstrance d'un père cordelier, nommé *A. Sapientibus*, d'Aymaville (1), tout le conseil, par le moyen dudit maréchal de Challand et des inhibitions et défenses, sous des grandes peines de la part de S. A. R., de faire aucunes propositions, et aux assistans de les exécuter en façon que ce soit, sauf celles qui concernoient les intérêts du souverain et de la province tant seulement, et mesme fut baillé ordre d'arrester ledit C... et tous autres qui seroient de son party.

Ce que ayant esté rapporté avant qu'on sortist du conseil audit C..., qui attendoit audit Bibian la résolution qui seroit prise, il se sauva avec tous ses sectateurs (2), passa la rivière du Buttier en un lieu qu'on appelle Closellina, et de là tirèrent du costé de la Valpelline, d'où ils se rendirent par les montagnes en Valley, de façon qu'on ne peut les arrester (3).

En suite de ce, pour rendre grâces à Dieu, toutes les communautés du pays, par le moyen de leurs syndics, en vertu des procures d'icelles et par serment presté en autre conseil général, prêtèrent de nouveau, entre les mains de Monseigneur l'évesque, le serment de fidélité à S. A. R., et de vouloir vivre et mourir sous son obéissance et dans la foy catholique et apostolique et romaine, et firent un

(1) Antoine Savion, de Saint-Martin des Aimavilles, devint supérieur général de son ordre, et assista en cette qualité au concile de Trente.

(2) Le 8 mars 1536. Document Christilin. Parmi les compagnons de la fuite de Calvin, l'auteur d'une Histoire manuscrite d'Aoste conservée par M. l'avocat Charpentier, désigne les personnages suivans : Tillier, Besenval, Bourgeois, de Vaudan, ainsi que plusieurs ecclésiastiques qui cherchèrent un asile à Berne. Ces divers noms se retrouvent encore de nos jours dans la Suisse française.

(3) « Le comte René de Challant fut entre autres, celuy qui donna la chasse à Calvin, avec son épée nue, ainsi qu'il est représenté à l'escalier de l'évêché. » (Document Christilin.) On y voit en effet une peinture à fresques, représentant un guerrier. Sa main gauche soutient une colonne, la droite brandit une épée au-dessus d'un brasier, symbole significatif des périls de l'Eglise d'Aoste, et de l'assistance qu'elle reçut, en 1536, du comte de Challant.

vœu solennel de faire, en actions de grâces, une procession toutes les semaines dans toutes les parties du pays à l'honneur du saint nom de Jésus, ce qui se fait encore à présent, et en mesme temps fut encore ordonné à toutes personnes ayant maison dans la ville et le bourg de faire peindre ou en bosse l'image du saint nom de Jésus sur leurs portes, ce qui a esté fait comme on voit encore en plusieurs maisons anciennes de la cité (1).

Et quelque temps après, a esté dressée une croix de pierre taillée au milieu de la ville, comme se remarque, par escrit au pied d'icelle, du 14 may 1541 (2).

Histoire manuscrite d'Aoste. (Turin, Biblioth. du roi.) Fragment recueilli
par M. le pasteur Gaberel (3).

Dans les années 1535 et 36, jusqu'en 1542, Luther et Calvin, ces imposteurs abominables, profitant du trouble des guerres d'entre Charles V et François I^{er}, faisaient répandre leurs erreurs dans ce duché. *Sur la fin de février 1536*, Calvin ayant pénétré secrètement et s'étant approché jusqu'aux murailles de la cité d'Aoste, se tenant caché dans la grange de Bibian, où l'avocat noble François-Léonard Vaudan l'avait introduit, tâcha d'y faire semer sa fausse doctrine par le moyen de quelques émissaires, en sorte qu'il y pervertit quelques personnes jusque dans les familles de condition, et d'où il eut encore la hardiesse de répandre des billets pour induire les habitants à se mettre en liberté, avec offre de les faire allier aux cantons suisses protestants, avec lesquels ce duché serait compté pour un canton. Cependant la sagesse infinie du Dieu éternel et tout-puissant a fait la grâce de préserver ses habitants d'un si grand malheur, ainsi que les vœux et prières des prêtres fidèles, les processions continuelles auxquelles non-seulement le menu peuple, mais encore le révéren-

(1) Quelques-unes subsistent encore dans le faubourg attenant au *Marché*, avec l'initiale du nom de Jésus gravée sur un écusson au-dessus de la porte.

(2) Date de l'érection de la croix, que l'on a quelquefois confondue avec celle du passage de Calvin, antérieur de cinq années au monument qui en rappelle le souvenir.

(3) Au savant auteur de *l'Histoire de l'Eglise de Genève* revient l'honneur de la publication du premier document inédit concernant le séjour de Calvin au val d'Aoste. (T. I, *Appendice*, p. 100-102.) On peut également consulter sur ce sujet les ouvrages suivants : Besson, *Mémoires pour servir à l'histoire ecclésiastique du diocèse de Genève, Tarentaise, Aoste*, etc., in-4°, p. 261 ; Grillet, *Dictionnaire de Savoie*, et la *Vie de saint Grat*, évêque et patron du diocèse d'Aoste, par Gal, docteur en théologie. In-12, 1829, p. 13 et suiv.

dissime évêque Gasin, messieurs du clergé, le comte René d'Echalland et tout ce qu'il y avait de plus distingué dans le pays, assistaient pieds nus et couverts de sac et de cendre, dans la rigueur même de la saison ; le traité qu'on fit avec les seigneurs des sept dizains du Valais de s'entresecourir contre toute innovation en fait de religion et de fidélité. Et d'ailleurs les états dudit duché, assemblés au mois de février de la dite année 1536, au sujet de laquelle l'évêque et Echalland avaient fait célébrer une messe solennelle du Saint-Esprit, et exhorter tous les assistants par une savante remontrance qu'ils firent prononcer par un habile père *A Sapientibus*, soit des Savios, de Saint-Martin d'Aimaille, après laquelle l'assemblée étant entrée en séance, commença ses délibérations par faire des inhibitions de la part de Son Altesse à toute sorte de personne, sous peine de la vie, d'oser y avancer aucune proposition, et aux contrevenants d'en écouter en aucune façon que ce soit, sauf de celles qui concerneraient le service du souverain, conjointement avec la défense de notre sainte religion.

Les bons ordres qui furent donnés ensuite pour faire surveiller que le poison de l'hérésie ne s'y introduisît, aussi bien que pour faire arrêter Calvin et ceux qu'il avait pervertis, lesquels cependant, sur des avertissements qui lui furent portés à temps par des émissaires secrets qu'il avait en ladite assemblée, lui donnèrent le temps de s'évader avec ses sectateurs qui, se sentant exposés à suivre la grande route, passèrent à gué le torrent de Buttier sous le village de Cluselina, près de Roisan, d'où ils se portèrent en Vallay par des chemins détournés des montagnes de Valpeline, au moyen de laquelle marche ils se déroberent à la recherche de ceux qui étaient commandés de les poursuivre. Après cette démarche, toute l'assemblée des trois états et des autres peuples qui étaient accourus firent par l'élévation des mains d'un chacun, une confession publique de foi et serment solennel de vivre et mourir dans la religion catholique, et établirent une procession qui se célèbre le jour de la Circconcision et les troisièmes fêtes de Pâques et Pentecôte, auxquelles assistèrent toute la ville, avec le syndic en tête, portant un étendard de broderie sur lequel est brodé le nom sacré de Jésus. C'est en mémoire de cette signalée protection que la communauté des citoyens bourgeois fit élever dans le centre de la ville, où viennent aboutir les quatre principales rues, une grosse croix en pierre, qui y subsiste

encore, comme un monument éternel de leur foi constante. On ordonna à tous les chefs de famille de faire peindre sur leurs portes le nom de Jésus. Ainsi, les vœux des Valdostains, les sages et prudents mouvements qu'ils se donnèrent en cette occasion, trouvèrent grâce auprès du Seigneur et fortifièrent toujours plus les habitants dans la saine et véritable religion qu'ils avaient héritée de leurs ancêtres. (*Manuscrit*, pages 122 et 123.) (*Ibidem*, p. 275.) Sous l'évêque Gassin, quoiqu'on ne voulût point d'inquisiteurs, lorsque Calvin fit répandre son hérésie dans le voisinage de ce diocèse, ceux-là y ont été processés (*sic*) par les vicaires desdits prélats, et du depuis ceux qui furent convaincus, remis aux seigneurs pairs et non pairs et coutumiers comme bras séculier pour mettre à exécution leurs sentences sans qu'aucun inquisiteur s'en mêlât. » (P. 266.)

Ces faits semblent indirectement confirmés par les dépêches d'Ami Porral, ambassadeur de Genève à Berne, dont M. Gaberel a publié quelques fragments. Antérieures de quelques mois au séjour de Calvin à Aoste, ces lettres témoignent que l'œuvre du réformateur y était préparée.

Août 1535 : « Le duc nous dit qu'il a beaucoup d'affaires au delà des monts, en partie pour l'Evangile. Il se répand par toutes ses villes. C'est une chose qu'il faut qu'elle vienne en avant, puisqu'elle est de Dieu, en dépit des princes.

Décembre 1535 : « Les Aostains ont grosses questions avec l'évêque Gassini à cause des excommuniements qu'ils ne peuvent souffrir. »

On a vu par les deux relations qui précèdent l'extrême importance de l'assemblée des états qui se réunirent à Aoste le 28 février 1536, et qui décidèrent sans retour, contrairement au vœu d'une importante minorité, le maintien des croyances catholiques et de l'autorité du duc de Savoie dans la province. Malheureusement on a peu de détails sur les délibérations de cette assemblée, qui exerça une si grande influence sur les destinées politiques et religieuses d'Aoste. Le procès-verbal, original, de ses séances, rédigé en latin, et presque indéchiffrable, est conservé aux archives de l'intendance d'Aoste, dans le recueil intitulé : *Registre des conseils généraux du pays et de la cité*, etc... Ann. 1534-1552. Nous le reproduirons dans sa brièveté significative.

*Concilium generale tenutum coram domino Mattheo Lostan,
baylivo vallis Augustanæ.*

Anno Domini nostri M^o XXXVI, die ultima mensis february actum... convocatis ibidem omnibus communitatibus terræ vallis Augustanæ,

de præcepto præfati domini baylivi, ipse omnibus ibidem advocatis præfatus dominus baylivus, narrando dictis communitatibus quæ facta sunt per Bernenses leuteranos in provincia (vicina?) et quomodo illam aggressi sunt et sibi aperuerunt per literas et (exules?), et non obstante christiana nostra vocatione ipsas provincias insinuat illa secta venenosa leuterana ecclesiarum crucifixos ac imagines... et cibaldos delendo... Ipsis omnibus legit articulos tres inscriptos.

*Conseil général tenu en présence de Messire Matthieu de Lostan,
bailli du val d'Aoste.*

« L'an du Seigneur M^VXXXVI, le dernier jour de février, étant réunies en assemblée générale, toutes les communes du val d'Aoste, sur la convocation du bailli ci-dessus nommé, ledit seigneur a pris la parole, et a exposé les actes récemment accomplis par les luthériens de Berne dans le pays de Vaud, comment ils l'ont envahi, après s'en être ménagé l'accès par leurs menées et leurs intrigues, et nonobstant notre chrétienne vocation, le mortel venin de l'hérésie luthérienne se répand dans tout le pays, les Eglises sont saccagées, les croix et les saintes images sont abattues... Après lesquelles représentations, le bailli a donné lecture des trois articles suivants. »

Ces articles sont reproduits dans un second procès-verbal français des états, dont voici la teneur :

« S'ensuyt, cy-après, la résolution faicte par Messieurs les bannerets, officiers, gentilshommes et communautés de la val d'Aouste, le mardy dernier jour de février 1536.

« Premièrement, Mons. le bailli d'Aouste a proposé et mis en avant, de la part de nostre très redoubté seigneur, trois points principaux devant toute l'assistance, esquels il a demandé estre en particulier et général respondu.

« C'est assavoir si chascun estoit délibéré et disposé de vivre et mourir en la sainte foy catholique, en laquelle nous vivons à présent, et ainsi que nos prédécesseurs ont faict.

« Le second, si chascun estoit résolu de vouloir vivre et mourir en la subjection et obéyssance de nostre très redoubté seigneur, monseigneur le duc de Savoie, comme bons et féaulx vassaux et subjects.

« Le tiers, si chascun s'est délibéré de vouloir contribuer à tous

frais et charges nécessaires pour la manutention et défense de la chose publique, en portion esgale, comme bons subjects... doivent faire.

« Auxquels points messieurs les nobles, citoyens, bourgeois et commis ont répondu, et accordent lesdits trois points et articles ci-dessus narrés, disant tous vivre et mourir, et non rien espargner pour deffendre nostre sainte foy catholique, pour l'obéyssance de nostre prince et pour la défense de ses pays, envers tous et contre tous qui nous vouldroyent fere nuysance, eux offrant contribuer esgallement à tous frais, charges et despense qui se feront pour le bien et deffense dudit pays, ainsi qu'il a esté proposé, et aiant dict particulièrement leur opinion en ceste substance, ont signé d'un commun accord et union tous les assistants, ont levé la main et ont accordé et résolu les trois points et articles sus-proposés.

« Cy après a esté, par commun consentement, conclu et averti que quiconque qui se trouvera contrevenant ès dits trois articles dessus proposés, qu'il soit pugny de peine capitale, et comme corps et biens (*sic*). »

L'unanimité officiellement constatée dans les résolutions des Etats fut-elle bien réelle? Les députés favorables à l'adoption de la Réforme, ceux qui entretenaient des intelligences avec l'hôte mystérieux de la grange de Bibian, ou qui avaient encouru l'excommunication de leur évêque, s'associèrent-ils au vote qui punissait de mort l'auteur de toute proposition contraire à l'autorité de l'Eglise et à la souveraineté du duc de Savoie? Le doute est permis sur ce point, quoique l'on ne puisse contester les conclusions de l'habile historien qui, retraçant de nos jours l'histoire des institutions politiques du Piémont, apprécie en ces termes le rôle des Etats généraux d'Aoste dans cette mémorable circonstance : « Ces Etats, dit-il, donnèrent d'éclatantes preuves de leur ferme attachement à la religion catholique et de leur fidélité au souverain, lorsque dans l'assemblée du mois de février 1536, ils s'opposèrent énergiquement à la propagation de la doctrine calviniste, et que Calvin lui-même, qui s'était secrètement introduit dans cette vallée pour y répandre son hérésie et entraîner les habitants dans une alliance avec les cantons protestants de la Suisse, vit ses efforts déjoués, et dut s'enfuir précipitamment. — *E Calvinò medesimo, che s'era introdotto furtivamente nella valle onde spandere sue false dottrine, e procurare che gli abitanti della valle, rotta la fede al principe, si congiunsero in ordinamento politico co' cantoni protestanti della Svizzera, fu costretto a fuggire precipitosamente* » (1). Le jour où Calvin franchit les Alpes, et où toute velléité de réforme politique et religieuse fut étouffée par la majorité des Etats, marqua pour Aoste une de ces crises décisives, solennelles, qui ne se renouvellent pas deux fois dans l'histoire d'un peuple. Rome ressaisit son empire sur la contrée un moment incertaine entre les deux cultes, et où pendant trois siècles son influence a

(1) Federico Sclopis, *Degli Statisti generali del Piemonte e della Savoia*. Un vol. in-4°. Torino, 1851. P. 398.

régné sans partage. Ce n'est pas ici le lieu d'en apprécier les effets, ni d'évoquer les contrastes que, sur les deux versants opposés des Alpes, Aoste et Genève rappellent si naturellement à l'esprit. Les cités ont aussi leur destinée : *Habent sua fata!*

LES BOILEAU DE CASTELNAU ET LE TITIEN.

1° UN PORTRAIT DE JACQUES BOILEAU DE CASTELNAU, PRISONNIER POUR CAUSE DE RELIGION APRÈS LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES (1694) ;

2° UN PORTRAIT DE CALVIN PAR LE TITIEN (1563).

Dans une histoire comme celle du protestantisme, où tant de faits sont ignorés, où tant d'époques restent à éclaircir, où tant de monuments sont à reconstruire, chaque fait nouveau peut avoir son importance, chaque anecdote en apparence futile, petite, isolée, peut avoir son utilité, lorsque la suite des recherches vient leur donner une liaison et une place parmi les faits contemporains.

C'est dans cette conviction que j'ai cru pouvoir saisir cette occasion pour faire connaître une anecdote singulière que je crois complètement ignorée, quoiqu'elle concerne un homme célèbre, dont la vie a souvent été retracée : elle ne se rattache point directement à l'histoire du protestantisme français, mais elle intéresse l'œuvre de la prédication du chef de la Réforme française, et nous indique l'influence qu'il exerça sur les esprits, lorsqu'il prêcha l'Évangile à la cour de Ferrare ; en outre, deux des acteurs les plus importants dans cette scène réclamaient une origine française ; et ces titres, joints à la brièveté de mon récit, m'ont enhardi à le présenter aux personnes qui s'intéressent aux annales du protestantisme. J'ajouterai que la manière dont ce fait est arrivé à ma connaissance, et l'honorabilité des personnes qui ont transmis ce souvenir, en mettant, pour moi, la véracité hors de doute

Parmi les familles qui occupent une place dans l'histoire du protestantisme, il est juste de citer celle des Boileau de Castelnau, originaire du Languedoc ; son illustration commence à Etienne Boileau, grand prévôt de Paris, vers 1250, à qui l'on dut les règlements célèbres des diverses corporations d'artisans, connus sous le nom de *Livre des mestiers*. Cette famille eut de nombreuses ramifications. La branche des Castelnau-Mauvissière resta catholique, et le plus connu

de ses membres fut Michel de Castelnau-Mauvissière, ambassadeur de France auprès d'Elisabeth et de Marie Stuart, grand homme de guerre, auteur des excellents Mémoires qui portent son nom.

La branche des Boileau de Castelnau nous intéresse plus directement. Son chef embrassa la Réforme dès l'origine, et Jacques de Boileau, baron de Castelnau, souffrit une captivité de huit années dans les prisons de Lyon, prix de sa fidélité à la foi évangélique.

A la révocation de l'Edit de Nantes, les Boileau de Castelnau se réfugièrent en Angleterre, s'y livrèrent au commerce, et y acquirent, avec une fortune considérable, une considération non moins grande. Le chef actuel de cette branche, dont je parlerai bientôt, est allié aux plus hauts rangs de l'aristocratie anglaise, et c'est en son nom que je dépose dans nos archives deux pièces intéressantes pour notre histoire.

Ce sont des lithographies faites d'après deux curieux tableaux de famille, qu'il conserve dans sa galerie.

L'un est le portrait de Jacques Boileau de Castelnau, fait pendant sa captivité, au bas duquel est une longue et pieuse légende en latin, racontant ses souffrances (1).

L'autre représente les portraits d'Antoine de Boileau, sénéchal de Nîmes et Beaucaire et trésorier du roi, et de sa femme Françoise de Frossellière, mariés en 1497, et peints en 1519.

La lithographie, exécutée fidèlement d'après l'état actuel de ce dernier tableau, contient un trait remarquable de la naïve sévérité des premiers protestants. La figure d'une vierge tenant l'enfant Jésus

(1) Voici cette légende :

Hanc faciem cordis suæ mæstitiam, squalore et macie præ se ferentem, sulcatam rugis fronte deformem, barba horridam uberibus quas extorris conjugis amantissimæ sparsæque per diversas Europæ plagas miserandæ familie, acerba sors expressit lachrimis sæpius irrigatam, in perennem durissimæ ad Petrincisam carceris memoriam, honestæ mulieris Joannæ Garnier Charpij Lugdunensis manu depingi curavit nobilissim. Dom. Jacobus de Boileau, Dom. de Castelnau Sainte-Croix, etc., anno salutis 1694, Aprilis die 15, ætatis suæ 68, mense 3º, captivitatibus 8º, mense 3º, die 3º.

Obiit 17 Julii 1697, annos natus 71, menses 6, dies 2; captivit. annis XI, mensibus 6, diebus 5, completis.

DOMINE, QUEM SERVASTI AB UTERO, IN SENECTUTE NE DERELINQUAS.

D'après cette inscription, trop longue pour que j'en fasse la traduction littérale, et dans laquelle il peint énergiquement le triste état physique où sa détention l'a réduit, privé de sa femme et de ses enfants, réfugiés sur des terres étrangères, il fit faire ce portrait par une artiste de Lyon, Madame Jeanne Garnier Charpy, étant déjà depuis 8 années enfermé dans la prison du fort de Pierre-Encise. Plus tard, une main pieuse a ajouté la fin de sa triste histoire. Il termina ses jours dans cette dure captivité, à 71 ans, après y avoir passé 11 années et 6 mois.

entre ses bras et faisant le fond du tableau entre les deux portraits, a été soigneusement effacée sur la peinture, de peur qu'elle n'y fût un sujet d'idolâtrie et de scandale. L'enfant Jésus seul a été conservé.

J'ajouterai un dernier renseignement, et ce n'est pas le moins curieux sur cette grande et nombreuse famille, c'est que les Boileau-Despréaux qui durent leur illustration au grand poète satirique, se rattachent aux Boileau de Castelnau par une descendance commune du grand prévôt de Paris.

Après ces explications nécessaires, je suis heureux de dire que j'ai l'honneur de compter à Londres, parmi mes meilleurs et plus bienveillants amis, sir John Boileau, chef de cette branche des Boileau de Castelnau, fixée en Angleterre depuis la révocation de l'Edit de Nantes. Son zèle pour tout ce qui concerne les établissements charitables destinés, à Londres, soit aux descendants des réfugiés, soit à l'instruction des enfants protestants français, est trop bien connu pour que j'aie besoin d'en parler. C'est de sa bouche que je tiens le récit qui va suivre.

Se trouvant à Naples, il y a une vingtaine d'années peut-être, il y fut présenté au chef d'une des plus grandes familles du royaume, le duc de Bevilacqua. Celui-ci l'accueillit de la manière la plus gracieuse et la plus cordiale, parce que, sans parler du mérite personnel de sir J. Boileau et de sa haute position sociale, il voyait en lui, lui dit-il, un parent éloigné. Pour justifier cette singulière ouverture, il lui apprit alors que la famille des Bevilacqua tenait à honneur de descendre d'une origine française, des Boileau du Languedoc, dont le nom avait été traduit en idiome italien. Il ajouta ensuite qu'il avait avec sir J. Boileau un lien et une affinité de plus, parce qu'un de ses ancêtres avait embrassé le protestantisme. Ce duc de Bevilacqua se trouvait à Ferrare lorsque Calvin y prêcha la Réforme à la cour de Renée de France. Entraîné par la parole éloquente du grand réformateur, il en avait adopté les doctrines, ainsi que la plupart de ceux qui l'entouraient. Au nombre de ceux-ci, et dans l'intimité de son amitié, un peintre illustre, Le Titien, fut gagné avec lui à la cause de l'Evangile; et comme preuve de la vérité de cette tradition de famille, racontée, il faut bien le remarquer, par un catholique, le duc de Bevilacqua montra à sir John Boileau le portrait de Calvin, peint à cette occasion par le Titien pour son noble ami.

Le duc de Bevilacqua eut en outre la gracieuseté d'offrir à sir

J. Boileau une copie fidèle du précieux portrait, sentant combien un tel souvenir pouvait l'intéresser. Effectivement la copie fut faite, et j'ai eu maintes fois l'occasion de la voir à Londres, chez sir J. Boileau.

Ce portrait représente Calvin au milieu de sa vie, et bien tel que nous pouvons nous le figurer à l'époque où, quittant la France, il alla visiter la duchesse de Ferrare, avant que de se fixer définitivement à Genève.

Le fait du Titien devenu protestant à l'appel de Calvin, contredit au premier abord toutes les notions conservées sur la vie de ce grand peintre. Examiné avec soin et réflexion, je n'y trouve, au contraire, rien d'improbable, et j'y vois un trait de plus à ajouter à ceux qui serviront à peindre ces vellétés et ces éclairs de réforme brillant un instant en Italie, et s'y éteignant rapidement.

Sans vouloir aborder ici la thèse banale de la légèreté du caractère italien, thèse à laquelle je suis loin de souscrire, et dont la fausseté est évidente dès qu'on réfléchit aux oppositions que présentent entre elles les diverses nationalités italiennes, on conviendra que s'il est une organisation susceptible de saisir promptement et de s'impressionner vivement, c'est à coup sûr celle des grands artistes; or l'esprit brillant du Titien, tout épris qu'il était des pompes extérieures du catholicisme, avait été depuis trop longtemps éveillé sur la corruption des doctrines et des mœurs dans l'Eglise romaine par son intimité avec les littérateurs de son temps, pour ne pas être frappé de la vérité des doctrines évangéliques et saisi d'admiration pour la beauté de la foi présentée dans sa divine simplicité.

Jusque-là, toute réflexion lui ayant été interdite sur les choses religieuses, il n'avait encore vu que du ridicule dans ces moines fainéants, dans ces indulgences, dans ces faux miracles depuis longtemps objets des sarcasmes et des satires des auteurs catholiques italiens : la prédication de Calvin lui fit voir partout le mensonge et par un effet naturel la vérité dut infailliblement frapper ses yeux comme une vive lumière.

Mais Calvin ne put rester à Ferrare, et le grain qu'il avait semé n'avait point encore pu pousser de bien profondes racines. Que devint cette semence dans le terrain préparé par les impiétés de l'Arétin ou les plaisanteries de l'Arioste ? C'était un sol à peine remué à la surface et le grain s'y dessécha. Chez le Titien comme chez la plupart des nouveaux protestants de la cour de Renée de France, la

ferveur s'éteignit bien vite ; l'aimable protectrice des lettres, la pieuse princesse réformée, dut aussi bientôt quitter Ferrare. J'ignore ce qu'il advint de la conversion du duc de Bevilacqua ; mais je sais que le Titien de retour à Venise, y travaillant pour Charles-Quint, pour le pape, pour les cardinaux, oublia bien vite les impressions reçues à Ferrare, et rentrant dans la voie commode des idées religieuses reçues et commandées, laissa de côté des doctrines qui, n'intéressant que son âme, eussent certainement nuï singulièrement à sa fortune. Aussi son immense talent devint de plus en plus matériel, et sa longue vie, qui se prolongea près d'un siècle, se termina sans indiquer aucun retour connu aux pensées spirituelles.

J'ai interrogé à Venise une personne fort instruite qui a fait de longues et minutieuses recherches dans les archives si riches de cette ville ; elle n'y a rien découvert qui pût faire croire que ce fait y ait été connu. Cela prouve combien peu ce réveil a duré : à moins, ce qui n'est guère probable et contrasterait péniblement avec le courage ordinaire aux réformés, à moins qu'il n'ait conservé la précieuse doctrine cachée dans son cœur, la dissimulant pour rester en paix avec les puissances du siècle.

Si nous nous rappelons que le Titien mourut de la peste à l'âge de 99 ans (en 1576), dans cet abandon, suite inévitable de l'effroi que causait le terrible fléau, nous devons souhaiter vivement que se rappelant sur son lit de mort les prédications de Ferrare, et se souvenant combien l'intercession humaine est inutile et vaine, il ait, comme autrefois, tourné ses yeux défaillants vers notre unique médiateur, et confiant en sa miséricorde infinie ait demandé le salut de son âme à celui qui mourut pour l'apporter à tous les hommes.

H. DE TRIQUETI.

En commençant cette courte notice, j'émettais l'opinion que rien n'est à négliger dans l'histoire, et que des liens viennent bien vite rattacher des faits isolés, et leur donner de la force et de l'importance. Effectivement, peu de jours après que j'eus donné lecture de ce qui précède, deux renseignements fort intéressants m'ont été communiqués.

Le premier, que je dois à l'obligeance de M. Théodore Vernes, est un fait direct, puisqu'une alliance rattache sa famille à la branche de Bevilacqua, devenue protestante, et qui paraît avoir quitté l'Italie pour se fixer à Genève. Voici la note que m'a procurée cet honorable collègue.

« En 1821, c'est-à-dire à près de trois siècles de distance, un duc de Bevilacqua, de Vérone, fit demander à la chancellerie de la république et canton de Genève, des informations sur les descendants d'une branche protestante de sa famille qui pourrait encore y résider. Des recherches auxquelles on se livra, il résulta que les Bevilacqua avaient en effet une descendance protestante à Genève, représentée par deux hommes : l'un dans une position modeste, l'autre dans une situation honorable. Le père de ce dernier, qui épousa une demoiselle Lagisse de Bevilacqua, s'est acquis une certaine illustration dans les lettres, et son grand-père, pasteur de l'Eglise de Genève, s'était fait remarquer autant par son caractère élevé que par son talent d'orateur et d'écrivain.

« Il faut reconnaître que les indications produites par les chancelleries, au sujet des réfugiés, sont toujours fort incomplètes, ceux-ci ayant été souvent intéressés à cacher leurs titres, leurs alliances et leur origine, pour échapper aux recherches. »

M. Th. Vernes a la bonté de faire continuer cette intéressante investigation, et il m'a promis de m'en faire connaître le résultat.

Voici maintenant la seconde communication, venue tellement à propos qu'elle fait songer au proverbe italien : *Non piove, diluvia*.

M. le pasteur Ch. Frossard vient de trouver et d'acquérir, en vente publique, un portrait portant dans cette vente l'indication de *Portrait de Calvin, peint par le Titien*. Il s'est empressé de me l'apporter, et m'a consulté sur le mérite de son acquisition. Voici les observations auxquelles un examen scrupuleux a donné lieu de ma part.

Ce portrait, de grandeur naturelle, peint sur une toile de 40 centimètres sur 30, représente le célèbre réformateur un peu moins maigre et décharné que ne le montrent d'ordinaire les portraits faits dans les derniers temps de sa vie. La tête est de trois quarts, et coiffée d'un bonnet carré noir. Un petit col blanc paraît au haut de la robe. Dix centimètres du bas de la toile sont occupés par une longue et importante inscription. La peinture est très fatiguée, et de mauvaises retouches ont été faites ; mais il est aisé néanmoins à un œil connaisseur de reconnaître que c'est une peinture vénitienne, faite dans l'école du Titien par une main sûre et habile. Le dessin en est noble et grand, et le caractère sérieux et frappant de vérité. J'espère qu'en faisant disparaître les retouches maladroites, nous retrouverons un des plus précieux portraits qui restent de Calvin, et peut-être un des plus authentiques. Voici maintenant la curieuse inscription qu'il porte. Et d'abord disons que cette inscription est formée en partie de lettres majuscules, en partie de lettres cursives, mais toutes sont de ces caractères vénitiens parfaitement connus des personnes qui se sont occupées de l'étude des arts en Italie ; caractères que l'on retrouve surtout au bas de toutes les belles

planches gravées en bois sur les dessins du Titien, et qui sont ici tellement reconnaissables, qu'ils ont dû être tracés par la main habituée à faire les inscriptions de ces gravures en bois. Voici le texte :

GIOVANNI CALVINO

FIGLIO DI GERARDO CALVINO E GIOVANNA FRANCA,

GRAN TEOLOGO PRIMA PRETE ORTODOSSO,

POI CAPO E DIFENSORE DELLE PROPOSITIONI DE PROTESTANTI.

*Tiziano vecelli da cadore lo dipinse nella sua casa
di anni 66 nel primo maggio 1563.*

Je livre cette curieuse inscription aux commentaires; les dates contiennent des erreurs aisées à relever. D'abord, en 1563, Calvin, né en 1509, avait 54 ans. Le Titien, né en 1477, en avait 86 : or, que *nella sua casa* se rapporte à l'un ou à l'autre, il est difficile de supposer à cette époque Calvin à Venise, ou Titien à Genève. Il est constant que le Titien peignait encore à cet âge; mais comment concilier les dates et les distances de lieux? Le Titien a fait un voyage à Augsbourg, et a pu passer par Genève, mais ce fut quinze ans plus tôt, en 1548.

Malgré ces obscurités, le portrait est incontestablement de l'école du Titien, fait au moins sous ses yeux, à l'époque indiquée, représentant bien Calvin à 54 ans, une année avant sa mort, et je ne désespère pas de trouver, dans quelque nouvelle recherche et par une nouvelle faveur de la Providence, l'éclaircissement de ces difficultés apparentes.

H. DE T.

JEAN GARDIEN GIVRY

DE VERVINS

L'UN DES PREMIERS PASTEURS DU DÉSERT DANS LE NORD
DE LA FRANCE.

1691.

Décréter la révocation de l'Edit de Nantes du fond de la chambre de Madame de Maintenon, violer un serment solennel pour obéir aux obsessions du confesseur, du conseil de conscience et de tout le clergé, c'était chose naturelle et facile pour un prince qui, devant le tribunal de l'histoire, peut passer pour l'incarnation du despotisme

et du bigotisme. Mais il fallait songer à rendre exécutable l'édit révo-
catoire, trouver le moyen de séduire la conscience de plus de deux
millions de protestants, du moins les réduire au silence et à la sou-
mission. Le décret eût été impuissant si l'on avait laissé les pasteurs
au milieu des troupeaux qu'ils s'étaient attachés par leurs talents et
leurs vertus, car ils eussent continué d'entretenir parmi leurs ouailles
la fidélité à l'Evangile. D'un autre côté, n'était-il pas périlleux d'em-
prisonner ou déporter en masse ces hommes aimés et vénérés, n'y
avait-il pas lieu de craindre de les faire passer pour martyrs, et,
peut-être, de jeter tout un peuple dans le désespoir et la révolte?
Quand cette question fut agitée dans le conseil tenu à Fontainebleau
le 8 octobre 1685, le secrétaire d'Etat, Balthazard Phelypeaux de
Châteauneuf, fit observer que la nourriture de tant de prisonniers
serait une lourde charge pour le trésor, et qu'il y aurait double bé-
néfice à permettre aux ministres de sortir du royaume en confisquant
leurs biens (*France protestante*, IX, 380). Sans doute il eût été pré-
férable encore de corrompre les directeurs des Eglises à l'aide de la
caisse de Pelisson, mais tous les efforts tentés jusque-là avaient eu
si peu de succès qu'on pouvait regarder ce moyen comme à peu près
inutile. L'idée de Châteauneuf prévalut donc, sans que l'on renon-
çât, toutefois, à la séduction de l'éloquence dorée.

Tous les ministres furent condamnés par l'Edit à l'abjuration ou
au bannissement, et ils eurent quinze jours pour sortir de France; en-
core cette dernière clause ne fut-elle pas scrupuleusement observée.
Quant à ceux qui préféraient l'abjuration, l'art. V de l'Edit révoca-
toire leur offrait une pension d'un tiers plus forte que les appointe-
ments qu'ils touchaient en qualité de ministre, et l'art. VI leur of-
frait des facilités extrêmes pour se faire recevoir avocats ou docteurs
ès lois. Tout fut mis en œuvre pour obtenir un grand nombre d'abju-
rations; on défendit aux pasteurs d'emmener ceux de leurs enfants
qui avaient atteint l'âge de 7 ans, on retint des familles entières et
jusqu'à des enfants encore à la mamelle.

Perdre ses biens, c'était peu; mais livrer ses enfants aux persé-
cuteurs, aux ennemis de la foi protestante! Le cœur se serre et s'indi-
gne à la pensée d'un tel sacrifice. Dieu permet-il que nous délaissions
ces autres nous-mêmes dont il nous a confié la direction? Dieu veut-il
que nous abandonnions à l'erreur et aux fureurs du fanatisme ces
âmes auxquelles nous devons la vérité, toute la vérité dont sa grâce
nous fait don? — Grande et horrible tentation qui transformait l'hy-
pocrisie en devoir. — Ne valait-il pas mieux céder à la nécessité,
feindre de se soumettre en prononçant ces trois mots : « Je me réu-

nis, » et fuir plus tard avec toute sa famille? — Non, car il n'est point d'accommodements avec la conscience, éclairée, retrempée par l'Evangile. Une cinquantaine de pasteurs seulement succombèrent dans un premier mouvement de stupeur et d'épouvante, et ils revinrent presque tous à leur ancienne foi, déplorant toute leur vie, comme Pineton, un acte d'impardonnable faiblesse (*Fr. Pr.*, art. *Cheiron*). Tous les autres restèrent fermes, montrant ainsi que le courage chrétien est à la hauteur de toutes les adversités (1).

A quelque religion que l'on appartienne il semble aujourd'hui impossible de ne pas être saisi de respect au spectacle de ces hommes qui ne reculèrent pas devant le plus douloureux des sacrifices pour obéir à leurs convictions. Mais le fanatisme est sans pudeur, et Bossuet, entonnant le chant de triomphe de la persécution, n'a pas reculé devant la calomnie : dans l'oraison funèbre de Letellier il peignit *les faux pasteurs* abandonnant leurs troupeaux *sans même en attendre l'ordre, et heureux d'avoir à leur alléguer leur bannissement pour excuse*.

Ceux que l'évêque de Meaux qualifiait de faux et lâches pasteurs prirent courageusement le chemin de l'exil malgré les rigueurs de l'hiver, et parmi eux plusieurs centaines qui succombèrent sous les fatigues et les privations avant d'avoir atteint le Refuge, la terre de liberté. Si Louis XIV n'eût été infatué de sa gloire, il eût compris alors que la tyrannie, même la plus effrénée, a ses bornes, et qu'elle se brisera éternellement contre la conscience toutes les fois qu'elle voudra l'enchaîner et la forcer de rendre à César ce qui n'appartient qu'à Dieu. Malheureusement, « Louis XIV avait l'air d'un grand roi, selon l'expression de Montesquieu (*Pensées diverses*),... il fut dupe de tout ce qui joue le prince, les ministres, les femmes et les pré-

(1) Les historiens sont loin de s'accorder quant au nombre des pasteurs qui émigrèrent. L'un des écrivains les plus hostiles à la Réforme, M. Capetigue, après avoir consulté les cartons des généralités, élève ce nombre à 1,580, plus 2,300 anciens. (L. XIV, II, ch. xxiv, p. 258.) L'historien des pasteurs du Désert, M. Peyrat, adopte le même chiffre; Rulhières parle de 2,000; Elie Benoît, au contraire, l'un des pasteurs réfugiés, et avec lui MM. Haag et De Félice, ne portent ce nombre qu'à 700. M. Weiss, dans son *Histoire des Réfugiés* (I, 92), ne parle également que de 800 temples démolis.

Il faut avouer que ce chiffre est plus en rapport que les précédents avec les listes de pasteurs dressées par les synodes. En effet, tandis qu'on comptait en France, en 1598, 2,800 pasteurs et 400 proposants, selon Gregorio Leti (*Bullet.*, I, 123), la liste dressée au synode national de Castres en 1626 n'en offre plus que 700; celle du synode national d'Alençon, onze ans plus tard, n'en contient plus que 647; or il est impossible que ce chiffre ait doublé aux approches de la Révocation. Mais les ministres de fief étaient-ils compris dans la liste des synodes, et ne pouvaient-ils pas être aussi nombreux que les ministres qui prêchaient dans des temples ouverts à tout venant? La question mériterait d'être résolue.

tres, » et l'on peut ajouter qu'il fut dupe surtout de l'orgueil. L'orgueil, décuplé par l'ignorance, par le jésuitisme du confessionnal et l'adulation de toute la France, étouffa le sentiment moral dans l'âme du roi Très-Chrétien. Il n'était plus capable de cet élan d'enthousiasme qui contraignit les Borgia même à proclamer la souveraine grandeur de la foi. — La voix de Savonarole prêchant la réforme et tonnant contre les abominations de la cour papale, faisait trembler le Vatican; Alexandre VI, effrayé, eut recours à la corruption pour imposer silence au fongueux réformateur : il lui fit offrir le chapeau de cardinal. — « Je ne veux d'autre chapeau que celui du martyr, et rougi dans mon sang, répondit Savonarole. » — A l'ouïe de cette parole : « Celui-ci est un vrai serviteur de Dieu, » s'écria Borgia (H. Martin, *Hist. de Fr.*). Le grand roi n'était plus susceptible d'un tel mouvement; il était tombé, au moins en ce point, au-dessous de Borgia.

Le sabre des dragons avait opéré d'innombrables conversions, une apostasie presque universelle, bientôt suivie de remords et d'une amère douleur; aussi, à peine les missionnaires bottés s'étaient-ils éloignés, que la foule courait au désert, dans les bois, dans les cavernes, pour y chanter les psaumes et ouïr la Parole divine; les timides, les tièdes même, toujours si nombreux, se laissaient entraîner aux assemblées. « En apprenant que les prétendus convertis recommençaient à célébrer leur culte, le roi, ses ministres et les jésuites en ressentirent des accès de colère qui ne respectaient plus rien. C'était de la frénésie, dit M. De Félice. Peine de mort fut prononcée le 1^{er} juillet 1686 contre les pasteurs qui étaient revenus en France; peine des galères perpétuelles contre ceux qui leur prêteraient secours, asile ou assistance quelconque; récompense de 5,500 livres à qui prendrait ou ferait prendre un ministre; enfin peine de mort contre ceux qui seraient surpris dans une assemblée. On se demande comment, de la cour polie de Louis XIV, a pu sortir cette loi qui aurait fait honte à des cannibales. » (De Félice, 423).

Tandis que le conseil de conscience couronnait ainsi dignement le code monstrueux et sanguinaire qu'il élaborait depuis trente ans, du sein de l'exil, bien des pasteurs s'accusaient d'avoir quitté leur troupeau et se demandaient avec angoisse s'ils n'auraient pas à répondre un jour de la perte d'une multitude d'âmes forcées à l'hypocrisie. En vain prétextaient-ils leurs nouveaux devoirs, en vain essayaient-ils de se convaincre qu'il suffisait d'encourager leurs frères de loin, de relever leurs espérances, de gourmander leur faiblesse ou leur tiédeur, en restant eux-mêmes à l'abri de la persécution. Une voix intérieure leur criait

sans cesse : Va, obéis à Dieu. — Mais rentrer en France, prêcher l'Evangile sous la croix, c'est marcher à la mort ! — Va, répétait la voix, et comme ton Maître, scelle ta prédication de ton sang, donne ta vie pour tes brebis. — Il fallut partir, et braver journellement le supplice.

« Une foule de pasteurs, dit la *France protestante* (Préface, LXXXIV), se dévouèrent à une mort presque certaine pour venir consoler leurs frères. » Pour une telle entreprise, il ne suffisait plus de ce courage vulgaire qui préserve de la lâcheté ; il fallait le dévouement, l'héroïsme de la foi. Ces héros, à qui le protestantisme français doit sa perpétuation, devraient occuper la première place dans notre histoire ; cependant un seul d'entre eux est célèbre : Brousson ; quelques-uns sont à peine connus, les noms même de plusieurs sont encore ignorés. Toutes les indications réunies ne fournissent que 37 pasteurs du désert, jusqu'à la fin du XVII^e siècle, savoir : les vingt exécutés dans le Midi de 1684 à 1698 et dont Brousson clôt la liste ; les neuf qui figurent dans le Nord en compagnie de Brousson, qui parcourut le Nord comme le Midi, Mathurin, Cardel, Cottin, De Salve, Lestang, De Malzac, Gérard, Masson, Givry, et enfin huit autres dont nous ne connaissons guère que les noms : Brocas, Gillet, De Bruc, Guyon, Du Noyer, Coyaud, d'Arrigrand, d'Aumelle ou Omel.

La *France protestante*, cette œuvre d'initiation qui aura la gloire d'être le point de départ d'un grand nombre de travaux historiques, nous a révélé l'existence d'une pièce importante dans les papiers de la Reynie (manuscrits de la Bibliothèque impériale) : c'est une autobiographie du pasteur du désert Jean-Gardien Givry, dit Duchesne, qui fait l'objet de cette notice.

Malheureusement, des 114 pages in-12 que devrait contenir ce manuscrit, nous ne possédons que les 23 dernières avec ce titre : *Suite de mon histoire dont j'ai laissé le commencement à Amsterdam avec mes papiers* (1). Il y a là une lacune regrettable que nous essayerons de combler par des inductions tirées du manuscrit même et par des indications puisées principalement dans les registres des secrétaires d'Etat aux Archives de l'empire.

Le caractère saillant des pages que nous allons analyser est leur simplicité même ; Givry n'écrivait pas pour la postérité, on le voit assez à la négligence de son style ; avec lui, nous sommes loin de ces grands capitaines écrivains, les Coligny, les Marnix, les Rohan, qui

(1) Ce serait une importante trouvaille que celle des 91 premières pages de ce manuscrit. Avis à nos amis de Hollande.

savaient tout à la fois combattre et écrire, comme César. Tout l'intérêt qu'offrent les pages de Givry se résume dans une peinture plus fidèle que dramatique de l'état des Eglises du Nord à la fin du XVII^e siècle, et dans un tableau naïf de la vigilance des persécuteurs. On y trouve aussi les élans d'une âme pieuse animée d'une foi aussi simple que vivante.

Gardien Givry naquit à Vervins (Archives O. 36.) vers le milieu du XVII^e siècle; nous ignorons l'année de sa naissance, celle de sa réception au saint ministère et celle de sa mort. Nous espérons trouver sur lui quelque renseignement à Vervins; malheureusement les registres de l'état civil de cette ville ne remontent qu'à l'année 1668. Suivant un document des Archives de Lambeth-Palace à Londres, Givry aurait encore vécu en 1713; il devait avoir à cette époque de soixante à soixante-dix ans.

Arrivé à Sedan en qualité de pasteur, en 1669, il donna un grand scandale à l'Eglise de cette ville en 1678; les remords qu'il laisse partout éclater, les termes mêmes qu'il emploie, montrent qu'il dut abjurer, nous ne savons dans quelles circonstances. Comme l'apôtre saint Pierre, comme le pasteur Pineton de Chambrun, Givry se releva de sa chute; à la Révocation il se retira en Angleterre et fut nommé pasteur de l'Eglise française de Plymouth qu'il desservit pendant cinq ans, après quoi il revint en France expier son crime et annoncer l'Evangile au péril de sa vie. Nous avons hâte de laisser la parole au confesseur qui languit tant d'années dans les cachots de l'île Sainte-Marguerite et qu'Antoine Court cite comme l'un des plus actifs et des plus courageux parmi les pasteurs du désert.

« La résolution, dit Givry, que j'avais prise l'an de notre Seigneur Jésus-Christ 1690, et qui avait été retardée par l'opposition de mon Eglise de Plymouth, fut enfin exécutée, ou commença à l'être le 1^{er} mai 1691, où je partis de Plymouth pour aller à Londres recevoir les instructions pour mon voyage de France. Les avis étant fort partagés, je fus près de deux mois sans savoir ce que je ferais, à cause des difficultés qui se trouvaient dans l'exécution de mon dessein; je partis pourtant enfin de Londres vers la fin du mois de juin et arrivai à Rotterdam trois jours après mon embarquement. Je fus d'abord trouver M. Jurieu pour lui proposer mon dessein et pour lui demander ses avis et quelques adresses nécessaires pour favoriser mon voyage. Il me reçut fort froidement, et mes propositions et ma personne lui parurent si suspectes qu'il me dit qu'il me fallait avoir un certificat de mon Eglise de Plymouth, par lequel il parût que je l'avais servie cinq ans et d'une manière assez édifiante, et que j'en étais sorti en

homme d'honneur, en bon chrétien et en véritable ministre du saint Evangile, et qu'il était surpris qu'on ne lui eût donné aucun avis de Londres de mon dessein ni de mon départ. »

Sans se laisser décourager par cet accueil plus hautain que fraternel, Givry écrivit à Londres, reçut au bout de trois semaines toutes les pièces demandées et les soumit à Jurieu. « Il me parut, continue-t-il, fort changé à mon égard, après toutes ces lettres, et il comprit la vérité de tout ce que je lui avais dit, et qu'en effet c'était l'envie de réparer le scandale que j'avais donné à l'Eglise de Dieu, il y avait treize ans, qui me poussait à faire le voyage que j'entreprenais, et que je me disposais à donner mon sang pour laver la tache de ma vie passée. Les affaires du synode retardèrent pourtant encore mon voyage de trois semaines, et je ne pus partir de Rotterdam que vers la fin du mois d'août, ni arriver à Bruxelles que lorsque le roi d'Angleterre passa pour retourner de la campagne. » [Guillaume III, prince d'Orange, accouru de Londres pour couvrir Bruxelles, menacée par le maréchal de Luxembourg, chargé par Louis XIV de venger la chute de Jacques II.] « Cela m'inquiéta beaucoup, parce que je ne trouvais plus personne à l'armée qui voulût m'aider à passer en France. J'étais adressé à deux officiers, dont l'un venait de partir pour Mastrecht (Maëstricht) et l'autre venait de périr dans le combat qui s'était fait aussitôt après le départ du roi de la Grande-Bretagne » [combat de Leuse, 19 septembre 1691, où vingt-huit escadrons français culbutèrent soixante-douze à soixante-quinze escadrons de l'armée anglo-batave], « de sorte que je n'avais plus aucune connaissance dans son armée, car quoique M. de Briquemault y fût, et que le poste où il était aurait pu m'être d'un grand secours, le souvenir du passé me donna tant de confusion que je n'osai me découvrir à ce général ni lui demander assistance. » [Sans doute Henri de Briquemault, réfugié en Brandebourg, chargé par Frédéric-Guillaume de former un régiment de cuirassiers dès 1683; il mourut lieutenant général en 1692.] « Je roulai par le camp et dans le voisinage pendant trois semaines sans oser passer plus avant, et pour redoubler mes chagrins, on me prit à Enghien [ville du Hainaut, à 27 kilomètres nord de Mons] pour un espion de France, et il fallut me découvrir au commandant des troupes qui gardaient ce poste, pour me tirer de cette affaire. Heureusement ce commandant était Français et de la religion protestante [l'un des réfugiés qui servaient contre leur ingrate patrie, dans l'armée de Guillaume III d'Orange], de sorte que je n'eus pas de peine à me justifier, surtout à la faveur d'un passe-ports d'Angleterre, dont je ne m'étais pas encore défait. Mais cet

officier, au lieu de m'aider comme il le pouvait, ne fit que tâcher de me détourner de mon dessein, en m'en représentant l'exécution impossible. Je fus à Ath [ville du Hainaut, à 24 kilomètres nord-ouest de Mons], pour voir si, dans le régiment de Briquemault, qui y était en garnison, je ne trouverais pas quelque officier mieux intentionné; je demurai huit jours dans cette place, et quoique j'y eusse rencontré quelques officiers protestants fort zélés, qui approuvaient mon dessein, et qui auraient fort souhaité de le seconder, cependant il fut impossible de me donner aucun secours, par le défaut de guide, personne ne voulant risquer sa liberté ou sa vie pour de l'argent. Je me résolus à tenter le passage tout seul, n'ayant pu trouver personne pour me conduire, et je m'abandonnai à la Providence. »

Parti d'Ath un dimanche matin, Givry arriva à Mons, tombé au pouvoir des Français depuis cinq à six mois, sur les trois heures de l'après-midi; il y entra heureusement, grâce à la précaution qu'il avait prise de quitter son costume de voyageur, pour éviter l'interrogatoire qui se faisait aux portes de la ville. Il partit le lendemain pour Avesnes et fut arrêté par un vieux garde à la porte de cette ville.

« Il me dit, raconte Givry, qu'il fallait parler au gouverneur de la ville qui allait venir de la promenade; mais comme ce gouverneur avait pris une autre route, on me mit entre les mains d'un Suisse qui eut ordre de me faire voir au gouverneur. Comme cette aventure m'avait un peu échauffé, je dis à mon Suisse qu'il m'obligerait d'aller moins vite et de me mener en quelque bon logis pour m'y rafraîchir, avant d'aller plus loin; il y consentit, et, comme nous achevions notre collation, le carrosse du gouverneur passa : je payai l'hôte promptement et courus droit à ce carosse avec le plus de diligence qu'il me fût possible, pour faire croire à mon Suisse que c'était moi qui avais envie de parler au gouverneur, et que l'on ne m'y menait pas malgré moi, car j'avais remarqué que le garde qui m'avait arrêté ne s'était pas expliqué là-dessus fort clairement au Suisse. Ma feinte eut le succès que j'en attendais. Comme je vis le Suisse qui suivait, avec peine, je lui dis que je lui étais fort obligé de m'avoir conduit jusque-là, qu'il n'était pas nécessaire qu'il allât plus loin, et que seul je ferais bien mon compliment à M. le gouverneur, qu'il pouvait retourner à la garde s'il le trouvait bon. Il prit ce parti; il me quitta, et je suivis le carrosse autant de temps qu'il en fallut pour me dérober aux yeux de mon Suisse. Ce commencement fut heureux, mais je n'étais pas hors de péril : il fallait sortir de la ville ou y loger, et l'un et l'autre des deux partis me paraissait également difficile et dangereux; on fermait les portes de la ville et je courais risque de retrou-

ver le garde qui m'avait arrêté, parce qu'il était le portier de la ville et que la porte du côté de Mons devait être fermée. »

Givry prit alors un parti qui devait le perdre; il résolut de coucher dans la ville, au lieu d'en sortir à tout prix; heureusement on ne voulut le recevoir dans aucune hôtellerie, lui assurant qu'il trouverait un logis près la porte de France. Comme il y arrivait, voyant la porte de la ville encore ouverte, il fit semblant d'aller voir lever le pont levis, et s'enfuit par un chemin opposé à sa route. Après avoir passé la nuit chez un paysan, il reprit la route de France par La Capelle, et arriva à trois lieues de son pays natal, au commencement d'octobre 1691, après un voyage de plus de cinq mois.

« Voilà, s'écrie-t-il, comment mon Dieu me fit connaître que ma résolution ne lui déplaisait point; il prit ce soin de ma conduite et donna ce premier succès à mon entreprise pour m'assurer de son secours dans la suite de mon voyage. Je bénis de toute mon âme sa bonne et sage providence, qui m'avait conduit si heureusement parmi tant de hasards, et qui m'avait ramené en ma patrie après tant d'années, pour y réparer les désordres de ma vie passée, par tous les bons offices que je pourrais lui rendre au péril de ma vie. Rien ne me toucha plus que la gloire de mon Dieu et l'édification de son Eglise, et je compris, par ces premiers soins de la bonté de Dieu, qu'il m'appelait à consoler une partie de ses enfants affligés, quelque indigne que je me fusse rendu de le servir dans la glorieuse charge de ministre de l'Evangile. Je lui vouai alors mon corps et mon âme, et je résolus de ne rien négliger pour répondre à la vocation du Seigneur; persuadé qu'il bénirait mes efforts et qu'il accomplirait sa vertu dans mes grandes faiblesses, je me préparai à voir ses merveilles.

« J'arrivai d'abord à la rue des Bœufs (Landouzy, village à trois lieues de Vervins), fameuse par la réputation qu'elle a de ne recevoir pour habitants que des protestants réformés, et dans la famille où était mort M. Masson, ce généreux et glorieux ministre de Jésus-Christ, qui, malgré son âge et ses indispositions, avait entrepris de prêcher l'Evangile sous la croix... et qui finit sa carrière à cet endroit, au milieu de ses frères, en recevant la couronne de vie pour récompense de ses travaux, de ses combats et de sa victoire. Je pris pour un présage heureux de commencer à entrer en lice dans le lieu même où ce bon serviteur de Dieu avait achevé sa course et reçu la couronne. Je passai trois jours dans ce lieu où j'eus la joie de voir et de consoler une partie de ma famille et un grand nombre de gens de ma connaissance, qui étaient ravis de la grâce que Dieu me faisait,

après ce qui s'était passé, et qui, au lieu de me témoigner quelque froideur et de faire difficulté de me recevoir comme ministre de l'Évangile parce que je m'en étais rendu indigne, m'embrassaient avec mille marques d'amitié et d'estime, et bénissaient Dieu qui m'avait envoyé à eux, et qui m'avait inspiré le zèle et le courage nécessaires pour cette grande entreprise. J'étais ravi de voir mes frères relevés de leur chute et rentrés dans le sein de la véritable Église, en cherchant partout les occasions de témoigner leur repentance et l'envie qu'ils avaient de renouveler l'alliance rompue par leur révolte. Parti de là, je fus à Saint-Pierre, petit village où l'on avait accoutumé de s'assembler les dimanches, au nombre de cinquante ou soixante personnes; mais, sans avoir averti personne, j'y trouvai un si grand nombre de gens que le lieu destiné aux exercices de piété ne nous put point contenir. Le village se trouva rempli de gens à neuf heures du soir, et cela fit tant de bruit qu'il en fallut sortir incessamment pour n'être pas surpris par nos ennemis; nous allâmes à la rue des Bohins (Lemé) (1), à une lieue de Saint-Pierre, où en une heure et demie de temps, sans aucun avis, nous trouvâmes plus de trois cents personnes et onze enfants à baptiser. C'était pour moi des miracles que je ne pouvais assez admirer, car on m'avait dit cent fois en Angleterre et en Hollande qu'il n'y avait encore rien à faire pour nous en France, et j'y trouvais une belle et riche moisson; je me voyais dans des assemblées de quatre à cinq cents personnes, tout le monde me cherchait dans le voisinage et tâchait de me suivre partout où j'allais, pour ramasser quelques miettes du pain de vie et pour tâcher de se rafraîchir de quelques gouttes de cette eau saillante en vie éternelle, qui depuis longtemps ne coulait plus dans ce pays désolé. »

Arrivé à Saint-Quentin, où il trouva beaucoup de tiédeur, Givry fut d'abord attristé, mais il éprouva bientôt une grande joie, en voyant venir à lui les députés de sept villages catholiques des environs qui, au plus fort de la persécution, voulaient embrasser le protestantisme. Nous avons raconté dans le *Bulletin* de la Société (VIII, 532) comment ces sept villages abjurèrent entre les mains de Givry, dans la Boîte à Cailloux, où se tenaient encore les assemblées du désert à la fin du dix-huitième siècle.

(1) La grangette de la veuve Guyot, où les protestants se réunissaient, est aujourd'hui détruite; le jardin où elle se trouvait appartient à mon père. Non loin de là est la *ruelle des Huguenots*, qu'il fallait traverser en venant des Bouleaux et des Préaux; de là son nom, qui fut longtemps pour moi une énigme.

Givry visita ensuite la plupart des Eglises de Picardie et de Brie, notamment Laon, Chauny, Varennes, Noyon, Jonquières, Villeneuve près Chalandos, et arriva à Paris deux mois après son entrée en France, c'est-à-dire au commencement de décembre 1691.

Il trouva dans cette ville deux autres pasteurs, très probablement de Malzac et Géraut, qui rendaient de grands services à l'Eglise, bien que la police fût presque toujours sur le point de les saisir. L'arrivée de Givry ne faisant qu'accroître le danger, l'un de ses deux collègues (Géraut) quitta Paris pour visiter les autres parties de la France. Au bout de quelques semaines, des marchands de Sedan sollicitèrent Givry d'aller relever leur Eglise, qu'aucun pasteur n'avait encore visitée. Le souvenir de sa faute et le danger qu'il devait courir dans une petite ville où il était fort connu, y ayant demeuré neuf ans, le firent d'abord refuser.

« Toutefois, continue-t-il, je promis pourtant que si personne ne se voulait résoudre à leur donner cette satisfaction, à cause des grands périls qu'il y avait, je me sacrifierais très volontiers pour une ville et pour un peuple qui m'étaient si chers, et à qui j'avais de si grandes obligations. Je proposai la chose au pasteur qui était à Paris depuis longtemps (de Malzac); mais les hasards ou les rigueurs de l'hiver, ou quelque autre raison que je ne connais pas, l'empêchèrent de faire ce voyage, et comme on le pressait toujours davantage, je résolus enfin de l'entreprendre, quelque danger qu'il y eût pour moi. J'étais charmé de trouver l'occasion d'aller réparer la réputation que j'avais perdue dans cette ville et le scandale que j'y avais donné, et m'abandonnant à la Providence.... je partis vers le milieu du mois de janvier 1692, et à cause des Eglises que je visitai en passant, je ne pus arriver à Sedan que le 3^e février. C'était un dimanche et je l'avais choisi exprès pour favoriser mon entrée en cette ville, puisqu'il fallait tâcher de la faire sans parler au gouverneur, comme c'est la coutume, et sans être interrogé. Je laissai mon cheval et mes armes à Torsy, petit village qui est au bout du pont, afin de ne point paraître en voyage ni en étranger, je me mis en bourgeois et marchai droit à Sedan sur le soir, et Dieu voulut que j'y entrasse comme je l'avais souhaité et que je rencontrais encore le guide qui m'y devait faire voir et m'introduire dans les meilleures maisons. Je sentis alors une joie que je ne saurais représenter; je louai Dieu de toute mon âme de m'avoir si bien conduit et de me présenter une si belle occasion de me rétablir dans l'esprit d'un peuple qui ne pouvait avoir pour moi qu'un très grand mépris. Partout, mon Dieu, ta charité est adorable envers moi, et plus je t'avais offensé, plus tu te plaisais à me faire sentir

ton amour et ta grâce ; et dans les lieux mêmes où je m'étais rendu le plus indigne de te servir et où j'avais le plus déshonoré mon ministère, tu m'as fait le plus d'honneur et tu as redoublé ta bénédiction sur ce ministère que tu m'as rendu ; gloire t'en soit rendue à jamais ! »

Givry fut en effet reconnu à Sedan, mais l'édification n'en fut que plus grande ; on le reçut partout avec beaucoup de joie, et en cinq petites assemblées qu'il présida il reçut onze cents livres, tant pour les pauvres que pour ses frais de voyage (1). Sorti de la ville, malgré les neiges et le froid, il prit la route de la Champagne, pour aller visiter l'Eglise de Montlon près d'Ay, sans penser à Châlons ni à Vitry, qui avaient refusé les services de quelques-uns de ses collègues. Les nouveaux convertis de Montlon ne voulant point le recevoir, Givry se tourna vers Châlons, où il ne fut pas plus heureux ; on lui fit meilleur accueil à Vitry, mais la timidité était si grande qu'il ne put y avoir d'assemblée, faute de maison pour se réunir. Revenu à Châlons, le pasteur du désert trouva les cœurs bien changés, pleins d'ardeur, et il eut la joie de voir et de consoler tous les membres de l'Eglise, sans en excepter les plus pauvres.

« De Châlons, poursuit-il, je fus à Loisir (Loisy), et de là à Château-Thierry, qui a dans le voisinage une Eglise, un lieu tout à fait favorisé du ciel : on l'appelle Mogneau (Monneaux) ; c'est un petit village où il y a un nombre considérable d'habitants, et d'habitants qui sont tous protestants sans exception. Il n'y a pas de lieu en France où les bénédictions de Dieu tombent comme sur celui-là, et à l'égard du temporel et à l'égard du spirituel ; ce que j'y admire surtout c'est une grande innocence accompagnée de beaucoup de piété et d'une grande attache à la religion. La pureté, la charité et la dévotion y triomphent à l'envi ; et il y a ceci de particulier, c'est que, depuis quatre à cinq ans, on y fait deux fois la semaine des assemblées considérables et fort nombreuses, que Dieu a pourvu ce peuple de deux hommes tout à fait propres pour les édifier : ce sont deux frères que l'on appelle MM. Estienne, dont l'aîné fait des prières selon les occasions, comme un pasteur qui se serait occupé toute sa vie à ce saint exercice, et l'autre parle et lit d'une manière si édifiante qu'il y a peu de différence entre sa manière de lire des sermons et des prédications récitées par cœur. Tout le monde en est si charmé que l'on se trouve dans ces assemblées de dix lieues à la ronde. Ces assemblées, réglées dans le temps d'une violente persécution, surprennent d'abord,

(1) Il laissa la somme entière aux pauvres de Sedan.

mais il faut savoir que le magistrat où ce peuple répond les favorise, et c'est une autre merveille que la Providence fait en faveur de cette petite Eglise. »

Givry fit à Monneaux, trois jours de suite, des assemblées de quatre cents personnes dans des granges et des pressoirs; le lieutenant général de Château-Thierry demanda de s'entretenir avec le ministre proscrit. Leur conversation dura deux ou trois heures, et roula sur les matières religieuses, le lieutenant voulant savoir du ministre si l'on pouvait être sauvé dans la religion catholique. La cour, ayant eu vent de la conduite du lieutenant, fut sur le point de faire un exemple; toutefois elle craignit l'éclat : le lieutenant fut mandé secrètement à Paris, dans l'espoir qu'on pourrait peut-être avoir par lui de l'influence sur les protestants de Monneaux.

De Monneaux, Gardien Givry se rendit à Villeneuve, près Chalandos (Saint-Denis-lès-Rebais), où il trouva « un peuple presque aussi heureux que celui de Mogneaux (Monneaux), aussi dévot et aussi sage; » il y tint une assemblée de près de quatre cents personnes, puis deux à Nanteuil-lès-Meaux, l'une de cinq cents, l'autre de sept cents personnes, et rentra de nouveau à Paris, après un voyage de deux mois. L'Eglise de cette ville était plongée, depuis trois ou quatre semaines, dans la plus grande consternation par l'arrestation du ministre de Malzac, qui la desservait depuis deux ans. Il avait été vendu par une femme de la manière la plus lâche, et dès le 12 février 1692, nous voyons le roi *fort aise d'apprendre cette capture*. L'autre ministre, Géraut, avait fait un voyage dans les provinces pour dépister la police, et ne revint à Paris qu'au mois de mai; Givry résolut alors de visiter à son tour les Eglises plus éloignées; mais son heure était venue : un nommé Braconnier le fit arrêter, moyennant 2,000 livres de gratification, dans la rue Saint-Martin, chez le sieur Lardeau, procureur au parlement. Au moment de son arrestation, Gardien Givry était porteur de l'*Autobiographie* qu'il avait commencée le 21 avril, et qu'on lui fit parapher; elle s'arrête à ces mots : « Et, quoi qu'il me puisse arriver, fais (mon Dieu) que je te glorifie partout, dans la liberté ou dans la prison, au milieu de ton peuple ou devant tes ennemis, dans la vie ou dans la mort. »

Arrêté le 3 mai (1), il fut conduit à Vincennes le 24 du même

(1) Au commencement de mai 1692, Givry voit arriver un *nouveau* pasteur à Paris. Parle-t-il seulement du retour de Géraut, ou bien désigne-t-il quelque pasteur dont le nom est encore inconnu?

Le 5 mars 1693, le secrétaire d'Etat écrivait à l'archevêque de Lyon, pour lui

mois; il y trouva Elisée Géraut, qui avait été arrêté le même jour que lui et qui se trouvait dans le donjon déjà depuis le 13 mai. L'ordre qui les envoie à l'île Sainte-Marguerite est du 16 août 1693. Cependant ils ne sortirent de Vincennes qu'au bout de deux ans, le 27 juin 1694; Mathurin ou Cardel, de Salve, Lestang et de Malzac les avaient précédés dans la fameuse prison des îles de Lérins.

Pourquoi Givry, Géraut et leurs collègues ne furent-ils pas condamnés à mort, suivant la rigueur des ordonnances, comme les quinze pasteurs qui avaient déjà été exécutés dans le Midi? (*Fr. prot.*, pièces justifie., 406). — Il est facile de répondre à cette question. Tandis qu'à Nîmes, à Saint-Hippolyte, à Montpellier, près de l'Espagne et de Rome, on pouvait sans crainte attacher au gibet les martyrs, le voisinage de la cour et des Etats protestants rendait de telles exécutions impossibles à Paris. Il ne restait qu'à faire disparaître les proscrits sans bruit, dans l'ombre et le mystère le plus impénétrable. Ruse, hélas! qui n'a que trop réussi, et cependant ruse vaine: l'histoire finit toujours par éclairer de sa lumière vengeresse l'œuvre ténébreuse du fanatisme. Vous avez beau jeter les confesseurs au fond des cachots, les ensevelir vivants dans les donjons, tenir quinze ans l'Europe entière dans l'ignorance de leur destinée, les murs entendront les plaintes des captifs, les pierres crieront comme le sang du juste pour l'édification de la postérité. Les descendants de ces huguenots, que le grand roi crut avoir anéantis, se penchent aujourd'hui, non sans émotion, non sans reconnaissance envers Dieu, sur les feuillets des registres où Louis XIV faisait inscrire les ordres d'arrestation, les noms des martyrs, et recommander aux geôliers la surveillance la plus sévère et le silence le plus absolu.

Le roi adressait à M. de Saint-Mars, gouverneur de l'île Sainte-Marguerite, l'ordre suivant (écrit de la main), à propos de chaque pasteur incarcéré: « Je vous écris cette lettre pour vous dire que mon intention est que vous receviez N..., que vous le fassiez mettre dans l'endroit le plus sûr qu'il se pourra, et qu'il soit soigneusement gardé, sans avoir communication avec qui que ce soit, de vive voix ou par écrit, sous quelque prétexte que ce soit. Et la présente n'étant à autre fin, je prie Dieu, etc. »

Et comme si l'ordre royal n'eût pas été assez explicite, le secrétaire d'Etat écrivait en même temps au sujet de Cardel: « J'ajoute à la lettre du roi que Sa Majesté ne veut pas que l'homme qui vous

permettre de faire arrêter un ministre qui, passant par cette ville pour se rendre à Paris, s'était décidé à demeurer sur les bords du Rhône. (*Bullet.*, IX, 76.) Quel est ce pasteur inconnu?

sera remis soit connu de qui que ce soit, et que vous teniez la chose secrète, en sorte qu'il ne vienne à la connaissance de personne quel est cet homme. » Et il écrivait également à M. de Besmaus, gouverneur de la Bastille : « Le roi m'ordonne de vous dire que personne ne sache ce qu'il (Cardel) est devenu. »

Enlevés de la Bastille ou du donjon de Vincennes, au milieu de la nuit, les pasteurs traversaient toute la France sans qu'on les laissât voir de personne. Arrivés à la prison d'Etat, ils étaient placés isolément dans des cachots, sans pouvoir communiquer entre eux, sans jamais se rencontrer, sans voir d'autre figure humaine que celle de leur gardien : une éternelle solitude, un éternel silence ; c'était la mort anticipée sans le repos de la tombe. Parfois cependant ils chantaient les psaumes du désert, et quand une voix s'élevait, une autre lui répondait, c'était un moyen de s'entretenir à travers les voûtes des cachots, de reconnaître les captifs à leur voix, de n'avoir plus à gémir uniquement sur son sort, mais aussi sur celui d'un collègue et d'un ami. M. de Saint-Mars, qui paraît avoir eu toute la brutalité et la rapacité d'un geôlier sans entrailles (1), s'efforça d'enlever aux prisonniers l'unique consolation qu'ils trouvaient dans le chant des psaumes, et, comme les ministres essayaient de continuer malgré les injonctions et les menaces, il leur fit subir les plus cruels traitements, pensant s'attirer par là la faveur du monarque. Nous devons dire, à la décharge des ministres et du roi lui-même, que le geôlier reçut plus d'une fois de sévères réprimandes. « Sa Majesté ne veut pas, lui écrivait le secrétaire d'Etat, que vous leur fassiez à l'avenir de pareilles duretés ; et s'ils continuent à psalmodier malgré vos défenses, vous devez vous borner à les mettre dans des cachots d'où on ne puisse les entendre. »

Tandis que l'on n'accordait qu'une livre par jour pour l'entretien des prisonniers vulgaires, M. de Saint-Mars touchait 900 livres par an pour chaque pasteur, sous la condition de leur fournir « la subsistance et l'entretien.... sur un pied médiocre ; » cependant il les laissait manquer des choses les plus indispensables, telles que feu,

(1) Avant d'être gouverneur de l'île Sainte-Marguerite, M. de Saint-Mars avait rempli les mêmes fonctions à Pignerol, où Fouquet était enfermé pour avoir osé disputer à Louis XIV une des beautés de son sérail. M. de Saint-Mars fit construire un mur devant les fenêtres de la prison, pour ôter à Fouquet la vue d'une colline qu'il se plaisait à contempler. Il fit ensuite pendre à la croisée, même de Fouquet un domestique qui s'était laissé gagner, et le squelette de ce malheureux resta plusieurs années sous les yeux du captif. On sait que Fouquet mourut à Pignerol, et qu'il subit la captivité perpétuelle, bien que ses juges ne l'eussent condamné qu'à l'exil. (Pellisson, *Etude sur sa vie et ses œuvres, suivie d'une Correspondance inédite du même*, par M. F.-L. Marcou.)

lumière, draps de lit, et les réduisait même à un repas par jour, ce qui ne l'empêchait pas de réclamer des indemnités que, du reste, on ne lui accordait point. Vous devez leur fournir « une bonne nourriture, » lui écrivait-on (24 mai 1690); et plus tard (9 janvier 1695) : « Contentez-vous, s'il vous plaît, de cette forte pension, et leur donnez avec douceur et charité les choses nécessaires. »

Recommandations vaines, mais que l'on aime à signaler comme témoignant que tout sentiment d'humanité n'était pas éteint dans le cœur des ministres du roi. C'est le juste châtiment du despotisme de voir ses agents outrepasser les ordres; — tout tyran porte, devant l'histoire, la responsabilité de tous les crimes qu'engendre la tyrannie, même de ceux qu'il réprime et qu'on commet en son nom.

Outre la solitude et le silence, les prisonniers avaient encore à endurer l'indicible tourment d'une réclusion absolue; il fallut un ordre du maréchal de Villars pour que de Malzac obtint deux heures de promenade; du reste, point de livres, ni encre, ni papier, pas même de vaisselle, parce qu'on y pouvait graver quelques mots : la pensée comme le corps condamnée à une complète inaction. La faim, le froid, les mauvais traitements, les maladies résultant de l'insalubrité des cachots, de l'absence de travail, du manque de mouvement et de distraction, la certitude de mourir sans avoir la moindre nouvelle de leur famille, telle était la vie, ou plutôt tel était le supplice, la lente agonie des confesseurs de Jésus-Christ. L'espérance de voir un jour tomber leurs fers les eût rattachés à la vie; ils n'avaient pas même cette espérance : condamnés à vie, l'île Sainte-Marguerite devait être leur tombeau. A cette pensée, qui ne se rappelle les tentations de suicide contre lesquelles eut à lutter Silvio Pellico, et les folles terreurs qui l'assaillaient chaque soir dans son cachot du Spielberg? Il nous revient également à la mémoire qu'un autre prisonnier autrichien dut à la trouvaille d'une épingle de conserver sa raison. Au moment où il la sentait s'affaiblir et se trouvait en proie à des hallucinations effrayantes, il eut le bonheur de trouver une épingle : la perdre et la retrouver fut désormais son occupation, et cela suffit pour ne pas laisser éteindre en lui le flambeau divin de l'intelligence. Les prisonniers de l'île Sainte-Marguerite furent moins heureux, quelques-uns éprouvèrent l'infortune du Tasse. Sur quatre prisonniers (1) qui se trouvaient dans ces cachots depuis environ deux ans,

(1) Trois de ces pasteurs étaient de Salve, Lestang et de Malzac. Quel était le quatrième? — Mathurin, si l'on admet que Cardel ne partit pour l'île Sainte-Marguerite qu'en mai 1694; ou Cardel, si l'on admet qu'il y fut envoyé à sa sortie de Vincennes, en 1690.

Une lettre du secrétaire d'Etat n'accuse que cinq pasteurs dans la même pri-

trois étaient déjà devenus fous en août 1693, et l'on travaillait à convertir le quatrième, ce qui donne à penser que son intelligence et son énergie morale avaient également baissé. Le secrétaire d'Etat, par lettre du 10 novembre 1693, ordonne à M. de Saint-Mars de « traiter avec charité ceux qui sont aliénés d'esprit. »

Le déplorable accident arrivé à ces trois malheureux pasteurs eut pour résultat que l'on permit aux autres d'avoir de *bons livres* (21 juillet 1694); il paraît que l'on avait aussi donné de quoi écrire aux deux derniers incarcérés (Géraud et Givry), mais cette faveur ne dura guère, et l'encre et le papier leur furent bientôt enlevés. Serait-ce trop s'aventurer que de conclure qu'on entendait par ces bons livres des ouvrages propres à amener la conversion des ministres? On pouvait, du reste, quant au choix, s'en rapporter au zèle de M. de Saint-Mars.

En 1699 (1^{er} octobre), on refusait encore du papier à l'un des prisonniers, qui voulait faire des remarques sur l'Écriture sainte, et l'on permettait d'en donner une fois seulement à un autre pasteur, aliéné, à condition d'envoyer ce qu'il aurait écrit au secrétaire d'Etat; trait que l'on retrouve presque identiquement dans l'histoire du prisonnier du Spielberg. Si toute l'Europe s'attendrit et s'indigna quand parut le livre des *Prisons*, qui dévoile avec tant de mansuétude le régime barbare des prisons autrichiennes, de quel prix ne serait pas pour nous un livre semblable, écrit par l'un des captifs de l'île Sainte-Marguerite, par Mathurin, par exemple, qui sortit de l'horrible donjon à la paix d'Utrecht! Malheureusement, pour arriver à concevoir les sentiments et les pensées qui agitèrent, pendant plus de trente ans, l'âme de nos héroïques confesseurs, nous sommes forcés de nous reporter à l'ouvrage de Silvio Pellico et à celui de Dellon, qui a publié, en 1727, une *Histoire de l'Inquisition de Goa*, dans laquelle il rapporte ses propres souffrances. (Amsterdam, chez Louis Foubert.)

Le livre des *Prisons* respire une piété vraie, une résignation profonde, un pardon tout chrétien; nul doute que ses sentiments se trouvassent au même degré dans le cœur des captifs de l'île Sainte-Marguerite. Toutefois, il nous semble qu'il dut y avoir chez eux

son, en janvier 1695. — Leurs noms doivent être les cinq qu'on vient de lire; mais alors il faut supposer que Géraud et Givry, sortis de Vincennes à la fin de juin 1694, auraient mis plus de sept mois pour effectuer leur voyage à travers la France; ou bien, ce qui est plus probable, qu'ils furent retenus encore quelque temps à la Bastille, avant de partir pour le lieu de leur destination; ou mieux encore, que le secrétaire d'Etat n'était pas bien renseigné sur le nombre des prisonniers, supposition qui n'a rien d'impossible, puisqu'on le voit demander, le 9 octobre 1697, un mémoire exact des détenus de cette prison.

quelque chose de plus mâle, une confiance plus héroïque que dans l'âme féminine et trop facilement attendrie de Silvio. On sent dans son œuvre l'influence du livre de l'*Imitation*, et on voudrait la voir refaite sous l'inspiration directe de l'Évangile; on la voudrait imprégnée des rayons d'un soleil vivifiant, tandis qu'on n'y trouve çà et là que les pâles rayons d'une lune mélancolique. Le prisonnier italien fut homme et chrétien; la foi des pasteurs du désert dut les élever en quelques points au-dessus du reste de l'humanité. Ne sont-ils pas les glorieux rejetons des premiers héros de la Réforme, que nous trouvons presque trop grands, tant le sacrifice leur est facile, tant ils se réjouissent d'avoir été trouvés dignes de souffrir pour le nom de Christ? Silvio, conservant une lueur d'espérance, est, comme le roseau de la fable, agité du moindre souffle : il désespère, puis reprend à la vie; les pasteurs du désert son plutôt le chêne inébranlable, mais fracassé par l'orage. Quelles douleurs n'a-t-il pas fallu pour briser la raison de ces hommes qui, ayant regardé le péril en face, l'avaient embrassé avec une soumission joyeuse à la volonté divine!

Nous devons ajouter une dernière iniquité à ce triste tableau des iniquités de la fin du grand règne. Les guerres ruineuses et désastreuses de Louis XIV « avaient ouvert un abîme, où la monarchie finit par s'engloutir » (Bonnechose, *Hist. de France*, II, 72, 8^e éd.). Lors de la paix d'Utrecht, en 1713, le grand roi, humilié, abaissé, vaincu par les puissances que la Révocation avait enrichies d'hommes, d'argent, d'industries nouvelles, de talents de tout genre, dut recevoir la loi qu'il avait jusque-là dictée à l'Europe. Les Etats protestants élevèrent la voix, hélas! bien tardivement, en faveur des réformés détenus aux galères et dans d'innombrables prisons. Pour leur accorder un semblant de satisfaction, quelques galériens furent relâchés; le donjon de l'île Sainte-Marguerite ne laissa échapper qu'une seule de ses victimes, le nommé Mathurin. Tous les autres avaient-ils donc péri? — Il est certain qu'on le fit croire; et cependant Givry vivait encore en 1713; ce n'est que deux années plus tard, en 1715, que mourut Cardel, et seulement douze années plus tard, en 1725, que s'éteignit Matthieu de Malzac; et très probablement ils ne survécurent pas seuls à l'élargissement de Mathurin. Ce mensonge officiel fait en face de toute l'Europe confirmerait au besoin ce que nous savons des cruautés que subirent les confesseurs. Ce fut par pudeur, plus peut-être que par fanatisme, que l'on conserva les autres victimes, pour que leur longue agonie s'achevât dans les ténèbres et dans le silence. Quel cri d'indignation l'Europe n'eût-elle pas en-

tendu, s'ils avaient pu raconter les détails de leur interminable supplice! — Dira-t-on que le géolier trompa le roi? — Il avait intérêt à dire les prisonniers vivants, pour s'enrichir de leurs privations, et tout à perdre s'il les disait morts (1). Que le mensonge et l'iniquité retombent donc sur leur véritable auteur!

Terminons par un rapprochement historique concernant le lieu où souffrirent, plus d'un quart de siècle au moins, sept pasteurs du désert. Les deux îles de Lérins, situées sur la côte du département du Var, Sainte-Marguerite et Saint-Honorat, sont célèbres à des titres divers : la première, par l'histoire mystérieuse de l'homme au masque de fer, qui, selon l'observation de M. Ch. Read, pourrait bien n'avoir été que l'un des pasteurs du désert, si ce n'est tous à la fois; dans la seconde, saint Honorat fonda, vers 410, un monastère qui devint le berceau du semi-pélagianisme, la pépinière de ces évêques et docteurs éminents qui, repoussant les exagérations dangereuses de Pélagie, ne repoussèrent pas moins énergiquement les monstruosités opposées de la doctrine augustinienne. Cassien, chef de ce mouvement, eut, dit-on, jusqu'à 5,000 moines sous sa direction. Le monastère de Lérins, plus tard Saint-Honorat, compta parmi les principales écoles théologiques du christianisme. On appela cette île l'île Bienheureuse, l'île des Saints. (H. Martin, *Hist. de Fr.*, I, 349.) Ne nous sera-t-il pas permis d'appeler sa sœur, Sainte-Marguerite, l'île des Martyrs?

O. DOUEN, pasteur.

A la suite de ces lectures, il a été donné connaissance du rapport de M. L. Oppermann, trésorier, sur le huitième exercice clos au 31 décembre 1859. Les recettes effectuées ont été de 7,283 fr. 45 c., et les dépenses de 8,890 fr. 30 c. L'année 1860 a donc débuté avec des restes à payer, mais aussi avec des restes à recouvrer, qui devront être promptement mis à jour. M. le trésorier a exhorté en conséquence notre public à seconder activement les efforts de la Direction et de l'Agence, pour que la marche de la Société soit plus prospère.

(1) Le géolier n'était plus alors M. de Saint-Mars, mais La Motte-Guérin.

Vient de paraître :

LE TOME III ET DERNIER

DE

L'HISTOIRE DES PROTESTANTS

ET DES

ÉGLISES RÉFORMÉES DU POITOU

PAR AUG. LIÈVRE

In-8° de 376 pages

Contenant les biographies ; la liste des Eglises et des pasteurs qui les ont desservies jusqu'à la révocation de l'édit de Nantes ; le tableau des synodes principaux, de 1561 à 1683 ; une note sur le massacre de la Brossardière, du 13 août 1595 ; le testament de Joseph Defontaine ; une liste des protestants du Haut-Poitou, persécutés en 1681 ; un relevé des conversions opérées par les dragonnades en 1681, diocèses de Poitiers, de Limoges, de La Rochelle et de Luçon ; des listes de persécutés de 1685, etc., de galériens pour cause de religion, de détenus dans les prisons d'Etat, de femmes ou filles enfermées dans des couvents et hôpitaux, de prisonniers pour cause de religion, de persécutés depuis 1749, de réfugiés ; une notice sur les *méreaux* des Eglises du désert. Avec table alphabétique des noms de lieux et de personnes contenus dans tout l'ouvrage et une carte du Poitou.

LOUIS XIV

ET

LA RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES

PAR J. MICHELET

4 vol. in-8°.

LE TROISIÈME JUBILÉ SÉCULAIRE

DE

LA RÉFORMATION EN FRANCE

29 MAI 1859

Compte rendu général publié par la Commission du Jubilé.

1 vol. grand in-8° de 260 pages.

ESSAI HISTORIQUE

SUR

LES ÉGLISES RÉFORMÉES DU DÉPARTEMENT DE L'AISE

D'APRÈS DES DOCUMENTS LA PLUPART INÉDITS

PAR O. DOUEN

1 vol. grand in-8° de 185 pages.

PRIX DES 8 PREMIERS VOLUMES DU BULLETIN :

Pour les *nouveaux membres*, chaque volume, 7 fr., et pour les *nouveaux abonnés*, 10 fr.

Voir les Statuts de la Société, page 6 du tome I.

Le BULLETIN est expédié PAR LA POSTE (pour la France et les pays étrangers avec lesquels il existe des conventions postales), et les prix de souscription sont fixés ainsi qu'il suit pour les *sociétaires* et les *abonnés* :

N. B. <i>Aux Sociétaires.</i> Le taux de la cotisation n'est point un <i>maximum</i> . Chacun est invité et intéressé à faire connaître l'œuvre et à la propager.	SOCIÉTAIRES.		ABONNÉS.
	1 ^{re} année. (dr. de diplôme.)	2 ^{me} année et suivantes.	chaque année.
PARIS ET BANLIEUE.	16 fr.	6 fr.	13 fr.
DEPARTEMENTS.	17 »	7 »	15 »
ÉTRANGER.	17 »	7 »	15 »

MODE DE PAYEMENT. — CHANGEMENTS DE DOMICILE. — RÉCLAMATIONS. — Les paiements doivent être adressés *franco* et avec les demandes (à l'Agence de la Société, 174, rue de Rivoli, à Paris), en valeurs sur Paris ou en mandats de poste, à *Monsieur l'Agent de la Société*, etc. (sans nom de personne). — De même pour les changements de domicile et les réclamations. (Ecrire lisiblement les noms, prénoms, qualités et résidence, et indiquer le département ou le pays, ainsi que le bureau de poste desservant le lieu d'habitation.)

L'AGENCE est ouverte chaque jour de la semaine de 3 à 5 heures 1/2.

RECouvreMENTS COLLECTIFS. — Dans certaines localités, les membres et abonnés pourront s'entendre pour une transmission collective. — A Strasbourg, le Directoire du Consistoire supérieur a bien voulu autoriser spontanément M. Ph. Lauth, chef de ses bureaux, à centraliser les souscriptions.

ENVOI DE DOCUMENTS. — Ils doivent être adressés *franco* au Président de la Société. — On peut les déposer: A Lyon, chez M. Denis, lib., rue Impériale, 42; — A Bordeaux, chez H. Muller, libr., rue Sainte-Catherine, 43; — A Montpellier, chez F. Pujol, libr., rue Argenterie, 24; — A Genève, chez J. Cherbuliez, libr.; qui ont offert de les faire parvenir, sans frais, à Paris.

DANIEL CHAMIER. *Journal de son voyage à la cour de Henri IV, en 1607, et sa Biographie*, publiés pour la première fois, d'après les manuscrits originaux, avec de nombreux documents inédits, par M. CHARLES READ, ancien magistrat, président de la Société de l'Histoire du Protestantisme français, membre de la Société de l'Histoire de France et de celle d'Histoire et d'Archéologie de Genève. 1 volume grand in-8° de 480 pages, avec un beau portrait de Daniel Chamier, gravé sur acier, et une vue du temple de Montélimar, démoli à la révocation de l'Edit de Nantes.



The HF Group

Indiana Plant

095991 D 7 00



5/25/2007

